LE

THÉATRE EN ITALIE.

II.[1]

Les Théâtres Romains. — Meo Patacca et Cassandrino.

Les Romains ont eu de tout temps la passion du théâtre. Les Romains d'autrefois ne demandaient que deux choses à leurs maîtres : du pain et des spectacles ; les Romains d'aujourd'hui leur demandent des spectacles avant tout. Ce goût pour le théâtre est si prononcé, que le gouvernement, tout bigot qu'il est, a dû se résigner à le satisfaire ; Rome compte aujourd'hui huit théâtres, qui tous ont leur public ; *Argentine*, *Valle* et *Apollo* sont les principaux. Le théâtre Apollo date seulement de la domination des Français. Les préfets de ces *barbares* connaissaient le faible de leurs gouvernés ; pour les séduire, ils leur donnaient à la fois cette jolie salle de spectacle et la promenade du *Pincio*. Cette fondation et l'autorisation accordée aux comédiens de jouer en tout temps avaient rendu les Français populaires. Cependant, lorsque 1815

(1) Voyez la livraison du 15 mars.

arriva, le peuple, qui aime à changer de maîtres, les vit partir avec plaisir; mais le pouvoir restauré ayant décidé qu'à l'avenir les spectacles ne seraient ouverts que pendant le carnaval, et qu'en tout autre temps on ne laisserait jouer que des acteurs de bois, on les regretta. Cette mesure froissait singulièrement le goût national; à la longue elle parut tellement odieuse, qu'il fallut bien la rapporter. On toléra donc les comédiens de chair et d'os, et l'on permit aux Romains récalcitrans de se damner en temps ordinaire comme en temps de carnaval. Le carême seul fut excepté. Pendant ce temps, tous les théâtres chôment, même les théâtres de marionnettes. Il est vrai que, par compensation, durant ce saint temps, les spectacles d'un autre genre ne manquent pas; le peuple, qui trouve les théâtres fermés, remplit les églises.

Les petits théâtres de Rome, où l'on joue le mélodrame et la farce, ressemblent à ces jeux de paume enfumés de nos villes de province, où de pauvres comédiens de passage jouent par occasion. L'aspect des grands théâtres n'est guère plus séduisant. C'est là cependant que Pergolèse, Cimarosa et Rossini ont débuté tour à tour, jetant, avec la prodigalité du génie, leurs divins chefs-d'œuvre à la foule passionnée. Au premier coup d'œil, on dirait de poudreux bazars autour desquels seraient appendus des échantillons d'étoffes de toutes les couleurs. Chacun, en effet, orne sa loge comme bon lui semble; les rideaux sont drapés ou forment baldaquin, et sur le devant des loges pendent des tentures de velours, de laine et de soie de toutes les nuances. Si ces draperies et ces tentures étaient de même époque, cette bigarrure serait peut-être agréable; malheureusement il y a là du vieux et du neuf, et même le vieux domine. Cette variété est donc assez déplaisante; mais chaque propriétaire de loge peut se dire chez lui, et la vanité de chacun est satisfaite.

Les gens qui, lors du départ des Français, avaient substitué des comédiens de bois aux comédiens vivans, promulguèrent, vers la même époque, des règlemens de police pour les théâtres, qui sont peut-être tombés en désuétude, mais qui n'ont pas été rapportés. L'atroce et le ridicule les ont rendus fameux. Chaque place du théâtre devait être numérotée; cent coups de bâton étaient immédiatement administrés, sur l'échafaud de la place Navone, au spectateur qui prenait la place d'un autre. Cinq ans de galères punissaient le spectateur qui cherchait querelle au portier du théâtre, chargé de distribuer les places, ou aux agens chargés de la police de la salle. Voilà de la justice tout-à-fait turque, et c'est à Rome qu'elle était rendue.

Les condamnations à ces peines *correctionnelles* devaient être prononcées d'une manière sommaire par des inquisiteurs établis *ad hoc* (1).

La perspective de la bastonnade et des galères aurait dégoûté des amateurs moins prononcés que les Romains. Ils ne continuèrent pas moins de remplir les théâtres. Aujourd'hui même, malgré la médiocrité des acteurs et la nullité des pièces, ils ne les ont pas désertés. Ce goût pour les spectacles tient sans doute à la facilité qu'ils ont de se faire illusion. Leur imagination est vive et mobile, elle se plie merveilleusement à toutes les inventions, et obéit à toutes les volontés du poète. Au bout de quelques momens, le spectateur romain devient le confident et l'ami des personnages en scène, et se fait en quelque sorte acteur dans le drame. Cette facilité de sympathie est poussée à un tel point, qu'il n'est pas surprenant de voir des spectateurs passionnés interrompre la pièce, pour se porter, comme l'illustre chevalier de la Manche en pareille occasion, au secours de la vertu malheureuse et de l'innocence opprimée. En France, le spectateur a plus de vanité et semble toujours se tenir en garde contre l'illusion. Si par hasard il cède et s'y abandonne, c'est d'une manière toute fugitive. Ce genre de fascination n'a lieu d'ordinaire que dans certains momens vifs, quand l'action dramatique court et vous entraîne après elle.

Un soldat de Baltimore était de faction dans l'intérieur d'un théâtre. Au moment où l'acteur chargé du rôle d'Othello va frapper Desdemona, le soldat l'ajuste et lui casse un bras. Toute la salle se soulève et crie au meurtre. — Vous n'êtes tous que des lâches, leur dit le soldat en rechargeant tranquillement son arme; vous laissiez faire ce maudit nègre. Il ne sera pas dit que, moi de faction, une femme blanche aura été étranglée par un pareil misérable.

Un acte isolé, comme celui de ce soldat, peut se concevoir, sur-

(1) Outre l'échafaud en permanence sur la place Navone, il y avait à la même époque, aux portes des autres théâtres, un *cavaletto* en permanence, avec un exécuteur de faction, attendant les pratiques. Le cavaletto est formé de deux planches en dos d'âne portées sur quatre pieds de bois. Le patient enfourche le cavaletto, sur lequel on le couche à moitié, le nez contre l'angle du dos d'âne. Alors l'exécuteur fait le signe de la croix, et lui applique sur le dos un nombre déterminé de coups de nerf de bœuf. L'exécution achevée, il réclame une *bonne main* du patient, qui s'en va chez lui, s'il n'est pas trop éreinté; autrement, on le rapporte sur un brancard.

La peine du cavaletto s'appliquait correctionnellement à la foule de petits délits commis par les marchands, cafetiers, restaurateurs, etc. Ainsi, un cafetier qui vendait une tasse de café un jour de jeûne était passible du cavaletto.

tout de la part d'hommes simples et tout au premier mouvement. Ces actes sont bien autrement significatifs lorsqu'ils sont le fait d'une assemblée nombreuse. Ils caractérisent un peuple, sa manière de concevoir et de sentir. N'est-ce pas à Rome que, vers la fin du dernier siècle, se passa la scène singulière que nous allons raconter? On jouait un drame tiré de l'histoire du moyen-âge, et qui avait pour titre *le Tyran des Abruzzes*. Le tyran a découvert l'amour d'un fils issu d'un premier mariage pour la belle Cornélie, qu'il vient d'épouser en secondes noces. Il ne doute pas que cet amour ne soit partagé, et il a résolu de se venger d'une manière terrible de l'infidélité de sa nouvelle épouse. Il appelle son fils, et lui mettant un poignard à la main : — Je viens de surprendre la coupable Cornélie avec un de mes majordomes, lui dit-il; tu sais qu'en pareille occasion la loi veut que ce soit le fils qui venge le père, prends donc ce poignard et va tuer l'infidèle. — Le fils, dans son égarement, prenait le poignard.... Alors tout le parterre se leva comme un seul homme : — Ne le croyez pas, elle n'est pas coupable! criaient les uns; — c'est un vieux coquin, un infame qui veut te tromper! disaient les autres; — pas de poignard, rendez le poignard! — répétait la foule unanime. Comme le fils hésitait et gardait le poignard, les plus emportés commençaient à l'injurier, et, les menaces succédant aux injures, il fallut bien que l'acteur obéît, aux grands applaudissemens du public. Malheureusement, une fois le poignard rendu, la pièce, dont l'intrigue était rompue, ne pouvait plus continuer; le fils du tyran se vit donc contraint de s'avancer vers la rampe de l'orchestre, et s'adressant aux spectateurs du parterre d'une voix humble et suppliante : — Je ne crois pas un mot de l'histoire que mon père vient de me faire, leur dit-il; je sais parfaitement qu'il me trompe, et je vous assure que je ne veux nullement tuer Cornélie; permettez-moi donc de reprendre le poignard.... Ce ne fut que lorsqu'il eut donné sa parole d'honneur au public que, loin de faire aucun mal à Cornélie, il la sauverait, qu'avant dix minutes on aurait la preuve de ses bons sentimens, et qu'enfin tout s'arrangerait pour le mieux, qu'on lui permit de reprendre son arme et de continuer.

Même aujourd'hui ces scènes se renouvellent encore sur les théâtres de Rome, et il est tels rôles odieux dont les acteurs ne se chargent qu'à leur corps défendant, tant ils craignent les injures et quelquefois même les voies de fait de la foule. Ces scènes, nous le savons, scandalisent grandement certains voyageurs collets-montés, et parce que ce peuple se laissait aller volontiers à ses instincts, ils l'ont accusé de

barbarie. Ceux qui se piquent d'austérité l'ont condamné avec colère; les plus indulgens l'ont plaint. Ces emportemens sont peu raisonnables, et cette charité pourrait être mieux entendue. Cette facilité à s'émouvoir et à prendre à partie des ennemis imaginaires et même des fantômes est le propre des natures généreuses et naïves. Il n'y a que les gens blasés et les égoïstes qui restent toujours froids et raisonnables, qui calculent jusqu'à leurs émotions, et qui ne se passionnent que lorsqu'il le faut. D'un autre côté, doit-on réellement plaindre des hommes qui se rangent si volontiers du parti de leur plaisir, car se laisser aller à l'illusion du théâtre, c'est se tromper pour son plaisir? C'est, dit-on, de leur part une sorte de prolongation de l'enfance; mais où est le mal? N'est-ce pas là au contraire qu'est leur bonheur? Quelles jouissances sont plus vives que celles du premier âge? et quels drames, dans l'âge mûr, nous ont jamais causé les mêmes émotions de surprise et d'intérêt que dans l'enfance les premières scènes venues d'un théâtre de marionnettes? Plus tard nous analysons nos plaisirs, nous raisonnons nos jouissances, nous résistons de toutes nos forces à l'illusion, au lieu de nous laisser emporter par elle; n'étant plus trompés, nous ne sommes plus émus, et partant nous cessons de jouir.

Les Romains se prêtent donc plus aisément peut-être qu'aucun autre peuple aux combinaisons plus ou moins vraisemblables de leurs arrangeurs dramatiques. Du moment qu'on les intéresse, ils sont satisfaits, et, loin qu'il faille les violenter, ils se livrent spontanément à qui les amuse. Il faut sans doute attribuer à cette heureuse disposition d'esprit l'inépuisable fonds de gaieté qui les console de tout, même de leur misère et de leur abaissement actuel. Cette gaieté est d'autant plus étrange, qu'une énergie sombre et contenue forme comme la couche la plus profonde, le tuf de leur caractère national. Cette gaieté surprendrait davantage si elle était plus franche et moins satirique. On a eu grand tort néanmoins de leur reprocher amèrement cette gaieté et de n'y voir qu'une sorte d'aveu, ou si l'on aime mieux d'acceptation tacite de l'état de dégradation où ils sont tombés. Il eût été plus exact d'en conclure que, sentant trop vivement cette même dégradation et comprenant trop l'impossibilité où ils sont de s'en relever, ils se faisaient pitié à eux-mêmes et se moquaient de leur manière d'être pour n'être pas obligés d'en rougir. Ce rôle, s'il est le plus philosophique, n'est peut-être pas le plus digne. Au lieu de plaisanter de leur avilissement, on aurait voulu qu'ils le sentissent; au lieu de songer à se distraire de la perte de leur liberté, on aimerait mieux qu'ils s'en montrassent profondément affectés; ils eus-

sent, de cette façon, fait preuve à la fois de la noblesse de leur caractère et de la constance de leurs sentimens. On s'est en outre indigné de les trouver dans certaines occasions (par exemple lors du carnaval) l'un des peuples les plus gais et les plus fous de la terre (1); ces saturnales ont paru une sorte de contre-sens et leur ont attiré des reproches trop exagérés pour être tout-à-fait justes. Dans ces circonstances exceptionnelles, leur gaieté est en effet fort bruyante et tient presque du délire; mais ce genre de gaieté, qui ne se manifeste que par de grands éclats, est propre surtout aux tempéramens mélancoliques et aux caractères habituellement graves, et nous le répétons, le peuple romain a dans le caractère un fonds de gravité triste qu'on découvre même sous toute cette joie.

Cette gaieté bruyante et désordonnée se retrouve également dans ces comédies populaires et dans ces farces qui charment le parterre des petits théâtres de Rome. Mais, au milieu de ces charges grotesques, on est surpris de rencontrer par instans de ces coups de pinceau vigoureux et naïfs, de ces touches pénétrantes qui démontrent une profonde connaissance du cœur humain, et qui rapprochent le poète comique du moraliste et du philosophe. Les auteurs de ces farces ne se sont cependant pas attachés, comme Molière et nos bons comiques, à peindre principalement les vices et les travers du cœur humain : les ridicules extérieurs les ont frappés davantage; cette peinture des ridicules extérieurs, trop souvent exagérée, a dû nécessairement les faire tomber dans la bouffonnerie. Ils n'ont pas fait le portrait de la vie, ils en ont saisi la caricature; mais il est certain genre de caricature qui approche plus de la ressemblance parfaite et qui fait mieux connaître l'original que le portrait le plus exact : il est telle habitude de l'homme que le grotesque seul peut bien exprimer.

A Rome, les principaux théâtres, ceux de musique exceptés, ne sont guère fréquentés du public et par les mêmes motifs qu'à Florence. Le *Burbero benefico*, *don Desiderio*, le *Poeta fanatico*, et cinq à six *chefs-d'œuvre* de Giraud, Goldoni et autres qui forment le fonds de l'ancien répertoire, ne sont plus ni joués ni jouables. Les Vestris, les Casaciello, les Pertica, les De' Marini, ces bouffons pleins de verve qui ont fait les délices de l'Italie pendant le premier quart de ce siècle, ne sont plus là pour faire valoir ces pièces beaucoup trop vantées. Ces vieilleries sont donc laissées de côté, et les œuvres modernes ne sont pas supportables, surtout quand leurs auteurs visent

(1) Mme de Staël, *De la Littérature*, tom. I.

au genre sérieux et à la comédie de caractère. Les pièces traduites et arrangées sont, à peu de variantes près, les mêmes qu'à Florence; le lieu de la scène et quelques détails de mœurs sont seuls changés. Comme il faut, par exemple, qu'à Rome la bastonnade joue toujours un rôle, on ne manque jamais d'adapter quelques scènes à coups de bâton même aux pièces musquées de M. Scribe. Les pièces franchement bouffonnes, dans lesquelles l'acteur improvise sur un canevas donné et peut se livrer à sa verve, n'ont guère que le mérite de l'imprévu. Ces modernes *atellanes* sont pleines d'évènemens singuliers, de jeux de mots, de lazzis, de folies plus ou moins divertissantes; mais on n'y trouve ni développement de caractères, ni progression d'intérêt, ni vraisemblance, ni mœurs; aussi est-il impossible de voir jouer plus d'une fois ces bouffonneries, même celles qui d'abord nous ont paru les plus amusantes; l'imprévu seul les rend supportables.

On conçoit cependant que ce genre de comédie ait séduit des gens de goût auxquels il paraissait tout nouveau. Desbrosses, ce spirituel voyageur, lors de son séjour à Rome, en fut en quelque sorte émerveillé. « Cette manière de jouer à l'impromptu, qui rend le style très faible, dit-il, rend en même temps l'action très vive et très vraie. La nation est vraiment comédienne; même parmi les gens du monde, dans la conversation il y a un feu qui ne se trouve pas chez nous, qui passons pour être si vifs. Le geste et l'inflexion de la voix se marient toujours avec le propos au théâtre; les acteurs vont et viennent, dialoguent et agissent comme chez eux. Cette action est tout autrement naturelle, a un tout autre air de vérité, que de voir, comme aux Français, quatre ou cinq acteurs rangés à la file sur une ligne, comme un bas-relief, au-devant du théâtre, débitant leur dialogue chacun à son tour (1). »

Aujourd'hui que nous avons l'analogue de ce genre sur nos petits théâtres de Paris, et que même aux Français des armées d'acteurs qui se démènent avec plus ou moins de furie, et qui crient plutôt qu'ils ne parlent, ont remplacé les quatre ou cinq personnages des bas-reliefs d'autrefois, nous ne pouvons plus être ni si étonnés, ni si amusés.

Le caractère du peuple romain est l'un des plus difficiles à bien étudier, ce caractère variant selon les quartiers de la ville et manquant d'unité. Les habitans des quatorze quartiers de Rome sont divisés aujourd'hui en quatre classes bien distinctes : les *Monteggiani*,

(1) Desbrosses, *Lettres sur l'Italie*, tom. II, pag. 255.

les *Romani*, les *Popolanti* et les *Trasteveri*. Les Monteggiani habitent les Sept-Collines, les Romani le Corso et tout l'ancien Champ-de-Mars, les Popolanti le quartier voisin de la Porte-du-Peuple, et enfin les Trasteveri le quartier situé au-delà du Tibre. Le caractère des Romani et des Popolanti, c'est-à-dire du peuple de la ville neuve, se compose d'un fonds d'énergie, de vivacité, et en même temps de douceur et de politesse qu'il doit sans doute au voisinage et à la fréquentation des étrangers. Les Monteggiani, ou peuple des monts, sont criards et méchans; le peuple de Trastevere est féroce. — *Passa, o mai più non passerai!* (passe vite, ou bientôt tu ne pourras plus jamais passer!) dira en tirant son couteau l'habitant de Trastevere à l'étranger qui s'arrête un moment devant sa maison pour admirer la superbe tête de sa femme ou de sa fille; l'habitant des monts rassemblera ses compagnons pour le huer ou le poursuivre à coups de pierres; le boutiquier du Corso l'éconduira avec quelque impatience, se permettant tout au plus une épigramme polie. Les nuances du caractère romain sont également tranchées quand on passe d'une classe à une autre. La populace, dans son ensemble, est grossière, passionnée, énergique, spirituelle. La classe moyenne, ou *secondo cetto*, qui, à sa tête, a les avocats et les riches marchands, ne manque pas non plus d'énergie; elle unit à beaucoup de naturel et de simplicité un grand savoir-vivre; son esprit est extrêmement fin, et son bon sens parfait; il est vrai qu'elle lit Voltaire en cachette, et que, ne voulant pas se compromettre avec les gens puissans dont elle a besoin, elle doit comprendre et se faire comprendre à demi-mot. Si elle veut se moquer de ces puissans personnages dont elle n'ignore aucun des ridicules, sans cependant qu'il y ait là de petits journaux pour les lui faire connaître, ce ne peut être que d'une façon prudente, modérée, et à l'aide d'allusions détournées. L'esprit de la bourgeoisie est donc plutôt légèrement satirique que décidément méchant. Ces bourgeois de Rome, que nous autres Français nous regardons comme si grossiers, ne traiteront pas de *scélérats* ou tout au moins de *malhonnêtes gens* ceux qui diffèrent d'opinion politique avec eux. Ils mettent avec raison l'honnêteté et la probité en dehors des opinions politiques, en dehors même des opinions religieuses; ils connaissent trop la vanité de ce qu'on appelle des opinions. L'exemple des hautes classes de la société n'est pas non plus perdu pour eux. Pour ma part, je dois l'avouer, j'ai plus d'une fois été surpris de la modération des personnages les plus influens de ces hautes classes, et de l'indulgence de bon goût qu'ils montrent à

l'égard de leurs adversaires déclarés. Un *monsignore* romain, souvent même un cardinal, serre la main avec effusion à un homme qu'il connaît parfaitement pour déiste; il ne l'appelle pas athée, et s'il le damne, c'est tout-à-fait mentalement. Le pape reçoit avec une courtoisie singulière les protestans qui lui sont présentés.

Cette tolérance est d'autant plus méritoire qu'elle n'est pas un effet de l'indifférence. Nous ne sommes plus au temps où les grands seigneurs romains, laïcs ou séculiers, récitaient en riant ces vers de Pulci quand on les interrogeait sur leurs croyances :

A dir tel tosto,
Io non credo piu al nero che all' azzuro,
Ma nel cappone, o lesso, o vuolsi arrosto;
E credo alcuna volta anco nel burro.
. . . .
Ma sopra tutto nel buon vino ho fede,
E credo che sia salvo chi gli crede (1).

Ne dirait-on pas nos marquis du dernier siècle répétant les prologues de *la Pucelle ?*

Aujourd'hui la haute société romaine a renoncé à ce ton de légèreté philosophique, et si tous ses membres n'ont pas la foi, du moins tous gardent les apparences, surtout avec les étrangers.

Une autre cause de la modération spirituelle de la bourgeoisie romaine et de son malicieux bon sens, c'est l'état de résignation forcée à laquelle elle est condamnée. Chacun de ces bourgeois de Rome sait bien que le mal est trop invétéré pour qu'aucun remède puisse le guérir; ce qui existe ne peut pas ne pas exister; et quand un malheur est inévitable, à quoi bon s'en indigner? à quoi bon se mettre en colère et s'armer contre les hommes puissans qui gouvernent, si le lendemain de leur mort on court risque de les voir remplacés par de plus méchans qu'eux? Les Romains, qui, ainsi que nous l'avons vu, se moquent volontiers d'eux-mêmes, ont donc mieux aimé railler leurs gouvernans que guerroyer contre eux; Pasquin et Marforio ont été leur moyen d'opposition le plus énergique, car leurs colères et leurs vengeances sont toutes intellectuelles, et ils ne connaissent qu'une seule arme : l'épigramme.

(1) A dire le vrai, je ne crois pas plus au noir qu'au bleu; mais je crois dans un bon chapon rôti ou bouilli. Je crois encore quelquefois au beurre frais........ Mais, par-dessus tout, j'ai foi dans le bon vin, et je ne doute pas que tous ceux qui ont cette même croyance ne soient sauvés. (Pulci, *Morgante Maggiore*, c. XVIII.)

A Rome, ce genre de vengeance n'atteint guère que les hommes, et ne s'attaque presque jamais aux choses. Le commun des voyageurs s'étonne en effet de voir les Romains, dans leurs contes et leurs facéties, se moquer si volontiers de leurs prêtres, pour lesquels ils montrent en apparence un respect qui approche de l'adoration. On a dit à ce propos qu'ils jouaient fort habilement la comédie, on les a même accusés d'hypocrisie, et l'on a été jusqu'à mettre en doute la sincérité de leurs croyances. On n'a pas voulu voir que c'était du prêtre qu'ils se moquaient et non de la religion, et qu'ils distinguaient soigneusement le dogme de ses ministres. Ils voient l'homme de trop près, et dans un trop complet déshabillé, pour ne pas être frappés de ses ridicules; le dogme au contraire réside pour eux dans une sphère éclatante et sublime, entourée des triples voiles de l'adoration et du mystère. Les moqueries dirigées contre les abbés et les cardinaux romains n'atteignent pas plus la religion que les épigrammes de nos petits journaux contre les députés et les ministres n'atteignent la constitution. Les gens attaqués peuvent seuls leur donner cette portée, qu'elles n'ont pas. La moquerie romaine est celle du *Lutrin*, et non pas la moquerie philosophique de Rabelais, encore moins celle de Voltaire. Si parfois, à travers l'homme, les Romains s'attaquent à quelques abus de la religion, c'est plutôt pour se divertir à propos de ces abus que pour essayer de les réformer. Ils ont vu échouer trop d'attaques de ce genre pour n'en pas comprendre l'inutilité. Avant tout, ils veulent rire, et, comme des écoliers espiègles, ils saisissent l'occasion de se divertir, toutes les fois qu'ils la trouvent, sans grand souci du mal qu'ils peuvent faire.

Ces différentes manières d'être du peuple et de la bourgoisie de Rome, et ces nuances tranchées de leur caractère, sont résumées sur la scène populaire par deux types fort distincts, également vrais tous deux : Meo Patacca et Cassandrino, Meo Patacca le Trasteverin, Cassandrino le bourgeois aisé.

Meo Patacca est le favori de la populace romaine. Les érudits prétendent qu'il descend de Maccus, ce paysan osque, héros des atellanes, dont il a la rustique et spirituelle insolence. Quoi qu'il en soit, Meo Patacca est un brave de la vieille roche; il ne s'est jamais servi, comme les *bravi* actuels, d'une pierre cachée dans la main pour frapper ses adversaires à la tempe, ou d'un petit couteau de poche pour leur faire au ventre une étroite boutonnière. Il portait naguère un bon poignard à sa ceinture, et, le poignard étant défendu, il l'a remplacé par un bâton noueux; son visage brun est encadré par

d'énormes favoris noirs, et, sous son grand chapeau ou *fungo* (champignon), son œil brille d'un éclat vraiment fulminant.

Meo Patacca n'y va pas non plus de main morte; il ne peut souffrir la contradiction, et il ne connaît qu'un seul moyen de persuasion: c'est d'assommer ses contradicteurs. Meo Patacca parle, du reste, le dialecte romain dans toute sa pureté. Il ne prononce pas une phrase sans en répéter le mot le plus énergique; il ne dit pas à ses compagnons qui raisonnent : Faites cela; — mais : Je *veux* que vous fassiez cela, je le *veux* (1). Il avale toutes les syllabes finales des infinitifs. Il dit *sape* pour *sapere*, et *fa* pour *fare;* ou bien il remplace les dernières syllabes de ces mots par la particule *ne* qu'il place à tout propos; alors il dit *fane* pour *fare*, *sapene* pour *sapere*, *chine* pour *chi*, *quine* pour *qui*. Il se plaît encore à déplacer les *l* et les *r;* quand il parle de sa gloire, il ne dit pas *gloria*, mais *grolia*, et jamais vous ne l'entendrez prononcer un *d;* aussi dit-il *quanno* pour *quando*, *anna* pour *andare*.

D'autres fois il vous paraîtra tout-à-fait incompréhensible. Si par exemple vous le priez de vous rendre un service, et qu'il soit dans un moment de belle humeur et d'activité : *mo!* s'écriera-t-il d'une voix tonnante. Que veut-il dire par-là? Vous avez beau consulter tous les vocabulaires italiens, vous n'en saurez pas davantage, à moins qu'un des compagnons du bravo ne vous traduise ce *mo* par *adesso;* vous comprenez alors qu'il a voulu dire *tout de suite*.

Meo Patacca ignore sans doute qu'il a eu Maccus pour aïeul. Il se prétend toutefois l'héritier direct des anciens Romains; il vous parle du forum comme s'il y avait vécu, et de Marcus Brutus, de Jules César, et surtout de l'empereur Néron, comme d'amis qu'il aurait quittés la veille. Ce n'est cependant que vers la fin du XVII[e] siècle, à l'époque du siége de Vienne par les Turcs, que Meo Patacca a commencé à faire parler de lui. Un poëme héroïque en douze chants nous raconte ses aventures. Meo Patacca, vers ce temps-là, végétait sous quelque portail d'église des environs de la place Navone, vivant d'herbes sauvages qu'il allait cueillir dans la *campagna*, et ne mangeant qu'une fois l'an une poignée de friture ou une grillade de viande salée. Meo Patacca n'en était pas moins l'un des citoyens les plus fiers *di sta gran Roma* (2), comme disent encore les savetiers de Trastevere.

A la nouvelle du danger qui menace Vienne, ville chrétienne comme

(1) Par exemple : *la vò, fini, la vò;* je veux finir cela, je le veux.

(2) *Sta* pour *questa*.

Rome, l'intrépide Meo Patacca rassemble ses camarades de Trastevere, les harangue et leur persuade de marcher au secours de cette ville amie du pape. C'est là le sujet du premier chant.

Au commencement du second chant, tous ces héros sont prêts à partir :

« C'était l'heure où les charcutiers ajustent avec des perches de grandes toiles sur le devant de leurs boutiques, et où les fruitiers et tous les vendeurs de comestibles en font autant; l'heure où le soleil, cet ami si complaisant des glaciers, échaude les marchandises et brûle les marchands, s'ils ne prennent pas leurs précautions; c'était midi (1)! »

Meo Patacca, après avoir visité en détail tous ses bons amis qui vendent la *robba magnaticcia* (la mangeaille), se dispose à partir. Tout à coup il est entouré par une troupe de femmes qui arrivent en poussant des cris de désespoir et des hurlemens; toutes s'arrachent les cheveux et paraissent en proie à la désolation la plus vive. Ce sont les femmes, plus ou moins légitimes, des héros que Meo Patacca a enrôlés; elles viennent faire au chef des représentations éloquentes et refusent de laisser partir ses soldats. Quatre chants sont remplis de leurs plaintes, de leurs querelles et des répliques de Meo Patacca; car ce héros galant, ne sachant à laquelle entendre, veut néanmoins répondre à toutes. Dans cette partie du poème abondent les détails satiriques, les saillies plaisantes, et une foule de mordantes épigrammes sont envoyées à l'adresse des personnages importans de l'époque. Enfin, à l'aide de son énergique volonté et de ses poumons vigoureux, Meo Patacca sort triomphant de cette lutte qu'il regarde comme la plus pénible qu'il ait jamais soutenue; rien ne l'arrête plus, les tambours battent, les enseignes sont déployées, il va partir, quand arrive la nouvelle de la délivrance de Vienne par Sobieski.

Meo Patacca est désolé, car il voit d'un même coup s'évanouir son armée et ses espérances de gloire; il finit cependant par se consoler

(1) Era quell' hora ch' i Pizzicaroli
Con le perticha aggiustano le tenne.
Innanzi alle lor mostre, e i fruttaroli,
E ognun, che robba magnaticcia venne.
Perche pé fa servizio à i novaroli,
El caldo insupportabile se renne;
E allora il sol, se non ci son ripari
Scalla le robbe, e scotta i bottegari;
Questo ero il mezzodi, etc.

Tenne, *venne*, *renne*, pour *tende*, *vende*, *rende*, et *scalla* pour *scalda*.

de sa mésaventure; il fait plus, il se décide à célébrer cette délivrance, qui s'est opérée sans son concours, par de grandes réjouissances. Il n'est pas bien certain, en effet, de n'avoir pas été pour quelque chose dans la déconfiture du Turc, qui, en apprenant sa prise d'armes, n'aura pas osé l'attendre de pied ferme. A cet effet, il convoque de nouveau ses compagnons d'aventures.

Dans les chants qui suivent, nous assistons aux préparatifs de la grande fête et à la fête elle-même, et nous retrouvons toujours Meo Patacca jurant, querellant, goguenardant, et se débarrassant d'une manière fort expéditive tantôt d'un rival, tantôt d'un insolent qui ose lui tenir tête. Mais la fête tire à sa fin, et Meo Patacca va être obligé de licencier une seconde fois son armée, quand tout à coup on apprend que la ville de Bude en Hongrie vient d'être emportée d'assaut par l'armée des chrétiens; le bruit court en même temps que les juifs qui habitaient la ville se sont joints aux Turcs pour repousser l'assaut. A cette nouvelle, l'héroïque Meo Patacca se sent transporté d'une sainte colère; ses compagnons sont encore réunis, il les harangue. Les juifs sont les alliés des Ottomans, il faut se venger des juifs; la gloire qu'ils comptaient recueillir à Vienne, c'est dans le Ghetto (le quartier des juifs) qu'il faut l'aller chercher. Jamais plus belle occasion ne se présentera de venger le nom chrétien, et en même temps de remplir sa bourse. Les compagnons de Meo Patacca ne se le font pas dire deux fois; ils se précipitent, à la suite de leur chef, vers le Ghetto, qu'ils attaquent et mettent au pillage pour la plus grande gloire de Dieu.

C'est par ce bel exploit que se termine le poème de Meo Patacca. Il y avait bien quelque chose à reprendre dans cette manière leste avec laquelle ce héros met un quartier de Rome au pillage; mais devait-on y regarder de si près avec des juifs? Joseph Berneri, l'auteur du poème, n'a donc pas hésité à le dédier à l'illustre D. Clément Rospigliosi, depuis Clément XI; aussi ce poème est-il très orthodoxe, c'est un des livres favoris du peuple romain, et naguère encore Pinelli l'a illustré de ses compositions.

Berneri a chanté le plus glorieux exploit de Meo Patacca. Depuis son héros a beaucoup déchu. Quand le poignard fut prohibé, Meo Patacca, ayant persisté à en faire usage, se fit une mauvaise affaire avec les sbires, et fut obligé de gagner *la Macchia*, et de chercher fortune sur les routes de Piperno et d'Itri. Il n'en veut pas aux pauvres diables; ce sont les riches seulement qu'il rançonne. S'ils n'ont pas sur eux d'argent comptant, il les emmène avec lui dans la mon-

tagne, et il adresse à leurs parens et à leurs amis une demande de fonds fort pressante que le prisonnier apostille. Si les parens et les amis sont trop long-temps à délier les cordons de la bourse, nouvelle missive à laquelle il joint une des oreilles du prisonnier. Si par hasard ceux-ci sont tout-à-fait récalcitrans, Meo Patacca envoie l'autre oreille que le nez ne tardera pas à suivre, car Meo Patacca a une volonté, il tient scrupuleusement sa parole, et ce qu'il a juré de faire, il le fait. Meo Patacca n'en est pas moins un excellent catholique. Il va à la messe et au salut le plus souvent qu'il peut, au risque même de se laisser prendre par les carabiniers, qui du reste ont pour lui beaucoup de respect. Il porte sur la poitrine la sainte croix avec ses mystiques inscriptions; il croit fermement aux miracles, et il raconte en se signant que son grand-père faisait ferrer sa mule par saint Albo. Qu'était-ce donc que saint Albo? Un maréchal-ferrant d'une grande piété et qui avait reçu le don des miracles. Lorsqu'on lui amenait un cheval, il lui ôtait tout simplement le pied, le portait à sa forge, y clouait un fer, et puis le rajustait à la jambe au moyen d'une prière et d'un signe de croix.

Quelle que soit la vivacité de son esprit et la singularité de son caractère, Meo Patacca est plutôt un héros épique qu'un héros dramatique. Il a cependant adopté le théâtre de *Palla corda;* c'est là qu'il figure dans une foule de petits drames *à coups de bâton*. On a remarqué néanmoins qu'il n'était plus si méchant homme qu'autrefois, et que, par instans, et grace peut-être aux inspirations de la censure, il avait des retours à la vertu. Il ne fait plus le mal pour le plaisir de le faire, et s'il assomme encore le prochain, c'est à son corps défendant. Nous le retrouvons, par exemple, dans l'une des synagogues du Ghetto, empruntant l'argent des juifs, au lieu de le prendre de force, comme jadis. Il est vrai que le bravo a changé de costume, de caractère et d'état. Au lieu du *fungo*, de la veste et de la culotte de velours à double rang de boutons argentés, il a revêtu de méchantes guenilles, et tient, par son costume bigarré, le milieu entre Briguelo et Polichinelle. Il a aussi beaucoup perdu de son altière *prepotenza;* la preuve, c'est qu'au lieu de prendre il emprunte, et qu'au lieu de commander il supplie. Les juifs qui l'ont reconnu et qui lui gardent rancune lui prêtent quatre écus à condition qu'il en rendra douze. Meo Patacca consent à tout, résolu qu'il est à ne rien rendre du tout; mais les juifs, qui connaissent leur homme, exigent encore une petite formalité avant de lui compter son capital : c'est qu'il se fasse juif. Meo Patacca, qui a grand besoin des quatre écus, consent encore; alors les

rabbins le saisissent et s'apprêtent à le circoncire. Meo Patacca avait oublié cette cérémonie préalable. A la vue de la lancette que tient un des opérateurs, il retrouve son caractère primitif, et c'est alors qu'il se met dans une terrible colère, et qu'avec son gros gourdin, il les assomme sur la place.

Marco Pepe est le seul des compagnons de Meo Patacca qui ose lui tenir tête. Marco Pepe a les dehors encore plus formidables que son ami, et quand il met le poing sur la hanche, que, se posant en matamore, il roule ses gros yeux et jure *per Bacco* ou la *santissima madonna*, on croirait que rien ne pourra résister à un si terrible champion. Mais si, par hasard, Meo Patacca se fâche, ferme le poing ou lève le bâton, Marco Pepe se fait petit et disparaît si lestement, qu'on dirait que la terre s'est ouverte sous ses pieds. On le cherche, on l'appelle; où est Marco Pepe? Marco Pepe ne répond pas; il s'est évanoui en fumée, ou bien, blotti entre deux bornes, caché dans un sillon, il attend que la colère de Meo Patacca soit passée. Malgré ses accès de poltronnerie et l'horreur qu'il a pour le bâton, Marco Pepe n'est pas moins l'inséparable compagnon de Meo Patacca; c'est son contradicteur et son compère, son souffre-douleur et son ami. Il le suit comme son ombre, copie ses gestes, imite les inflexions de sa voix, convoite le même *fiasco d'Orvietto* et se passionne pour la même maîtresse. Il est vrai que Meo Patacca est toujours l'amant préféré, qu'il caresse les belles *eminentes* à la barbe de son débonnaire rival, et qu'il ne lui passe la bouteille que lorsqu'elle est tout-à-fait vide. Marco Pepe ne diffère de son compagnon que par un point capital, c'est que Meo Patacca ne craint rien, et que lui, Marco, a peur de tout. Marco Pepe, en effet, est le plus turbulent et en même temps le plus pacifique des habitans de Trastevere. C'est un tapageur timide, un poltron criard; les Romains qui ont des prétentions au courage le renient, et disent que Marco Pepe est un Napolitain naturalisé. Il y a une chose certaine, c'est que Marco Pepe s'était fait connaître, sous ce même nom, bien antérieurement à la révolution de Naples de 1820. Le caractère de Marco Pepe a beaucoup d'analogie avec celui de Falstaff. Il est jovial, conteur et quelque peu philosophe; les femmes qui le repoussent ne méritent, à son avis, ni un effort, ni un soupir, et le laurier n'est pour lui qu'une plante tout-à-fait vulgaire, qui sert plus encore à couronner les jambons que les héros.

Les Romains prétendent que ces types de Meo Patacca et de Marco Pepe ont tout-à-fait vieilli, et que ces deux personnages ne sont plus en aussi grande faveur qu'autrefois auprès du peuple. Ils ont certai-

nement beaucoup à faire pour lutter contre les susceptibilités de la censure et contre l'inconstance du public, que séduisent les belles manières et les joyeux et élégans propos de Cassandrino, son rival lilliputien.

Cassandrino a, en effet, d'énormes avantages sur le mauvais drôle de Trastevere. C'est un homme d'un âge fort mûr, mais jeune de manières; Cassandrino, malgré la cinquantaine, est aussi leste qu'un séminariste. Il est toujours bien poudré, bien peigné, coiffé d'un joli tricorne, et, à le voir dans son bel habit rouge, qu'on croirait taillé dans le manteau écarlate d'un cardinal, on le prendrait presque pour un *porporato*. Sa culotte est rouge comme son habit, ses bas blancs sont bien tirés, ses souliers sont luisans, et son linge est d'une blancheur irréprochable. Cassandrino, comme tous les bourgeois romains, a l'usage du monde et une entente parfaite des hommes et des choses; il sait médire et flatter à propos, fait la sourde oreille quand on lui dit de dures vérités, et il faut qu'on l'ait cruellement poussé à bout pour qu'il laisse échapper un juron ou un mot grossier. Il peut avoir des momens de mécontentement et de mauvaise humeur, mais il est presque sans exemple qu'il se soit jamais mis en colère. C'est à ces aimables qualités, et surtout à la finesse d'esprit qu'il cache sous des dehors modestes, que le petit personnage doit la singulière faveur dont il jouit auprès du peuple romain, auprès des *Romani* et des *Popolanti* surtout, c'est-à-dire des habitans de la nouvelle Rome. Ceux-ci font fi de Meo Patacca, et l'appellent *paltone* ou *villano*.

Nous ne voulons en aucune façon discuter le plus ou moins de mérite dramatique des petites comédies qui sont représentées chaque soir au théâtre du palais *Fiano*. Nous voulons seulement faire connaître le personnage qui en est le héros, personnage typique, et dont les habitudes, les faiblesses et les ridicules nous initient merveilleusement à la connaissance du caractère romain.

Entrate, ó signori! nous crie le portier du théâtre. Nous payons six baiocques, et nous entrons. La compagnie est tout autre que pouvait le faire redouter la modicité du prix. Six baiocques, c'est une somme pour un Romain. La bourgeoisie seule fait de ces dépenses-là pour son plaisir; la canaille est donc restée à la porte.

Ce soir-là, nous avions *le Voyage à Civita-Vecchia* et une pièce féerique avec ballet.

Cassandrino, comme tous les vieux garçons, s'est aperçu un beau jour qu'il s'ennuyait affreusement. Il s'accorde cependant toutes les petites douceurs et se fait tous les jolis cadeaux qu'un vieux garçon

à son aise peut se faire. L'habit qu'il porte, il en a fait venir le drap de France, et c'est le tailleur de son excellence qui l'a confectionné. Un de ses amis qui arrive de Genève lui a vendu une belle montre à répétition, qui est un bijou pour le travail et l'exactitude; Cassandrino la fait sonner. Enfin, la veille encore, il a changé sa tabatière d'écaille contre une tabatière d'or. Que de raisons pour être heureux! et cependant le pauvre Cassandrino s'ennuie. L'*anitra con oliva* qu'on lui sert pour le régaler lui paraît coriace; les olives sont rances, et il trouve amer le vin d'Orvietto que lui verse sa gouvernante. Sa gouvernante elle-même lui déplaît, elle vieillit; Cassandrino la gronde, mais, comme il parle haut, le son de sa propre voix lui porte sur les nerfs. Enfin, il est si dégoûté et si mécontent de tout, que, s'il n'était pas bon croyant, il se pendrait. S'il ne peut se pendre, il va du moins mourir de langueur. Sur ces entrefaites arrive un de ses amis qui lui parle d'un voyage qu'il vient de faire à Civita-Vecchia. Le voyage à Civita-Vecchia est pour un Romain ce qu'est le voyage à Dieppe pour un Parisien. « *Per Bacco!* je suis sauvé! s'écrie Cassandrino; moi aussi, je vais voyager. » Il fait sur-le-champ ses préparatifs, met quelques pistoles dans sa bourse, garnit bien sa tabatière, enfourche Griletto, son petit âne, derrière lequel il a attaché sa valise, et le voilà trottant sur la route de Civita-Vecchia, un parasol ouvert sur sa tête pour se garantir de l'ardeur du soleil. — Ce personnage, il faut en convenir, est ingénieusement inventé. Il est bien de ce monde; ses habitudes ne sont pas exceptionnelles, et dans une ville comme Rome, où il est si difficile de cacher un ridicule ou une faiblesse, on peut toujours, à l'aide d'une parenthèse adroitement jetée ou d'un détail brodé sur le canevas de chaque jour et connu de tous, lui donner le mérite de l'à-propos.

Cette fois, Cassandrino a parfaitement choisi le moyen de se désennuyer, car son voyage est rempli de mésaventures et d'incidens de toute espèce qui lui font très vivement sentir l'existence. A peine a-t-il fait deux ou trois milles sur la voie Aurélia, qu'il rencontre un voiturin qui vient de Civita-Vecchia et qui se rend à Rome. Cassandrino se croit obligé de saluer les voyageurs et de leur faire quelques politesses; ceux-ci, qui sont en goguette, lui jettent des pelures d'orange et l'appellent *Galeotto*, parce qu'il porte un habit rouge. Pour comble de malheur, Griletto, qui a fait un maigre déjeuner, et qui sent un sac d'avoine que le voiturin a attaché sous un paillasson derrière le carrosse, fait volte-face et suit obstinément le malencontreux équipage. Cassandrino supplie, menace, et finit par se mettre

dans une terrible colère contre son opiniâtre monture. Bataille entre Cassandrino et l'âne, qui gambade, jette à terre son cavalier, et s'enfuit en emportant la valise et les provisions du malheureux voyageur.

Nous retrouvons Cassandrino à l'*osteria* de *Mala-Grotta*. Il a rattrapé son âne, mais il a perdu son parasol. Il est tellement couvert de poussière, qu'on a peine à distinguer la couleur de son habit ; il est en outre si cruellement contusionné, qu'il ne peut s'asseoir, quoiqu'il soit rompu de fatigue, et la sueur ruisselle si abondamment de tous ses membres, que, comme Biblis, il a peur de se changer en fontaine. Le début est rude pour un homme qui aime ses aises; aussi est-il déjà quelque peu dégoûté des voyages; cependant il s'en faut qu'il soit au bout de ses peines.

Cassandrino, en arrivant à l'*osteria* de Mala-Grotta, a donné ordre à l'hôte de lui préparer un bon repas et de lui servir de son meilleur vin. Tandis que le dîner se prépare, Cassandrino, toujours tendre, et qui trouve l'hôtesse à son goût, papillonne autour d'elle, et, quand l'hôte tourne le dos, essaie de lui ravir un baiser. L'hôte s'est aperçu de la manœuvre du Lovelace; il feint de n'avoir rien vu, mais lorsque Cassandrino se retourne pour embrasser sa femme, le rustre lui renverse sur les pieds un chaudron rempli d'eau à peu près bouillante. Cassandrino, rappelé de son paradis par cet avant-goût des peines de l'enfer, pousse des cris terribles. Fort heureusement pour lui l'eau n'était pas encore en ébullition, autrement il aurait eu les deux pieds cuits. Il en est quitte pour quelques échauboulures et pour une cuisson si douloureuse, qu'il en perd absolument l'appétit. Il ne faudra pas moins payer le copieux repas qu'on lui sert et auquel il ne peut toucher. En se levant de table, il met bien un poulet dans sa poche; mais en se rasseyant il oublie le poulet, et son bel habit rouge est tout taché. Au moment de partir, l'hôte lui présente son compte. Cassandrino cherche vainement sa bourse; sans doute il l'aura perdue au moment de sa chute. Il est obligé de donner sa montre de Genève en gage à l'aubergiste, qui ne veut pas le laisser partir sur sa bonne mine. L'aubergiste consent à lui remettre une dizaine d'écus sur ce gage; Cassandrino les accepte en se résignant, et le voilà reparti sur son âne, qui paraît plus raisonnable.

Dans la scène suivante, Cassandrino arrive sur le théâtre poursuivi par des brigands. Griletto s'est emporté; Cassandrino, à demi désarçonné, fait de vains efforts pour le modérer et pour retrouver l'équilibre, il finit par tomber lourdement au pied d'un grand arbre; mais comme les brigands approchent et qu'il entend leurs grosses voix, il

se relève aussitôt, et la peur lui rendant toute son agilité, il grimpe au haut de l'arbre, aussi lestement que pourrait le faire un habitué du mât de cocagne, et se cache dans le feuillage. Les brigands ne tardent pas à paraître. Barbone les commande. Barbone est, je crois, le dernier chef de bande qui ait fait trembler les Romains. Ses soldats sont armés jusqu'aux dents, et profèrent de terribles menaces contre le misérable qui les fait courir depuis si long-temps. S'ils l'attrapent, ils se proposent de lui faire souffrir mille tortures; ils le crucifieront, le feront rôtir à petit feu. Cassandrino se fait le plus petit qu'il peut; que n'a-t-il les ailes des oiseaux qui voltigent autour de lui! Il consentirait dans ce moment à troquer sa coquette enveloppe contre celle d'un corbeau ou d'un hibou; il consentirait à tout pour ne plus être Cassandrino.

Les voleurs, après avoir fouillé toutes les ornières, toutes les touffes de genêts, commencent à croire que le drôle leur a échappé et font mine de vouloir se retirer, quand tout à coup le malheureux, qui pour se distraire a eu la fatale idée de humer une prise de tabac, éternue d'une façon bruyante. Les voleurs lèvent les yeux et aperçoivent notre homme blotti sur sa branche comme un écureuil. Vingt carabines sont aussitôt braquées de son côté. Il faut voir l'agilité surprenante de Cassandrino grimpant de branche en branche et entendre ses supplications, ses invocations et ses attendrissantes apostrophes quand il se trouve le point de mire de ces coquins. Il finit par descendre ou plutôt par se laisser tomber de l'arbre, car ses forces l'abandonnent. Les brigands l'ont dépouillé en un clin d'œil. L'un d'eux s'empare de son bel habit rouge, un autre prend sa tabatière d'or, un autre son foulard anglais, et si on lui laisse sa culotte et sa chemise, c'est que le théâtre Fiano est astreint à respecter certaines convenances morales que la parfaite nudité du héros pourrait contrarier. La perruque même du voyageur excite la convoitise d'un coquin sur le retour; il s'en empare, et la tête de Cassandrino décoiffée brille au soleil comme une vessie soufflée; les brigands, que la tabatière a mis en belle humeur, plaisantent leur captif et l'appellent *coccuzzolo*, la citrouille; des Parisiens auraient dit la *coloquinte*. — Si nous lui coupions les deux oreilles, la ressemblance serait plus parfaite encore, dit l'un des brigands. — Un moment, s'écrie Barbone, sachons auparavant si ses oreilles ne peuvent être bonnes à quelque chose. — Es-tu riche? demande le brigand à Cassandrino. — Non, excellence, je ne suis qu'un pauvre homme. — Mais pour un pauvre homme tu avais là un bien bel habit rouge? — C'est mon

cousin le cardinal qui me l'a donné, excellence. — Et cette tabatière d'or? — Excellence, c'est un présent d'un monsignore de mes parens. — A merveille; eh bien! prends cette plume et ce papier, et écris sur ce chapeau à ton cousin le cardinal et à ton parent le monsignore que, s'ils tiennent à te voir encore en vie, ils t'envoient sur-le-champ mille écus romains pour rançon. Pour leur prouver que nous ne plaisantons pas, et que ce billet est bien sérieux, nous y joindrons comme cachet une oreille du *coccuzzolo,* — ajoute le chef en tirant son poignard de sa gaîne. Toute la troupe applaudit. Le parterre applaudit aussi, car l'énergie du brigand lui plaît toujours, et ces bouffonneries sont à son adresse. Cassandrino se débat et cherche à s'enfuir. On l'entraîne vers le chef, et malgré ses cris et ses supplications il court grand risque d'avoir les deux oreilles coupées, quand tout à coup on entend une décharge de mousqueterie. Plusieurs brigands sont abattus à côté de Cassandrino; les autres s'enfuient. Cassandrino, terrifié, se jette à plat ventre; il ne se relève que lorsqu'il se trouve au milieu des carabiniers qui viennent de surprendre les brigands. Cependant ses infortunes ne sont pas encore à leur terme. Les carabiniers ne croient pas un mot du récit qu'il leur fait; ils le prennent pour quelque brigand sournois. Ils lui lient donc les poignets, le font monter sur l'âne qu'ils ont retrouvé, et le ramènent à Rome escorté par les paysans, qui l'appellent *ladrone*, *malandrino*, et qui se promettent bien de l'aller voir pendre. C'est ainsi que finit le voyage à Civita-Vecchia.

On voit déjà par ce récit quelles sont les allures du héros des *burattini;* on comprend sur-le-champ que son âge et ses habitudes de vieux garçon d'une part, et de l'autre sa trop grande tendresse de cœur, le rendront victime d'une foule de mésaventures comiques, dans lesquelles sa douceur, sa politesse, son savoir-vivre et ses autres belles qualités doivent tourner contre lui. Ce ne sont guère là que des intentions comiques sans doute, mais ces intentions sont heureuses; elles donnent lieu à des développemens de caractère parfaitèment vrais et à d'intéressantes études de mœurs. Ce que l'analyse ne peut exprimer, c'est la vivacité d'action, la prestesse et la vérité pleine d'esprit de ces bagatelles improvisées la plupart du temps. La gentillesse et l'espiéglerie de ces petits personnages d'un pied de haut ne peuvent non plus se décrire. Le théâtre Fiano n'est rien autre chose, en effet, qu'un théâtre de marionnettes, mais ces marionnettes sont célèbres. Ces petits acteurs de bois luttent sans trop de désavantage avec les meilleurs comédiens de Rome. Le mécanisme qui les fait vivre est des plus ingénieux, il faut le dire. La combinaison des

fils qui font mouvoir chacun des membres, en passant dans l'intérieur du corps, et des plombs dont ils sont lestés, de manière à pouvoir obéir à la moindre impulsion donnée, sans perdre jamais leur centre de gravité, permet d'exprimer jusqu'aux nuances du mouvement; les yeux aussi sont mobiles et suivent l'inclinaison de la tête. Les décorations sont excellentes, et la hauteur des arbres, la grandeur des maisons, de leurs portes et de leurs fenêtres, sont parfaitement calculées pour des acteurs de douze pouces de haut. Ce qui prête par-dessus tout à l'illusion, c'est le naturel et la vivacité du dialogue improvisé, dialogue toujours gai, toujours spirituel, et qui du moins a le mérite de l'à-propos, ce qui à Rome est une véritable bonne fortune. Il n'est donc pas surprenant que les Romains raffolent de Cassandrino, et qu'ils remplissent chaque soir la petite salle du palais Fiano. Ils y rencontrent un ingénieux écho de leurs médisances, et trouvent l'occasion de rire malignement, sans presque rien dépenser, ce qui pour eux n'est pas le moindre des mérites.

Mais quelle est l'ame qui anime ces petits acteurs de bois, et qui leur souffle si à propos ces quolibets piquans, ces plaisantes reparties, et toutes ces drôleries satiriques, qui souvent amusent Rome tout un mois? Ce charmant improvisateur, qui réunit à lui seul la verve de Carmontel, la finesse de Théodore Leclercq, le naturel parfait et la bonhomie comique d'Henry Monnier, c'est le bon M. Cassandre, joaillier du Corso. Pendant le jour vous le voyez dans sa boutique, la lime ou les pinces à la main, ajustant une pierre sur sa monture, ou fermant les anneaux d'une chaîne. Ne croyez pas trop à sa grande application, et voyez comme le bonhomme, tout absorbé qu'il semble, regarde sournoisement par-dessus ses lunettes ce qui se passe dans la rue. Un geste singulier l'a-t-il frappé, le soir même vous le verrez reproduit le plus exactement du monde au théâtre Fiano. Il y a toujours à Rome quelques fats de passage que leurs ridicules rendent célèbres; quand notre joaillier aperçoit quelqu'un de ces messieurs dans le rayon de sa boutique, il quitte sa besogne et se place sur le devant de sa porte pour le bien étudier; quelquefois même il se hasarde à le suivre, attrapant au vol quelques phrases singulièrement accentuées qui le soir feront les délices du parterre de Fiano. M. Cassandre, que le hasard seul a fait l'homonyme de Cassandrino, tout à la fois impresario, maestro et acteur, est donc en même temps un adroit et profond observateur, et par-dessus tout cela il est doué de l'heureuse faculté de pouvoir reproduire ce qu'il a observé avec une verve infatigable, et en faisant vibrer fortement la corde comique.

M. Cassandre est un Molière au petit pied auquel il n'a peut-être manqué, pour arriver à la renommée, qu'un champ plus vaste, c'est-à-dire un grand théâtre avec de bons acteurs vivans, et un pays où la censure n'existe pas. Les Romains prétendent que depuis un an ou deux le bonhomme commence à vieillir, qu'on s'en aperçoit à un peu de radotage et à une certaine stérilité d'invention dans les canevas et le dialogue, qu'on ne lui aurait pas reprochés il y a quelques années. Nous n'avons pu juger du plus ou moins d'exactitude de ces critiques; tout ce que nous savons, c'est que M. Cassandre nous a fait passer de fort agréables soirées. Mais revenons au théâtre Fiano.

Cassandrino dilettante e impresario est l'une des pièces les plus amusantes de son répertoire. C'est une suite de scènes folles et singulières, imitées la plupart d'une comédie de Sografi. Les mœurs et les ridicules retracés dans cette petite composition n'ont pas d'analogues en France, et nous font connaître tout un coin des mœurs italiennes; nous l'analyserons donc avec quelque détail.

Cassandrino s'est trouvé pris tout à coup d'une belle passion pour la musique, un peu tard, il est vrai; mais comme toutes les passions sur le retour, la sienne est excessive, et il veut à toute force la satisfaire. Non content d'écouter, il pratique. Un jeune *maestro* de ses amis, qui le flatte pour en tirer quelques écus, lui persuade qu'il a une voix de *soprano* magnifique, qu'il excelle surtout dans le *falsetto* (la voix de tête), et qu'au besoin il remplacerait Davide ou Pacchiarotti. Cassandrino s'essaie donc dans les *falsetti*, et poursuit de sa voix aigre et chevrotante tous ceux qui viennent le visiter. Sa passion étant arrivée au plus haut degré, il avise un moyen merveilleux de la satisfaire. Il loue la salle de théâtre de Montefiascone, et le voilà impresario. Il recrute à grand renfort d'écus le *tenore*, la *prima donna*, le *basso cantante*, *le basso buffo;* il se réserve les parties les plus élevées, où brille le falsetto. Puis il achète à l'un des vingt poètes de Montefiascone le libretto de *Crolinda* (Clorinde), qui lui coûte six écus, et il charge son jeune ami le maestro de faire la musique de ce poème, lui recommandant surtout de lui ménager les *falsetti* les plus brillans.

Le plus difficile n'est pas de recruter la troupe, d'acheter le poème et d'en composer la musique; c'est de mettre tout ce monde d'accord, et d'accord de toutes les manières. Cassandrino est plein d'ardeur; il connaît les hommes, il sait ménager leurs passions; son éloquence est insinuante, sa conduite politique; quelque difficile que soit cette entreprise, il la mènerait donc à bonne fin, s'il pouvait triompher de deux grandes faiblesses, de sa passion pour la musique d'abord, et de

l'amour plus positif dont il vient d'être subitement pris pour la prima donna de son théâtre.

Malheureusement Cassandrino a pour rival le maestro. Le maestro est dans toute la fleur de la jeunesse. Il aime le plaisir et la bonne chère; ses cheveux sont blonds, ses yeux bleus, son esprit est plus séduisant encore que sa personne, et il porte un bel habit vigogne. On reconnaît sur-le-champ à ce portrait Rossini, fameux par les ravages qu'il a faits parmi les reines de théâtre et les duchesses italiennes, fameux surtout par ce bel habit vigogne qui mit en gaieté toute la salle d'*Argentine*, le jour de la première représentation du *Barbier*, et qui faillit faire tomber la pièce. Le moyen de lutter contre un si formidable rival? Cassandrino, après l'avoir long-temps cherché, croit enfin l'avoir trouvé. Il remplace sa perruque poudrée par une perruque blonde, il saupoudre de jaune ses sourcils blancs, il quitte le surtout écarlate, il endosse un habit vigogne, et, dans cet accoutrement vainqueur, il se présente à son adorée. Celle-ci feint malicieusement de ne pas le reconnaître; et comme il s'est fait annoncer sous le nom d'Ettore Cassandrino : — Vous êtes sans doute le fils de ce bon M. Cassandrino? lui dit-elle avec une feinte affabilité. — Nullement, madame. — Vous êtes donc son neveu? — Pas davantage. — Vous avez tort de vous en défendre; M. Cassandrino est un bien respectable vieillard. Je suis persuadée qu'il n'a oublié aucun de ses neveux dans son testament. Le pauvre homme! il est bien cassé; encore un an ou deux, et chacun de vous aura sa part. — Je le croyais au contraire un homme dans toute la force de l'âge, sage, rangé, et surtout extrêmement généreux... On le dit aussi excellent comédien. Peut-être a-t-il voulu rire et mystifier ses nouveaux camarades. — Lui, sage, oh! non pas; c'est un vieux débauché, qui se donne les airs de faire la cour à toutes les jolies filles. — Il n'en adore qu'une seule, et c'est.... — Ne me parlez pas de sa générosité; il est si avare, qu'il n'a pas encore fait le plus petit présent aux dames de la troupe qu'il a rassemblée. — C'est qu'il ne veut leur en faire que de magnifiques. — Je n'en crois rien. — Tenez, par exemple, il m'a chargé de vous offrir cette bague; c'est un superbe brillant qu'un juif de Civita-Vecchia lui a vendu.

Cassandrino veut passer au doigt de la prima donna un anneau orné d'une énorme pierre. — Ce brillant m'a tout l'air d'un morceau de cristal taillé? — En conscience, c'est un diamant de la plus belle eau. — Oui, d'une aussi belle eau que celle que contenaient les carafes auxquelles il a pu autrefois servir de bouchon. — Vous êtes

une ingrate !... Eh bien ! pour vous convaincre de l'affection qu'il vous porte, il a encore voulu que je vous misse au cou cette superbissime chaîne. — Non pas, non pas; je ne porterai jamais ses chaînes, surtout ses chaînes de cuivre. — Ah ! cruelle !... il porte bien les vôtres, et les vôtres sont-elles dorées... Croyez-moi, écoutez-le, aimez-le, et, possédât-il tous les trésors de la terre, il les partagera avec vous; son palais de Rome, rempli de magnifiques tableaux, sa belle villa de Montefiascone, deviendront votre palais et votre villa !...

Ce dialogue ne manque, comme on voit, ni de grace, ni de finesse; il est de plus franchement comique, et il exprime d'une manière fort heureuse ce mélange de passion et de timidité prudente d'un amoureux de soixante ans. Mais lorsque Cassandrino, qui peu à peu se livre avec plus de confiance à sa passion, parlant tantôt au nom de son oncle supposé, tantôt en son propre nom, se met à faire, avec la ridicule vanité d'un vieux garçon, l'inventaire détaillé de son palais et de sa villa, nommant le tapissier qui les a décorés, les marchands à la mode qui lui ont vendu ses meubles, son argenterie, ses livres, ses tableaux, la scène devient excellente, et il est impossible de ne pas rire aux larmes en voyant le malheureux suer sang et eau pour faire entrer dans la tête de la coquette prima donna, et cela sans se donner trop de ridicule, cette proposition si simple : mon rival est jeune et beau, mais moi je suis riche, bien placé dans le monde, et ma personne ne manque pas non plus d'agrément.

Cette scène est d'un comique d'autant plus fin que Cassandrino a la conscience de son âge et de ses imperfections, et que doutant de lui, il s'efforce de faire pencher la balance en sa faveur, grace à tous ces petits avantages qu'il regarde comme lui étant en quelque sorte personnels. Lorsqu'à l'aide de cette éloquence positive il croit avoir réduit la cruelle, il sort de sa prudente réserve et se précipite aux pieds de la prima donna; celle-ci se penche vers lui, et lui arrachant sa perruque blonde, elle le regarde fixement, puis poussant de grands éclats de rire, elle s'enfuit en s'écriant : C'est lui ! c'est bien lui !...

Tout autre à la place de Cassandrino serait découragé; lui, au contraire, sent redoubler sa passion. — Patience passe science, se dit-il, je puis ne pas lui plaire aujourd'hui; mais les femmes sont changeantes, et puisqu'elle ne m'aime pas aujourd'hui, il est probable qu'elle m'aimera demain. Pour se consoler, il se rappelle les succès de sa jeunesse. Ce monologue de Cassandrino, rempli de parenthèses et de digressions, est aussi fort plaisant, surtout quand, à la suite de ces maximes générales à l'aide desquelles il essaie de se donner du cœur,

il en vient au détail des petites infirmités qui, bien qu'il soit encore à la fleur de l'âge, lui rendent assez pénible le métier d'amoureux. — D'abord il dort mal, mais cela tient à l'excès de chaleur de son sang. Il regrette aussi les six dents qui lui restaient, et qu'il a remplacées par un ratelier qui le gêne cruellement, et qu'il craint de voir tomber dans son assiette ou d'avaler toutes les fois qu'il mange avec appétit. Il se sent en outre fort gêné par son habit vigogne et par son pantalon, que le tailleur anglais de la rue du Babouin a fait si juste, qu'une fois à genoux il lui est fort difficile de se relever. Sa complainte ne finirait pas si tout à coup il ne se rappelait qu'on l'attend pour la première répétition de l'opéra de *Crolinda*.

Auteurs et acteurs sont réunis dans le *ridotto* (foyer) du théâtre de Montefiascone, autour d'un méchant piano auquel le maestro est assis. Le ridotto sert en même temps de salle de répétition et de cuisine pour la troupe, et, tandis que les virtuoses s'exercent, le tournebroche marque la mesure. Rien de vif et de plaisant comme les débats de ces pauvres diables de musiciens. L'amour-propre le plus naïf et le plus exalté, l'ambition la plus folle, tournent la tête de ces grotesques personnages, et tous étalent à la fois les prétentions les plus extravagantes. Le tenor est Napolitain, et ne peut prononcer que la moitié des mots; le basso, de son côté, veut que chaque morceau à effet qu'il doit chanter finisse par le mot *patria*, parce qu'il sait que les provinciaux applaudissent toujours ce mot avec fureur. La prima donna, qui autrefois a débuté au cirque de Guerra, et qui excelle dans l'équitation, exige absolument que sa première entrée ait lieu à cheval, et que ce cheval soit blanc; il faut, en outre, que les mots *amore* et *speranza*, sur lesquels elle s'est particulièrement étudiée à faire des roulades, remplacent tels autres mots du libretto. Ces conditions remplies, la répétition commence.

Le basso est enrhumé et chante du nez comme un rabbin. Le tenor a une admirable voix; malheureusement il prononce à la napolitaine, et il est impossible de comprendre un mot de son rôle. La prima donna est sans doute excellente écuyère, mais elle ne peut saisir sans fausser le passage de tel ton à tel autre ton; enfin les falsetti de Cassandrino égaient toute la troupe, qui ne cesse de rire que pour se révolter contre le maestro. Le maestro, de son côté, est furieux contre chacun des acteurs, qui ne comprennent pas sa musique. Aux mots piquans succèdent les personnalités cruelles. Quels que soient les griefs de Cassandrino contre le maestro son rival, comme il voit que son opéra va manquer, il essaie de s'interposer entre ces disputeurs acharnés;

ses efforts sont vains, et il dépense en pure perte toute son éloquence mielleuse. Le poète s'acharne contre le maestro, qui l'appelle *paltone* (gueux); les épithètes les plus brutales sortent à la fois de toutes les bouches; le tenor se fâche en napolitain, la prima donna crie de la gorge, le basso mugit comme un bœuf, tous frappent à la fois du poing sur le misérable piano, qui chancelle, tombe avec fracas, et se brise en mille pièces; les disputeurs en ramassent les morceaux et se les jettent à la tête. La prima donna a subitement quitté le champ de bataille; le maestro, après avoir souffleté le poète, s'est empressé de la suivre. Peu à peu l'harmonie commence à renaître dans la troupe, tout à l'heure en si grand désaccord; c'est alors que l'on s'aperçoit de l'absence du maestro et de la prima donna; on court après eux, on les cherche de tous les côtés, et bientôt on apprend que tous deux roulent en chaise de poste sur la route de Florence, emportant, l'une ses appointemens, l'autre le prix de son opéra, que Cassandrino a payé d'avance. C'en est fait, le malheureux impresario voit s'évanouir du même coup ses espérances de gloire, de fortune et d'amour. *Crolinda* ne sera pas joué, et il va lui en coûter pour la location du théâtre et des acteurs deux milliers d'écus. Mais ce n'est pas son argent qu'il regrette, c'est l'ingrate qui s'est enfuie!

Outre ces petites comédies de mœurs et ces parades satiriques, le théâtre Fiano a encore ses mélodrames fantastiques et ses ballets. Ces pièces à grand spectacle sont le triomphe de la mécanique. Les bons et les mauvais génies, les géans et les nains, les magiciens et les fées, le diable et toute sa séquelle sont les personnages ordinaires de ces pièces, dans lesquelles Cassandrino remplit toujours le rôle le plus important, démolissant les géans, narguant les magiciens, courtisant les sylphides et les fées, et sablant l'orvietto à la barbe du diable, quand le diable ne lui escamote pas subtilement le verre de vin de six lignes de haut qu'il vient de remplir avec tant d'adresse.

Dans l'une de ces folies, Cassandrino, protégé par une fée, se rend dans le château d'un malandrin qui a trois fois sa taille, et dont il aime la fille. « Si le géant te menace, et que tu veuilles rompre le charme, lui dit la bonne fée, saute-lui à la barbe, il ne pourra plus te faire aucun mal, et deviendra ton esclave soumis. » Cassandrino est d'abord parfaitement accueilli par le géant. « La fée se trompait, se dit-il à part; ce géant-là est le meilleur enfant du monde. » Le géant prend de l'humeur et se fâche. « La fée pourrait bien avoir dit vrai; maudit géant! prends garde à ta barbe. » Le géant devient insolent et menace. « Ah! malandrin, nous allons te mettre à la raison. »

Le géant appelle ses gardes, et veut le faire décapiter. « Allons, l'instant est venu! courage, mon ami! » Et Cassandrino se pend à la barbe du colosse, qui n'est plus que son très humble serviteur. Ces pièces finissent par des divertissemens et des ballets admirables de naturel et de mouvement. Ces petites poupées font les ronds de jambe les plus étonnans, se donnent des graces, battent des entrechats et pirouettent à qui mieux mieux. Les solos surtout sont merveilleux; c'est la parodie la plus amusante des premiers sujets de San-Carlo ou de la Scala. L'illusion est vraiment singulière. Mais croirait-on jamais que la pudique censure romaine ait eu la folle idée de faire porter des caleçons bleu de ciel à ces ballerines de dix pouces de haut? Pour compléter le ridicule, il aurait fallu interdire les coulisses du théâtre aux spectateurs, auxquels les voluptueux ronds de jambe de ces dames auraient pu donner des idées.

Nous achèverons de faire connaissance avec Cassandrino en le suivant au milieu des fêtes populaires du pays. C'est là surtout qu'il se montre franchement Romain, et qu'il se distingue par une activité d'esprit, une fraîcheur de sentiment et une mobilité d'allure fort singulière à son âge.

Lorsque les moissons et les vendanges sont faites dans la banlieue de Rome, qui n'est pas tout-à-fait aussi inculte qu'on l'a bien voulu dire, lorsque les premières bouffées des vents du nord ont rafraîchi l'atmosphère embrasée et emporté les fièvres d'été, le peuple romain se repose avec abandon des énormes fatigues que lui ont causées une vingtaine de journées de travail, durant lesquelles les uns ont rempli leurs caves et leurs greniers, et les autres ont gagné quelques écus en les aidant. C'est le moment des fêtes d'octobre, les plus animées après celles du carnaval. Le jardin de la villa Borghèse, ce parc sans égal au monde, est le lieu que les Romains choisissent de préférence pour se livrer à ces divertissemens. La villa Borghèse l'emporte même sur le mont Testaccio, cette colline de pots cassés. Des orchestres en permanence et des jeux de toute espèce s'y établissent; on y boit du vin d'Orvietto et du vin doux autant que la bourse et la cervelle le permettent; on y mange autant que des Romains peuvent manger; on y gambade, on y danse, on y chante, on y hurle. C'est un spectacle de folle licence, de joie effrénée. La villa Borghèse, durant ces jours des fêtes d'automne, présente la fidèle image de ce pays de Cocagne si admirablement décrit par les poètes populaires du pays. De tous côtés, on y voit des feux de joie, des arcs de triomphe, de la bonne chère; de tous côtés retentissent les chants et le bruit des

instrumens, et coulent des fontaines de bon vin (1); de tous côtés, au lieu des fades odeurs de la myrrhe et de l'encens, on respire les parfums d'excellens jambons ou de côtelettes grillées (2).

Cassandrino, en se mêlant aux fêtes de la villa Borghèse, a fait la rencontre d'une belle *eminente,* et, selon sa coutume, il est devenu subitement amoureux. Disons d'abord que les *eminentes* de Rome sont les femmes des marchés, qui, dans ces grandes occasions, ne portent que des robes de soie des couleurs les plus vives, et qui ne se croient pas décemment vêtues, si elles ne se couvrent de rubans bigarrés comme les madones. Cassandrino, depuis qu'il voit folâtrer autour de lui toutes les nymphes de la villa Borghèse, a des retours de jeunesse extraordinaires; c'est au point qu'il finit par se tromper lui-même, et qu'il n'est pas bien certain d'avoir passé la cinquantaine. A-t-il des cheveux blancs? Il en doute fort; si sa tête est parfaitement blanche, c'est qu'il la poudre tous les matins. En faisant ces réflexions, il accoste l'*eminente :* « Le miel semble couler de vos lèvres avec chacune de vos paroles, lui dit-il galamment, et vos dédains ont la douceur de l'huile de Lucques (3). » A la suite de ces aimables propos, il lui offre pour un paoletto de friandises. L'*eminente* n'a garde de refuser. Cassandrino, encouragé par ce premier succès, hasarde une déclaration plus claire. L'*eminente* est sur le retour; elle songe dès-lors à se faire épouser, et répond au vieux garçon avec une sorte de timidité encourageante qui lui fait perdre la

(1) Da fuochi, ed archi, e di Cuccagna un monte,
Con suoni, e canti, e di buon vino un fonte.
(*Poème des Horaces et des Curiaces.*)

(2) Cuccagna respondear gli scoglie et il mare;
Cuccagna il cielo, e l venti imbalsamati
Di mille odor soavi, e sensa pare
Che spirando veniar di tutti i lati,
Non d' incenso, di mirra, ovver di costo,
Ma d' salami, di braggiole arrosto.

« Cocagne, répondaient les rocs et la mer; Cocagne, redisaient le ciel et les vents embaumés de mille odeurs suaves et sans égales, non pas de celles de la myrrhe et de l'encens, mais des parfums du jambon et des côtelettes rôties. »
(*Le pays de Cocagne*, par Rossi.)

Dans ce pays, selon l'auteur, les petits cochons croissent tout rôtis sur les arbres, et crient aux passans: Venez me manger. Les côtelettes servent de feuillage et les jambonneaux de figues, etc. Ce poème rappelle un peu les *Fantaisies* de Cyrano de Bergerac et le *Voyage à l'île des Plaisirs* de Fénelon.

(3) Avete nel parlare il miele in bocca,
E i vostri sdegni son' oglio di Lucca.

tête; puis, sans lui laisser le temps de se reconnaître, elle le présente à son père le corroyeur, à son oncle le charcutier, à son cousin le fruitier. Cassandrino salue très profondément chacun de ces intéressans personnages, et chacun d'eux a grand soin de lui parler comme à un futur membre de la famille. Cassandrino se trouve engagé; mais comme l'*eminente* lui semble adorable, il en prend fort bien son parti.

Ce qui fait tout le piquant de cette scène de la présentation, c'est l'air de politesse parfaite de Cassandrino et le beau langage qu'il affecte d'employer avec chacun de ses futurs parens, tandis qu'au fond il les méprise souverainement, et qu'il laisse même percer au dehors ce mépris par d'insolens *à parte* et par la manière aristocratique avec laquelle il estropie leurs noms. On voit que si la passion l'emporte, il ne se fait pas illusion; plus tard il se promet bien de remettre chacun de ces drôles à leur place; c'est avec ce mot *plus tard* que la faiblesse se tire toujours d'affaire. Cassandrino, comme tous les vieillards passionnés, songe d'abord à se satisfaire, et remet au lendemain l'examen du fâcheux côté des choses et la solution des embarras. Ce caractère est donc très finement tracé, et les situations qui aident à son développement sont bien choisies, dénotent une véritable connaissance du caractère humain, et ne seraient pas indignes d'un théâtre plus relevé. Telle est, par exemple, cette jolie scène dans laquelle Cassandrino reçoit la visite de deux grandes dames de sa famille. Le bruit du prochain mariage de leur cousin avec l'*eminente* est venu jusqu'à elles; elles viennent lui faire des remontrances et l'engagent à ne pas se mésallier en épousant une fille des marchés; au lieu de songer à déshériter ses parens, ne devrait-il pas penser qu'il a des cheveux blancs, et qu'il est temps de mener une conduite plus exemplaire? Cassandrino a écouté avec un sang-froid merveilleux les remontrances de ses parentes. Quand elles ont fini, il leur fait des complimens sur leur bonne mine, leur air de jeunesse et l'excellent goût de leurs parures. Celles-ci reviennent à la charge; Cassandrino les accable de choses flatteuses, leur parle de leurs enfans, qui sont de petits prodiges, et il demande à la plus vieille des nouvelles de son chien *Parpaglione* (papillon), qui est bien la plus délicieuse petite créature qu'il ait jamais vue. Les deux dames s'impatientent, l'appellent vieux débauché et se lèvent pour sortir. Loin de se fâcher, Cassandrino les reconduit galamment jusqu'à la porte, les saluant jusqu'à terre et les chargeant d'un million de complimens pour leurs amours d'enfans et pour l'adorable Parpaglione.

Cassandrino, comme on voit, serait dans l'occasion un diplomate consommé.

Plus tard, nous retrouvons Cassandrino sur le chemin de la villa Borghèse. Il vient de se marier et cherche à s'étourdir. Il tient sous le bras la nouvelle épousée, et, se mettant au niveau de sa compagne, il chante de sa voix de tête ces jolis couplets d'une chansonnette populaire :

Or che ottobre e retornata
Sposa mia deletta e bella
Vuo, che andiamo in carretella,
Fuori, e dentrò la città
A Testaccio o Tor di Valle.
La faremmo i maccaroni,
Con buonissimi bocconi
Lieti noi sarem colà (1).

L'*eminente*, qui, maintenant qu'elle est mariée, n'a plus de ménagemens à garder, lui répond très lestement :

Se non ho l'abbito nuovo
Con un altro cappelleto,
Sposo mio, comme ci metto
La campagna a passagiar.
Che diran l'altre paine? etc. (2).

Cassandrino s'exécute d'assez bonne grace et promet la robe et le bonnet

— Ce n'est pas assez, lui dit la nouvelle épouse; je trouve ridicule votre manière de vous habiller; qui est-ce qui porte un habit rouge, un vilain chapeau à trois cornes, et des souliers à boucles? Pourquoi n'êtes-vous pas costumé comme tous ces beaux étrangers que nous rencontrons dans le Corso? — Cassandrino avoue modestement que jusqu'alors il avait cru que ses agrémens personnels devaient suffire, mais qu'à l'avenir il se mettra à la dernière mode. Ces conditions faites, sa femme lui permet de l'embrasser. Cassandrino lui serre amoureusement la taille, et tous deux disparaissent dans les bosquets de la villa Borghèse.

Cassandrino à sa toilette est excellent. Il endosse un paletot dans

(1) Maintenant qu'octobre est revenu, ô ma belle et chère épouse! je veux que nous allions nous promener en carrosse dans la ville et ses environs, au mont Testaccio ou à Tor di Valle; là nous mangerons des macaroni et toute sorte de bonnes choses; là nous nous mettrons en gaieté.

(2) Si vous ne me donnez pas une robe neuve avec une autre coiffure, puis-je aller me promener, mon cher mari? Que diraient de moi les autres filles, etc.?

lequel il a peur de se perdre, il chausse des bottes qu'il a été obligé de prendre toutes faites, et qui serrent son pied osseux comme un étau; il boutonne un pantalon anglais qui ne lui permet ni de s'asseoir, ni de se baisser, et à peine de marcher. A chaque pas qu'il fait, il pousse un profond soupir et jette un petit cri; mais enfin il faut plaire, c'est maintenant une obligation. Cette pensée soutient son courage et l'aide à supporter son martyre.

Cassandrino consulte toutes ses glaces, et se regarde comme un cavalier accompli. Quel n'est donc pas son étonnement, lorsque sa femme se met à éclater de rire en le voyant! L'infortuné a oublié ses cheveux poudrés, et sa tête, restée blanche, cause cette gaieté de mauvais augure. Il est trop tard pour remédier à cette imperfection; ses nobles parens, qu'il a conviés à un repas de noces à la villa Borghèse, sont arrivés et l'attendent; il cache donc le mieux qu'il peut ses cheveux poudrés à frimas sous son chapeau à la nouvelle mode, et les voilà partis pour la noce.

La fête a lieu dans le cirque de la villa Borghèse; on boit, on mange, on rit, on danse; c'est un bruit de violons, de hautbois, de tambourins et de castagnettes à devenir sourd. Il faut voir tous ces musiciens, qui n'ont guère plus d'un pouce de haut (la perspective le veut ainsi), s'escrimer à qui mieux mieux, l'un avec son archet, l'autre avec les cimbales ou les tampons de la grosse caisse; il faut voir surtout le chef d'orchestre debout, l'archet à la main, marquant la mesure, et par momens se démenant comme un possédé quand il s'agit d'accélérer le mouvement d'une valse ou d'une galopade. Mais d'où vient qu'au milieu de toute cette joie Cassandrino, cet aimable boute-en-train, a l'air contraint et rêveur? d'où vient qu'au lieu de rire il fronce le sourcil, qu'au lieu de danser il reste immobile comme un terme à l'un des coins du cirque, et qu'il repousse obstinément tous les verres pleins qu'on lui offre? Faut-il attribuer cette morne attitude à la gêne qu'il éprouve dans son nouveau costume? ou bien a-t-il fait tacitement le calcul de ce que lui coûteront ces folles prodigalités? Nullement. Cassandrino a oublié qu'il avait des bottes neuves et un pantalon collant; et, quant à l'argent, il s'en soucie dans ce moment comme des pierres du chemin. Mais alors pourquoi cet air maussade et désespéré? Hélas! il faut bien le dire, puisque Cassandrino lui-même, oubliant cette fois sa philosophie, semble prendre à cœur de le faire savoir à tous les invités : Cassandrino est jaloux! Il vient de s'apercevoir qu'il avait un rival, et que ce rival ne paraissait pas indifférent à la mariée. Cassandrino, que sa gaieté et son sang-froid ont absolument abandonné, s'approche de sa femme et lui parle de se

retirer ; celle-ci s'amuse et veut rester ; Cassandrino insiste, sa femme répond aigrement ; Cassandrino se fâche ; première querelle, dans laquelle tous les aimables parens de l'*eminente* que nous connaissons prennent parti contre le malheureux mari. Il cède donc et se résigne. Martyrisé par son costume à la mode, ruiné par les folles dépenses de cette journée, contrarié dans ses amours, le pauvre Cassandrino prend des airs féroces ; sa mauvaise humeur s'accroît d'instant en instant, et il se promet bien de se venger dans le tête à tête. Sans s'inquiéter de la colère de Cassandrino, sa femme danse et valse avec le rival préféré. C'est un jeune peintre français nouvellement arrivé à Rome et qui paraît très résolu et très insolent ; à Rome, c'est le caractère obligé du Français. Si Cassandrino se permet une observation, le Français le regarde de haut en bas avec son lorgnon et lui tourne le dos d'un air si méprisant, que le Romain perdrait patience s'il n'avait pas un peu peur.

La fête tire à sa fin ; Cassandrino a réussi à s'emparer du bras de l'épousée, et l'entraîne avec brusquerie. Le jeune fat la suit de très près, et, profitant du moment où le bonhomme a le dos tourné, il se permet avec elle des familiarités qui mettent toute la salle en gaieté. Le petit personnage exécute avec une précision des plus drôles cette pantomime fort leste, que nous ne décrirons pas ici. L'*eminente*, loin de paraître offensée de ces libertés, y répond par une œillade encourageante ; le rideau tombe, et l'on peut facilement deviner quelle dernière infortune attend le pauvre mari.

En effet, dans une autre pièce, reproduction littérale de *George Dandin*, ou qui n'est peut-être que l'ancien canevas italien sur lequel Molière a admirablement brodé, Cassandrino, qui ne peut se résigner à sa mésaventure, soutient avec sa coquette moitié une lutte toujours inégale. Celle-ci se moque de son vieux mari comme Angélique de George Dandin, et tandis qu'il dort, elle fait comme elle des *escampativos*. Mais Cassandrino s'est réveillé à propos, et quand la coupable veut rentrer, elle trouve la porte fermée ; celle-ci se livre tour à tour au désespoir ou à la colère, supplie ou menace. Cassandrino, que son ingratitude a ulcéré, est inexorable. Alors la rusée, au lieu de feindre de se frapper d'un couteau, menace son mari de se jeter dans un puits qui est près de la porte. Cassandrino tient bon et se permet même de mauvaises plaisanteries sur la légèreté des femmes, qui, dit-il, doivent surnager au-dessus de l'eau comme le liége. « Eh bien ! méchant homme, viens voir si je surnage. » L'*eminente*, en disant cela, ramasse un gros pavé qu'elle jette dans le puits, ayant soin de se blottir derrière le rebord. Cassandrino entend le

bruit que fait la pierre en tombant; il se désole, car au fond il a meilleur cœur que George Dandin. Il descend le plus vite qu'il peut; il va chercher un crochet et se désespère en tirant du puits des roseaux qu'il prend pour des rubans, de la filasse qu'il croit être des cheveux, de vieux souliers et des chiffons de toute espèce qu'il reconnaît pour avoir appartenu à sa femme; enfin, après de longs efforts, il ramène un poids très lourd : c'est le cadavre d'un barbet qui s'est noyé la veille. Cassandrino, que sa douleur rend aveugle, va le presser tendrement dans ses bras, quand tout à coup sa femme paraît à la fenêtre une lanterne à la main et l'apostrophe d'une façon brutale. L'infortuné croit voir un spectre, et, se mettant à genoux, implore son pardon; c'est dans ce moment qu'arrivent les parens de l'*eminente* que le mari avait envoyé chercher. Il faut voir de quelle façon la mère traite le mari confus et repentant! Elle ne lui dit pas comme Mme de Sotenville à George Dandin : « Vous m'engloutissez le cœur, parlez de loin. » Elle lui parle au contraire le plus près possible, en lui mettant le poing sous le nez et en accusant ce vilain hypocrite de vouloir déshonorer son enfant. Le père, qui est l'un des plus rudes paroissiens de Trastevere, engloutirait lui-même le malheureux Cassandrino, ou tout au moins l'assommerait sur la place, si l'épouse bien vengée n'implorait généreusement son pardon.

Nous voudrions compléter cette analyse du répertoire du théâtre Fiano, en citant quelques-unes de ces scènes que les Romains appelaient *hardies*, parce que sous le voile fort peu transparent dont on l'avait affublé, les spectateurs pouvaient trouver à Cassandrino des traits de ressemblance avec quelques-uns des célibataires âgés de la cour oligarchique et religieuse qui gouverne Rome; mais ces petites pièces dans lesquelles, selon l'expression si juste de l'écrivain qui nous a le plus spirituellement parlé de l'Italie (1), les spectateurs coiffaient ce personnage séculier de la calotte rouge d'un cardinal, ou le chaussaient tout au moins des bas violets d'un monsignore, ces pièces, depuis Léon XII, sont soigneusement interdites. Cassandrino, en vieillissant, est d'ailleurs devenu d'une timidité plus que prudente sur ces matières réservées. A peine se permet-il l'allusion, et encore de la façon la plus détournée. Cassandrino maintenant ne craint plus tant de *faire un éclat,* car il sait fort bien qu'il ne compromet plus son avenir. Aussi, quand un frère le surprend aux genoux de sa sœur, lui parlant d'amour, comme dans le petit drame de *Cassandrino élève en peinture,* dont l'ingénieux écrivain que nous citions tout à l'heure nous a

(1) M. Beyle.

laissé l'analyse, il ne peut plus reprocher à la jeune fille l'imprudence qu'elle a commise de recevoir en tête-à-tête un homme qui *ne peut pas l'épouser*. Cassandrino est aujourd'hui dégagé de toute ambition ecclésiastique, il peut toujours se marier, et la plus grande obligation que la censure lui ait imposée, c'est qu'on ne puisse jamais le prendre pour un monsignore ou pour tout autre aspirant au cardinalat. Le jeune peintre qui, sous la perruque noire et les favoris énormes de ce nouvel élève, reconnaît la tête poudrée de l'ambitieux et coquet vieillard, ne pourrait donc plus lui dire : —Vous étiez venu pour prendre une leçon de peinture; je vais vous la donner; je commencerai par le *coloris*. Mes élèves vont vous dépouiller de vos habits, après quoi ils vous peindront le corps de la tête aux pieds d'une belle couleur rouge (allusion à un grand costume); et parvenu ainsi au comble de vos vœux, ils vous promèneront dans le Corso. —Cassandrino, depuis une dizaine d'années, a fait un grand sacrifice; *il a renoncé au rouge*.

Le prudent personnage ne se permet donc plus que de légères épigrammes qui ne s'attaquent qu'aux personnes, et qui sont loin d'avoir le mordant des dialogues de Pasquin et Marforio. La reproduction des ridicules des grands personnages laïcs lui est rigoureusement défendue. A peine lui permet-on de se moquer *sagement* d'un moine bavard ou d'un abbé turbulent; c'est déjà beaucoup qu'on lui laisse ses coudées franches lorsqu'il s'agit d'attaquer les ridicules des séculiers. Cassandrino le sait bien, il ne doit la vie qu'à cette modération de la censure à son égard. Cassandrino censuré perdrait à la fois sa verve, son à-propos et son savoir-faire comique.

Aujourd'hui le théâtre des *Burattini* est le seul, à Rome, où l'on retrouve encore la vraie comédie, c'est-à-dire celle qui s'attaque franchement aux ridicules des hommes, qui les moralise en les amusant et en leur plaçant courageusement le miroir sous les yeux. Que l'on brise ce miroir, ou que seulement on en altère le poli, de sorte qu'au lieu de reproduire l'expression et le jeu mobile de la physionomie humaine, il n'en puisse plus retracer que les lignes grossières et les traits généraux, et l'on tombe aussitôt dans la comédie de lieu commun; la comédie vraie et franche, la comédie naturelle n'existe plus.

Nous doutons fort toutefois qu'il faille attribuer à l'amour de l'art, ou seulement à son intelligence, la modération de la censure romaine à l'égard de ce petit théâtre; nous croyons plutôt que le gouvernement romain a trouvé les malices de Cassandrino trop peu offensives pour s'en inquiéter; nous croyons aussi qu'on s'est cru

obligé de respecter un droit acquis, en quelque sorte traditionnel, et de faire comme le voisin. Dans ce siècle, qu'à Rome comme ailleurs on appelle le siècle du progrès, on a craint de paraître rétrograde en se montrant trop ombrageux. D'un autre côté, si Meneghino, le Docteur, Stentarello et autres avaient leur franc parler sur certaines matières, à quel titre aurait-on pu fermer la bouche à l'aimable et discret Cassandrino? Cette fois donc on a laissé dire et laissé faire, chose rare en Italie, et si parfois le héros des Burattini s'émancipait un peu trop, l'action de la censure ne s'est fait sentir que par de paternels avertissemens (1).

Félicitons-nous de cette indulgence qui laisse toute liberté au pinceau, toute naïveté et toute franchise à la touche. Ce petit tableau de mœurs y a gagné; le mouvement des groupes en est plus vrai, le coloris plus local, l'ensemble de la composition plus saisissant. Au lieu de ces insipides banalités des grands théâtres qu'on appelle *comédies nobles*, de ces prétendues peintures de l'homme où l'homme ne ressemble plus qu'à une froide statue jetée toujours dans le même moule, nous avons eu un portrait de l'individu, portrait chargé, mais toujours vivant. Là, au lieu de parler un langage uniforme et apprêté, de s'exprimer en style *soutenu* (*sostenuto*), et d'obéir infailliblement à certaines données ridicules, chaque personnage conserve le caractère et parle le langage de sa caste et de sa nation; Stentarello et Cassandrino sont bien chacun de leur pays: l'un Florentin, l'autre Romain.

Chose singulière et digne de remarque! l'Italie est peut-être le seul pays de l'Europe où chaque province ait son type comique, personnification des ridicules populaires et de certaines habitudes morales, et où ce type se soit religieusement conservé. La vitalité de ces personnifications et la faveur dont elles jouissent encore sembleraient indiquer que les mœurs et les goûts du peuple n'ont pas changé. L'étude de ces types n'est donc pas sans intérêt; elle nous montre le caractère de chaque petite tribu italienne sous des faces imprévues, elle aide à la connaissance de la langue et des habitudes nationales, et, en nous mettant à même de comparer ses mœurs d'hier et ses mœurs d'aujourd'hui, elle complète l'histoire du peuple.

FRÉDÉRIC MERCEY.

(1) On nous assure cependant qu'autrefois, lorsque Cassandrino était plus hardi, la police lui a fait passer quelques vingt-quatre heures en prison. Le lendemain, l'aimable directeur prenait mieux ses précautions; il enivrait l'espion chargé de le surveiller, et recommençait de plus belle, se moquant de tout, même de cet espion et de ses geôliers.

LE TEXAS

ET SA RÉVOLUTION.

SECONDE PARTIE.[1]

En proclamant l'abolition immédiate de l'esclavage dans toute l'étendue de la république mexicaine, le président Guerrero manquait certainement à une des conditions sous la foi desquelles les colons anglo-américains étaient venus s'établir dans le Texas. On peut même affirmer que cette condition avait été essentielle et déterminante à leurs yeux, non-seulement parce qu'ils étaient pour la plupart originaires d'états à esclaves, mais parce que, réduits au travail libre, ils n'auraient pu donner à leurs exploitations un assez grand développement pour les dédommager de leurs sacrifices et des frais de leur entreprise. La constitution mexicaine de 1824 déclarait, il est vrai, que personne désormais ne naîtrait esclave sur le territoire de la république, disposition que l'on retrouve dans la constitution particulière de l'état de Cohahuila et Texas, promulguée en 1827; mais elle maintenait au moins l'esclavage existant, et cela pouvait suffire pendant quelques années. Le décret du 15 septembre 1829, au contraire, eût entièrement arrêté l'essor de la colonie, s'il avait été exécuté : il eût ruiné le présent et empêché toute émigration ultérieure des citoyens des États-Unis au-delà de la rivière Rouge et de la Sabine, plus efficacement que le décret spécial du 6 avril 1830.

(1) Voyez la livraison du 1er mars.

Aussi fut-il révoqué, en ce qui concernait le Texas, par le gouvernement qui succéda à celui de Guerrero, et sur les représentations du gouverneur Viesca. Quant au décret du 6 avril 1830, qui était, pour ainsi dire, la réponse publique du Mexique aux secrètes manœuvres des États-Unis, nous avons dit que, loin de recevoir une exécution rigoureuse, il fut aisément éludé par l'adresse, ou même ouvertement violé par la force.

Aucun évènement de quelque importance ne signala le cours de l'année 1830; mais, de part et d'autre, la confiance était ébranlée. Malgré son épuisement, ses embarras intérieurs et son état de désorganisation permanente, le gouvernement de Mexico ne put se dissimuler que, pour conserver le Texas, il aurait bientôt une lutte à soutenir, soit contre les États-Unis, soit contre les colons anglo-américains, et il s'y prépara. De petits corps de troupes furent envoyés dans le pays sous différens prétextes, et occupèrent les principaux postes. Au commencement de 1832, ces forces étaient réparties de la manière suivante : à Nacogdoches, 500 hommes; à San-Antonio de Bejar, 250; à Goliad, 118; à Anahuac, 150; à Galveston, 30; à Velasco, 100; au fort de Teran, 40; à Victoria, 40; à Tenochtitlan, 40; en tout 1,268. Avant de se moquer d'une pareille armée, il faut réfléchir au petit nombre des colons qu'elle était destinée à surveiller et à tenir en échec, à leur dissémination et à leur inexpérience militaire. C'était donc, à tout prendre, une force assez imposante; et si les détachemens avaient été bien commandés, si la nouvelle guerre civile qui allait éclater au Mexique, n'était venue les paralyser, l'insurrection du Texas aurait pu ne pas réussir aussi vite. La présence et l'insubordination de ces troupes étrangères irritèrent vivement la population texienne. Le moindre prétexte devait suffire pour lui faire prendre les armes : il ne tarda pas à se présenter.

Le Mexique était alors régi par la constitution fédérale de 1824. Chaque province, sous le nom d'état, possédait sa législature particulière, son gouverneur électif, son budget, etc., mais le gouvernement de Mexico, le congrès général et le président de la république étaient sans cesse en querelle avec les états, sur leurs attributions respectives et les limites de leurs pouvoirs. En théorie, les choses avaient été merveilleusement réglées; dans la pratique, rien ne marchait. Les tiraillemens étaient continuels; les états n'acquittaient point leurs contributions au trésor de la république; ils formaient entre eux des confédérations particulières; ils chassaient les troupes du gouvernement suprême; ils faisaient des lois contraires à la législation générale

et même aux traités de la république avec les puissances étrangères. Tout enfin n'était que confusion et anarchie. On a vu que le décret du 6 avril 1830 avait interdit aux Anglo-Américains toute émigration ultérieure sur le territoire du Texas, sauf en ce qui concernait l'exécution des contrats existans. L'année suivante, le gouvernement de l'état de Cohahuila et Texas nomme un commissaire pour mettre quelques émigrans en possession de terres qui leur avaient été concédées. Le commandant-général des provinces orientales de la république croit devoir s'y opposer et fait jeter le commissaire en prison. Cet officier supérieur avait peut-être raison, comme fonctionnaire mexicain; mais, dans la forme, l'acte était arbitraire, et il excita un grand mécontentement. Ce ne fut pas le seul. Par suite du même esprit d'opposition entre l'autorité militaire et le gouvernement de l'état, la première prononça la dissolution d'un corps municipal légalement élu et installé du consentement de l'autorité rivale, en établit un autre sans consulter celle-ci, et menaça de recourir à la force pour empêcher la population de procéder à des élections régulières. Sur ces entrefaites, on apprend que le commandant d'Anahuac a fait arrêter plusieurs colons anglo-américains. Aussitôt (c'était dans les premiers jours de 1832) leurs concitoyens établis dans cette partie de la province, ne prenant conseil que de leurs ressentimens, se soulèvent, paraissent en armes devant la forteresse et somment l'officier de rendre la liberté à ses prisonniers. Le soulèvement l'avait pris au dépourvu; il n'osa pas résister ouvertement, promit de relâcher les détenus, et réclama seulement un ou deux jours de délai, afin, dit-il, de régler quelques mesures indispensables. Mais il avait demandé du secours au commandant de Nacogdoches, et méditait une perfidie. Les colons se retiraient, confians dans sa promesse, quand il les fit traîtreusement attaquer. Ceux-ci retournent sur leurs pas, et tombent au milieu d'un détachement mexicain sous les ordres de Piedras, commandant de la garnison de Nacogdoches. Cependant, loin de perdre courage, et malgré la supériorité des forces ennemies, ils font si bonne contenance, que Piedras s'estime heureux d'éviter le combat, en promettant de rendre la liberté aux prisonniers d'Anahuac. Cette fois la promesse fut accomplie, et les insurgés, contens d'avoir atteint leur but, se dispersèrent sans autre incident.

Tandis que ces évènemens se passaient dans les districts orientaux du Texas, un soulèvement bien plus grave menaçait la république d'une nouvelle révolution, qui devait s'opérer sous les auspices de Santa-Anna. Le 2 janvier 1832, les officiers de la garnison de la

Vera-Cruz, réunis chez le colonel Landero, sur l'invitation du général Ciriaco Vazquez, y signèrent une déclaration que Santa-Anna transmit, sans se prononcer ouvertement lui-même, au vice-président Bustamente, pour demander le renvoi d'un ministère que *l'opinion publique accusait de favoriser le centralisme.* Ce point de départ est fort curieux en ce que la révolution, commencée au nom des principes fédéralistes, se termina, en 1835, par l'abolition de la constitution fédérale de 1824, et par l'établissement d'une constitution républicaine unitaire, contre laquelle une partie de la population et des troupes n'a pas cessé de protester les armes à la main. Le ministère dont les officiers de la garnison de la Vera-Cruz, secrètement poussés par Santa-Anna, exigeaient la destitution, se composait de MM. Alaman, Espinosa et Facio; mais c'était le premier qui donnait effectivement l'impulsion à toute la machine gouvernementale. Il avait fait exécuter le président Guerrero, que sa naissance, ses inclinations et sa bravoure avaient rendu le favori des basses classes de la population mexicaine, et qui avait été porté au pouvoir par un mouvement démocratique. M. Alaman gouvernait donc dans le sens de l'aristocratie et du clergé; il cherchait à fortifier l'administration, et, à ce titre, il devait désirer, autant que possible, d'établir la suprématie du gouvernement central sur les intérêts divergens et la capricieuse opposition des états. Ennemi des étrangers en général, il témoignait cependant une plus grande bienveillance aux Anglais, qui l'avaient intéressé dans leurs exploitations de mines. Quant à Santa-Anna, dont les moins pénétrans devinaient la main dans ces nouveaux troubles, son ambition expliquait sa conduite. Vainqueur des Espagnols à Tampico, et proclamé alors le héros libérateur du Mexique, idole de l'armée, se croyant à la fois le plus grand homme de guerre et le plus grand homme d'état de la république, il s'irritait de n'y pas jouer le premier rôle et de voir ses talens politiques réduits à la tâche mesquine d'un gouvernement de province. L'intérêt de la patrie, le fédéralisme et la liberté n'étaient pour lui que des mots sonores, un honorable drapeau, dont il avait besoin, comme tous les ambitieux, pour couvrir ses vues personnelles. Le parti démocratique ne fut pas deux ans à voir combien son chef était indifférent aux principes politiques. Vers la fin de 1834, Santa-Anna s'était laissé gagner par l'aristocratie et le clergé; il préparait l'établissement d'une constitution unitaire; il rêvait la gloire du premier consul, et peut-être songeait-il à relever pour lui le trône impérial d'Iturbide.

Je n'ai pas perdu de vue les affaires du Texas en traçant ce tableau. Les évènemens de cette province se rattachent, par les liens les plus intimes, et au *pronunciamiento* de la Vera-Cruz en janvier 1832, et au changement de la constitution mexicaine en 1835. On pourrait même dire qu'à partir de 1832, ils se confondent avec l'histoire personnelle de Santa-Anna. En effet, les colons texiens qui avaient attaqué le fort d'Anahuac n'avaient pas encore déposé les armes, quand ils apprirent le soulèvement des troupes de la Vera-Cruz contre l'administration de Bustamente, dont ils avaient eux-mêmes à se plaindre, et dont les délégués avaient provoqué leur ressentiment par des actes arbitraires. Aussi n'hésitèrent-ils pas à se déclarer immédiatement pour la cause fédéraliste, dont Santa-Anna relevait le drapeau. Leur intérêt non moins que leurs passions leur en faisait une loi. Le gouvernement de Mexico, en quelques mains qu'il fût placé, se défiait d'eux, les surveillait avec une jalouse inquiétude, les empêchait de se fortifier en arrêtant l'essor de l'émigration anglo-américaine, et menaçait l'esclavage, dont ils regardaient le maintien comme nécessaire à leur prospérité. S'il parvenait à resserrer son action et à étendre son pouvoir, il aurait plus de moyens encore pour leur imposer ses lois et leur faire sentir de mille manières le poids de sa défiance. Quel parti devaient-ils donc prendre en présence d'un pareil danger? Pouvaient-ils négliger l'occasion de lui susciter de nouveaux embarras? Devaient-ils se faire un scrupule de concourir à son affaiblissement en exagérant le principe de division et d'éparpillement de la force publique qui se trouvait déposé dans la constitution fédérale de 1824? Non, certes, et ils le reconnurent du premier coup. L'instinct du *self-government*, qui est un des caractères essentiels de la race anglo-américaine, les y portait avec une force irrésistible. Déjà ils se plaignaient de l'éloignement de la capitale de l'état, circonstance qui retardait l'expédition des affaires et avait de grands inconvéniens pour l'administration de la justice. Déjà ils désiraient se faire reconnaître, dans le sein de la confédération mexicaine, une existence politique à part, dont ils se promettaient beaucoup d'avantages, non moins pour le commerce extérieur que pour les améliorations locales. Mais l'établissement redouté du centralisme n'aurait-il pas aggravé les inconvéniens dont ils souffraient et rendu impossible le remède qu'ils voulaient y apporter?

Le maintien des institutions fédérales était tellement conforme aux intérêts du Texas, que le mouvement de la population en faveur de la cause épousée par Santa-Anna fut général et unanime.

Les colons du Brazos, à la première nouvelle du soulèvement de leurs concitoyens du Rio Trinidad, prirent aussitôt les armes pour marcher à leur secours, et se déclarèrent en même temps contre l'administration de M. Alamarr. Mais, pour rejoindre promptement les insurgés devant Anahuac, il fallait qu'ils désarmassent ou attirassent à leur parti le commandant du fort de Velasco. Ils l'engagèrent donc à embrasser la cause des fédéralistes contre le gouvernement, et poussèrent la hardiesse jusqu'à lui demander un canon dont la place était munie, pour aller attaquer le commandant d'Anahuac, de l'autre côté de la baie de Galveston. Ugartechea, c'était le nom du commandant de Velasco, leur répondit en homme d'honneur qu'il obéirait aux ordres de ses chefs, et qu'il s'opposerait à l'exécution de leurs desseins. Les colons du Brazos n'en persistèrent pas moins, et au nombre de cent dix-sept, sous la conduite de John Austin, attaquèrent Velasco, le 26 juin avant le jour. Comme ils n'avaient que des carabines, et que les Mexicains, outre leurs fusils, avaient sur un des bastions leur canon monté à pivot, les audacieux assaillans souffrirent d'abord beaucoup; mais aussitôt que le jour fut venu, ils prirent leur revanche. Tous les soldats qui se montraient sur le rempart étaient abattus, et ceux qui servaient la pièce de canon avaient les mains enlevées par ces fameux tireurs de l'ouest qui ne manquent jamais leur coup, si bien qu'à la fin Ugartechea, ne pouvant plus décider ses hommes à charger et pointer le canon, eut le courage héroïque de se mettre lui-même à la besogne. Les Texiens, saisis d'admiration, cessèrent le feu par générosité, dit l'historien de ces évènemens, car le dernier d'entre eux était assez sûr de son arme pour lui mettre une balle dans l'œil. Ayant affaire à des gens si résolus, Ugartechea vit bien qu'il fallait capituler, et rendit la place. Les assiégés n'avaient perdu qu'un homme, et dix-sept autres avaient eu les mains coupées en faisant le service du canon. La perte des Texiens était beaucoup plus considérable; elle s'élevait à onze hommes tués et cinquante-deux blessés, dont douze à mort. Après cet exploit, la troupe d'Austin, si cruellement décimée, fut dispensée de son expédition sur Anahuac par la soumission du commandant.

Il paraît que ces évènemens amenèrent la retraite ou la dispersion des troupes mexicaines qui occupaient le Texas. D'ailleurs, au milieu de la guerre civile qui continuait à déchirer le Mexique, tous les pouvoirs, ordinairement si faibles, étaient trop désorganisés pour se faire respecter d'une population enhardie par ses dernières victoires. Aussi, dès que les troupes se furent retirées, toutes les douanes

furent-elles abolies. On ne tint plus aucun compte des conditions imposées par la législation mexicaine pour la colonisation du territoire, pour le commerce avec les Indiens, pour l'esclavage, etc.; les Texiens, sans aspirer encore à une complète indépendance, prirent au moins la résolution de ne plus souffrir de soldats étrangers parmi eux, et de dérober le plus possible le maniement de leurs affaires à toute autorité qui n'émanerait pas de leur libre choix.

C'était, comme on l'a vu, au nom du principe fédéraliste et contre l'administration de Bustamente que les colons anglo-américains avaient pris les armes; ils avaient adhéré sans hésitation au plan de la Vera-Cruz, et s'étaient rangés sous le drapeau de Santa-Anna, au moment même où l'un de ses adversaires, le général Teran, annonçait qu'il allait combattre l'insurrection du Texas. Santa-Anna néanmoins, soupçonnant les secrets mobiles qui faisaient agir les Texiens, et loin de s'en fier à des apparences qui lui étaient si favorables, crut devoir essayer de rétablir dans cette province l'autorité légitime de la république, et y envoya une petite expédition de quatre cents hommes, sous les ordres du colonel Mexia. Peut-être aussi les évènemens du Texas n'étaient-ils pas bien connus à la Vera-Cruz. Quoi qu'il en soit, Mexia partit de Matamoras avec cinq navires, le 14 juillet 1832, et arriva le 16 à l'embouchure du Brazos. Il était accompagné du général Stephen Austin, représentant du Texas au congrès de Cohahuila. La flottille ayant jeté l'ancre, Mexia se mit en communication avec un des alcades de cette partie du pays, John Austin, pour lui faire connaître les motifs de sa venue. La réponse ne se fit pas attendre. On y exposait ce qui s'était passé dans la province depuis quelque temps, et les causes du dernier soulèvement. Le général mexicain crut alors pouvoir débarquer, et se rendit à Brazoria, où il fut bien accueilli par la population. On chercha, par toute sorte de moyens, à le rassurer sur les dispositions des colons anglo-américains, et une assemblée générale, convoquée à San-Felipe de Austin, par l'alcade de cette ville naissante, y adopta le 27 juillet une déclaration qui avait pour but de désavouer toute intention hostile à la république mexicaine. Ce document contient quelques détails sur les actes arbitraires du colonel Davis Bradburn, commandant de la place d'Anahuac, du commandant de Nacogdoches, Jose de Las Piedras, et de leur chef, le général Teran, qui les avait approuvés malgré l'opposition et les remontrances du gouvernement de l'état. Mais ce qu'on doit y remarquer le plus, c'est l'affectation avec laquelle les colons rattachent la récente prise d'armes à l'entre-

prise de Santa-Anna lui-même. Ainsi ce n'est pas à eux que le fort de Velasco s'est rendu, c'est aux *forces de Santa-Anna*. Ils savent combien leur origine étrangère a fait accumuler contre eux de calomnies, et quels desseins on leur attribue, pour ranimer les vieux préjugés espagnols. Ils protestent contre de pareilles accusations, et identifient leur cause à celle de l'héroïque cité de Vera-Cruz. Mexia se contenta de ces assurances, et repartit bientôt avec ses soldats, emmenant la garnison de la citadelle démantelée de Velasco. Peu de temps après, les colons des environs de Nacogdoches, adoptant à leur tour le rôle de zélés partisans de Santa-Anna, que leurs compatriotes du Brazos avaient joué avec tant de succès, attaquèrent Piedras, sous prétexte qu'il avait refusé de se joindre à l'armée libératrice, comme l'y invitait Mexia, et le forcèrent à évacuer la place. La petite bataille qu'il fallut livrer à ce sujet ne coûta aux Texiens que trois hommes tués et sept blessés, tandis que les Mexicains eurent dix-huit morts et vingt-deux blessés : de sorte qu'à la fin de l'été de 1832, il n'y avait plus un seul soldat mexicain dans la partie du Texas où se trouvaient situées les colonies anglo-américaines.

Je suis assurément bien loin de penser que tout ait été irréprochable dans ces manières d'agir. On trouvera peut-être dans ces déclarations faites au général Mexia, et transmises par lui à Santa-Anna, plus d'adresse que de véritable dignité, et une habileté plus heureuse qu'elle ne serait honorable. Mais je ne juge pas, je raconte. Le flot des révolutions n'est pas toujours très pur. Je ne revendiquerai donc pas pour la révolution du Texas une moralité de détails que présentent trop rarement les grands évènemens de l'histoire.

Pourquoi les Texiens, une fois leur territoire délivré de la présence des troupes mexicaines, n'ont-ils pas dès-lors proclamé leur indépendance? Je crois que cette modération s'explique par un fait très simple : c'est qu'ils ne se sentaient pas assez forts pour braver sans nécessité la puissance et les ressentimens du Mexique. Je dis sans nécessité, car s'ils avaient obtenu l'avantage auquel se bornaient en ce moment leurs prétentions, de former un état séparé, ils auraient atteint la plupart des résultats qu'ils pouvaient se promettre de l'indépendance, et ne se seraient pas exposés aux dangers d'une lutte dont l'issue pouvait leur paraître douteuse. Quelques esprits sages et patiens auraient même voulu s'en tenir aux avantages réels que le dernier soulèvement avait procurés, et ne pas agiter de si tôt une question qui devait raviver les inquiétudes et les défiances de la nation mexicaine; mais l'impatience du grand nombre l'emporta sur la prudence du petit, et une convention de tout le peuple texien se

réunit à San-Felipe dans les derniers mois de 1832, sans convocation légale et par un mouvement spontané des colons. Les travaux de cette assemblée, dont l'existence irrégulière était par elle-même un fait assez grave, durèrent plusieurs mois, quand il aurait suffi de quelques jours. Elle rédigea une *constitution* pour *l'état* du Texas, et consigna dans une pétition au gouvernement de Mexico les motifs qui portaient la population texienne à désirer sa séparation d'avec l'état de Cohahuila. De ces motifs, les uns étaient sérieux et justes, les autres étaient empreints d'une grande exagération, pour ne rien dire de plus. Je les ai déjà indiqués. Mais, si l'on veut aller au fond des choses, et, qu'on me passe le terme, si l'on regarde le dessous des cartes, il faut reconnaître que les Texiens, se défiant des intentions du Mexique à leur égard, voulaient tout simplement se donner le droit de faire leurs affaires eux-mêmes. Ils n'étaient pas du même sang, ils ne parlaient pas la même langue que les Mexicains. Malgré les règlemens sur la colonisation, il est plus que probable que la plupart d'entre eux ne professaient pas la religion catholique. Perdus sur quelques points d'un immense pays, ils voulaient pouvoir y attirer leurs compatriotes de l'Union du nord par des garanties politiques et civiles dont la législation mexicaine se montrait fort avare; leur amour-propre national était blessé, leurs intérêts souffraient quelquefois de ne former qu'une minorité imperceptible dans le congrès provincial de Monclova. Que faut-il de plus, je ne dirai pas pour justifier, mais pour expliquer et pour rendre humainement inévitable leur désir de scission? Les abolitionistes des États-Unis, gens estimables, mais qui joignent des vues étroites à un fanatisme ardent, n'ont voulu y voir d'autre intérêt, d'autre passion, d'autre principe que le maintien de l'esclavage menacé par l'esprit des lois mexicaines. C'est une manière trop exclusive de juger la question. Les planteurs anglo-américains du Texas désiraient sans doute maintenir l'esclavage à leur profit; mais ce n'était pas leur seul besoin : politiquement et socialement, ils différaient trop, par leur génie intime et par leur caractère propre, du peuple dont ils partageaient les destinées, sans avoir sur elles assez d'influence pour ne pas éprouver une tendance irrésistible à ne mettre que le moins possible de leur existence en commun avec lui. Les caprices du despotisme militaire, qui sous les apparences de la liberté constitutionnelle domine si souvent les républiques d'origine espagnole, auraient seuls suffi pour décider une population de race anglaise à se séparer du Mexique.

La convention de San-Felipe (1832-33) s'étant donc prononcée pour que le Texas reçût une organisation distincte de l'état de Coha-

huila, le général Stephen Austin fut chargé de négocier ce changement avec le gouvernement de Mexico, et accepta cette mission par déférence pour le vœu de ses concitoyens, car il était un de ceux qui avaient combattu le projet de scission. Arrivé à Mexico dans le cours de l'année 1833, Austin y travailla inutilement, auprès de Santa-Anna et du vice-président Gomez Farias, à faire reconnaître la prétendue constitution du Texas. Il représenta en termes très vifs et presque menaçans que, si l'on ne voulait pas s'occuper des affaires de cette province et remédier aux abus dont elle se plaignait, la population se chargerait elle-même de ce soin. Le gouvernement de Mexico ne fit aucune attention à ses demandes. Retiré à sa ferme de Manga de Clavo, Santa-Anna contrariait toutes les mesures de Gomez Farias, qui était resté sincèrement attaché au parti démocratique, tandis que le parti contraire, flattant l'orgueil de Santa-Anna, concevait l'espérance d'attirer à lui cet esprit mobile et faible. Il ne résultait d'une pareille situation que lenteur et embarras dans la marche des affaires, et rien ne ressemblait moins que cette complication de basses intrigues à un gouvernement régulier. Ce fut alors que le commissaire texien adressa à la municipalité de San-Antonio de Bejar une lettre dans laquelle il annonçait le peu de succès de ses démarches, et conseillait à la population d'organiser pacifiquement dans la province une administration locale. La majorité de l'*ayuntamiento* de Bejar, ancienne ville espagnole, était opposée aux vues des colons anglo-américains, et la lettre d'Austin fut renvoyée aux autorités de la république. Celui-ci avait déjà quitté Mexico et n'était pas loin du Texas quand il se vit arrêté, reconduit dans la capitale, et jeté en prison comme séditieux. Le plus singulier de l'histoire, c'est qu'au fond il ne partageait que très faiblement l'opinion et surtout l'impatience de ses concitoyens. On serait porté à croire qu'il ne leur donnait ce conseil que pour leur faire plaisir, et parce qu'il désespérait de les ramener à une opinion différente. Dans une lettre à l'*ayuntamiento* de San-Felipe, datée de Monterey le 17 janvier 1834, il engage les colons à se tenir tranquilles, à respecter les lois, à procéder par les voies légales; il trouve tout simple que le gouvernement l'ait fait arrêter; il se porte garant de ses bonnes intentions à l'égard du Texas, et en fait valoir comme une preuve convaincante l'*abrogation* de la loi du 6 avril 1830 (1). En acceptant la mission qu'il vient d'accom-

(1) Je ne sais comment concilier cette assertion de Stephen Austin avec le passage suivant du livre de M. Chester-Newell, historien de la révolution du Texas : « Les effets de la loi du 6 avril 1830 ont été suspendus; *mais la loi elle-même n'a jamais été abrogée.* »

plir, il n'a pas suivi son impulsion personnelle, mais il a obéi au vœu de ses concitoyens et n'a agi que d'après leurs instructions. Son seul désir a toujours été, depuis le commencement des troubles de 1832, dont il ne fait un crime à personne, d'éviter au Texas une révolution violente. On retrouve les mêmes sentimens et le même langage dans une lettre d'Austin à un habitant de la Nouvelle-Orléans, où il se plaint doucement du *bon peuple de la colonie*, dont la fiévreuse ardeur l'a précipité dans cet embarras. Le commissaire texien était en prison quand il écrivait ces lettres, je le sais; mais je n'en hésiterais pas moins à l'accuser d'hypocrisie ou de lâcheté. C'était, je suppose, un caractère assez timide, ennemi du désordre et de l'agitation révolutionnaire, un de ces hommes qui suivent les grands mouvemens politiques et ne les commencent, ni les arrêtent, ni les dirigent. Le gouvernement mexicain, qui est d'ailleurs assez débonnaire, ne le jugea point dangereux et lui rendit bientôt la liberté. Quant au *bon peuple* du Texas, une fois son parti pris d'être indépendant, il ne mit point Stephen Austin à sa tête et l'envoya aux États-Unis pour obtenir des secours de la sympathie des populations.

Tandis que le gouvernement de Mexico résistait au désir de séparation manifesté par le Texas, l'anarchie qui régnait au centre de la république se propageait dans l'état de Cohahuila. Santa-Anna ayant dissous le congrès général le 13 mai 1834, cette mesure violente et d'une légalité fort contestable devint le signal de nouvelles divisions dans plusieurs provinces. A Monclova, qui était le siége du gouvernement de l'état de Cohahuila et Texas, il se forma en faveur du président un parti militaire, qui élut un nouveau gouverneur de la province, et, appuyé par la soldatesque, établit à Saltillo une espèce d'administration rivale de l'autorité légitime. Les colons anglo-américains étaient complètement étrangers à cette révolution. Devaient-ils en profiter pour consommer leur scission, et organiser enfin chez eux leur propre gouvernement, malgré les conseils de Stephen Austin? Les plus ardens le voulaient; mais ils se trouvèrent en minorité. Le grand nombre hésitait encore à prendre une résolution aussi grave, et les conseils de la modération l'emportèrent sur ceux de la violence. Il est vrai que le Texas venait d'obtenir de la législature de l'état l'institution du jury et une cour de justice spéciale. La tranquillité publique parut donc momentanément rétablie.

Cependant il se préparait au Mexique une révolution fondamentale dans le système du gouvernement. Santa-Anna, le héros du fédéralisme, dissimulait à peine son désir de renverser la constitution de 1824. Des pétitions en faveur du centralisme circulaient impunément,

et il cherchait par tous les moyens à populariser dans la nation et dans l'armée le changement constitutionnel qu'il méditait. C'était pour en faciliter l'accomplissement qu'il avait expulsé le dernier congrès, et on n'ignorait plus ses desseins quand la nouvelle législature de Cohahuila se réunit en 1835. Malheureusement un des premiers actes de cette assemblée la mit aussitôt en collision avec le gouvernement suprême, qui était bien plus porté à étendre son propre pouvoir qu'à le laisser méconnaître par les états. La province ayant besoin d'argent, le gouverneur proposa une loi pour la vente de quatre cents onze lieues carrées de terre dans le Texas. Les spéculateurs qui devaient conclure l'affaire se trouvaient à Monclova; ils étaient tous Texiens, et par cela seul assez suspects. Aussi, dès que la chose fut connue à Mexico, le gouvernement et le congrès résolurent-ils de s'opposer à la conclusion du marché. Ils contestèrent à l'état de Cohahuila le droit d'aliéner le domaine public, en se fondant sur ce qu'il devait au trésor de Mexico un arriéré considérable; et le congrès autorisa le pouvoir exécutif à se faire céder les terrains en question, pour en déduire la valeur sur le montant de la dette de Cohahuila. Il est évident que le gouvernement de Mexico, toujours en défiance des Texiens, combattait cette opération dans la seule crainte d'une émigration nouvelle de colons anglo-américains, sur les terrains acquis par des spéculateurs qui devaient immédiatement les revendre en détail à New-York ou ailleurs; mais la proposition du congrès ne faisait pas le compte de l'état de Cohahuila, qui voulait de l'argent pour son administration intérieure, et se souciait peu de payer ses dettes à la république. Aussi se mit-il en devoir de résister; sur quoi le général Cos, commandant supérieur des provinces orientales du Mexique, reçut de Santa-Anna l'ordre de marcher avec ses troupes sur la capitale de l'état, et d'expulser la législature rebelle. Le gouverneur et plusieurs membres de l'assemblée furent jetés en prison. Les spéculateurs texiens, dont la conduite n'était pas irréprochable dans toute cette affaire, se hâtèrent de retourner chez eux, et proclamèrent aussitôt la guerre, la séparation et l'indépendance.

Ce fut dans les plaines de San-Jacinto que le parti de la guerre, fortifié par les derniers évènemens, leva son étendard le 16 août 1835. Huit mois après, la cause du Texas devait y remporter sa victoire définitive. De là, le premier effort des insurgés se porta sur Anahuac, où ils abolirent je ne sais quels règlemens de douanes odieux à la population. Cependant il n'y avait pas unanimité parmi les habitans pour engager la lutte. Le parti de la paix, qui était assez nombreux,

essaya de calmer l'irritation. Santa-Anna, disait-on, était personnellement favorable aux vœux du Texas : il fallait attendre qu'il se fût prononcé, et ne prendre les armes qu'à la dernière extrémité. Mais le temps était passé où ces conseils, d'une modération timide, auraient pu arrêter l'élan des esprits, et la révolution commencée suivit son cours. Le capitaine Thompson, de la marine mexicaine, que le général Cos avait envoyé prendre connaissance de l'état des choses à Anahuac, ayant capturé dans la baie de Galveston un bâtiment qui faisait le commerce du Texas, cet acte qui menaçait des intérêts inexorables contribua encore à précipiter le soulèvement.

Stephen Austin reparut alors au milieu de ses concitoyens, et, dans une assemblée populaire tenue à Brazoria le 8 septembre, il recommanda la réunion immédiate d'une convention générale de toute la province. Le principal motif qu'il en donna fut l'imminence du renversement de la constitution fédérale au Mexique. « La nouvelle forme du gouvernement, dit-il, aura-t-elle pour effet d'annuler tous les droits du Texas et de le soumettre à un pouvoir sans limites? S'il en doit être ainsi, le peuple du Texas peut-il adhérer au changement qui se prépare et abdiquer tout ou partie de ses prérogatives constitutionnelles? Voilà des questions d'une importance vitale, et sur lesquelles je pense qu'il est nécessaire de consulter les citoyens. Il est vrai que Santa-Anna et d'autres personnages influens de Mexico m'ont déclaré qu'ils étaient les amis du peuple texien, qu'ils désiraient son bonheur et y travailleraient de toutes leurs forces; que dans la nouvelle constitution de la république ils emploieraient leur influence à procurer au Texas une organisation particulière en harmonie avec ses habitudes et conforme à ses besoins. Mais c'est une raison de plus pour que les délégués du peuple se réunissent afin de déterminer les principes de cette organisation. Nous touchons au moment décisif : tout le monde comprend qu'il y a quelque chose à faire. »

Ce langage était encore modéré. Il ressemblait à celui qu'on tient toujours au commencement des révolutions, et que l'on regarderait volontiers comme une hypocrisie consacrée, s'il n'était pas naturel que les mêmes hésitations se reproduisissent constamment chez les peuples en face des mêmes dangers. Le conseil de réunir une convention ne préjugeait pas la question d'indépendance. Mais une convention, c'était un centre et une base possible d'autorité, dont l'influence ne devait pas tarder à se faire sentir, en donnant une direction commune aux efforts isolés. Sur ces entrefaites, le général Cos, qui était à Bejar, transmit au colonel Ugartechea l'ordre de se saisir, à

tout prix, de la personne de Zavala, ancien ministre mexicain, poursuivi par la haine de Santa-Anna, dont il avait refusé de servir la politique nouvelle. Zavala possédait de grandes concessions de terres au Texas, et avait formé le projet de s'y établir. Plusieurs autres personnes étaient poursuivies avec lui, et en même temps le général Cos fit sommer Brazoria, Columbia et Velasco de remettre leurs armes entre les mains des autorités mexicaines, double outrage qui excita la plus vive indignation.

Ainsi se multipliaient et se répondaient coup pour coup, quelquefois même sans intention de part ni d'autre, mais par une conséquence inévitable de la situation, les actes les plus hostiles, les résolutions les plus compromettantes. Il s'établit à San-Felipe, où résidait Stephen Austin, un comité de sûreté publique qui prit aussitôt, par la force des choses, l'attitude d'un comité central. Informé des mouvemens du général Cos, il les fit connaître au peuple par une circulaire, dans laquelle il déclarait que les dispositions de cet officier supérieur n'étaient rien moins que conciliantes, que la ruine du Texas était décidée, et qu'il ne restait aux habitans d'autre ressource que la guerre. Bientôt un premier détachement de troupes mexicaines s'avança de Bejar sur Gonzalès, dont la population demanda du secours au comité de San-Felipe. Celui-ci dirigea aussitôt sur Gonzalès un petit nombre de volontaires, qui suffirent pour arrêter les Mexicains. Deux cents hommes du côté de ces derniers, et cent soixante du côté des colons, en vinrent aux mains le 2 octobre, et les Texiens manœuvrèrent si bien leur unique canon, que le détachement mexicain fut forcé de se replier sur Bejar, avec une perte de quelques hommes. Ce fut le premier engagement dans cette partie du Texas. Le lendemain, le comité de San-Felipe publia une lettre officielle adressée à la municipalité de Gonzalès par le ministre de l'intérieur de la république. On y demandait l'adhésion du Texas aux réformes que le congrès général, prenant en considération les vœux du pays tout entier, allait accomplir dans la constitution; on ajoutait que les besoins du Texas ne seraient pas perdus de vue par le gouvernement, qu'il comptait sur le bon esprit des citoyens, et qu'il était décidé à soutenir l'œuvre de la majorité nationale, à protéger les amis de l'ordre et à punir les promoteurs de séditions. En publiant cette lettre, le comité y joignit un commentaire très peu pacifique : « Quelles sont, disait-il, les réformes dont parle le ministre? Est-ce la réduction de la milice des états à un homme par cinq cents habitans, et le désarmement des autres? Est-ce le renversement de la

constitution de 1824, et l'établissement du despotisme ecclésiastico-militaire? Cette majorité qu'on invoque, est-ce autre chose que le pouvoir militaire qui a étouffé la voix de la nation? Le gouvernement de Mexico proteste de ses bonnes intentions envers le Texas; mais alors pourquoi ces préparatifs d'invasion? pourquoi le général Cos s'est-il avancé de Matamoras sur Bejar, à la tête de toutes les troupes disponibles? Ce langage n'est-il pas un leurre? ces prétendues garanties qu'on nous promet ne cachent-elles pas un piége? » Et le comité terminait sa proclamation en exhortant les citoyens armés à voler au quartier-général de l'armée du peuple, à Gonzalès.

Le mouvement qui éclatait dans l'ouest eut bientôt embrassé toute l'étendue du Texas, jusqu'aux frontières des États-Unis. Des comités s'organisèrent de tous côtés. Ceux de Nacogdoches et de San-Augustine levèrent des troupes et en confièrent le commandement à Samuel Houston, que les hasards d'une carrière orageuse avaient jeté depuis quelques années dans ce pays.

Destiné à vaincre Santa-Anna dans les plaines de San-Jacinto, et à consolider par cette victoire l'établissement de la république texienne, dont il devait être le premier président, Houston avait eu le pressentiment de la mission que lui réservait le sort et qui convenait à son caractère aventureux. En annonçant que ce personnage, très connu alors dans l'Union américaine, se rendait au Texas, vers la fin de 1829 ou en 1830, un journal de la Louisiane disait que c'était pour *révolutionner* le pays, et ajoutait : « On peut donc s'attendre à lui voir bientôt lever le drapeau de l'insurrection. » Ceci prouve, au reste, pour le dire en passant, combien les élémens révolutionnaires avaient profondément pénétré dans les entrailles du Texas, et combien leur explosion était inévitable. L'instinct national du Mexique ne s'y était pas trompé. En même temps qu'Houston recevait dans l'ouest la direction des opérations militaires, M. Lorenzo de Zavala succédait au général Austin dans la présidence du comité de sûreté, c'est-à-dire dans la direction des opérations politiques, et Austin allait prendre à Gonzalès le commandement du noyau d'armée qui s'y rassemblait.

Aussitôt qu'on eut appris à la Nouvelle-Orléans que les Mexicains se disposaient à envahir le Texas, et que la population organisait ses moyens de résistance, les habitans de cette ville manifestèrent d'une façon éclatante leur sympathie pour la cause de leurs voisins. C'était la conséquence naturelle des rapports établis depuis quelques années entre les deux populations. Le *meeting* de la Nou-

velle-Orléans s'engagea à secourir les Texiens de la manière la plus efficace et la plus compatible avec ses obligations envers le gouvernement des États-Unis; il nomma un comité pour correspondre avec le gouvernement provisoire du Texas, recevoir des souscriptions et enrôler des volontaires. 7,000 dollars (36,000 francs) de souscription, et deux compagnies de volontaires armées et équipées, ne tardèrent pas à prouver l'activité du zèle de la Louisiane.

Les Mexicains virent bientôt qu'ils avaient affaire à une race d'hommes autrement décidée qu'eux, et qui était bien résolue à ne pas perdre le temps en vaines paroles. A peine quelques détachemens, de l'organisation la plus imparfaite, eurent-ils formé sur le Guadalupe un semblant d'armée, dont le chiffre seul prêterait à rire, que leurs chefs prirent l'offensive avec une audace vraiment incroyable. Le 8 octobre, Collinsworth s'empara du fort de Goliad, où il trouva de quoi armer trois cents hommes et des provisions pour une valeur de 10,000 dollars. Le 28, Fannin et Bowie eurent un engagement très heureux avec un parti d'ennemis, auxquels ils tuèrent et blessèrent trente-deux hommes et enlevèrent un canon. Le 3 et le 8 novembre, les Mexicains furent encore battus, et le général Cos fut assiégé dans la place de San-Antonio de Bejar.

Cependant la *consultation générale* du Texas, composée des délégués de toutes les municipalités de la province, s'était réunie à San-Felipe de Austin et constituée le 3 novembre. Elle élut pour président M. Archer, et adopta le 7 une déclaration solennelle des raisons qui avaient engagé le peuple texien à prendre les armes. Ce n'était pas encore une déclaration absolue d'indépendance; on s'en tenait à la constitution mexicaine de 1824, que Santa-Anna venait de renverser, et au nom de laquelle on lui faisait la guerre; on offrait aux Mexicains l'appui du Texas pour reconquérir leurs droits et libertés; on promettait des terres et le titre de citoyen à tous les étrangers qui serviraient la cause du Texas dans la présente lutte. L'assemblée adopta ensuite un plan de gouvernement provisoire, composé d'un gouverneur, un lieutenant-gouverneur et un conseil. Quand il s'agit de nommer le gouverneur, un des membres proposa le général Stephen Austin, et un autre M. Henri Smith; mais, sur cinquante-trois votans, Austin ne réunit que vingt-deux suffrages, et son concurrent fut élu à la majorité de neuf voix. Samuel Houston fut nommé major-général de l'armée, et enfin MM. Wharton, Archer et Stephen Austin reçurent la mission de se rendre aux États-Unis: après quoi l'assemblée se sépara le 14 novembre, en s'ajournant au

1er mars 1836. Le dernier jour de la session, un membre avait proposé la levée du siége de Bejar; mais il n'avait pu faire prendre son avis en considération, et, loin de là, le gouvernement promit 20 dollars par mois à tous les volontaires qui resteraient sous les drapeaux jusqu'après la prise de la ville.

L'armée avait besoin d'un pareil encouragement, et même, sans un hasard heureux et l'énergie d'un homme, le siége eût été abandonné. Les volontaires s'étaient rendus à l'armée comme à une partie de plaisir ou de chasse qui ne durerait que très peu de jours, sans provisions suffisantes et sans vêtemens d'hiver. Le terme de leur engagement étant très court, ils songèrent à retourner chez eux dès qu'ils virent arriver la saison des pluies, et, malgré tous les efforts des officiers pour les retenir, un grand nombre se retiraient journellement. On leur promit l'assaut pour le 2 décembre; mais le nouveau chef, le colonel Burleson, jugea probablement cette résolution trop hasardeuse, et annonça la retraite sur Gonzalès pour le 4 au soir. Tout se préparait donc pour la levée du siége, quand un déserteur arriva au camp des Texiens. Cet homme dit aux officiers que les soldats mexicains qui défendaient la place étaient pour la plupart ennemis de la dernière révolution, et fort peu disposés à se battre en faveur de Santa-Anna; que la prise de la ville n'offrirait pas de difficultés si on voulait la tenter. Les plus braves parmi les Texiens étaient au désespoir de lever le siége; ils résolurent de courir les chances d'un dernier effort, et choisirent pour leur chef un des héros de cette guerre, l'intrépide Milam. Milam, dont mainte aventure brillante avait popularisé le nom dans le Texas, était en prison à Mexico, quand la lutte avait commencé. Aussitôt il avait brisé ses fers, et à travers mille dangers il avait rejoint ses compatriotes devant Goliad. Sa valeur et son habileté inspiraient à ses compagnons une confiance sans bornes. Cette fois encore il la justifia, et ce fut au prix de sa vie. Le 5 décembre, au point du jour, Milam, ayant réussi à distraire l'attention de l'ennemi par une feinte attaque sur la citadelle, pénètre dans la ville avec ses braves volontaires; mais alors les difficultés commencent, et les périls de l'entreprise se manifestent à chaque pas. Le général Cos avait profité de la disposition des lieux et de quelques grands bâtimens en pierre, pour se retrancher fortement à l'intérieur. Toutes les avenues de la place étaient barricadées, coupées de fossés, garnies de canons. Il avait mis une pièce d'artillerie sur la plate-forme d'une vieille église, qui commandait toute la ville, et le feu de la citadelle pouvait appuyer la résistance de la ville elle-même. Cependant les

volontaires de Milam n'en furent point découragés. Pour répondre au feu de l'ennemi et pour le neutraliser, ils avaient ces incomparables carabines dont les Mexicains ne connaissaient que trop bien la portée et l'effet. Ce fut leur grande ressource. Une fois entrés dans la ville, on ne put les déloger, même après la perte de leur intrépide commandant, qui fut tué le 7 d'une balle dans la tête. Ce siége intérieur dura cinq jours. Les Texiens ne se rendirent entièrement maîtres de la place que le 9 dans la nuit, par une surprise. Le lendemain, la citadelle elle-même capitula. Le général Cos et ses officiers donnèrent leur parole d'honneur de ne point s'opposer au rétablissement de la constitution fédérale, et obtinrent à cette condition la faculté de retourner chez eux, avec une partie des troupes seulement. L'argent et les munitions de guerre qui se trouvaient dans Bejar furent remis aux vainqueurs. Ainsi, dès le commencement de décembre 1835, trois mois et demi après l'ouverture de la campagne, il n'y avait plus un seul soldat mexicain sur le territoire du Texas.

Ces rapides succès de l'insurrection firent naître aussitôt dans le pays tout entier un désir général d'indépendance, auquel le mouvement des États-Unis en faveur de la cause texienne donnait en même temps une direction différente. On savait que le nouveau gouvernement de la république mexicaine avait triomphé partout des soulèvemens du parti fédéraliste, et le Texas sentait bien que désormais, entre le Mexique et lui, ce n'était plus une guerre politique, mais une guerre nationale. N'était-ce pas un mensonge ridicule que cette prétention de défendre le fédéralisme, quand le reste de la république se taisait et se soumettait sans résistance? Le gouvernement provisoire du Texas, qui existait en vertu de la constitution fédérale de 1824, avait donc besoin de retremper ses pouvoirs à une autre source, et de renouveler le principe même de son existence. Ce fut le général Austin, qui, dès la fin de novembre, donna cette impulsion à l'opinion publique, et demanda la convocation d'une nouvelle assemblée nationale; car il ne croyait pas que le gouvernement provisoire eût le droit de proclamer l'indépendance, et de briser les derniers fils par lesquels le Texas tenait encore au Mexique. Il partit ensuite pour les États-Unis avec ses deux collègues. Mais déjà l'enthousiasme populaire avait devancé leurs efforts. Les *gris de la Nouvelle-Orléans* (*New-Orleans greys*) avaient figuré à la prise de Bejar. Le Tennessee, l'Alabama et la Georgie envoyèrent aussi leurs volontaires et leur argent aux Texiens, et ce fut pendant la tenue de la *consultation*

générale que M. B. Lamar, citoyen de la Georgie alors, aujourd'hui président du Texas, offrit ses services aux insurgés.

Néanmoins le parti qui voulait maintenir l'union avec le Mexique était encore assez nombreux, et il fut assez influent pour arrêter quelque peu le mouvement d'indépendance. Il poussa même à une tentative malheureuse d'expédition au-delà du Rio-Grande, qui avait pour but de réveiller dans les provinces voisines l'esprit de fédéralisme, et d'y provoquer une contre-révolution. Les deux faibles détachemens qui avaient tenté cette hasardeuse entreprise furent exterminés par les troupes de Santa-Anna. Tandis que cela se passait du côté de Matamoras, les politiques du Texas continuaient à discuter sur l'indépendance, dont les partisans invoquaient tour à tour l'histoire, la morale et l'intérêt, pour faire prévaloir leurs opinions sur des conseils plus timides. D'après ces hésitations, il est à présumer que si alors les états mexicains limitrophes du Texas s'étaient soulevés pour la constitution fédérale, la déclaration d'indépendance eût été ajournée, et l'alliance du Texas avec les provinces septentrionales du Mexique contre le *centralisme* aurait donné aux évènemens une direction toute différente. Mais on apprit qu'au Mexique tous les partis s'étaient ralliés dans une pensée commune de vengeance nationale, et ce qui mit fin à toute irrésolution, ce fut le rapport des agens envoyés aux États-Unis sur le résultat de leur mission. Ils annonçaient qu'ils avaient conclu, à la Nouvelle-Orléans, un emprunt de 200,000 dollars, que le zèle des Anglo-Américains en faveur du Texas se refroidirait aussitôt, s'ils le voyaient balancer à proclamer son indépendance; ils conseillaient donc à leurs compatriotes de prendre cette mesure décisive sans plus de délai. Le conseil fut suivi, et une nouvelle convention se réunit à Washington, sur le haut Brazos, le 1er mars 1836.

J'ai maintenant à retracer le tableau de la courte, mais décisive campagne dont les résultats ont consacré l'indépendance du Texas. Cette campagne s'ouvrit au moment où le peuple texien, surmontant ses dernières hésitations, se préparait à soutenir la lutte pour lui seul, et revendiquait hautement les droits de sa nationalité. Elle ne dura que deux mois. L'armée mexicaine parut le 21 février 1836 devant San-Antonio de Bejar. Le 21 avril, le général Houston et Santa-Anna se livraient dans les plaines de San-Jacinto la bataille qui termina la guerre. Trois évènemens la signalent : l'héroïque défense de l'Alamo (citadelle de Bejar) par cent quarante soldats texiens sous les ordres de l'immortel Travis; la défaite du colonel Fannin à Goliad, et l'hor-

rible massacre de ses troupes après une convention signée sur le champ de bataille, action infâme ordonnée par Santa-Anna, dont elle a déshonoré le nom pour toujours, et qui l'aurait payée de son sang, si la modération et la loyauté des chefs texiens ne l'avaient défendu contre l'exaspération de leurs compatriotes; enfin la victoire d'Houston à San-Jacinto, couronnée par la prise de Santa-Anna, président de la république et général en chef de l'armée mexicaine. Dans tout le cours de cette campagne, les forces du Mexique ont été supérieures à celles du Texas sous le rapport du nombre et de l'organisation militaire. Comme soldats, les Mexicains valaient beaucoup mieux que leurs ennemis; comme hommes, ils étaient bien au-dessous. Leurs premiers succès à Bejar et à Goliad, souillés d'ailleurs par des cruautés inutiles, ne leur font pas le moindre honneur. Pour les Texiens, au contraire, les revers sont aussi glorieux que les triomphes.

L'armée d'invasion était divisée en trois corps: les généraux Sesma, Filisola et Cos appartenaient au premier, qui devait commencer ses opérations par le siége de Bejar; Urrea et Garay commandaient le second, dirigé contre Goliad; le troisième était sous les ordres de Santa-Anna, et destiné à agir selon les circonstances. Bejar et Goliad étant des villes espagnoles, il y avait un grand avantage à les prendre pour base des mouvemens ultérieurs de l'armée. De l'une et de l'autre partaient des routes qui aboutissaient à un centre commun, à San-Felipe de Austin, c'est-à-dire au cœur des établissemens anglo-américains. La garnison de Bejar, commandée par le colonel Travis, était très faible; celle de Goliad, sous les ordres du colonel Fannin, de la Géorgie, était plus nombreuse; mais toutes deux étaient insuffisantes. A la première apparition des troupes mexicaines, Travis et ses braves se retirèrent dans l'Alamo, jugeant inutile de disputer une ville ouverte à un ennemi trop supérieur en nombre et bien pourvu d'artillerie. Maîtres de la ville, les Mexicains commencèrent aussitôt à bombarder la citadelle, que Travis avait fortifiée de son mieux. Entouré de tous côtés et sans espoir d'être secouru, Travis résista pendant quinze jours, tua beaucoup de monde aux assiégeans, repoussa plusieurs attaques, et perdit à peine quelques hommes. Les lettres qu'il a écrites durant le cours du siége sont admirables de résolution et de sang-froid. On lit dans celle du 3 mars : « Il est possible que je succombe; *mais la victoire coûtera si cher à l'ennemi, que mieux vaudrait pour lui une défaite.* Dieu et le Texas! la victoire ou la mort! » Il écrivait le même jour à un ami : « Que la convention marche et fasse une déclaration d'indépendance, nous sommes prêts

à exposer notre vie cent fois par jour, et à défier le monstre qui nous attaque avec un pavillon couleur de sang, qui menace de massacrer tous les prisonniers, et de faire du Texas un vaste désert. J'aurai à combattre l'ennemi quand et comme il voudra; mais je l'attends de pied ferme, et, si mes compatriotes ne viennent pas à mon secours, je suis décidé à périr en défendant la place, et mes ossemens accuseront hautement l'indifférence de mon pays..... »

Le malheureux Travis ne fut pas secouru. Le seul renfort qu'il reçut fut un détachement de trente-deux hommes venu de Gonzalès et qui réussit à se glisser dans l'Alamo. L'armée assiégeante, au contraire, s'était accrue du double depuis le commencement du siége. Santa-Anna y avait amené sa division, et il ne fallait rien moins que des forces aussi écrasantes pour emporter la place. Le 6, dans la nuit, Santa-Anna, décidé à vaincre à tout prix, donna l'ordre de monter à l'assaut. On a su plus tard, par un nègre qui le servait, qu'il avait passé la nuit avec son aide-de-camp Almonte dans une extrême agitation. « Cela nous coûtera cher, lui avait dit Almonte quelques instans avant l'assaut. — Peu importe, avait répondu Santa-Anna, il le faut. »

Travis et les siens tinrent parole. L'Alamo fut pris, mais la perte des Mexicains fut énorme. « Encore une victoire pareille, dit Santa-Anna au retour de l'assaut, et c'est fait de nous. » Travis mourut sur la brèche, en tuant l'officier mexicain qui l'avait frappé à mort. Tous ses compagnons périrent de même, les armes à la main. Un seul demanda quartier et fut égorgé. James Bowie fut tué dans son lit, où le retenait une blessure. David Crockett, du Tennessee, l'intrépide chasseur de l'ouest, était au nombre des défenseurs de l'Alamo, et y périt avec les autres. Santa-Anna courut dans cette affaire un grand danger. Le major Évans, commandant de l'artillerie du fort, allait mettre le feu au magasin à poudre, quand il reçut une balle qui le tua, et l'on raconte que, dans sa colère, Santa-Anna perça de deux coups de poignard le cadavre de l'homme qui aurait pu l'ensevelir avec lui-même sous les ruines de la citadelle.

Pendant que Santa-Anna payait si cher la prise de Bejar, Urrea marchait sur Goliad et occupait cette place, que le colonel Fannin avait eu l'ordre d'évacuer. Le lendemain, Fannin, qui n'avait pas plus de cinq cents hommes avec lui, fut attaqué dans la prairie par une division de dix-neuf cents hommes, dont il soutint le choc toute une journée. Mais quoique les Mexicains eussent perdu beaucoup de monde, ils étaient encore trois fois plus nombreux que les Texiens,

qui manquaient de vivres et d'artillerie. Fannin, voyant qu'il n'avait aucune chance de salut, accueillit donc les propositions d'Urrea et mit bas les armes aux conditions suivantes : — Lui et ses soldats seraient traités en prisonniers de guerre et dirigés sur Goliad, où ils resteraient pendant neuf jours. A l'expiration de ce terme, les volontaires des États-Unis seraient embarqués pour la Nouvelle-Orléans aux frais du gouvernement mexicain ; les Texiens et Fannin resteraient prisonniers jusqu'à leur échange ou jusqu'à la fin de la guerre.— Ces conditions furent violées avec une abominable perfidie. Santa-Anna, qui se trouvait encore à Bejar, ordonna le massacre des prisonniers, et le 17 mars au matin, dimanche des Rameaux, ils furent tous, au nombre de près de quatre cents, égorgés non loin de Goliad, entre cette ville et la mer. C'était le président lui-même qui avait voulu cet horrible assassinat : plusieurs de ses généraux s'y étaient opposés dans le conseil tenu à Bejar ; mais il avait étouffé leur voix, signé la sentence de mort, cacheté et remis la dépêche de sa propre main au courrier qui devait en être porteur. Tout l'odieux de ce grand crime pèse donc sur la tête de Santa-Anna. Il manqua d'ailleurs son but. Au lieu de frapper les esprits de terreur, il les remplit d'une juste indignation, et fit naître dans tous les cœurs une soif de vengeance qui doubla le courage des insurgés texiens.

La campagne s'ouvrait, comme on le voit, sous les plus tristes auspices pour le Texas. Rien ne semblait prêt pour une résistance efficace. L'organisation de l'armée régulière était fort peu avancée. Le commandant en chef, Houston, n'arriva lui-même au quartier-général, sur le Guadalupe, que deux ou trois jours avant la chute de l'Alamo, et n'y trouva que trois cents hommes. Aussi, en apprenant ce désastre, ordonna-t-il sagement de se replier sur le Colorado, afin d'y rallier les renforts qui se préparaient sur ses derrières. Le général mexicain Sezma ayant atteint le Colorado le 22 mars, Houston poursuivit son mouvement de retraite jusqu'au Brazos, et continua ainsi jusqu'au milieu d'avril à reculer dans la direction de l'est. Les habitans de San-Felipe, que cette retraite laissait à découvert, évacuèrent la ville après y avoir mis le feu. C'est à tort que l'on a reproché au général Houston de n'avoir pas plus tôt tenu tête à l'ennemi. Sur le Colorado et même sur le Brazos, il n'avait pas encore une seule pièce de canon. A mesure qu'il se repliait en arrière, il concentrait davantage toutes ses forces disponibles, tandis que Santa-Anna laissait toujours en chemin un peu des siennes ; et on a lieu de croire qu'en se rapprochant de la frontière des États-Unis, il comptait sur

quelques secours, au moins indirects, du général Gaines, qui s'était avancé de son côté jusqu'à Nacogdoches, sur le territoire texien, par ordre de Jackson.

Enfin, le 21 avril, fut livrée, sur les bords du San-Jacinto, la bataille qui décida du sort du Texas. L'armée de Santa-Anna s'élevait à quinze cents hommes effectifs, celle d'Houston à sept cent quatre-vingt-trois, dont soixante-un seulement de cavalerie. La veille, Houston avait fait rompre tous les ponts par lesquels l'ennemi aurait pu se retirer vers le Brazos. Son instinct ne l'avait pas trompé. L'engagement ne fut pas long; les Texiens marchèrent en avant au cri de : *Souvenez-vous de l'Alamo*, et bientôt Travis et ses braves furent vengés. On tua aux Mexicains six cent trente hommes, dont un officier-général et quatre colonels; deux cent quatre-vingts furent blessés, et sept cent trente faits prisonniers. La destruction de ce corps d'armée était donc complète. Cette victoire ne coûta aux Texiens que deux hommes tués et vingt-trois blessés, dont six mortellement. Le colonel M. B. Lamar, aujourd'hui président de la république, commandait la cavalerie, et justifia par sa bravoure la confiance des soldats qui l'avaient choisi pour chef.

Santa-Anna ne fut pris que le lendemain par un détachement envoyé à la poursuite du peu de Mexicains qui avaient échappé. On le trouva caché dans de hautes herbes et fort effrayé. Il baisa la main du premier soldat texien qui se présenta, et offrit à ceux qui l'entouraient une fort belle montre, des bijoux et de l'argent; mais ce fut en vain qu'il tenta de les corrompre. Alors il se prit à pleurer. On le rassura et on le conduisit auprès d'Houston, qui dormait au pied d'un arbre, la tête appuyée sur sa selle. Ce fut seulement alors que Santa-Anna se fit connaître. Il lui dit en espagnol : « Je suis Antonio Lopez de Santa-Anna, président de la république mexicaine et général en chef de l'armée d'opérations. » Puis il demanda de l'opium, dont il prit une grande quantité, et, paraissant se remettre de son trouble, il dit encore au général Houston : « Vous n'êtes pas né pour les choses ordinaires; vous avez vaincu *le Napoléon de l'ouest.* » Après cette bouffée d'orgueil, si ridicule dans un pareil moment, il demanda ce qu'il ferait de lui. Houston, éludant la question, lui répondit que d'abord il eût à faire évacuer le Texas par ses troupes, et lui reprocha sa cruauté envers les Texiens. Quant à l'affaire de l'Alamo, Santa-Anna se défendit en invoquant le droit de la guerre. « Soit, reprit Houston; mais le massacre de Fannin et de ses gens? — Il n'y avait pas de capitulation, répliqua le prisonnier, et d'ailleurs

je n'ai fait qu'exécuter les ordres du gouvernement mexicain. — Mais c'est vous qui êtes ce gouvernement, lui dit Houston. » L'entretien continua encore quelque temps, et Santa-Anna réussit à se concilier la bienveillance d'Houston, qui le protégea contre l'exaspération des Texiens, et ne voulut point souiller sa victoire par un meurtre inutile.

Cependant la convention nationale, convoquée à Washington pour le 1er mars, avait promulgué le 2 la déclaration d'indépendance du Texas, rédigé une constitution, voté quelques lois d'urgence, et organisé un pouvoir exécutif par *intérim*, dont M. David Burnet était président, et Lorenzo de Zavala vice-président, avec quatre ministres, un procureur-général et un directeur-général des postes. Nous ne ferons point l'analyse de la constitution du Texas; il suffira de dire que, modelée sur celles de la plupart des états de l'Union anglo-américaine, elle est purement démocratique. Un président élu par les citoyens pour deux ans d'abord, et ensuite pour trois ans, non immédiatement rééligible, avec un droit de veto suspensif, le moins de pouvoir possible, et dix mille dollars d'indemnité annuelle; un vice-président; une chambre des représentans renouvelée tous les ans; un sénat renouvelé tous les trois ans; la plupart des places à la nomination du congrès; le jury, et l'esclavage à perpétuité, toutefois avec l'interdiction de la traite et sous la condition que les esclaves ne seront importés que des États-Unis : tels sont les traits essentiels de cette constitution fort simple et aussi peu savante que neuve. Mais dans l'Amérique du Nord l'espace tient encore lieu de tout.

Le gouvernement provisoire du Texas avait suivi le mouvement de retraite du général Houston devant l'armée de Santa-Anna. Ce fut dans l'île déserte et nue de Galveston qu'il reçut le 25 avril la nouvelle de la victoire de San Jacinto, et, quand le président Burnet arriva le 1er mai au quartier-général, Houston avait déjà conclu avec Santa-Anna une convention par laquelle ce dernier s'engageait à faire évacuer le Texas par ses troupes. On lui garantissait la vie sauve. Le ministre de la guerre, qui suivait l'armée, avait donné son assentiment à cette convention, que Santa-Anna s'était empressé d'exécuter en adressant aux généraux Filisola, Gaona et Urrea, l'ordre de se replier sur Bejar et sur Victoria. Houston avait pris son parti en homme d'état. Le président Burnet et les membres de son cabinet l'approuvèrent, et deux traités réguliers, l'un patent, l'autre secret, furent conclus à Velasco, le 14 mai, avec Santa-Anna. L'évacuation du Texas par les troupes mexicaines, la restitution de toutes les pro-

priétés, des esclaves et des bêtes de somme dont les Mexicains s'étaient emparés, l'échange des prisonniers et la mise en liberté de Santa-Anna, étaient stipulés par le traité patent; par le traité secret, Santa-Anna prenait l'engagement de ne pas reparaître à la tête des troupes mexicaines contre le Texas pendant la présente guerre, et à ne rien négliger pour que le gouvernement de Mexico reconnût l'indépendance du Texas.

Ces deux traités furent très impopulaires; l'armée, qui brillait beaucoup plus par le courage que par la discipline, continuait à demander la mort de Santa-Anna, en représailles du massacre de Goliad. Partout on se défiait de la sincérité et des intentions du président mexicain; on ne voulait pas voir que cette malheureuse campagne l'avait perdu pour long-temps dans l'opinion de ses compatriotes, et qu'une fois de retour à Mexico, il ne serait pas tenté de recommencer la guerre. Quoi qu'il en soit, il fallut renoncer à l'embarquer pour Vera-Cruz; au jour fixé pour son départ, une émeute de soldats éclata à Velasco, et le pouvoir exécutif, hors d'état de maîtriser l'effervescence générale, se décida, le 4 juin, à différer sa libération. Peu après, l'armée manquant de tout et se croyant négligée par le gouvernement, entreprit de lui forcer la main; elle envoya un de ses officiers à Velasco, pour exiger l'adoption de certaines mesures, et cet officier, mécontent de l'accueil qu'on lui fit, essaya d'arrêter le président, qui fut heureusement défendu, dans cette crise, par les citoyens de Velasco. De pareils faits sont, dans toutes les révolutions, le revers de la médaille; l'enfantement de l'indépendance des États-Unis en a présenté un grand nombre. La révolution du Texas ne pouvait pas en être exempte. Le caractère turbulent de la population, la composition de l'armée, le désordre des finances du nouvel état, l'inévitable confusion de tous les élémens administratifs, ne permettaient pas d'espérer que la république naissante échappât entièrement à ces perturbations passagères. Santa-Anna crut devoir protester contre sa captivité. Le président lui répondit que les circonstances avaient nécessité la mesure prise à son égard; que, du côté des Mexicains, il y avait eu bien des infractions au traité; que d'ailleurs il se plaignait à tort des privations qu'il endurait; qu'elles étaient partagées par les premiers personnages de la république. « J'ai sacrifié à votre bien-être celui de ma famille malade, ajoutait M. Burnet. Si nous manquons de *comfort*, c'est à votre visite chez nous que votre excellence doit s'en prendre, et il nous paraît tout simple qu'elle souffre un peu de nos maux. »

Les choses demeurèrent en cet état jusqu'à la réunion du premier congrès constitutionnel de la république, qui s'ouvrit le 3 octobre, à Columbia sur le Brazos (1); mais déjà les citoyens avaient procédé à l'élection du président, et s'étaient prononcés en même temps sur la grande question de l'incorporation du Texas aux États-Unis. Les deux concurrens pour la présidence furent Stephen Austin et Samuel Houston. Le nom du fondateur de la nationalité texienne semblait avoir perdu tout son prestige, et le vainqueur de San-Jacinto fut appelé à la présidence par trois mille cinq cents quatre-vingt-cinq suffrages, tandis que Stephen Austin ne lui en opposa que cinq cent cinquante-un; trois mille votes à peu près se portèrent sur Mirabeau Lamar pour la vice-présidence. L'incorporation du Texas aux États-Unis fut sollicitée par le chiffre bien significatif de trois mille deux cent soixante-dix-sept. En prenant possession de la présidence au sein du congrès, Houston, dont le caractère ne manque pas d'une certaine grandeur, eut un beau moment quand il déposa son épée. L'émotion l'empêcha de continuer son discours, et l'assemblée tout entière partagea le sentiment qui l'oppressait.

Samuel Houston était alors le héros du Texas, la personnification glorieuse de sa lutte contre le Mexique; bientôt cette popularité s'évanouit. Ses différends avec le congrès pour la disposition des terres nationales et pour l'organisation de la milice, son peu de goût et son peu d'aptitude pour les affaires, ses habitudes de soldat, ses mœurs sans dignité, firent oublier ses anciens services. Le congrès avait manifesté dans un rapport remarquable (2) la plus

(1) La ville d'Houston ne devint qu'en 1837 le siége du congrès et du gouvernement. Elle fut ballotée dans le congrès contre plusieurs autres localités, et ne passa qu'au quatrième tour de scrutin, à vingt-une voix. On peut juger de ce qu'était alors le Capitole, ou palais de la représentation nationale, par la résolution suivante, qui fut adoptée à l'unanimité, et que j'ai relevée sur le journal de la chambre des représentans : « Résolu qu'il sera prescrit au concierge de faire enlever le plafond de la salle, comme mal exécuté et fort peu sûr. » (*Resolved that the door keeper be instructed to have the plastering over head, in the hall, all taken off, believing in to be bad work, and* unsafe to sit under.)

Cette même assemblée prit une autre résolution pour autoriser le gouvernement à faire l'acquisition d'une collection des lois de l'état de Cohahuila et Texas, qui appartenait à un sieur Caravahal.

(2) Les dernières pages de ce rapport contiennent, sur le caractère, la vie politique et la moralité de Santa-Anna, des observations très sévères, et malheureusement très justes. Jamais peut-être le chef légal d'un gouvernement étranger n'a été l'objet d'une pareille critique, dans un document public, émané d'un autre gouvernement.

vive opposition à ce que Santa-Anna fût mis en liberté; Houston crut que l'honneur lui faisait un devoir de relâcher son prisonnier, et le fit conduire aux États-Unis. Enfin, il persista dans le désir de rattacher le Texas à la confédération anglo-américaine, quand déjà les Texiens, mécontens d'avoir été repoussés par le cabinet de Washington, mettaient leur orgueil à former une république séparée, dont la grandeur et la prospérité fissent un jour envie à leurs puissans voisins. Cette opinion d'Houston mit le comble à son discrédit, comme l'opinion contraire attira les suffrages sur Mirabeau Lamar, aux élections présidentielles de 1838.

En effet, le Texas n'avait pu faire admettre son étoile dans la grande constellation vers laquelle il s'était senti attiré par une communauté d'origine, d'institutions et d'intérêts. Au risque d'une guerre avec le Mexique, les États-Unis avaient reconnu l'indépendance du Texas, dès que le gouvernement de ce pays eut reçu son organisation définitive; mais de puissans motifs empêchèrent le cabinet de Washington de proposer au congrès l'incorporation du nouvel état. L'audacieux Jackson eût peut-être bravé les dangers de cet agrandissement; le prudent Van-Buren ne voulut point ajouter cet embarras de plus à tous ceux que lui léguait son prédécesseur. La nécessité de maintenir l'équilibre, pour maintenir l'Union elle-même, entre les états à esclaves et les états qui ont proscrit l'esclavage, entre les états agricoles du sud et les états industriels du nord, entre la vallée du Mississipi et les états primitifs, prévalut sur les conseils de l'ambition. L'opinion abolitioniste attaqua les Texiens sans ménagement et se prononça contre l'admission du Texas dans l'Union avec une extrême vivacité. M. Adams, du Massachussets, fit de cette question, dans la chambre des représentans, l'objet d'un discours très passionné, mais plein de force, qui retentit au sein du parlement anglais et ne fut pas sans influence sur la résolution du cabinet de Washington. L'Angleterre elle-même, on n'en saurait douter, agit auprès du gouvernement des États-Unis pour le déterminer à repousser les offres du Texas, dont elle n'a pas encore reconnu l'indépendance, tant la création et le caractère de cette république lui paraissent de nature à affecter la balance des forces politiques dans le Nouveau-Monde. Bientôt d'ailleurs quelques-uns des états qu'on aurait pu croire le plus favorables à l'incorporation du Texas se refroidirent à cet égard pour des causes diverses, parmi lesquelles les intérêts matériels tenaient aussi leur place. Le Texas a donc solennellement retiré sa demande. Il ne perdra rien à de-

meurer indépendant. Ses ressources sont immenses, et son ascendant sur toute la partie septentrionale de la république mexicaine est bien plus assuré par l'état actuel des choses qu'il ne pourrait l'être par un mode différent d'existence politique.

Je ne pousserai pas plus loin ce récit des évènemens qui ont amené la révolution du Texas et qui ont affermi son indépendance. L'histoire des trois dernières années se réduit d'ailleurs, pour l'Europe, à quelques vues d'ensemble, qu'il serait facile de résumer en peu de mots. Ce qu'elle présente de plus saillant dans les rapports extérieurs du nouvel état, c'est sa reconnaissance par le gouvernement français; dans ses rapports intérieurs, c'est le progrès non interrompu de sa population, surtout depuis la nomination du général Lamar à la présidence de la république. Après un voyage de quelques mois dans l'intérieur du pays, je ne reconnaissais plus les villes que j'avais vues les premières, tant les constructions publiques et privées s'y multipliaient rapidement. Le Texas, qui ne comptait pas plus de soixante-dix mille ames à la fin de 1836, en a aujourd'hui plus de deux cent cinquante mille. L'agriculture, le commerce, l'organisation de la force publique, ont marché du même pas. Il s'est formé une marine; l'armée est nombreuse, mais toujours plus ardente que bien disciplinée; le produit des douanes, et principalement de la douane de Galveston, accuse tous les trois mois un accroissement considérable dans le mouvement du commerce maritime. Pour la production du coton, le Texas est sans rival. Le coton y est à la fois plus beau et plus abondant sur la même étendue de terrain que dans les états les plus favorisés de l'Union américaine; et, sous ce rapport, le Texas n'a qu'un danger à craindre, c'est l'excès de production.

Les terres qui s'étendent au-dessous de la rivière Rouge jusqu'à 70 ou 80 milles du golfe du Mexique, peuvent donner, année moyenne, d'une balle à une balle et demie par acre (l'acre représente à peu près la moitié d'un hectare de France); celles qui appartiennent à la zone du littoral, de la Sabine au Rio-Grande, donnent communément de deux à trois balles par acre, et plus encore dans certaines localités. Chaque balle de coton représente un poids de 500 livres au moins; un hectare au Texas peut donc donner, chaque année, de deux à trois mille livres de coton brut : fertilité merveilleuse si on la compare avec la production de quelques localités de l'Union. Dans l'Alabama, le colon ne récolte le plus souvent que six cents livres par acre, c'est-à-dire un peu plus d'une balle, et cer-

taines portions de la Georgie ne produisent fréquemment que trois cents livres ou à peu près le cinquième de ce que donne la même étendue de terrain au Texas. J'ai vu sur la route de Mont-Gomery à Charleston, dans l'Alabama et la Georgie, des champs immenses où le cotonnier n'arrivait pas à trois pieds de haut; la même plante s'élève à cinq et six pieds sur les bords du Mississipi, et à sept et huit au Texas.

La partie cultivée du Texas est comprise entre le 96me et le 100me degré de longitude occidentale du méridien de Paris; elle s'étend depuis le bord de la mer jusque vers le 32me degré de latitude, et même plus loin vers le nord, l'espace compris entre le 32me parallèle et la rivière Rouge se peuplant de jour en jour.

Un auteur américain a calculé que le Texas renferme de quatre à cinq cents milles carrés, que 25,000,000 d'acres peuvent être mis en culture; que 5 à 6,000,000 donneront au moins une balle de coton par acre, et la plupart deux ou plus. Le moindre produit annuel serait donc de 5,000,000 balles, ce qui, à 40 dollars la balle, ferait une somme d'un milliard de francs. Quand même ces calculs seraient empreints d'une certaine exagération, la culture du coton n'en serait pas moins pour le Texas une source éventuelle de richesses vraiment prodigieuses.

Voici quelques chiffres plus modestes. En 1833, le Texas exportait 4,000 balles de coton, 10,000 en 1834. Les travaux furent suspendus pendant les années 1835 et 1836; mais ils furent repris vigoureusement en 1837, et l'exportation de 1838 approchait de 100,000 balles; ce chiffre doit avoir été dépassé depuis. C'est au mois de mars de l'année dernière que le Texas est, pour la première fois, entré directement en relations commerciales avec l'Europe. Le trois mâts anglais *l'Ambassador* est arrivé de Liverpool à Galveston avec une riche cargaison, et a pris 1,100 balles de coton pour cargaison de retour. Ce navire, qui calait douze pieds et demi d'eau, est entré à Galveston sans difficulté.

Les Texiens commencent aussi à cultiver la canne, et, suivant la voie ouverte par les colons de la Louisiane, ils ont donné la préférence à la variété d'Otaïti. Cette variété, qui est glauque, marquée de longues bandelettes violettes, fournit sa substance sucrée dans le cours d'une végétation de cinq à six mois, tandis qu'il faut à la canne des Antilles quinze et dix-huit mois pour arriver au même point. La canne d'Otaïti n'atteint pas un aussi grand développement que cette dernière, il est vrai, mais elle donne deux récoltes, tandis que l'autre

n'en donne qu'une. Cultivée d'abord au Brésil, elle passa ensuite à la Havane, et de là à la Louisiane, où quelques colons français eurent le bon esprit de la répandre. Maintenant, tous les bords du Mississipi, au-dessous de la Nouvelle-Orléans, sont couverts d'immenses champs de cannes dont le produit déjà fort élevé s'accroît chaque jour. J'ai vu, du côté de Brazoria, des cannes qui atteignaient de dix à douze pieds, et dont les anneaux étaient déjà mûrs, au mois d'août, jusqu'à la hauteur de sept.

Le maïs réussit parfaitement au Texas; quant au blé, une expérience faite dans les environs de San-Antonio de Bejar, il y a quelques années, a constaté que les prairies élevées qui entourent cette ville sont très propres à cette précieuse culture.

Je dirai enfin, pour terminer cet aperçu des richesses végétales du Texas, que la culture du mûrier et du tabac, que la production de la cochenille et de l'indigo ont été essayées avec succès, et peuvent être poursuivies sur une grande échelle avec la plus complète certitude d'en tirer un profit considérable.

La constitution géologique du Texas offre au colon d'admirables facilités pour l'éducation du bétail; ses prairies sont, pendant dix mois, couvertes d'une herbe verdoyante, et, pendant les deux autres mois, celle qui s'est desséchée à l'époque de la saison froide est encore un fourrage excellent qu'on pourrait économiser si l'on en sentait le besoin; mais tous les bois sont tapissés d'un épais gazon qui reste toujours vert, et qui fournit au bétail la meilleure nourriture.

Cette heureuse réunion de circonstances est, pour le Texas, une source toujours sûre de richesses. Il n'est pas rare d'y rencontrer déjà des colons qui possèdent jusqu'à 1,500 et 2,000 têtes de bétail, pour l'éducation desquels ils n'ont pas pris la moindre peine. Tous ces animaux sont en liberté; chacun marque à son chiffre ceux qui lui appartiennent et ne s'en occupe plus; l'été, ils paissent dans la prairie; l'hiver, ils savent bien trouver d'eux-mêmes l'herbe fraîche et succulente des *bottoms* (1).

Ce que je viens de dire du bétail s'applique nécessairement aux chevaux. Les Texiens apprécient tous les avantages que leur offre la prairie sous ce rapport, et, désireux d'en profiter, ils instituent des courses de tous les côtés. Outre les courses entre particuliers, que la moindre réunion de planteurs amène toujours, il y a des courses

(1) On désigne ainsi les lieux boisés qui longent les cours d'eau et où l'herbe reste verte pendant toute l'année.

instituées par le gouvernement pour chaque localité suffisamment peuplée. Les enjeux s'élèvent quelquefois à des sommes considérables; ils ont monté jusqu'à 3 et 4,000 dollars pour un seul pari. La race de chevaux du Texas est la même que celle des États-Unis; elle sera sans doute améliorée par les colons, bien qu'elle l'emporte de beaucoup déjà sur les *mustangs* des prairies, qui appartiennent à la race arabe; les chevaux texiens sont au moins aussi vifs que ceux-ci et bien plus vigoureux.

Aux richesses végétales, le Texas en joint d'autres qui sont, pour les nations modernes, plus précieuses que l'or du Pérou : le fer et le charbon, ces deux instrumens si énergiques de la civilisation et du travail.

Au nord de la rivière Sabine, et tout le long des hauteurs qui commencent au nord-ouest et à peu de distance de Nacogdoches et vont se joindre aux monts Ozarks, on rencontre des mines de fer très abondantes. On dit que, semblables à certains gîtes de minerai de fer dans l'état du Missouri, elles contiennent 50 pour 100 de métal. Ces formations font partie du système des monts Ozarks. Un minéralogiste anglais, qui les parcourt aux frais de l'état d'Arkansas, écrivait, en 1838, que cette chaîne renferme les mines de fer les plus riches qu'on ait probablement jamais vues à la surface du globe. Le lit du Brazos est extrêmement riche en fer (grès ferrugineux), et, dans la plaine qui s'étend entre le Brazos et le Colorado, tous les ravins sont remplis de fer hématite en grains.

Quant au charbon, l'indication donnée par la formation de grès rouge que l'on rencontre sur la rive gauche du Brazos, entre ce fleuve et le Rio-Navasoto, n'est point trompeuse. On assure également que le charbon abonde dans le Haut-Brazos et dans la partie supérieure du Colorado. J'ai entendu dire à des *trappers* qui avaient parcouru le Nouveau-Mexique et les déserts de la Nouvelle-Californie, que, du côté du lac Salina, au nord de la Sierra de San-Saba, et dans les plaines de la Californie, non loin des lacs Teguayo et Timpanogos, la houille et le sel marin étaient abondans. Plusieurs voyageurs parlent dans le même sens. Il paraît à peu près certain maintenant que le charbon est très commun à la base des *Rocky-Mountains*, et qu'on l'aperçoit souvent à nu le long des cours d'eau qui traversent les plaines, et surtout en plusieurs points le long du *Missouri-River*, du *Yellow-Stone*, du *Kansas*, de la *Rivière des Osages*, etc. Tous ces dépôts de houille, sans appartenir entièrement au Texas, sont du moins à sa portée, ainsi que les amas gigantesques de cette matière

dont la nature a si libéralement doté le territoire des États-Unis (1). Enfin, le sel abonde au Texas; on y a découvert récemment aussi une mine de cuivre; sur les bords de la rivière Rouge, et le long du Rio-Medina, différens symptômes annoncent l'existence du plomb.

On conçoit tout l'attrait qu'un pays ainsi favorisé par la nature, un sol aussi fertile et aussi bien arrosé, un climat aussi sain (car la fièvre jaune est inconnue au Texas), présentent à l'émigration. Les colons y arrivent en effet de toutes parts, et c'est à leur activité de nouveaux venus, à leurs capitaux, à leurs bras vigoureux, que le Texas est redevable du mouvement singulier qui m'a frappé d'admiration.

Le progrès qui se manifeste dans les districts du centre et de l'est a gagné aussi l'ancienne ville mexicaine de Bejar, qui entretient des relations avantageuses avec le Nouveau-Mexique. Tout enfin atteste, dans cette république parvenue à la cinquième année de son existence, une force de vitalité qui sera peut-être bientôt assez puissante pour l'agrandir aux dépens de ses voisins, et qui au moins n'a rien à redouter de leurs ressentimens ou de leur jalousie.

Lord Durham a remarqué avec raison, dans son admirable rapport sur les affaires du Canada, que, dans toute l'Amérique du Nord, la création des routes, le creusement des canaux, la construction des ponts, tenaient une place immense parmi les plus importans travaux des gouvernemens et des législatures. Ce besoin d'*improvement*, qui distingue si honorablement la race anglo-américaine et lui a fait

(1) Aux États-Unis, le charbon de terre se trouve partout, des bords de l'Atlantique au pied des Montagnes Rocheuses. La Pensylvanie, la Virginie, l'état d'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, en sont remplis. Les chaînes et les bassins parallèles des monts Alleghanys sont autant de bassins houillers qu'une exploitation de plusieurs siècles ne saurait épuiser. Aux richesses accumulées déjà viennent s'ajouter chaque jour des richesses nouvelles, et comme si la nature, en privilégiant ces terres fortunées, n'eût rien voulu faire à demi, elle a placé la plupart de ces dépôts de combustible dans le voisinage de grands cours d'eau tous navigables. Les bords de l'*Alleghany-River* et du Monongahela offrent à chaque pas des exploitations de houille; il en est de même de l'Ohio et du plus grand nombre de ses affluens. De nouvelles mines de charbon semblent surgir à chaque instant des prairies de l'Indiana, et tout récemment on vient de découvrir sur les bords de la rivière de l'Illinois un dépôt de houille de la plus grande richesse. Ce fleuve coule à travers une prairie le plus souvent dépourvue d'arbres; on pouvait croire que la navigation à la vapeur en souffrirait, mais voilà qu'aussitôt la difficulté est levée. Plus à l'ouest, sur les bords du Missouri et de ses innombrables affluens jusqu'aux *Rocky-Mountains*, toujours même accumulation de combustible fossile, richesses inépuisables pour l'avenir, et cent fois préférables à celles des mines d'argent, d'or et de diamans que la nature a prodiguées à l'Amérique du sud.

accomplir de si grandes choses, les émigrans des États-Unis l'ont introduit au Texas. Depuis 1836, le congrès texien a autorisé, dans chaque session, la formation de plusieurs compagnies pour la construction de chemins de fer entre les principaux foyers de production et de commerce. Le pays s'y prête merveilleusement : le terrain ne coûte rien, la main d'œuvre seule est dispendieuse; mais comme on n'a pas, en Amérique, la manie de faire du monumental, les lignes projetées se termineront vite et s'étendront bientôt de la frontière des États-Unis à celle du Mexique. Le congrès vient de voter un emprunt considérable que le général Hamilton, de la Caroline du Sud (1), sera probablement chargé de négocier en Europe. Une partie de cet emprunt est destinée à seconder, par voie de subside et d'association, l'accomplissement des travaux publics de l'état, suivant le système appliqué avec tant de succès dans l'Ohio, la Pensylvanie et l'état de New-York. En même temps le congrès s'occupe d'activer et de faciliter les communications avec le nouveau Mexique, pays immense, aussi négligé par l'ancien gouvernement espagnol que par la moderne république mexicaine, et dont le Texas doublera les richesses en lui offrant le débouché de ses ports.

Le gouvernement de Mexico n'a pas encore reconnu l'indépendance du Texas, et paraît quelquefois espérer qu'il lui sera possible de reconquérir une province qu'il n'a pas su défendre. C'est une ridicule illusion de la vanité nationale. Le Mexique, épuisé, n'a pas trois mille hommes à mettre en campagne sur le Rio-Bravo-del-Norte, qui restera la limite occidentale du Texas, à moins toutefois que de nouveaux succès ne portent le drapeau texien jusqu'à Matamoras (2).

(1) Le général Hamilton, de la Caroline du sud, est un des plus anciens et des plus chauds partisans que la cause du Texas ait trouvés aux États-Unis. MM. Clay, Calhoun, Benton, Chittenden, membres du congrès de Washington, ont des fils, des neveux et des gendres parmi les citoyens du Texas. Les habitans les plus distingués de la république sont pour la plupart venus des deux Carolines, de la Georgie et de la Floride, comme le président Lamar, le juge Burnet (tous deux de familles françaises émigrées à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes), le colonel Bee, ex-secrétaire d'état, son successeur, M. Webb, etc.

(2) Ce n'est pas une armée texienne proprement dite, comme nous l'avons imprimé par mégarde dans notre premier article, qui s'est emparée de la petite ville mexicaine de Mier, sur la rive droite du Rio-del-Norte, mais un détachement de volontaires du Texas qui s'est joint à une troupe d'insurgés fédéralistes. Il paraît même que le président Lamar a désapprouvé cette expédition. Néanmoins l'état de guerre existe toujours entre le Mexique et le Texas, bien que le gouvernement de cette dernière république ait pu vouloir rester sur la défensive et consacrer à l'exploitation intérieure tous ses bras et tous ses capitaux disponibles.

Toutes ces provinces sont d'ailleurs mécontentes, et toujours prêtes à se soulever contre le gouvernement central, qui les néglige, les opprime et les appauvrit. Il n'est plus permis de douter que dans Chihuahua, Durango, Cohahuila, San-Luis, le Nouveau-Léon, une grande partie de la population ne soit disposée à se séparer du reste du Mexique et à former avec le Texas, ou sous sa protection, une république fédérative, qui atteindrait bientôt le golfe de Californie. Si le général Santa-Anna, pendant sa présidence intérimaire, avait voulu accueillir les propositions du colonel Bee, envoyé texien, il aurait éloigné la réalisation de ces projets de démembrement. Mais il ne l'a pas osé, et, violant le traité auquel il devait la liberté et la vie, il a même demandé au congrès les moyens de poursuivre la guerre. La guerre se poursuit donc, et l'avenir reste ouvert avec toutes ses chances. On voit que, dans cette question du Texas, les républicains du Mexique sont, pour l'aveuglement, l'obstination et l'extravagance, tout-à-fait au niveau de Ferdinand VII dans la question des colonies espagnoles. Malheureusement, ce n'est pas la seule ressemblance que présente l'état social et politique du Mexique avec toutes les misères de son ancienne métropole. Je me hâte d'ajouter, pour l'honneur de l'Espagne, que chez elle au moins le mal n'est pas, comme au Mexique, sans dignité, sans compensation et presque sans espoir.

Il n'en sera pas ainsi du Texas. La population de cette nouvelle république donnera, je l'espère, un éclatant démenti à ses détracteurs. Le travail, qui est pour les nations comme pour les individus un puissant principe de moralité, fait déjà sentir au peuple texien son heureuse influence; plusieurs lois récentes attestent que le gouvernement et le congrès ne négligent rien pour réprimer la licence, propager l'instruction et favoriser les habitudes religieuses. C'est surtout depuis l'avènement du général Lamar à la présidence, que les pouvoirs publics ont embrassé cette noble tâche avec une plus vive sollicitude, et bientôt, sans doute, l'état social du Texas, amélioré par leurs communs efforts, aura fait oublier que sa population s'était recrutée parmi les plus turbulens caractères et les plus aventureux enfans de la démocratie anglo-américaine.

Frédéric Leclerc.

DE

LA MISE EN SCÈNE

CHEZ LES ANCIENS.

LES ACTEURS.[1]

Nous avons étudié précédemment la situation du poète dramatique dans ses divers contacts avec l'autorité civile et politique; il nous faut, à présent, pénétrer dans l'intérieur du théâtre, et découvrir, s'il est possible, quelle sorte de rapports liait dans l'antiquité le poète et les comédiens.

Lors de la naissance de l'art dramatique en Grèce, la tâche des auteurs s'étendait, sans exception, à toutes les parties de l'exécution théâtrale. D'abord le poète jouait à lui seul tout le drame; un peu après, nous le voyons se charger des premiers rôles; et ce n'était pas tout : il devait encore dessiner les danses et composer la musique des chœurs, créer les costumes et les masques, pourvoir à la décoration, et même à la construction des théâtres, d'abord de bois et temporaires. S'il ne pouvait dire, comme l'Intimé dans *les Plaideurs :* « Moi, je

(1) Voyez la première partie dans la livraison du 1er septembre 1839.

suis l'assemblée, » il était incontestablement tout le reste. Qui disait tragédodidascale, disait à la fois acteur, maître de ballet, musicien, costumier, décorateur, et même architecte. C'était, sans parler de la poésie, cinq ou six arts dans lesquels on lui demandait d'exceller; et, chose admirable, plusieurs des créateurs du théâtre en Grèce purent suffire glorieusement à toutes ces tâches. On sait la terreur profonde que produisit le chœur des Euménides, une des plus terribles productions du génie pittoresque d'Eschyle (1). Dans le genre bouffon, les formes si spirituellement grotesques sous lesquelles la puissante imagination d'Aristophane se plut à présenter les Athéniens, travestis en guêpes, en oiseaux, en grenouilles, ont placé ce poète au nombre des plus hardis et des plus ingénieux caricaturistes.

Quant à la danse, Eschyle, comme Thespis, Pratinas et Phrynichus, composait sans secours étrangers les figures de ses chœurs (2). Sophocle adolescent obtint d'éclatans succès dans cet art. Plus âgé, il en cultiva la théorie au point d'apporter quelques perfectionnemens à la chaussure des danseurs (3). Il en fut de même de la musique. Les premiers poètes tragiques, comme leurs prédécesseurs, les cycliodidascales et les dithyrambodidascales, composaient les chants des chœurs et les enseignaient eux-mêmes aux choreutes (4). Les vieux airs de Phrynichus n'étaient pas oubliés du temps d'Aristophane (5). Timachidas nous apprend qu'Eschyle affectionnait dans ses chœurs le nôme orthien (6). Plutarque, à qui nous devons tant de précieux détails sur la musique théâtrale, rapporte que Phrynichus et Eschyle rejetèrent le genre chromatique, qui fut, par cette exclusion, banni pour toujours de la tragédie (7). Sophocle, suivant Aristoxène, introduisit sur le théâtre la mélopée phrygienne (8). On est même tenté de croire que, dans l'origine, les poètes à Rome étaient aussi peintres et musiciens. Cicéron vante la grace sévère des airs de Livius Andronicus et de Nœvius (9), et Pline signale le talent pittoresque de Pacuvius (10).

(1) Poll., lib IV, § 110. Voyez pour le costume des Euménides un vase du cabinet d'Hamilton (d'Hancarville, tom. IV, pl. 126), représentant une scène tragique ou mystique, dans laquelle figurent deux furies masquées. — (2) Athen., lib. I, pag. 21, E, seq. — (3) *Vit. Sophocl.*, pag. 2 et 3, ed. Sinner. — (4) De là vient que chez les anciens les mots *musique* et *poésie* restèrent presque toujours synonymes. — (5) Aristoph., *Vesp.*, v. 219. — (6) Schol., *in Aristoph. Ran.*, v. 1308. Pour le nôme orthien, voy. Plutarque *De musica* commenté par Burette, *Acad. des Inscript.*, tom. X. — (7) Plutarch., *De mus.*, pag. 1137, E, F. — (8) *Vit. Sophocl.*, pag. 6. — (9) Cicer., *de Legib.*, lib. II, cap. XV, § 39. — (10) Plin., *Hist. nat.*, lib. XXXV, cap. VII.

Cependant, par suite du progrès des arts, les poètes durent peu à peu renoncer à cette universalité d'attributions. Lorsqu'au grand déplaisir des auteurs scéniques (1), les spectateurs exigèrent au théâtre une musique plus raffinée, il fallut bien qu'un musicien de profession vînt en aide au poète, et composât les airs des chœurs et de la pièce, ce qui s'appela ποιεῖν μέλος (2), et chez les Romains, *modos facere*. Cet artiste dirigeait toute l'exécution musicale au son de la flûte, et finit par être couronné à part. Il fallut aussi, pour dessiner et diriger les danses, recourir à un artiste spécial qui prit le nom d'ὀρχηστροδιδάσκαλος (3), qu'avait porté le poète. Quand, après l'écroulement de plusieurs échafauds scéniques (4), on eut élevé dans les principales villes de la Grèce des théâtres de pierre et de marbre, les poètes furent dispensés de vaquer à la construction de leurs tréteaux. Les masques de théâtre, pour ne pas choquer des yeux habitués aux statues de Phidias, durent être exécutés par des sculpteurs exercés, προσωποποιοί (5). Il en fut de même des décorations. Eschyle ne put balancer l'habileté de Sophocle en ce genre (6), qu'en employant les pinceaux d'Agatharchus, qui fut suivi dans cette carrière par Apaturius d'Alabanda (7), Métrodore (8), Philomusus (9) et quelques autres. Enfin, nous voyons dans une comédie d'Aristophane le théâtre d'Athènes pourvu, comme notre Opéra, d'un machiniste attitré (10).

D'ailleurs, dans les beaux temps du théâtre, ces divers auxiliaires du poète étaient soumis à sa direction et travaillaient sous sa responsabilité (11). Aristophane s'en prend aux poètes, ses contemporains, de la pauvreté d'imagination ou des écarts de goût qui déparaient, à son avis, l'exécution pittoresque ou musicale de leurs ouvrages. Il rend Euripide justiciable des haillons dont il se complaisait à affubler ses héros (12). Ce n'est que plus tard, et vers le temps de Démosthène,

(1) Pratinas de Phlionte protesta le premier en beaux vers contre la corruption ou les progrès de la musique scénique (Athen., lib. XIV, pag. 617, C, seq.). Plutarque (*De musica*, pag. 1141, C.) nous a conservé une remarquable invective de Phérécyde sur ce sujet. — Voyez aussi Aristoph., *Nub.*, v. 955-966. — (2) Lucian., *Harmon.*, cap. I. — (3) Athen., lib. I, pag. 21, F. — (4) Suid., *voc.* Æschyl. et Pratin. — (5) Poll., lib. IV, § 115; et lib. IX, § 47. — Aristophane (*Equit.*, v. 233) emploie dans le sens de sculpteur de masques le mot Σκευοποιὸς, qui paraît avoir eu dans la suite une acception beaucoup plus générale. — (6) Aristot., *Poet.*, cap. IV, § 16, ed. Herm. — (7) Vitruv., *Præfat. in lib.* VIII, pag. 258. — (8) Diog. Laert., lib. II, § 125. — (9) Corn. Philomusus est nommé dans une inscription *pictor scenarius*. Murator., *Inscript.*, 948, 4. — (10) Aristoph., *Pac.*, v. 172. — (11) Peut-être même ces artistes travaillaient-ils pour le compte du poète. Aristoph., *Pac.*, v. 764. — (12) Id., *Acharn.*, v. 422. — Id., *Ran.*, v. 866, seqq. et *plurib. locis*.

que les poètes nous apparaissent complètement renfermés, comme aujourd'hui, dans le domaine de la poésie. Alors seulement Aristote put parler de l'art du *metteur en scène*, comme d'une profession distincte et indépendante de celle du poète (1).

De toutes ces diverses fonctions, la plus importante, sans contredit, et la plus constamment remplie par le poète, fut celle de *didascale* (2) ou d'instituteur des choreutes et des comédiens. C'est elle que nous allons étudier, en tâchant de faire bien connaître en quoi consistait ce double enseignement de la pièce et des chœurs.

INSTRUCTION DES CHOEURS.

Si je distingue l'enseignement donné aux choreutes de celui que recevaient les comédiens, c'est qu'en effet, pendant les beaux temps du théâtre, ces deux sortes d'instruction furent absolument séparées. La réunion ne s'opéra qu'après les désastres de la guerre du Péloponnèse, quand les fonctions de choreute, abandonnées par les citoyens qui les avaient remplies jusque-là, passèrent à des acteurs de profession. Je n'ai pas besoin d'ajouter que cette distinction fut constamment inconnue à Rome, où jamais les citoyens ne prirent part aux chœurs scéniques.

C'était, pour l'ordinaire, dans sa propre maison que le poète enseignait les choreutes. Une scène des *Thesmophories* d'Aristophane nous montre le jeune poète tragique Agathon exerçant chez lui, au son de la lyre, un chœur de jeunes filles qui devait figurer dans une de ses pièces. Plus tard, nous voyons le chorège, au défaut du poète, disposer dans sa maison, pour l'instruction des chœurs, une salle qu'on appelait διδασκαλεῖον (3). Quel que fût, d'ailleurs, le lieu où l'on commençât ces exercices, on les terminait au théâtre, dans une pièce des *parascenia* ou du *postscenium* appelée χοραγεῖον (4).

L'usage et les lois défendaient expressément à toute personne étrangère au chœur d'entrer dans ces lieux de préparation et d'études (5). La violation de cette règle de bienséance fut l'occasion du proverbe : *Mettre le pied dans la danse d'autrui* (6), pour exprimer la plus haute indiscrétion qu'il fût possible de commettre. Une autre loi, rendue dans l'intérêt de la discipline et des mœurs, ordonnait de ne

(1) Aristot., *Poetic.*, cap. VI, § 28. — (2) Aristoph., *Plut.*, v. 797.—*Av.*, v. 915. — (3) Antiph., *Orat.*, XVI, pag. 768, Reisk. — (4) Epicharm., ap. Poll., lib. IX, § 42. — (5) Eschin., *in Timarch.*, pag. 37, seq. Reisk. — (6) Plutarch., *Sympos.*, lib. V, *quæst.* I, pag 673, D.

réunir les choreutes ni avant le lever ni après le coucher du soleil (1). Des règles d'hygiène, dont Aristote a essayé de rendre raison (2), avaient fait établir les exercices de chant le matin, avant le repas, tant pour les comédiens que pour les choreutes.

Pendant tout le temps que durait l'apprentissage des chœurs, le chorége, qui devait avoir atteint l'âge de quarante ans (3), nourrissait les συγχορευταί, c'est-à-dire les membres d'un même chœur, de la manière la plus délicate et en même temps la plus propre à fortifier la voix (4). On leur faisait prendre même à cet effet des breuvages qui n'étaient pas toujours sans danger (5).

Si les choreutes que les tribus fournissaient aux didascales eussent été tout-à-fait étrangers à la musique et à la danse, il eût fallu bien du temps et des peines souvent perdues, pour les rendre capables de paraître convenablement sur l'orchestre. Mais grace à l'éducation que recevaient les jeunes Grecs, tous étaient plus ou moins initiés, dès l'enfance, à la danse et à la musique. La plupart, suivant Aristoxène, s'exerçaient de bonne heure à la gymnopédie, à la pyrrhique et à la chironomie, ce qui assouplissait leurs membres et les rendait propres à l'orchestrique (6). Quant au chant, voici en quels termes la Justice, personnifiée dans *les Nuées* d'Aristophane, décrit l'éducation musicale que recevait la jeunesse d'Athènes :

« Je vais dire quelle était l'ancienne éducation d'Athènes aux jours florissans où mes leçons étaient écoutées, et où la modestie régnait dans les mœurs. D'abord, il n'eût pas fallu qu'on entendît un enfant causer avec ses voisins. Les jeunes gens d'un même quartier allaient en silence chez le joueur de cithare, traversant les rues, nus et en bon ordre, la neige tombât-elle comme la farine d'un tamis. Là, ils s'asseyaient sans se toucher, et on leur apprenait ou l'hymne : « *Redoutable Pallas*, » ou « *Cri terrible*. » Ils conservaient la grave harmonie des airs que nous ont transmis nos aïeux. Si l'un d'entre eux s'avisait de chanter d'une manière bouffonne, ou avec les inflexions molles et recherchées introduites par Phrynis, il était frappé et châtié comme ennemi des muses (7). »

Plaute et Térence, dont les comédies reproduisent, comme on sait, les mœurs grecques, nous montrent à Athènes et à Cyrène de jeunes filles se rendant aux écoles de chant. Cet usage s'établit à Rome, même pour les ingénues, comme nous l'apprennent les éloquentes

(1) Æschin., *in Timarch.*, *loc. cit.* — (2) Aristot., *Probl.*, sect. X, § 22. — (3) Cette règle n'était pas sans exception. Voy. Plutarch., *Demosth.*, cap. XII. — (4) Id., *de Glor. Athen.*, cap. VI, pag. 349, A. — (5) Antiph., *Orat.*, XVI, pag. 771. — (6) Athen., lib. XIV, pag. 631, C. — (7) Trad. de M. Artaud.

invectives de Scipion Émilien, conservées par Macrobe (1), et la tragique aventure de Virginie (2).

Les chœurs que reçurent Thespis, Phrynichus et Eschyle lui-même, étaient, comme les chœurs cycliques (3), composés de cinquante membres. Mais l'effroi causé par l'entrée des Euménides dans la tragédie de ce nom (4), fit réduire à quinze (5), d'autres disent à quatorze (6), ou d'abord même à douze (7), le nombre des choreutes de la tragédie. Ces faits, qui ont soulevé de nombreuses discussions, présentent en effet de sérieuses difficultés. D'abord, Blomfield, dans la préface qu'il a mise à la tête de son édition des *Perses,* avance, sans preuves suffisantes, que jusqu'à Sophocle le nombre des choreutes tragiques variait suivant les besoins du drame. Il va même jusqu'à soutenir que le chœur des *Euménides* n'était composé que de trois personnes, parce que les croyances religieuses d'Athènes n'admettaient que trois furies (8). Une difficulté plus grave résulte de la contradiction des deux textes qui nous apprennent la cause et la date de la réduction des chœurs. Pollux prétend que la tragédie des *Euménides* offrit le dernier exemple d'un chœur de cinquante membres, et le scholiaste d'Aristophane affirme que c'est de la tragédie d'*Agamemnon* que date la diminution des chœurs. Or cette tragédie fut jouée le même jour que les *Euménides,* puisqu'elle forme la première partie de l'*Orestée* (9), tétralogie qui se composait d'*Agamemnon*, des *Choéphores,* des *Euménides* et du drame satyrique *Protée*. Hermann (10) et Boeckh (11) se sont efforcés d'expliquer cette contradiction. Leurs systèmes, quelque ingénieux qu'ils soient, ne m'ont pas complètement satisfait. Je crois plutôt que cette révolution dans les chœurs tragiques fut moins une réduction qu'une nouvelle répartition des choreutes. En effet, l'usage ayant alors prévalu de présenter au concours, non, comme

(1) Macrob., *Saturn.*, lib. II, cap. x. — (2) Tit. Liv., lib. III, cap. XLIV. — (3) Simonid., *epigram.* 58, ap. Brunck., *Analect.*, tom. I, pag. 137. — Les chœurs cycliques étaient quelquefois plus nombreux. Les habitans de Chios envoyèrent à Delphes un chœur de cent jeunes garçons (Hérodot., lib. VI, cap. XXVII.). — (4) Poll., lib. IV, § 10. — (5) Schol., *in Aristoph. Equit.*, V, 593. — Id., *in Av.*, V, 300. — (6) *Vit. Æschyl.*, pag. 12. — Cf. Boeckh., *in Supplic. Euripid.*, pag. 75, seqq. — (7) *Vit. Sophocl.*, pag. 2. — Suid., *voc.* Σοφοκλῆς. — Ottfr. Mueller, *Eumenid.*, pag. 71, seqq. — (8) Blomfield a été réfuté par Hermann, *de Chor. Eumenid. Æschyl.*, inter *Opusc.*, tom. II, pag. 124, seqq. — (9) Schol., *in Aristoph. Ran.*, v. 1148. — (10) Hermann., *de Compositione Tetralog. tragicarum*, inter *Opusc.*, tom. II, pag. 306, seqq. — Je cherche pourquoi l'illustre auteur a ajouté ici le mot *tragicarum;* il n'existe, si je ne me trompe, aucun exemple de tétralogies *comiques*. — (11) Boeckh., *Græc. tragœd. princip.*, pag. 35, seqq.

autrefois, de simples tragédies, mais des tétralogies, il devint trop fatigant pour les cinquante citoyens choisis comme choreutes, d'apprendre et de jouer quatre pièces. Eschyle qui fit, comme je le crois, dans l'*Orestée* le premier ou un des premiers essais des tétralogies, put n'employer dans les deux premières parties, c'est-à-dire dans l'*Agamemnon* et les *Choéphores*, que douze ou quinze choreutes, tandis que, pour porter dans la troisième partie la terreur à son comble, il avait pu réclamer la présence de tous les choreutes. L'effroi causé par l'apparition des Euménides, et, plus probablement, les justes réclamations des citoyens qui se plaignaient qu'on quadruplât leur tâche, firent décider que dorénavant on n'emploierait que douze choreutes dans chaque pièce, ce qui pour une tétralogie faisait quarante-huit choreutes, nombre bien rapproché de celui dont se composaient les anciens chœurs (1). Quant aux poètes comiques, à qui les magistrats n'accordèrent des chœurs que beaucoup plus tard, et qui n'admirent jamais l'usage des tétralogies, ils recevaient la moitié moins de choreutes, c'est-à-dire vingt-quatre. Cela nous est prouvé par le scholiaste d'Aristophane d'une manière à la fois piquante et péremptoire : il fait remarquer que le poète a introduit dans le chœur de la comédie des *Oiseaux* vingt-quatre espèces d'oiseaux diverses, nombre précisément égal à celui dont se composait un chœur comique (2). M. Boeckh a été plus loin; il a relevé les vingt-quatre noms d'oiseaux et les a classés par mâles et femelles (3). Le résultat de ce travail confirme une assertion importante du scholiaste, à savoir, que, quand un chœur comique se composait à la fois d'hommes et de femmes, il y avait treize hommes et seulement onze femmes (4).

J'ai dit ailleurs les raisons qui me portent à croire que, comme il y avait sur le théâtre d'Athènes des chœurs d'hommes et des chœurs d'enfans, il y en eut aussi où figuraient des femmes (5). Au passage de Sénèque que j'ai cités pour prouver la nécessité des voix de femme dans les chœurs, je dois joindre les mots suivans du Pseudo-Aristote *De mundo :* « Dès que dans un chœur le coryphée a commencé, tout le chœur des hommes, et aussi celui des femmes, se joignent à lui, et toutes ces différentes voix, composées de grave et d'aigu, ne forment en se mêlant qu'une seule harmonie. » A ceux qui objec-

(1) Cette opinion est à peu près celle d'Ottfr. Mueller. *Eumenid.* — (2) Schol., *in Aristoph. Av.*, V, 300. — Id., *in Acharn.*, V, 210. — (3) Boeckh., *Græc. tragœd. princip.*, pag. 70, seq. — (4) Schol., *in Aristoph. Equit.*, V, 593. — (5) *Origines du théâtre moderne,* tom. I, pag. 125 et suiv.

teraient qu'il ne s'agit là que de chœurs cycliques, je répondrais que plusieurs monumens (1) nous montrent des poètes enseignant des femmes, dont le masque est relevé (2), et qui ne peuvent être que des *mimæ* ou des femmes faisant partie de chœurs scéniques. Winckelmann, qui reconnaît que les femmes grecques dansaient et chantaient sur le théâtre *dans les chœurs* (3), a publié un bas-relief représentant un poète assis et tenant de sa main gauche un masque de femme. Devant lui sont posés sur une table deux autres masques, l'un tragique et l'autre satyrique. Plus loin, une femme debout, et sans aucun attribut allégorique, semble chanter ou réciter un rôle. La noblesse de sa pose ne permet pas de supposer que ce soit une femme mime. Il serait donc possible que ce fût une συγχορεύτρια, c'est-à-dire une femme appelée à tenir sa place dans un chœur scénique, ou peut-être une τραγῳδὸς γυνή, sorte d'actrice chantante, dont nous parlerons ailleurs. Quoi qu'il en soit, c'est une chose bien remarquable que de rencontrer dans l'antiquité des mots relatifs aux choreutes employés au féminin. Sans parler du mot χορῖτις, qui peut-être n'a pas été pris dans le sens théâtral (4), ni du mot χορεύσασα, que nous offre une ancienne inscription (5), nous trouvons dans Pollux, comme tirés d'Aristophane, συγχορεύτρια et τριτοστάτις (6). Si nous n'insistons pas davantage sur cet argument, c'est que ces expressions, qui appartiennent à des comédies perdues, pouvaient avoir dans la place qu'elles occupaient un sens différent de celui qu'elles présentent.

Au reste, le mot τριτοστάτις, qui se rapporte à la hiérarchie établie entre les choreutes, indique assez que ceux-ci ne remplissaient pas tous sur l'orchestre des fonctions égales. Le chef du chœur s'appelait *coryphée*. C'était lui qui donnait le ton des airs et qui servait d'organe au chœur, quand celui-ci prenait part au dialogue. D'ailleurs, le coryphée ne présidait le chœur que pour la déclamation et le chant (7). Quant aux marches et aux danses, un autre choreute servait de guide. On le nommait χοροστάτης (8). Venait ensuite le παραστάτης (9), et en troisième ligne le τριτοστάτης. Il y avait, de plus, le chef de l'aile droite, δεξιοστάτης, et le chef de l'aile gauche, ἀριστεροστάτης;

(1) Raspe, *Tassie's a descriptive catalogue*, n. 3564, 3565. — (2) Beaucoup de pierres gravées offrent des têtes de femme portant ainsi le masque relevé. Id., *ibid.*, n. 4057-4060. — (3) Winckelm., *Monum. antich. ined.*, tom. II, pag. 252, tav. 192. — (4) Callim., *Hymn. in Dian.*, v. 13, et *in Del.*, v. 306. — (5) Murator., *Inscript.*, tom. II, pag. 661. — (6) Poll., lib. IV, § 106. — (7) Lucian., *De merced. conduct.*, cap. XXVIII. — (8) Julian. Cæs., *Epistol. ad Jamblic.*, pag. 421, A. — (9) Aristot., *Politic.*, lib. III, cap. II, tom. I, pag. 226, ed. Barthélemy Saint-Hilaire.

ceux qu'on mettait dans le milieu et qui étaient les moins habiles, s'appelaient λαυροστάται (1).

Quoique les chants, les danses et les évolutions des chœurs fussent principalement réglés par un joueur de flûte (2), qu'on appelait choraule (3) et que dirigeait originairement le didascale (4), celui-ci, cependant, enseignait les choreutes au son de la lyre. Nous venons de voir Agathon se servir de cet instrument pour exercer un chœur tragique. Il y avait plusieurs raisons de cet usage. La première, c'est qu'on avait coutume d'accompagner de la lyre les vers iambiques, c'est-à-dire la portion du drame qui se déclamait (5), et il se rencontrait quelques morceaux de ce genre dans les chœurs. La seconde, c'est que la lyre était particulièrement commode aux didascales, qui, pour enseigner, avaient besoin de conserver le libre usage de la parole. Aussi, outre le mot χοροκιθαριστὴς, qu'on trouve dans quelques inscriptions, et qui fut d'abord un des noms du poète, plusieurs monumens nous montrent-ils des auteurs dramatiques assis et jouant de la lyre devant des choreutes ou des comédiens (6).

INSTRUCTION DES ACTEURS. — ORGANISATION DES TROUPES SCÉNIQUES.

Les soins que les poètes de l'antiquité donnaient à l'instruction des comédiens se rapportaient, comme aujourd'hui, à deux objets, la *distribution des rôles* et les *répétitions*. Avant de passer à l'examen de ces deux importantes parties de la *mise à l'étude*, il faut établir quelle était l'organisation d'une troupe scénique à Athènes et à Rome.

J'ai dit que les premiers poètes étaient les acteurs uniques de leurs drames. Thespis et ses émules montaient seuls sur le thymélé pour mêler quelques récits ou épisodes aux chants du chœur, et disputer le prix offert à la tragédie. De là le nom d'ἀγωνισταί que portaient ces premiers poètes-comédiens (7).

Un peu après, Phrynichus et Eschyle se firent assister par un second, et bientôt par un troisième acteur (8). Ils prirent dès lors le nom de πρωταγωνισταί (9), ou, comme disaient les Romains, d'*actores prima-*

(1) Poll., lib. IV, § 106. — Phot., pag. 210. — (2) Schol., *in Aristoph. Vesp.*, v. 602. — (3) Boeckh., *Inscript.*, n. 2758. — (4) Xenoph., *Memor.*, lib. III, cap. v, § 18. — (5) Plutarch., *De music.*, tom. II, pag. 1141, A. — (6) Raspe, *Tassie's descriptive catalogue*, etc., n. 3570, 3615. — Denys le tyran acheta à un très haut prix la lyre d'Euripide. *Vit. Eurip.*, in cod. Havniens. — (7) Poll., lib. III, § 144. — (8) Aristot., *Poet.*, cap. IV, § 16. — *Vit. Sophocl.*, pag. 2. — (9) Poll., lib. IV, § 124.

rum partium. Ces premiers poètes étaient donc à la fois acteurs et chefs de troupe, comme l'ont été, chez les modernes, Shakespeare, Molière, Iffland et quelques autres. Les deux auxiliaires du poète s'appelaient δευτεραγωνισταί et τριταγωνισταί (1). Ces trois acteurs formaient à eux seuls une troupe complète, ou, comme on disait plus poétiquement, un thiase (2), c'est-à-dire un chœur permanent de comédiens. *In Græco dramate tres personæ solæ agunt*, a dit le grammairien Diomède. Ce n'est pas que les drames grecs n'exigeassent, la plupart du temps, un nombre plus considérable d'acteurs. Eschyle emploie jusqu'à six personnages, Sophocle huit, et Euripide plus encore. Mais on comptait à peu près pour rien ces rôles de figurans, de messagers, de gardes, de nourrices, d'esclaves, dont quelques-uns même étaient muets, κωφὰ πρόσωπα (3), et que remplissaient ordinairement de simples choreutes. Aussi ni les inscriptions choragiques ni les didascalies ne mentionnent-elles plus de trois acteurs (4). *Comædi tres sunt*, a dit Martial; c'était le chiffre officiel, et il faut remarquer le rapport singulier de ce nombre avec celui des ministres de l'initiation dans les mystères de Bacchus (5). Il n'en fut pas de même de la comédie; Aristote signale la foule d'acteurs, ἡ πλήθη τῶν ὑποκριτῶν (6), qu'employait le genre comique, admis postérieurement dans les concours, et qui s'écarta plus que la tragédie des traditions religieuses. Les Romains, par la même cause, dévièrent quelque peu de l'usage antique. Donat mentionne un quatrième acteur dans Térence : *Quartæ partes sunt Parmenonis* (7). Evanthius tient même compte des acteurs chargés des cinquièmes rôles, ce qui confirme l'opinion d'Acron, qui porte à cinq le nombre des acteurs à Rome : *Non loquantur in fabula plures quinque personis* (8). Horace répétait sans doute une règle de la tragédie grecque, quand il écrivait le fameux axiome : *Nec quarta loqui persona laboret*. Les critiques anciens n'étaient déjà pas d'accord sur le sens de ce conseil. Diomède y voyait la défense de réunir plus de trois personnages parlans dans la même scène : *Persona quarta semper muta* (9), dit-il. Acron me

(1) Une des comédies perdues d'Aristophane était intitulée *le Tritagoniste*. Athen., lib. XIV, pag. 643, D. — Cf. Boettig., *de Actoribus primar., secundar. et tert. partium*, et Groddeck, *Sophocl. Philoctet., cum prolusione de scena Græcorum et imprimis de tritagonista*. — (2) *Vit. Sophocl.*, pag. 3. — (3) Phil., *in Flacc.*, pag. 968. — Lucian., *De histor. conscrib.*, cap. IV, Schol., *ibid.* — (4) On ne décernait point de prix aux autres acteurs. — (5) *Origines du théâtre mod.*, tom. I, pag. 92. — (6) Aristot., *Poetic.*, cap. V, § 4. — (7) *Præfat. in Terent. Hecyr.* — (8) Acro, *In Horat. epist. ad Pison.*, v. 189. — (9) Diomed., lib. III, pag. 488. —

semble plus dans le vrai quand il soutient que ce n'est qu'un conseil donné au quatrième interlocuteur d'être ménager de ses paroles. Horace, suivant lui, ne dit pas *taceat,* mais *non laboret loquendo.* Cette explication s'accorde avec ce que Pollux nous apprend de l'introduction facultative d'un quatrième interlocuteur, qu'on choisissait, le cas échéant, parmi les choreutes et qu'on appelait παραχορήγημα (1).

Quelques modernes, prenant, comme Lambin, trop à la lettre l'opinion de Diomède *dramata tres personæ solæ agunt,* ont soutenu que trois personnes suffisaient en Grèce à la représentation de tous les drames (2). Il est bien vrai que, s'il n'y avait jamais eu à la fois plus de trois personnages en scène, il eût suffi, à la rigueur, pour remplir tous les rôles, de trois acteurs qui eussent changé rapidement de costume et de masque. Je crois, pour mon compte, que si on employa jamais cet expédient, ce ne fut que dans de rares occasions. Par exemple, les personnages protatiques, ou en dehors du drame (3), et qui, comme dans presque toutes les pièces d'Euripide, ne paraissaient que pour faire l'exposition ou amener le dénouement, pouvaient, sans inconvénient et à la faveur du masque, s'acquitter de plusieurs rôles. Dans les autres cas, je pense avec Visconti (4) qu'aux trois acteurs officiels et titulaires on joignait, suivant le besoin, quelques choreutes ou comédiens supplémentaires, *personæ adjunctæ,* comme dit Donat, lesquels ne possédaient ni rang ni nom dans la troupe, vrais acteurs postiches, qui, comme le dit un ancien, n'avaient de comédiens que l'apparence.

Nous connaissons, au moins de nom, quelques-uns des auxiliaires d'Eschyle; d'abord, Téleste qui obtint, par l'énergie de sa pantomime, un succès éclatant dans *Les sept chefs devant Thèbes* (5), puis Cléandre et Mionisque (6).

Sophocle fut le premier poète qui, par suite de la faiblesse de sa voix, se dispensa des fonctions de comédien (7). Encore se montra-t-il dans plusieurs rôles, notamment dans celui de l'aveugle Thamyris, où il paraissait une lyre à la main, et dans celui de Nausicaa (8).

Ce grammairien se contredit un peu lui-même en ajoutant (pag. 489) : *Personæ diverbiorum aut duæ aut tres,* RARO *autem quatuor esse debent; ultra augere numerum non licet.* On voit qu'il est ici dans la pure doctrine grecque. — (1) Poll., lib. IV, § 110. — (2) Groddeck réfute cette opinion, qu'il prête à tort à Lessing. V. *Prolus. de scena Græcor.*, pag. 63. — (3) *Extra argumentum.* Donat., *in Hecyr.* — (4) *Recueil de pièces intéressantes* publiées par Jansen, 1796, tom. III, pag. 289 et suiv. — (5) Athen., lib. I, pag. 22, A. — (6) *Vit. Æschyl.*, pag. 11. — (7) *Vit. Soph.*, pag. 2. — (8) Athen., *ibid.*, pag. 20, F.

Tous les écrivains dramatiques ne suivirent pas immédiatement son exemple. Agathon monta, pour son début, sur la scène d'Athènes, et joua le principal rôle d'une tragédie qui fut couronnée (1). Les poètes comiques conservèrent plus long-temps que les tragiques l'usage de représenter eux-mêmes leurs pièces. Aristophane joua le personnage de Cléon dans les *Chevaliers,* et prononça peut-être plusieurs de ses parabases. Une inscription, expliquée par M. Boeckh, semble établir que, du temps de Démosthène, quelques poètes de la comédie nouvelle jouaient encore dans leurs propres ouvrages (2). On trouve même plus tard des traces de cet usage, qui n'a jamais entièrement cessé, mais qui devint, comme il l'est aujourd'hui, bien moins la règle que l'exception.

Au reste, quoique ayant renoncé, pour la plupart, aux fonctions de comédiens, les poètes grecs demeurèrent long-temps encore chefs de troupe. Quand arriva de Pella à Athènes la nouvelle de la mort d'Euripide, Sophocle, qui devait bientôt le suivre, prit le deuil et voulut que ses comédiens (ὑποκριτὰς αὐτοῦ) parussent sur la scène sans couronne (3). Son biographe ajoute qu'il consultait dans la composition de ses ouvrages les diverses aptitudes de ses acteurs (4), c'est-à-dire de Callipide, de Clidémide (5), de Tlépolème (6), et peut-être d'OEagre (7). Euripide aussi fut directeur de troupe. Son plus habile interprète était Céphisophon (8). Hégésiloque, qui, dans la tragédie d'*Oreste,* prononça si maladroitement le mot γαλήνα, le calme, et en fit γαλῆν, un chat (9), était au nombre de ses comédiens, ainsi que Molon, que raille Aristophane. On peut croire que le second fils d'Euripide, Mnésiloque, qui fut acteur (10), eut son père pour didascale. On connaît les deux principaux organes d'Aristophane. Non-seulement Philonide et Callistrate furent les éditeurs responsables de ses premières comédies; les didascalies nous apprennent encore qu'ils jouèrent dans presque toutes ses pièces. Callistrate remplit le premier rôle dans les *Acharniens,* les *Oiseaux* et *Lysistrata;* Philonide dans les *Grenouilles,* les *Guêpes* et *Amphiaraüs* (11), circonstance, pour le dire en passant, qui se concilie assez mal avec ce qu'on lit dans la vie d'Aristophane que

(1) Plat., *Sympos.*, pag. 194, B. — (2) Boeckh., *Inscript.*, tom I, pag. 354. — (3) Thom. Mag., *Eurip. vit.* — (4) *Sophocl. vit.*, pag. 3. — (5) Schol., *in Aristoph. Ran.*, v. 804. — (6) Id., *in Aristoph. Nub.*, v. 1254. — (7) OEagre était célèbre dans le rôle de Niobé; mais il est difficile de savoir s'il faisait partie de la troupe d'Eschyle ou de celle de Sophocle, ces deux poètes ayant composé chacun une *Niobé*. — (8) Schol., *in Aristoph. Ran.*, v. 971 et 1445. — (9) Id., *ibid.*, v. 305, seq. — (10) Thom. Mag., *ibid.* — (11) Voy. les anciens argumens de ces pièces.

Philonide jouait plus ordinairement dans les pièces politique, δημοτικὰ δράματα, et Callistrate dans celles où l'on n'attaquait que des ridicules privés, ἰδιωτικὰ δράματα (1).

Nous ne savons pas précisément quel fut le poète qui renonça le premier aux fonctions de chef de troupe; seulement nous voyons Platon composer des tragédies dans sa jeunesse et les donner à des acteurs (2) qui certainement lui étaient étrangers. Cette révolution scénique paraît avoir eu lieu après la malheureuse issue de la guerre du Péloponnèse. Alors, aux causes politiques qui altérèrent la choragie se joignirent des causes de décadence non moins puissantes, quoique purement littéraires. Ce furent : 1° l'épuisement du génie poétique après la production de tant de chefs-d'œuvre; 2° l'admiration croissante et exclusive de toute la Grèce pour les trois grands tragiques d'Athènes. Toujours on avait permis aux fils des poètes de se présenter aux concours avec des pièces posthumes de leur père. Un des fils d'Eschyle, Euphorion, fit représenter plusieurs tragédies inédites de son père, et remporta ainsi quatre victoires (3). Peut-être même fut-ce avec une de ces pièces qu'il vainquit dans un même concours Sophocle et Euripide (4). On voudrait se persuader que Philoclès, neveu d'Eschyle, qui eut le malheur de remporter le prix contre Sophocle et l'*Œdipe-Roi* (5), s'appuyait sur un ouvrage de son oncle. Iophon, fils de Sophocle, qui fut poète tragique, semble avoir obtenu quelques-unes de ses couronnes par droit successif (6). Un petit-fils du même poète fit, après la mort de son aïeul, représenter la tragédie d'*Œdipe à Colone* (7). Enfin, nous lisons dans la biographie d'Euripide que ce poète, qui ne fut couronné que quatre fois pendant sa vie, le fut une cinquième après sa mort (8). En effet, un fils d'Euripide (9) concourut, à Athènes, avec l'*Iphigénie en Aulide*, l'*Alcmœon* et *les Bacchantes* de son père, et vainquit en son nom. Mais on ne se contenta bientôt plus des pièces inédites des grands maîtres. L'admiration produite par les incomparables beautés d'Eschyle, et le désir de revoir incessamment ses chefs-d'œuvre, engagèrent les Athéniens à *convier chaque année Eschyle aux dionysies* (10), c'est-à-dire à permettre par un décret, non-seulement à ses héritiers et

(1) *Aristoph. vit.*, pag. XIV, Kust. — (2) Ælian., *Var. hist.*, lib. II, cap. XXX. — (3) Suid., *voc.* Εὐφορίων. — (4) Aristoph. gramm., *in Medeam Euripid. argum.* — (5) *Argum. in OEdip. tyrann.* — (6) Schol., *in Aristoph. Ran.*, v. 73 et 78. — (7) *Argum. in OEdip. Colon.* — (8) Moschopul., *Eurip. vit.* — (9) Schol., *in Aristoph. Ran.*, v. 67. — (10) Phil., *Vit. Apollon.*, VII, pag. 245, Olear.

à son ancienne troupe, οἱ περὶ Αἰσχύλον (1), mais à tous les didascales ou protagonistes, de demander un chœur pour rejouer ses pièces et se présenter avec elles au concours (2). Eschyle, plaidant aux enfers contre Euripide dans la comédie des *Grenouilles*, s'écrie : « Ma poésie à moi n'est pas morte, tandis que la sienne ne lui a pas survécu. » Cette assertion cessa bientôt d'être vraie. La Grèce ne tarda pas à faire pour Euripide et Sophocle ce qu'elle avait fait pour Eschyle; on autorisa la reprise de leurs pièces. On disait τὰς παλαιὰς τραγῳδίας ἀναλαμβάνειν (3), pour indiquer ce genre de représentation que l'on préférait souvent, et avec raison, aux pièces nouvelles (4).

De cet usage peu favorable à ce que nous appelons *la propriété littéraire*, il résulta une fonction nouvelle, celle d'éditeur ou de metteur en scène pour le compte d'autrui, ce qu'on appela proprement ὑποδιδάσκαλος (5), et quelquefois tout simplement διδάσκαλος (6). Jusqu'alors on n'avait couronné que le chorège et le poète, ce dernier quelquefois comme poète et en même temps comme acteur. On se trouva conduit à couronner, non plus le poète, mort depuis long-temps, ni son ouvrage, dont le rang était invariablement fixé, mais le tenant lieu du poète, l'hypodidascale, c'est-à-dire l'acteur principal que l'on jugeait seul, indépendamment de l'ouvrage, et qu'on couronnait spécialement pour son jeu. Alors, le nombre des acteurs illustres se multipliant, et les poètes de mérite devenant de plus en plus rares, il arriva que les concours scéniques eurent lieu le plus ordinairement entre acteurs, et non plus, comme autrefois, entre poètes. Un grand nombre de tragédiens et de comédiens éminens, Molon, Archélaüs, Polus, Aristodème, Satyrus, Athénodore, Thessalus, de simples protagonistes qu'ils étaient, devinrent directeurs de troupe, comme l'avaient été Eschyle, Sophocle, Euripide, Aristophane. Et non-seulement ces protagonistes-directeurs allaient, aux fêtes solennelles, concourir avec les drames d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide, dans les villes et les petits royaumes où l'on n'aurait pu que difficilement se procurer, à toutes les dionysiaques, des tragédies et des comédies nouvelles; mais ces concours de comédiens obtinrent même à Athènes une vogue immense, quoique souvent les anciens chefs-

(1) Diog. Laert., lib. II, § 43. — (2) Schol., *in Aristoph. Acharn.*, v. 10. — (3) Pseudo Plutarch., *Vit. X orat.*, Æschin., pag. 841, F. — (4) Aristoph., *Acharn.*, v. 10, seq. — (5) Poll., lib. IV, § 106. — (6) De là beaucoup d'équivoques. Je pense que le Sannion, ὁ τοὺς τραγικοὺς χοροὺς διδάσκων, dont il est parlé dans le discours de Démosthène contre Midias (pag. 533, 10, Reisk.), était un de ces metteurs en scène pour le compte d'autrui.

d'œuvre (1), repris uniquement pour faire briller les avantages personnels des protagonistes, fussent interpolés, abrégés ou étendus (2), et qui pis est, corrigés (3) et rajeunis (4) par ces nouveaux diacevastes ou rhapsodes dramatiques (5). La profanation en ce genre alla même si loin que la législation dut intervenir. L'orateur Lycurgue fit passer un décret qui ordonnait que les tragédies d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide fussent transcrites aux frais de l'état; que le secrétaire de la ville les lirait aux acteurs, et qu'il ne serait pas permis à ceux-ci, en les représentant, de s'écarter de cette copie (6). Ce décret, dont malheureusement l'autorité ne pouvait pas s'étendre au-delà du territoire de l'Attique, eut au moins l'avantage de faire établir un texte authentique des œuvres des trois grands tragiques, précieux exemplaire qui, au rapport de Gallien, passa, par un stratagème de bibliophile peu délicat, des archives d'Athènes dans la bibliothèque des Ptolémées à Alexandrie (7). Nous voyons encore que, pour encourager les concours entre comédiens, le même Lycurgue fit décréter que les droits de citoyen d'Athènes seraient conférés à tout acteur étranger qui obtiendrait le prix à la fête des Chystes (8). Cette ère nouvelle du théâtre grec est, à proprement parler, l'ère des acteurs, comme la précédente avait été l'ère des poètes.

Par suite de cette substitution des protagonistes-directeurs aux droits et aux fonctions d'abord exercés par le poète, il s'établit des rapports tout-à-fait nouveaux entre les chorèges et les acteurs. Jusque-là les comédiens n'avaient eu rien à demander aux chorèges. Mais se trouvant, dans les reprises d'anciennes pièces, substitués aux lieu et place du poète, ils durent recevoir comme lui du chorège un

(1) Outre les ouvrages des trois grands tragiques, on rejouait aussi les chefs-d'œuvre de la comédie moyenne, entre autres, le *Démétrius* d'Alexis. Athen., lib. XIV, pag. 663. C. — (2) Schol., *in Euripid. Orest.*, v. 1372. — Lycon, jouant une comédie devant Alexandre, intercala un vers dans son rôle pour solliciter la libéralité de ce prince et réussit. Plutarch., *Alex.*, cap. XXIX. — (3) Quintill., lib. X, cap. I. — (4) A Sicyone, du temps d'Alexandre, Néophron remit à la scène la *Médée* d'Euripide, et l'inséra corrigée et rajeunie dans ses propres œuvres. *Argum. in Med.* — Diog. Laert., lib. II, § 134. — (5) Athen., lib. XIV, *ibid.* — Le bon abbé de Saint-Pierre, dans un mémoire où il cherche les moyens de rendre les spectacles plus utiles à l'État, propose de créer les *charges de premier poète tragique* et de *premier poète comique*. Ces fonctionnaires auraient eu mission de rajeunir, tous les cinquante ans, et surtout de retoucher dans l'intérêt des mœurs les anciens chefs-d'œuvre dramatiques. — (6) Pseudo Plutarch., *Vit. Xorat.*, Lycurg., pag. 841, F. — J'adopte la correction de Grysar. — (7) Galen., *Comment. in III Epidemic. Hippocrat.*, pag. 411, Basil., ann. 1538. — (8) Pseudo Plutarch., *Vit. X orat.*, Lycurg., *ibid.*

chœur muni de tous ses accessoires. Cette remarque peut servir à éclaircir un passage fort controversé de Plutarque (1). Cet écrivain raconte dans la *Vie de Phocion* qu'un *acteur tragique*, jouant un rôle de reine, réclama vivement d'un chorège récalcitrant une escorte de suivantes pour son entrée en scène. Il faut supposer ou que le tragédien était lui-même l'auteur de l'ouvrage, ce qui est peu probable, ou qu'il concourait dans la reprise d'une pièce ancienne, ce que je crois. Plutarque, il est vrai, place cette anecdote au jour où l'on jouait à Athènes les *tragédies nouvelles;* mais il n'a probablement voulu, par cette expression consacrée, que désigner l'époque où se donnaient ordinairement à Athènes les représentations scéniques.

Cette révolution dans les rapports des poètes et des comédiens imposa de nouveaux devoirs aux archontes. Ce ne fut plus assez pour ces magistrats de veiller à ce que les tribus fissent choix d'un poète et d'un chorège ; ils durent, pour assurer la célébration des fêtes qui exigeaient des représentations dramatiqnes, passer à l'avance des traités avec un nombre suffisant de protagonistes-directeurs. Ceux-ci, même quand ils étaient citoyens d'Athènes, pouvaient aller avec leur troupe donner des représentations dans d'autres villes (2), y compris les villes ennemies (3) ; mais une fois *engagés*, ils devaient, sous peine d'amende, être de retour pour les fêtes panathénaïques et dionysiaques. Le tragédien Athénodore ayant été retenu à la cour d'Alexandre, apprit qu'il avait été condamné à une forte amende que le monarque paya généreusement de ses deniers (4).

Dans les autres villes on prenait des précautions semblables pour ne pas manquer de comédiens. Démosthène, ayant fait comprendre Aristodème dans une ambassade envoyée à Philippe, fit, en même temps, expédier dans les villes où cet acteur devait jouer, des députés chargés de le faire relever des amendes qu'il aurait encourues par son absence (5).

Cependant les troupes d'acteurs qui suivaient un protagoniste et

(1) Grysar s'autorise à tort de ce passage pour soutenir que les chorèges fournissaient à la dépense des comédiens. *De tragœd. circ. temp. Demosthen.* — (2) Quelquefois même de pauvres tritagonistes ou deutéragonistes, tels qu'Ischander, Socrate et Simylus, dont se raille Démosthène, devenaient chefs de comédiens encore plus misérables qu'eux et parcouraient ensemble les villages (Demosth., *De fals. legat.*, pag. 344, Reisk.). Eschine joua ainsi dans les bourgs de l'Attique. Demosth., *Pro coron.*, pag. 314. — (3) Secundum argum. in Demosth., *De fals. legat.*, pag. 335, Reisk.— (4) Plutarch., *Alexand.*, cap. XXIX.— (5) Æschin., *De fals. legat.*, pag. 202.

qui portaient son nom, οἱ περὶ Θεσσαλὸν, οἱ περὶ Ἀθηνόδωρον, ne jouaient pas seulement des pièces de l'ancien répertoire. Malgré l'affaiblissement du génie poétique, qui suivit à Athènes la perte de la liberté, on représentait encore de temps à autre des tragédies et des comédies nouvelles. Alors le poète recevait de l'archonte une troupe de comédiens. Mais, comme ces divers protagonistes n'étaient pas tous, eux et leurs aides, égaux en mérite, l'archonte, pour éviter tout soupçon de partialité, tirait au sort l'ordre dans lequel les tribus et les poètes rivaux pouvaient choisir leurs comédiens. Ce tirage au sort s'appelait νέμησις ὑποκριτῶν. Le poète couronné avait, l'année suivante, le droit de choisir le premier ses trois principaux acteurs (1).

Jusqu'ici nous n'avons encore rien vu qui ressemblât exactement à ce que les Anglais appellent un *manager*, les Italiens un *impresario*, et nous un directeur ou entrepreneur de spectacle, c'est-à-dire un spéculateur qui, n'étant lui-même ni poète ni acteur, prend à ferme une troupe de comédiens, et les fait jouer à ses risques et périls. Cette sorte, je ne dirai pas d'organisation, mais d'exploitation théâtrale, la seule à peu près que nous ayons aujourd'hui sous les yeux, fut la dernière et la plus triste phase du théâtre antique.

Les comédiens de tout genre et de tout ordre s'appelaient, οἱ περὶ τὸν Διόνυσον τεχνῖται, *les artisans de Bacchus*. Toutes les personnes consacrées au culte de Bacchus, tragédiens, comédiens, mimes, pantomimes, chanteurs, citharèdes, aulètes, etc., prenaient indistinctement ce titre honorifique, et formaient une vaste corporation ou confrérie, sans préjudice des sociétés particulières de tragédiens, de comédiens, de mimes, etc., qui se rangeaient sous la direction d'un protagoniste, et quelquefois, comme nous le verrons, sous les ordres d'un simple entrepreneur, appelé en Grèce ἐργολάβος (3), et chez les Romains *locator scenicorum* (3). Ces artisans dionysiaques se tenaient réunis dans de certaines villes, à Athènes (4) et à Thèbes (5), par exemple, où ils avaient une habitation commune

(1) Hesych. et Suid. — Boettiger (*De Actor. prim., secundar. et tert. partium*, pag. 315, not.) soutient à tort, suivant moi, que ce n'était pas le poète vainqueur qui avait, l'année suivante, le droit de choisir ses comédiens, mais les comédiens couronnés qui pouvaient choisir leur poète. Cf. Hemsterh., ad Lucian., pag. 167, C. — Je ne crois pas que Grysar (*de Tragœd. circa tempora Demosth.*), ni Groddeck (*Prolus. de scena Græcor.*, pag. 82, seq.) soient mieux fondés à soutenir que le poète une fois vainqueur pouvait toujours choisir les acteurs à sa volonté. — (2) Athen., lib. VIII, pag. 350, E. — (3) Grut., *Inscript.*, 1024, 5; Orelli, n. 2629. — (4) Boeckh., *Inscript.*, n. 349. — (5) Leake, *Trav. in North. Greece*, tom. II, pag. 225.

qui les recevait au retour de leurs tournées. Ces confrères de Bacchus, quel que fût le lieu de leur résidence, formaient une corporation unique, toujours disposée à prêter à chacun de ses membres aide et secours. « Dans le temps de la puissance d'Athènes, dit un ancien, les habitans des îles devaient faire juger leurs procès dans cette ville. Hégémon de Thasos, comédien et célèbre auteur de parodies, ayant été l'objet d'une accusation, fut obligé de se rendre à Athènes. Suivi du corps des artisans de Bacchus, il alla demander la protection d'Alcibiade. Celui-ci dit à cette troupe de le suivre, puis se rendit à l'Éleusinium, où il raya du rôle l'accusation dirigée contre Hégémon, malgré les remontrances du greffier et la résistance même de l'archonte (1). » On voit par cet acte de violence combien la confrérie des artisans dionysiaques était alors nombreuse et puissante. Nous la trouvons telle encore du temps de Mithridate : « Lorsque le sophiste Athénion, qui était fort avant dans les bonnes graces et les secrets du roi de Pont, vint à Athènes, le peuple qui espérait de grands avantages de la protection de Mithridate, reçut son favori au milieu d'acclamations universelles. Les artisans dionysiaques allèrent à sa rencontre, et le prièrent, comme un envoyé d'un nouveau Bacchus, de visiter leur foyer commun, et d'y assister aux prières et aux solennités accoutumées. On fit sur le terrain et dans le bois sacré des sacrifices et des libations qui furent annoncés par un héraut (2). »

L'Asie Mineure, si dévouée au culte de Bacchus, eut aussi ses confréries d'acteurs. On lit dans Strabon : « Lébédos, située à cent vingt stades de Colophon, est la résidence et le synode de tous les artisans dionysiaques de l'Ionie. Ils tiennent là tous les ans une assemblée solennelle, et il y a des concours en l'honneur de Bacchus. Ils habitaient autrefois Téos, ville ionienne du voisinage. Mais une sédition les força de se retirer à Éphèse; et comme Attale (3) les établit à Myonnèse, entre Téos et Lébédos, les Téiens prièrent les Romains d'empêcher que Myonnèse, place fortifiée, ne menaçât par cet accroissement de puissance la sûreté de leur ville. C'est ainsi que les artisans dionysiaques passèrent chez les Lébédiens, qui les reçurent d'autant plus volontiers que leur population était fort affaiblie (4). » Antoine, un siècle après, assigna pour nouvelle résidence à ces comédiens la ville de Priène (5).

(1) Athen., lib. IX, pag. 407. — (2) Posidon. Apam., ap. Athen., lib. IV, pag. 212. — (3) Probablement le dernier prince de ce nom. — Sur les acteurs *Attalistes*, voyez *les Origines du théâtre*, tom. I, pag. 209.— (4) Strab., lib. XIV, § 19, pag. 643, C.-D. — (5) Plutarch., *Anton.*, cap. LVII.

Certains lieux même furent plus spécialement affectés à certains genres. Nous devons à un écrivain peu connu, et que l'on croit du IVe siècle, un curieux document de géographie dramatique : « Laodicée, dit-il, envoie aux autres cités d'excellens conducteurs de chars, Tyr et Béryte des mimes, Césarée des pantomimes, Héliopolis des choreutes, Gaza des pancratiastes, Ascalon des athlètes et des lutteurs, Castabala des pugiles (1).... »

A Rome, les histrions appelés d'Étrurie pour augmenter l'éclat du culte public continuèrent de se recruter dans la classe des étrangers, des esclaves et des affranchis, tous gens qui ne pouvaient faire partie des tribus. Les citoyens qui embrassaient la carrière scénique étaient notés d'infamie (2), et par cela même exclus de la plupart des droits civiques. Il n'y eut d'exception que pour les acteurs d'atellanes, et cela seulement sous la république (3). Aussi, les poètes tragiques et comiques, qui, dans les premiers temps, jouaient, selon la coutume grecque, leurs propres ouvrages, étaient-ils tous d'origine servile ou étrangère. A cette première phase succéda en Italie, comme en Grèce, l'ère des protagonistes-directeurs, tels qu'Ambivius Turpio, Rupilius, Roscius, Æsopus, qui se firent, par leur mérite personnel, estimer des hommes les plus éminens, mais dont la probité, la gloire et les richesses ne purent réhabiliter la profession.

Les compagnies d'acteurs, appelées *greges* ou *catervæ*, étaient à Rome composées en partie d'affranchis et même d'esclaves, que leurs maîtres (4) ou leurs maîtresses (5) faisaient instruire dans les arts du théâtre pour tirer profit de leurs talens. Dans les provinces, les troupes scéniques étaient le plus ordinairement formées d'artistes grecs et surtout asiatiques. Ces corporations affectèrent de conserver sous l'empire et particulièrement depuis Hadrien, leur organisation grecque et leur nom de *synode* (6), même dans les villes latines. On a comparé avec quelque raison les bandes de comédiens asiatiques répandues en Occident, aux troupes de chanteurs italiens établies aujourd'hui dans toutes les capitales de l'Europe. Une inscription découverte

(1) Junior philosophus, *Totius mundi descript.*, § 19, ap. Angel. Mai., *Class. aut. e Vatic. cod. edit.*, tom. III, pag. 385-415. — Cf. ms. Reg., n° 7418. — (2) Corn., Nepos, *Præfat. in vit. illustr. imperat.*, § 5. — *Digest.*, lib. III, tit. II, *De his qui notantur infam.* — (3) Le privilége des atellanes était une institution démocratique qui ne dut pas survivre à l'état républicain. — (4) Cicer., *Pro Roscio comœdo.* — (5) Témoin la troupe de pantomimes de Quadratilla. Plin., lib. VII, *epist.* 24. — (6) Grut, *Inscript.*, 315, 9, et 316, 1. — Boeckh., *Inscript.*, n. 349 et 2933.

près de Vienne, sur le chemin de Lyon (1), prouve qu'il y avait en ce lieu une compagnie ou synode de comédiens asiatiques (2), qui s'étaient fait préparer une sépulture. Tous ces colléges étaient, comme les *scholæ gladiatoriæ*, placés sous la protection d'une divinité païenne, presque toujours Apollon, Vénus ou Bacchus. Nous avons vu qu'à Athènes la confrérie des artisans de Bacchus possédait, outre une habitation commune, κοινὸν, un terrain et un bois sacrés, où, en certains jours, on faisait des sacrifices, des libations, des repas et des prières. De là les titres de ἱερεὺς, ἀρχιερεὺς συνόδου, que recevaient par élection quelques-uns des membres de ces colléges (3), et la qualification qui se rencontre si fréquemment sur les monumens (4), et dans les écrivains des premiers siècles, de *Jovis, Phœbi* ou *Apollinis parasitus et sacerdos*. Martial termine ainsi l'élégante épitaphe du célèbre mime Latinus :

> Vos me laurigeri parasitum dicite Phœbi,
> Roma sui famulum dùm sciat esse Jovis.

On lit dans une petite pièce de l'Anthologie romaine :

> Adlectus scenæ, parasitus Apollinis idem (5).

Les mots *adlectus scenæ* prouvent qu'on inscrivait à Rome sur un registre, *in albo* (6), les noms de tous les membres de la confrérie dionysiaque. On peut voir sur quelques monumens la liste des *adlecti scenicorum* qui se trouvaient réunis dans une même ville (7). De cette organisation semi-hiératique, toute naturelle en Grèce, il résulta, dans les contrées soumises aux lois et aux mœurs romaines, une contradiction frappante que n'ont pas manqué de signaler les adversaires de la société païenne. Saint Augustin et tous les pères de l'église s'étonnent sans cesse que pendant que les lois de Rome notent d'infamie quiconque monte sur la scène, les acteurs de tout ordre, réunis en congrégation, aient droit de se parer des plus hauts titres de la hiérarchie religieuse.

De plus, les colléges scéniques et gymniques avaient des archives et même des sceaux, sur lesquels était gravée l'effigie des princes

(1) *Académ. des Inscript.*, tom. XIV, *hist.*, pag. 109. — (2) *Scenici Asiaticiani.* Millin croit qu'il s'agit de la troupe d'Asiaticanus. *Voy. dans le midi de la France*, tom. II, pag. 21 et suiv. — (3) Grut., *Inscript.*, pag. 313, 8, et 1089, 6. — Cf. Wesseling., *in Diod.*, tom. I, pag. 251. — (4) Grut., *Inscript.*, pag. 330, 2, 3. — Ficoron., *Le maschere sceniche*, pag. 74. — Murator., *Inscript.*, tom. II, pag. 659, 1. — (5) Burmann., *Anthol. Rom.*, tom. II, pag. 26. — (6) Sueton., *Ner.*, cap. XXI. — (7) Grut., *Inscript.*, pag. 330 et 1089, 9.

leurs bienfaiteurs (1). Ces communautés élisaient pour l'expédition de leurs affaires, des espèces de magistrats qui prenaient le titre d'archontes (2). Elles rendaient même des décrets soit pour témoigner leur gratitude à leurs protecteurs, soit pour honorer ceux de leurs membres qui s'illustraient par leurs talens. MM. de Boze et de la Bastie ont signalé parmi les fragmens d'inscriptions trouvés à Nîmes les textes d'un de ces décrets; du moins lit-on le mot ψήφισμα sur une de ces pierres.

Quelques critiques, ayant remarqué sur les monumens élevés à certains acteurs l'énonciation de diverses dignités, et notamment les honneurs du décurionat, en ont conclu que la loi romaine s'était quelquefois relâchée de sa dureté contre les scéniques, et s'était particulièrement adoucie en faveur des pantomimes. C'est une erreur. Sauf quelques histrions, promus aux charges publiques par des empereurs extravagans et habitués à fouler aux pieds toutes les lois, tels qu'Héliogabale (3), on ne voit pas que la condition légale des acteurs ait jamais changé à Rome. Quant aux honneurs du décurionat et à quelques autres, qui leur ont été plusieurs fois conférés, il faut remarquer que ces distinctions municipales s'accordaient par courtoisie, dans les provinces, à toute sorte de personnes, sans préjudice de l'*édit du préteur*, qui n'en continuait pas moins d'être en vigueur à Rome. J'ajouterai que, dans plusieurs cas, les dignités dont nous voyons les comédiens revêtus pourraient bien n'avoir été que de vaines qualifications données aux acteurs par leurs confrères, à peu près comme les titres que certaines corporations décernaient, au moyen-âge à quelques-uns de leurs chefs, et qui n'avaient de valeur que dans leur sein et parmi leurs membres : *le roi de l'épinette, le roi des jongleurs, le roi des ribaux*, etc.

Les édiles de Rome et des principales villes de l'empire passaient, comme les archontes d'Athènes, des marchés avec les chefs de troupe, soit que ceux-ci fussent à la fois acteurs et poètes, comme Livius Andronicus, Nævius, Plaute, etc., soit qu'ils ne fussent que protagonistes-directeurs, comme Ambivius Turpio, Rupilius, Æsopus, Roscius (4), soit même qu'ils ne fussent que simples entrepreneurs, *locatores scenicorum*, ou, comme on disait plus poétiquement, *impe-*

(1) On voit gravée sur le sceau d'une confrérie scénique la tête de Gordien pie. *Acad. des Inscr.*, tom. I, *hist.*, pag. 216 et suiv. — (2) *Ibid.*, tom. XIV, pag. 104 et suiv. — Cf. Boeckh., *Inscript.*, n° 349. — (3) Lamprid., *Heliog.*, cap. XII. — (4) Ces grands artistes, outre des pièces nouvelles, jouaient à Rome, comme on l'avait fait en Grèce, d'anciennes pièces retouchées et rajeunies. Aul. Gell., lib. III, cap. III.

ratores histrici (1), propriétaires d'un personnel scénique qu'ils louaient aux éditeurs de jeux. Les édiles mettaient ces directeurs et leur troupe à la disposition des poètes, dont ils avaient agréé la pièce. C'est ainsi que furent jouées les comédies de Cécilius (2) et celles de Térence. Il arriva même, et ce fut une des causes de la décadence rapide de l'art dramatique dans l'empire romain, que les magistrats et les éditeurs de jeux traitaient quelquefois avec les chefs de troupe pour un spectacle dont ils laissaient la composition à leur choix, de sorte que les poètes, au lieu de porter directement leurs pièces aux édiles, les vendaient à ces entrepreneurs dramatiques, *redemptores scenici* (3). Je crois, par exemple, que l'*Hécyre* de Térence, vendue la première fois par l'auteur aux édiles, la seconde fois aux héritiers de Paul Émile, fut achetée la troisième fois par le protagoniste-directeur Ambivius Turpio et jouée à ses risques et périls, sorte de marché qu'il lui arrivait souvent de conclure, comme il nous l'apprend lui-même, « *pretio emptas meo* (4). »

A présent que nous savons de quelle manière étaient organisées les troupes de comédiens, voyons quels soins leur instruction exigeait des poètes et des didascales.

DISTRIBUTION DES ROLES.

Et d'abord, au milieu des divers régimes que nous venons d'exposer et qui ont plusieurs fois modifié les rapports des comédiens et des auteurs, ceux-ci ont-ils toujours conservé le droit de distribuer les rôles?

Dans les premiers temps, lorsque les poètes étaient à la fois acteurs et chefs de troupe, ils réglaient incontestablement eux-mêmes cette partie de la mise en scène. Plusieurs textes prouvent qu'ils continuèrent d'agir ainsi avec les comédiens que leur fournissaient les magistrats et dont ils n'étaient pas directeurs. Le tirage au sort des acteurs, qui fut quelque temps en usage à Athènes, et qu'on ne paraît pas avoir pratiqué à Rome, ne gênait en rien les poètes dans l'exercice de ce droit. Seulement ils étaient forcés de renfermer leur souveraineté dramatique dans le sein de la troupe qui leur était échue. A Rome, les poètes portaient leurs ouvrages à la compagnie de comédiens qui leur agréait ; le protagoniste Ambivius dit dans le prologue de l'*Héau-*

(1) Plaut., *Pœnul.*, prolog., v. 4. — (2) Terent., *Hecyr.*, prol. alt., v. 6. — (3) Murator., *Inscript.*, 948, 4. — (4) Terent., *ibid.*, v. 49. — Mme Dacier donne à ce passage un sens que je ne crois pas le véritable.

tontimoroumenos : « Si la pièce est pénible à jouer, on vient à moi; si elle est facile, on la porte à une autre troupe. » On ne peut douter non plus que les auteurs ne distribuassent eux-mêmes les rôles, y compris celui du prologue :

> Ne cui sit vostrum mirum, *cur partes seni*
> *Poeta dederit,* quæ sunt adolescentium (1).

Il ne faut pas opposer à cette déclaration formelle le passage suivant des *Offices* de Cicéron, et en inférer que les acteurs s'attribuaient les rôles qui leur convenaient : *Scenici non optimas, sed sibi accommodatissimas fabulas*, etc... c'est-à-dire : « Les comédiens ne choisissent pas les meilleures pièces, mais celles qui peuvent faire briller le plus leur talent. L'acteur qui a la voix sonore joue *les Épigones* et *Médus*, celui qui excelle dans le geste, *Ménalippe* et *Clytemnestre*. Je me souviens de Rupilius; il paraissait toujours dans *Antiope;* Ésope se montrait rarement dans *Ajax*. Quoi! un histrion sur le théâtre saura ce qu'il peut jouer, et le sage sur la scène de la vie ignorera le rôle qui lui convient (2) ! » Remarquons d'abord que Cicéron ne dit pas que les acteurs choisissaient les rôles qui leur convenaient, *partes sibi accommodatissimas*, mais les pièces, *fabulas*. Il est, suivant moi, question ici des protagonistes-directeurs qui remettaient au théâtre des ouvrages d'auteurs morts. En choisissant leurs rôles dans ces pièces, ils n'agissaient pas comme acteurs, mais comme protagonistes et hypodidascales. D'ailleurs, le droit que le poète et ses tenans-lieu avaient de distribuer les rôles, subsista jusque dans les bas siècles. Simplicius dit, dans son Commentaire sur le Manuel d'Épictète, que le privilége du didascale est d'assigner à chacun des acteurs le personnage qui lui convient (3).

Cependant, ce droit n'était pas absolu. Il existait entre les trois principaux acteurs une sorte de hiérarchie que la volonté du poète aurait pu difficilement intervertir. Quelques critiques ont abusé du passage suivant de Lucien : « Vous avez vu souvent, dit-il, des acteurs tragiques jouer, selon le besoin des pièces qui leur sont confiées, tantôt le rôle de Créon, tantôt celui de Priam ou d'Agamemnon. Le comédien que tout à l'heure vous avez vu sous les traits de Cécrops ou d'Érechtée, se montre tout à coup dans un rôle d'esclave, *si telle est la volonté du poète*, ὑπὸ τοῦ ποιητοῦ κεκελευσμένος (4). » Ces derniers

(1) Terent., *Heautont*, prolog., v. 1, seq. — (2) Cicer., *De offic.*, lib. I, cap. XXXI. — (3) Simplic., *Ad Epict. enchir.*, cap. XXIII, pag. 127, ed. Salm. — (4) Lucian., *Menipp. sive Necyom.*, cap. XVI.

mots ne signifient pas, comme l'avance Boettiger (1), que le bon plaisir du poète pût forcer un premier acteur à se charger d'un second ou d'un troisième rôle; ils signifient seulement que le même tragédien pouvait représenter dans une pièce un roi, sorte de personnage abandonné aux tritagonistes (2), puis, dans une autre pièce, un esclave, suivant les conceptions diverses du poète. D'ailleurs, en passant d'un rôle de roi à un rôle d'esclave, le tritagoniste ne sortait point de son emploi, comme M. Boettiger l'a judicieusement remarqué dans un autre endroit (3). Lucien ne veut pas dire non plus, ainsi qu'on l'a cru à tort, que les acteurs grecs jouaient tour à tour dans la tragédie et dans la comédie. C'était une chose fort rare chez les anciens que le passage d'un genre à un autre. On ne cite pas, que je sache, de poète tragique grec qui ait été en même temps poète comique (4). Il en fut de même des acteurs, au moins dans les beaux temps du théâtre (5). Si quelques-uns s'essayèrent dans les deux genres (6), ils n'excellèrent pas à la fois dans l'un et dans l'autre. Plusieurs tragédiens, par exemple, purent profiter de la beauté de leur voix et de la majesté de leur geste pour jouer les rôles de *dieux* ou de *héros* dans quelques comédies, telles que les *Grenouilles* ou *Amphitryon*. C'est ainsi, je crois, qu'il faut entendre un passage dans lequel Lucien dit que Polus et Aristodème se montraient dans Agamemnon, Créon et Hercule (7), personnages abandonnés dans les tragédies aux deutéragonistes et même aux tritagonistes (8), et qu'auraient certainement dédaignés les premiers acteurs, tandis qu'ils pouvaient les jouer sans conséquence et à titre d'*utilités* ou de singularité dans des

(1) Boettig., *De actor. prim., secund. et tert. partium.*, pag. 315, seq., ed. Sillig. — (2) Témoins les rôles de Créon, de Cresphonte (Demosth., *De coron.*, pag. 288, Reisk.) et de Thyeste (Id., *De fals. legat.*, pag. 449. — Groddeck (*Sphocl. Philoct. cum prolusione*, etc., pag. 8), pense contre l'autorité de Démosthène que les rôles de rois étaient plutôt des seconds que des troisièmes rôles. — (3) Boettig., *ibid.*, p. 324. — (4) Tout poète tragique était poète satyrique, mais non pas comique. Il est vrai que Platon a dit : « Le poète tragique, qui l'est avec art, est à la fois poète comique (*Sympos.*, pag. 223, D.); » mais ce n'est là qu'un paradoxe que Platon prête à Socrate et qu'il contredit ailleurs (*De republ.*, lib. III, pag. 395, A.). — (5) Plat., *De republ.*, *ibid.* — A l'époque de la décadence, quand vint la confusion de tous les genres, on donna aux pantomimes les titres réunis de comédiens et de tragédiens. Grut., *Inscr.*, p. 1089, 6. — (6) Ulpian., *Ad Demosth. in Mid.*, p. 653, E., Francf. — (7) Lucian., *Apolog. pro merc. conduct.*, cap. v. — (8) Demosth., *De fals legat.*, pag. 418, Reisk. — L'abbé Barthélemy a conclu à tort de ce passage l'importance des rôles de rois dans les tragédies (*Anachars.*, tom. IV, pag. 71). Plutarque dit seulement que, pour conserver la vraisemblance, les protagonistes témoignaient sur la scène du respect aux tritagonistes qui remplissaient les rôles de rois.

comédies. Les comédiens se risquaient encore plus rarement dans les tragédies. Aussi, quand Lucien avance que le grand comique Satyrus représentait quelquefois Agamemnon, Créon ou Priam (1), il faut entendre, à mon avis, que Satyrus remplissait ces personnages dans quelques comédies ou parodies. Il n'en était pas des choreutes comme des acteurs : « Souvent, dit Aristote, les mêmes personnes figurent successivement dans un chœur tragique et dans un chœur comique (2); » ce qui eut lieu surtout quand les choreutes cessèrent d'être choisis parmi les citoyens libres, et ne furent plus, comme du temps d'Aristote, que des acteurs subalternes. Si donc le poète ou son tenant-lieu, l'hypodidascale, ne pouvait pas forcer un protagoniste à jouer un second rôle, ni un deutéragoniste à en accepter un troisième, il avait, en revanche, le droit incontestable de déterminer quel était, dans son intention, le premier, le second et le troisième rôle, désignation très délicate, quelquefois fort arbitraire, comme on peut en juger par quelques pièces d'Euripide (3), et qui, dans tous les cas, donnait en réalité au poète un plein pouvoir sur la distribution des rôles.

Au reste, quand je me sers de ces mots : *distribuer les rôles*, j'emploie sciemment une expression trop moderne, et par là même un peu fautive. Lorsque, du temps de Solon, les chœurs dithyrambiques commencèrent à se transformer en chœurs tragiques, la science de l'écriture, alors nouvelle, était encore peu répandue. On n'avait l'usage ni de copier, ni, par conséquent, de distribuer les rôles. Ce que le didascale distribuait aux acteurs, c'étaient les masques qu'il leur destinait. Une pierre gravée, publiée par Ficoroni (4), représente un poète appuyé d'une main sur le bâton comique (5), et tenant de l'autre un masque de femme, qu'il semble se disposer à présenter à un acteur. Sur un vase peint du cabinet d'Hamilton on voit un jeune homme, peut-être un poète, offrant un masque de paysan à un comédien vêtu en esclave (6). Enfin, une pierre gravée du cabinet de Stosch représente une distribution de rôles plus détaillée et vraiment complète.

(1) Lucian., *Menipp. sive Necyom.*, cap. XVI. — Quelques critiques distinguent Satyrus dont parle ici Lucien du comédien dont il est question dans Démosthène. — (2) Aristot., *Politic.*, lib. III, cap. I, § 14, ed. Barth. Saint-Hilaire. — (3) Il est difficile de déterminer quel était le premier rôle dans *Hécube*, *Les suppliantes*, *Hercule furieux* et quelques autres pièces d'Euripide. — On voit dans Donat (*Ad Prolog. Terent. Adelph.*) que les grammairiens anciens ne s'accordaient pas sur l'ordre des rôles dans les *Adelphes*. — (4) Ficoron., *Le mascher. scen.*, tav. 76. — (5) Poll., lib. IV, § 120. — (6) Tyschbein, *Vases du cabinet d'Hamilt.*, tom. I, pl. 40.

Un poète est couché sur un *cliné* où sont posés trois masques. Devant et à côté l'on voit deux acteurs debout, et qui semblent attendre la détermination que va prendre le didascale (1).

Quand, après la guerre du Péloponnèse, les compagnies de comédiens eurent un copiste attitré, γραμματεύς (2), et même un sous-copiste (3), chargés de la transcription des rôles, non-seulement les poètes continuèrent de distribuer les masques, mais ils remettaient en outre aux comédiens des tablettes ou triptyques renfermant la figure du personnage qu'ils leur donnaient à représenter (4). Plusieurs peintures antiques nous introduisent dans le cabinet d'étude et de toilette, ou, si l'on veut, dans la *loge* des acteurs grecs et romains. Là nous les voyons soit méditant profondément devant leur masque (5), soit tenant à la main un livre ouvert ou un rouleau, qu'on peut supposer être leur rôle (6), soit occupés de leur parure et prenant soin de composer leur costume sur le petit modèle dont nous venons de parler, modèle qui fixait et éternisait, pour ainsi dire, la pensée du poète, plus sûrement que ne font chez nous les vagues souvenirs d'avant-scène et de coulisses appelés la *tradition*.

Après la distribution des rôles venaient, comme de nos jours, la *mise à l'étude* et les *répétitions*.

RÉPÉTITIONS.

Dans les premiers temps, l'absence des rôles écrits força les poètes dramatiques à continuer l'usage établi par les cycliodidascales, d'enseigner de vive voix les choreutes. On appliqua, pour la même cause, ce mode d'enseignement aux comédiens. Voici comment les choses se passaient. Le poète, entouré de ses acteurs, récitait ou lisait la pièce. Chaque comédien, à son tour, répétait ce qui appartenait à son rôle, en imitant les inflexions qu'y avait mises le didascale. Cet exercice se continuait jusqu'à ce que le maître (*doctor*) fût parfaitement satisfait. Cela s'appelait en Grèce διδάσκειν τὰ δράματα, et chez les Romains *docere fabulas*. A cette expression relative au poète répondait celle de *discere* ou *condiscere*, relative aux acteurs. La pièce, ainsi apprise

(1) Winkelm., *Pierres gravées* du baron de Stosch; n. 1309. — (2) Boeckh., *Inscript.*, tom. II, fascic. 2, n. 2758. — (3) Pseudo Plutarch., *Vit. X orator.*, *Eschin.*, pag. 840, A. — (4) *Le Pittur. antich. d'Ercol.*, tom. IV, tav. XXXIX. — (5) Raspe, *Tassie's catal.*, n. 3541-3556. — *Le Pittur. antich. d'Ercol.*, *ibid.*, tav. XL. — (6) Ficoron., *Le masch. scen.*, tav. LXXV. — Cf. Winkelm., *Monument. antichi ined.*, tav. CXCII.

en commun, était dite *condocta*, et les comédiens *condocti* (1). La scrupuleuse exactitude avec laquelle les acteurs chargés des seconds et des troisièmes rôles conformaient leur diction à celle du didascale, était presque passée en proverbe (2). Aussi Démosthène appelle-t-il l'orateur Eschine, qui avait été quelque temps tritagoniste dans la troupe d'Aristodème, *un vrai singe de tragédie*, αὐτοτραγικοπίθηκος (3).

L'usage d'enseigner les comédiens de vive voix ne disparut même pas lorsque l'écriture et les manuscrits furent plus communs. Sophocle mourut, dit-on, d'un vaisseau qu'il se brisa dans la poitrine pour avoir forcé sa voix en lisant aux acteurs sa tragédie d'*Antigone* (4). A Rome, les poètes tragiques et comiques, et même les mimographes, suivirent cet exemple, bien que toutes les troupes scéniques fussent pourvues de copistes, *scribæ*, qui transcrivaient les rôles. C'est, je crois, à l'espèce d'écho produit par le mime ou l'acteur secondaire, répétant les paroles et les intonations du maître, qu'Horace a fait allusion dans ces vers :

Sic iterat voces...
Ut puerum credas sævo dictata magistro
Reddere, aut partes mimum tractare secundas.

Plusieurs monumens nous représentent les poètes occupés à remplir cette fonction de lecteurs enseignans. Je citerai, d'abord, un beau camée d'agate, publié par Caylus (5), où l'on voit un poète assis, tenant à la main son poème qu'il lit à deux comédiens, dont le masque est rejeté derrière la tête (6), et qui l'écoutent avec recueillement. Une autre pierre gravée du cabinet de Sir Charles Townley représente, dit Raspe, dix acteurs et *actrices* (apparemment des *mimi* et des *mimæ*) qui ont le masque relevé (7), et prennent leçon d'un poète ou didascale (8).

Un beau manuscrit de Térence, de la fin du XIVe siècle (9), et dont les nombreuses miniatures nous offrent Dave, Phædria, Pamphile, etc., sous les costumes du temps de Charles V, représente, dans la belle peinture qui lui sert de frontispice, une image un peu altérée de cette

(1) Plaut., *Pœnul.*, act. III, sc. II, v. 4. — (2) Plutarch., *De Republ. gerend. præcept.*, pag. 816. — (3) Demosth., *Pro coron.*, pag. 307, ed. Reisk. — (4) *Soph. vit.*, pag. 4. — (5) Cayl., *Recueil d'antiq.*, tom. I, pl. LIV. — (6) Plusieurs peintures et pierres gravées antiques nous montrent des comédiens avec le masque relevé. — (7) Le masque que portent ces figures ne s'oppose point à ce que ce soit des mimes. Ces acteurs jouaient, suivant l'occurrence, avec ou sans masque. — (8) Raspe, *Tassie's catal.*, n. 3564. — (9) Ms. Reg., Tillerianus, n. 7907, A.

instruction orale donnée par les poètes anciens aux acteurs, et qui s'est continuée pendant presque tout le moyen-âge (1). Au centre d'un théâtre circulaire, où cinq ou six spectateurs debout représentent le *peuple romain*, on voit le célèbre éditeur de Térence, Calliopius (2), assis comme hypodidascale, dans un petit pavillon à jour, qu'une inscription désigne comme la *scène*, tenant dans ses mains un manuscrit ouvert et lisant une des pièces du poète latin, que quatre jongleurs (*gesticulatores*), habillés et masqués à la moderne (3), semblent jouer sous sa dictée avec force gambades et gestes grotesques.

Enfin, le plus complet et le plus intéressant monument de ce genre est la belle mosaïque qui décore la maison dite du *poète tragique* à Pompéi (4). Dans une salle d'un *postscenium*, au fond de laquelle s'élève un élégant portique, nous voyons un didascale assis et faisant répéter deux acteurs demi-nus, dont un a le masque relevé sur le front. Plus loin on aperçoit deux autres acteurs déjà revêtus de leur longue tunique, et un autre personnage que son bonnet fait reconnaître pour un esclave. Entre le poète et les deux acteurs qui répètent, se tient debout un tibicène qui, paré de la longue robe appelée *stola* et le front ceint d'une couronne, joue de la double flûte.

Je dois répéter au sujet des acteurs une observation que j'ai faite plus haut à l'occasion des choreutes. Le poète se chargeait d'enseigner leurs rôles aux comédiens; mais, de leur côté, ceux-ci devaient être préparés et exercés de longue main à tous les talens qu'exige l'art scénique. Aussi y avait-il en Grèce, et plus tard à Rome, des écoles de déclamation et des maîtres de chant, *phonasci* (5). Plusieurs orateurs d'Athènes, et notamment Démosthène, réformèrent les défauts de leur débit en suivant les leçons de divers comédiens (6). Il y avait même, si je ne me trompe, dans certaines villes et particulièrement à Athènes, quelque chose d'assez semblable à notre *Conservatoire de musique*. Nous connaissons plusieurs des procédés qu'on employait dans ces écoles pour fortifier la voix et corriger les vices de la prononciation. « Tragœdi Græci, dit Cicéron, annos com- « plures sedentes declamitant et quotidie antequam pronunciant,

(1) Voy. Haesslinus, *Von den Meistersaenger*, in libro Gruteri, ap. Bragur., vol. III, pag. 17-109. — (2) On lit après chaque pièce dans le Térence du IX[e] siècle de la Bibliothèque royale, dans celui du Vatican et dans presque tous ceux qui ont suivi : *Calliopius recensuit*. — (3) C'est-à-dire avec des masques qui ne couvrent que le visage. — (4) Voy. M. Raoul Rochette, *Pompeï*, première partie, *Maison du poète tragique*, pl. XIX, pag. 28. — (5) Grut., *Inscript.*, pag. 1089, 9 (Orelli, n. 2635.). — Cf. Sueton., *Ner.*, cap. XXV. — (6) Plutarch., *Demosth.*, cap. VII.

« vocem cubantes sensim excitant, etc. (1). » Le vaste édifice qui servait à Athènes de lieu d'exercice aux tragédiens s'appelait Μελιτέων οἶκος (2), ou μελετητήριον. A Rome, les maisons des grands acteurs, tels que Roscius, par exemple, qui donnait lui-même tant de soin à sa diction et à ses gestes (3), étaient des espèces d'académies où se formaient les bons comédiens (4). Il est possible même qu'une partie du temple d'Apollon ou des Muses eût une destination analogue à celle du Μελετητήριον d'Athènes.

Outre les répétitions particulières et partielles, qui se faisaient soit dans la maison du poète, soit au théâtre dans une des salles des *parascenia* ou du *postscenium*, il y avait, quand les rôles étaient bien sus, et que musiciens, choreutes et comédiens étaient prêts à marcher d'accord, il y avait, dis-je, une répétition générale sur le théâtre même, ou, quand les villes en étaient pourvues, sur une scène couverte et plus petite, appelée ordinairement *odéon*. Ce nom nous prouve que ce fut surtout en vue de l'exécution musicale que ces édifices furent élevés. C'est, en effet, lorsqu'une musique plus savante s'introduisit sur le théâtre d'Athènes, que Périclès fit bâtir auprès de l'Hiéron de Bacchus (5) un petit théâtre, qu'on appela l'*Odéon de Périclès* (6). Cet édifice, qui contenait beaucoup de siéges et beaucoup de colonnes, πολύεδρον καὶ πολύστυλον, fut couvert avec les mâts et les antennes des navires pris sur les Perses. Plutarque, de qui nous tenons ces détails, compare le toit de l'Odéon à la tente de Xerxès. Ayant été brûlé par ordre du sophiste Athénion, qui défendit l'Acropole assiégée par Sylla durant la guerre mithridatique (7), l'Odéon fut rétabli sur le plan primitif par le roi d'Arménie, Ariobarzane Philopator (8). Plus tard, Strabon et Pausanias (9) le signalent comme un des ornemens d'Athènes. Ce monument servit de type à toutes les constructions de ce genre élevées en Grèce avant la domination romaine. Si nous étudions les ruines des odéons d'Herculanum, de Pompéi, de Capoue, de Catane, d'Acrœ, et les autres monumens semblables

(1) Cicer., *De orat.*, lib. I, cap. LIX. — (2) Hesych. et Photius. — (3) Val. Max., lib. VIII, cap. VII. — Cicer., *Pro Archia poeta*, cap. VIII. — (4) Id., *De orat.*, lib. I, cap. XXVIII. — Id., *Pro Rosc.* — (5) Vitruve (lib. V, cap. IX) attribue ce monument à Thémistocle. — Andoc., *De myster.*, pag. 19, Reisk. — (6) Le poète comique Cratinus railla spirituellement Périclès à ce sujet. Plutarch., *Pericl.*, cap. XIII. — (7) Appian., *De bello Mithrid.*, cap. XXXVIII. — (8) Vitruv., *ibid.* — Voy. l'explication d'une inscription relative au rétablissement de l'Odéon de Périclès. *Academ. des Inscript.*, tom. XXIII, *hist.*, pag. 189, seqq. — (9) Strab., lib. IX, pag. 396, D. — Pausan., lib. I, cap. XX, § 3.

qui se rencontrent dans l'Asie Mineure, nous verrons qu'ils sont presque tous construits sur le modèle de l'Odéon de Périclès, c'est-à-dire couverts, voisins des grands théâtres (1), et souvent liés à ces derniers par une galerie, ainsi qu'on peut le voir à Catane. En cas de pluie, ce passage permettait aux spectateurs de se réfugier dans l'odéon, où l'on continuait peut-être la pièce devant un moins nombreux auditoire. Ce qui me porte à émettre cette conjecture, c'est la répugnance que les anciens éprouvaient à laisser inachevées des solennités faisant, comme celles-ci, partie du culte public.

Quelques antiquaires ont pensé, d'après Plutarque, que Périclès bâtit son odéon pour la musique seule; mais les mots de μουσικῆς ἀγῶν qu'il emploie, ont un sens plus général et peuvent s'appliquer aux tragédies, aux comédies et aux drames satyriques, ainsi qu'à toutes les compositions où la musique et la poésie étaient unies. De plus, suivant le scholiaste d'Aristophane, on ne faisait pas seulement dans l'odéon l'essai de la musique, mais aussi celui des vers (2). Ce ne fut que plus tard, et surtout chez les Romains, que les odéons servirent exclusivement de salles de concert (3). Alors on bâtit ces édifices isolés et indépendans des théâtres, tels que celui d'Hérode à Athènes, de Domitien et de Trajan à Rome, d'Hadrien à la Villa Tiburtina, etc. Il est remarquable, d'ailleurs, que dans les Gaules, où des théâtres pourvus de toits semblaient mieux convenir au climat que des théâtres abrités seulement par des toiles, l'on trouve des ruines nombreuses de théâtres découverts, d'amphithéâtres, de cirques, et presque aucune trace certaine de petits théâtres couverts, ou d'odéons.

Dans les répétitions, le poète ou l'hypodidascale n'avait plus seulement à former la diction de chacun des acteurs en particulier; il devait régler le jeu de tous à l'égard les uns des autres, et veiller au bon effet de l'ensemble; il devait s'assurer de l'état des décorations et des machines; enfin il devait instruire un fonctionnaire spécial chargé de diriger toutes les parties de la représentation. Ce nouveau fonctionnaire était le *directeur de la scène;* on l'appelait *designator scenarum* (4) ou *procurator ab scena* (5). Il n'est pas certain que les Grecs aient eu un pareil officier théâtral, à moins que ce ne fût, comme je

(1) On lit dans Stace (*Silv.*, lib. III, V, 91) : « Et geminam molem nudi tectique theatri. » — (2) Schol., *in Aristoph. Vesp.*, V, 1104. — (3) Il est remarquable qu'on ait donné aux jubés de quelques-unes de nos vieilles cathédrales le nom d'odéon.— (4) Grut., *Inscript.*, pag. 270, 6. — (5) Id., *ibid.*, pag. 331, 4. — On trouve encore *Procurator scœnicorum* (Murator., *Inscript.*, pag. 904, 9) et *Procurator scœnicus* (*Insc.*, ap. Schiass., *Guido al Mus. Bol.*, pag. 127), peut-être avec un sens différent.

le crois, l'ὑποβολεύς (1), à la voix duquel obéissaient si ponctuellement les comédiens.

Quoi qu'il en soit, les observations que faisait le poète sur les entrées, les sorties, ou tout autre détail de la mise en scène, étaient non-seulement transmises de vive voix de troupe en troupe, avec le masque de chaque rôle et la peinture du costume ; mais quelquefois ses indications étaient recueillies par écrit et conservées sous le nom de διδασκαλίαι. Plusieurs de ces observations se retrouvent encore aujourd'hui dans les scholiastes ; quelques-unes même ont passé dans les textes. On en voit de fort courtes, il est vrai, dans les *Euménides* d'Eschyle, dans le *Cyclope* d'Euripide et dans les *Grenouilles* d'Aristophane.

Ce serait ici le lieu d'examiner si les anciens ont employé dans leurs théâtres ce que nous appelons des *souffleurs*. Boettiger le nie (2). Je crois qu'il a raison pour la Grèce. Le batteur de mesure, qui se plaçait au milieu du thymélé, pour être vu de tous (3), et qui, dans les beaux temps du théâtre, c'est-à-dire du temps de Sophocle, d'Euripide et de Ménandre, était le poète lui-même, le pythaule et le choraule qui près de lui (4) donnaient le ton, le premier aux comédiens, le second aux choreutes, et, enfin, l'ὑποβολεύς ou le *designator scenarum*, qui maintenait l'ordre et la suite dans la représentation, suffisaient pour prévenir toutes les fautes d'attention ou de mémoire. Plus tard seulement, lorsque le batteur de mesure, au lieu d'être le poète, ne fut plus qu'un chef d'orchestre mercenaire, et, comme on l'appelait, un mésochore (5), peut-être alors l'ὑποβολεύς, caché derrière la scène, ἀοράτως (6), fit-il l'office de *souffleur*, ou, suivant l'expression romaine, de *moniteur*. Il est, dans tous les cas, diffi-

(1) Plutarch., *Præcept. polit.*, cap. XVII, pag. 813, F. — (2) Boettig., *Quid sit docere fabulam*, prolus. pr., pag. 292, ed. Sillig. — (3) Aristot., *Problem.*, sect. XIX, § 22. — (4) Je ne crois pas que le pythaule se tînt sur la scène auprès des comédiens. Il est vrai que sur un vase du cabinet d'Hamilton (Tyschb., tom. IV, pl. X) et sur un bas-relief (Ficoroni, *Le maschere scen.*, tav. XI, pag. 25, seqq., et *Mus. Borbon.*, tom. IV, tav. XXIV) on voit des tibicènes occuper la scène avec les acteurs. Mais cette circonstance, qui se retrouve peut-être sur d'autres monumens, tient au système de représentation particulier aux vases peints et aux bas-reliefs, où tous les objets se présentent sur le même plan. Il n'y a non plus rien à conclure d'une peinture d'Herculanum (tom. IV, tav. XXXIV), où une joueuse de flûte figure dans une scène comique entourée de comédiens ; cette joueuse de flûte me paraît tenir là sa place comme actrice. J'en dis autant de la peinture décrite par Gerhard et Panofka (*Napels antike bildwerke*, n. 570). — (5) Plin., lib. II, *Epist.* 14. — Le *mésochore* était proprement le chef d'orchestre dans les pantomimes. — (6) Phil., *De vit. Mos.*, II, med., pag. 659, Francf., ann. 1691.

cile de ne pas admettre qu'au moins à Rome sous l'empire, il y ait eu des souffleurs. Festus définit les *monitores* « *qui et in scena monent histriones* (1). » Je ne voudrais, d'ailleurs, pas affirmer que cet usage subsistât déjà sous la république, comme M[me] Dacier l'infère trop légèrement de quelques passages de Térence (2). Il me paraît probable, au contraire, que dans les vers qu'elle commente, le poète romain fait allusion aux *monitores*, qui de tout temps à Rome étaient chargés de rappeler aux prêtres les formules des sacrifices (3).

Quelquefois les amis de l'auteur assistaient, comme aujourd'hui, aux répétitions générales. C'est probablement dans une de ces réunions, où l'on pouvait donner librement son avis, que Socrate, ami chaleureux d'Euripide, fit recommencer les trois premiers vers de la tragédie d'*Oreste* (4). Donat raconte que Térence, assistant à la répétition de son *Phormion*, remarqua qu'Ambivius Turpio, chargé du personnage du parasite, entrait ivre sur la scène et balbutiait les premiers vers de son rôle en chancelant et en se grattant l'oreille. Très irrité d'abord, le poète se radoucit bientôt et s'écria que c'était bien ainsi qu'il avait conçu le caractère de Phormion (5).

Je dois prévenir ici une objection que l'on a peut-être déjà faite. Il semble qu'il y ait double emploi entre les répétitions générales et les représentations d'essai dont j'ai parlé précédemment et qui devançaient la réception des pièces, au lieu que les répétitions la suivaient. Ce double emploi, ou si l'on veut, cette contradiction, n'est qu'apparente. En cherchant à démontrer l'existence des représentations d'essai, j'ai eu soin de dire qu'elles n'avaient été en usage que pendant la belle époque du théâtre grec, c'est-à-dire quand les poètes étaient à peu près tous directeurs de troupe. On comprend que Sophocle, Aristophane, Euripide, maîtres absolus de leurs comédiens, aient pu exiger d'eux les études nécessaires à l'essai d'un ouvrage qui pouvait n'être pas admis à concourir. On comprend encore que cet usage ait été modifié et qu'on se soit contenté d'une simple lecture, quand les poètes ne furent plus eux-mêmes acteurs et n'eurent plus

(1) Fest., *voc. Monitores*. — Labus, *Inscript. ap. Morcelli dissert. in tesseris theatral.*, pag. 46. — (2) Terent., *Heauton.*, act. V, sc. I, v. 2. — Id., *Phorm.*, act. II, sc. I, v. 4. — (3) Tertull., *Apol.*, 30. — (4) Cicer., *Tuscul.*, lib. IV, cap. XXIX. — (5) Donat., *ad Terent. Phorm.*, act. II, sc. II, v. 1. — M[me] Dacier croit que cette anecdote se rapporte à une répétition, quoique la phrase de Donat et surtout le mot *acturus* pussent donner l'idée d'une représentation publique. J'adopte l'opinion de M[me] Dacier, surtout à cause des mots : *hos Terentio pronunciavit versus*, qui me semblent ne pouvoir s'appliquer qu'à une répétition faite devant le poète et pour le poète.

de comédiens à leurs ordres. Dans cette nouvelle position, les travaux d'une représentation d'essai, souvent sans résultats, eussent été pour les poètes une obligation trop onéreuse. A partir donc de la révolution d'où sortit la *comédie nouvelle*, la mise à l'étude suivit, comme de nos jours, la réception des pièces et cessa de la précéder.

Au reste, on peut se faire une idée exacte et complète d'une répétition générale, en jetant les yeux sur une peinture à trois compartimens découverte dans les ruines de Pompéi et publiée dans le *Museo Borbonico* (1). Cette belle composition représente, dans le compartiment du milieu, une scène comique jouée par deux acteurs masqués, dont l'un semble un soldat fanfaron et l'autre un esclave railleur. Sur le second plan, trois autres acteurs, qui n'ont pas encore leur masque, se tiennent attentifs et debout, comme attendant la réplique et guettant le moment de leur entrée en scène. Dans les compartimens latéraux sont assis deux personnages d'un âge mûr, tenant chacun à la main le bâton droit (ἄρεσκος), qui était l'attribut des comiques (2). Celui de ces vieillards qui, les yeux baissés, écoute attentivement les acteurs, me paraît être le poète; l'autre, dont le regard surveille tout ce qui se passe sur la scène, me semble être l'ὑποβολεύς ou le *designator scenarum*. La place que ces deux personnages occupent et leur costume me confirment dans la pensée que cette peinture nous offre l'image d'une répétition et non d'une représentation. En effet, si c'était ici une représentation solennelle, le poète ne serait pas assis sur le côté du théâtre; il serait debout sur le thymélé, et son front porterait la couronne, parure indispensable dans ces grandes et religieuses cérémonies.

A présent que la pièce est apprise, il n'y a plus à s'occuper que d'une chose, moins difficile chez les anciens que chez nous, c'est-à-dire de remplir la salle. Il nous reste à chercher (et nous le ferons si on ne se lasse pas de nous suivre) quels étaient dans l'antiquité les moyens d'annonce théâtrale, et comment s'opéraient l'entrée et le placement des spectateurs.

CHARLES MAGNIN.

(1) *Museo Borbonico,* tom. IV, tav. XVIII. — (2) Poll., lib. IV, § 120. — Le bâton droit différait du *pedum* ou bâton courbé, λαγωβόλον, que les paysans portaient sur la scène (Voy. Poll., *ibid.*). — Plusieurs pierres gravées nous montrent des poètes comiques appuyés sur le bâton droit. Ficoron., *Le masch. scen.*, tav. LXXVI.

POÈTES

ÉT

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XXXVI.

Casimir Delavigne.

A l'entrée de toute carrière littéraire, deux partis opposés tentent naturellement l'ambition des hommes supérieurs que la volonté anime : agrandir le champ de la pensée ou seulement en perfectionner l'étendue acquise, conduire son siècle à travers les cimes escarpées de l'innovation ou le suivre pas à pas dans les sentiers battus de l'expérience. Chacun se décide en raison des aiguillons secrets de son tempérament ou de son génie. Les uns, plus amoureux de nouveauté et de mouvement, pleins d'une curiosité que rien n'épuise, avides à l'excès de gouvernement intellectuel et moral, visent par-dessus tout au triomphe de leur personnalité; le bâton du voyageur en main, les

pieds poudreux et la sueur au front, ils marchent en avant, sans craindre les épines du chemin, pourvu que leurs idées germent et fructifient. Les autres, au contraire, abdiquant toute initiative, satisfaits du bien présent, désireux de repos, timides amans d'une douce et facile popularité, n'aspirent qu'à cultiver avec honneur l'héritage dont le passé les a rendus dépositaires. Esprits accommodans pour la plupart, volontiers purs et honnêtes dans une suffisante limite, ils ne sauraient concevoir ni sympathie profonde, ni colère démesurée, et laissent aux ames ardentes tous les soins amers comme tous les triomphes périlleux de l'apostolat. Les premiers, sans contredit, serviront plus spécialement à caractériser notre génération dans les jugemens de l'avenir; ils en représenteront davantage le côté propre et essentiellement actif. Un jour on sera frappé avant tout, j'imagine, de cette perpétuelle agitation et de cette mêlée furieuse où se sont ruées à l'envi les plus grandes intelligences du siècle; on suivra d'un œil curieux et surpris le sillage aventureux de nos Colombs littéraires, cherchant un monde à travers des mers inconnues. Mais pourtant apparaîtront aussi çà et là quelques-unes de ces figures peu mobiles, médiocrement inquiètes, qui jamais n'adoptent l'imprévu pour Dieu, et qui semblent vouloir compenser par leur équilibre solitaire l'ébranlement général d'une époque.

Parmi les écrivains de nos jours qui rarement ont cédé à la pente commune, il en est un surtout qu'on devra distinguer, autant peut-être par la juste limite de ses facultés que par le résultat constamment heureux de ses entreprises. Soit allure naturelle d'inspiration, soit crainte d'un mouvement qui l'eût trop emporté hors de lui-même, il a mieux aimé résister au torrent, et se maintenir dans une voie hors d'atteinte, que de courir à ses risques tous les hasards d'une carrière aventureuse où sans cesse on côtoie l'abîme. Des qualités moyennes heureusement assorties et se balançant pour ainsi dire, un cœur modéré, un talent spirituel, un goût réfléchi, une imagination facile, le rendaient particulièrement propre à ce rôle mitigé, à cet éclectisme littéraire, qui ont été son patrimoine originel et sont devenus sa conquête de plus en plus agrandie. Et, chose bien singulière sans doute, ce poète, avant tout remarquable par sa persévérante mesure, devait fournir l'exemple d'un génie secondaire enchaînant plus sûrement la foule assemblée que les maîtres souverains de l'intelligence.

La destinée poétique de M. Casimir Delavigne n'embarrassera guère, je pense, les biographes et critiques futurs; elle n'est point, que je sache, fertile en incidens curieux, en péripéties imprévues. Chez lui,

rien à rechercher intimement, rien à pénétrer en secret de cette préparation sourde et latente, de ce labeur fiévreux et incertain, de ces années initiatrices qui composent le premier lot misérable de tant d'autres. A la différence de la plupart des poètes, noble race tant agitée par le destin et si féconde en infortunes de tout genre comme celle d'Agamemnon, M. Casimir Delavigne ne paraît avoir éprouvé nullement au début les orages intérieurs des jeunes ames s'entr'ouvrant à la poésie. Sa vocation s'est vite prononcée sans peine, sans effort, sans hésitation, par une pente aisée et doucement entraînante. Il n'a pas eu à fouiller bien avant au fond de lui-même pour y chercher la veine inspiratrice. Il l'a bientôt rencontrée dans le facile contact des impressions extérieures. A partir de là, sa vie toute entière s'est réfléchie dans la transparente et calme surface de ses admirations soit politiques, soit littéraires. C'est à peine si les tempêtes du dehors, de loin en loin retentissantes, soulèvent quelques flots doucement émus au milieu de ce lac tranquille. Après chaque œuvre accomplie, on voit le poète, sans qu'il perde rien de sa sérénité, sans rien gagner en audace, se préparer lentement à un nouveau triomphe tout aussi prévu dont il confie le secret à la solitude profonde dont sa muse s'inspire. Et pour cela, il n'est qu'un soin dont son esprit s'occupe, c'est d'écouter à distance la grande voix qui domine tous les bruits du jour, c'est de regarder attentivement à quel horizon souffle le vent des idées régnantes, afin qu'il puisse conformer son vers et sa raison à ces avis salutaires.

Il n'est pas sans intérêt de voir cette sérénité originelle de M. Delavigne, et son instinct du succès, si persévérant depuis lors, se déclarer dès la première adolescence. On était en 1811, l'empire nageait en pleine gloire; pour comble d'ivresse, un fils venait de naître au grand empereur des Français. M. Casimir Delavigne, alors âgé de dix-sept ans et encore élève du Lycée Napoléon, tourna invinciblement ses jeunes regards vers l'astre rayonnant de l'époque, et se mit à composer un *dithyrambe sur la naissance du roi de Rome*. Ce que cette pièce offre de plus remarquable sans doute, c'est ce penchant déjà prononcé dans un si jeune homme à partager les adorations de la foule, et à se faire l'écho des impressions publiques. Les hyperboles mythologiques abondent : c'est l'écolier de rhétorique encore tout frais du *Carmen sæculare* d'Horace :

Que la cité de Mars à ma voix se console ;
Un nouveau Jupiter, garant de mes décrets,

Va présider au Capitole.
O monts du Latium, inclinez vos sommets!
Napoléon va rendre à l'antique Ausonie
Ses lauriers, sa spendeur, son trône, son génie.
Rome! tes destins vont changer.

. . . .

Quel est le Dieu que le tonnerre
En grondant annonce à la terre?
C'est le *fils du plus grand des rois.*

. . . .

Enfant chéri du ciel, attendu par la terre,
Promis à la postérité,
Puisses-tu, sous les yeux de ton auguste père,
Croître pour l'immortalité!
Et vous, peuples heureux de ces heureux rivages,
O vous dont sa naissance a comblé tous les vœux,
Goûtez un bonheur sans nuages
Qui doit s'étendre un jour à nos derniers neveux.
Bannissez la crainte importune;
Par un vent favorable en son cours entraîné,
Le vaisseau de l'état, de gloire environné,
Porte César et sa fortune.

Après *Charles XII à Narva*, épisode épique entièrement oublié, les pièces qui se succèdent dans la jeunesse de l'auteur mettent de plus en plus sur la trace de sa manière propre qui n'aura plus tard qu'à se compléter. Vers la fin de 1813, la France ayant perdu *son Virgile*, comme on disait alors, M. Delavigne chanta Jacques Delille dans un dithyrambe où il parut s'être inspiré du poète auquel il consacrait sa lyre. Talent marqué pour ainsi dire en naissant du sceau académique, il vise de bonne heure aux concours de l'institut où il se signale par son *Poème de la vaccine* en 1815, et deux ans après par son épître sur *les Inconvéniens attachés à la culture des lettres*. Le concours de 1817 eut cela de remarquable que MM. Lebrun, C. Delavigne, Victor Hugo, Saintine et Loyson y débutaient à la fois. Ce fut, je crois, M. Saintine le romancier qui emporta le prix. M. Delavigne, qui avait traité justement le contre-pied du sujet, et qui, chemin faisant, s'était donné des airs de vieillard pour se déguiser mieux, avait montré moins de fidélité aux termes du programme qu'à la dictée de sa raison personnelle. Sans parler de l'élégance et du spirituel abandon déjà révélés dans *le Poème de la vaccine*, il y avait de plus cette fois un facile enjouement qui était comme un ressouvenir des

épîtres d'Horace. On pouvait distinguer dans *l'Épître à l'académie* un assez bon nombre de vers détachés, sentencieux, et comme frappés dans un moule dont M. Delavigne a été depuis si prodigue.

Les sots depuis Adam sont en majorité,

écrivait par exemple le jeune poète avec plus de malice réfléchie que de penchant lyrique. L'antiquité devait tenter aussi un esprit nourri par prédilection d'études classiques, et c'est environ à cette époque d'inspiration librement choisie qu'il faut ranger *les Troyennes, Danaë, Antigone et Ismène, l'Ode à Naïs*, tous essais plus ou moins gracieux dans le domaine de l'ancienne muse. L'auteur y réalise tour à tour avec bonheur une scène d'après Euripide, un petit tableau à la façon de Simonide, un hymne où respire la mélancolie voluptueuse d'Anacréon, sans préjudice de Tibulle. Mais c'est surtout le génie grec qui domine dans ces naïves reproductions où l'instinct du poète se révèle sans effort, et où il a bien vite rencontré sa forme de préférence.

Cependant, tandis que le poète promenait sa facile imagination, tantôt aux bords du Simoïs, tantôt sous les ombrages du Taygète et de l'Hémus, de douloureux évènemens étaient venus fondre tout à coup sur la France abattue. Le désastre de Waterloo et la double invasion qui en fut la suite, en contristant toutes les ames françaises, ne pouvaient trouver indifférente la fibre sympathique de M. Casimir Delavigne. Spontanément il s'émut de l'affliction commune, suivant qu'il était dans sa plus vraie nature de le faire, et dans cet irrésistible besoin de se rendre l'écho des publiques douleurs, le poète allait bientôt trouver ses plus belles inspirations comme ses triomphes les plus unanimes. Doué d'une ame pure et sensible, mais toutefois tempérée, M. Casimir Delavigne se trouvait à ce moment dans la plus favorable condition pour interpréter avec noblesse et dignité les plaintes nationales. Il avait juste un sentiment assez vif pour s'émouvoir sans dépasser la mesure précise, et un instinct assez sûr d'impartialité pour mêler l'enthousiasme à l'imprécation, en faisant pressentir tout ce qu'il y avait d'espérance permise après les regrets fortement exhalés. Les *Messéniennes*, ainsi nommées par un ressouvenir de l'ancienne Grèce, furent comme un beaume bienfaisant répandu sur les blessures saignantes et vives de la France. Elles contenaient tout à la fois un hommage aux vaincus trahis par la fortune, et un défi aux vainqueurs trop servis par le hasard d'un jour. A travers les lamentations sur nos défaites passagères retentissait

fièrement le souvenir d'un passé glorieux, et par cela même consolateur. Le poète avait d'ailleurs empreint ses chants d'une émotion réelle et vivement sentie; son accent était tour à tour triste et enthousiaste, et il avait su revêtir les plus généreuses pensées d'une forme toujours facile et brillante. Aussi, les trois premières élégies nationales: *la Bataille de Waterloo, la Dévastation du Musée et des monumens*, du *Besoin de s'unir après le départ des étrangers*, vibrèrent-elles dans tous les cœurs, parce que, si l'on excepte des invocations par trop fréquentes à l'Olympe mythologique, elles exprimaient avec une noble convenance des sentimens partout réels et profonds. Chacun avait vu passer avec tristesse quelques débris mutilés de cette phalange sainte, de cette *garde qui meurt et ne se rend pas*. Chacun avait protesté du fond de l'ame contre ce sauvage abus de la victoire qui, non contente de nos guerriers immolés, s'attachait à nous ravir nos plus précieux monumens; tous les amis des arts avaient accompagné de regrets dans leur exil lointain *ces dieux de la Grèce*, particulièrement chers aux poètes. Dans la troisième *Messénienne*, où l'auteur faisait un touchant appel à l'union des partis, on put admirer la sagesse précoce de ce jeune homme de vingt-quatre ans, qui donnait en quelque sorte la leçon aux hommes de tous les âges, même aux plus expérimentés. Les *Messéniennes*, dont il se vendit plus de 21,000 exemplaires dans une année, étaient récitées à l'envi dans tous les lieux d'assemblées patriotiques; la nation les gardait pour ainsi dire dans sa mémoire, comme fait l'Italie des vers du Tasse (fortune poétique bien rare de nos jours), et pendant un temps elles partagèrent, avec les refrains de Béranger, l'honneur de consoler la France libérale (1).

Ce moment des premières *Messéniennes* marque, à vrai dire, le plus pur et le plus incontesté triomphe de M. Casimir Delavigne; à peine encore à ses débuts, il avait atteint déjà son faîte de souve-

(1) Quelques années plus tard, M. Casimir Delavigne devait être comparé, préféré même à l'auteur des *Méditations poétiques* par tout un côté d'admirateurs fervens des *Messéniennes*. Chez les plus impartiaux et les plus éclairés, son nom s'associait encore naturellement à ceux de Béranger et de Lamartine. On peut voir à ce sujet de curieux et fort remarquables articles de M. Charles de Rémusat dans le premier volume du *Globe*, février 1825. Les trois poètes alors dominans se trouvent caractérisés chacun dans sa manière distincte, mais confondus à peu près ou du moins balancés encore dans un sentiment de commune admiration qui ne pourrait tout-à-fait subsister de nos jours, et que le spirituel critique n'admettait, on le sent bien, que par une concession forcée au goût général. Beaucoup d'éloges y sont de fins conseils.

raine popularité. Dès-lors, soit impulsion spontanée, soit calcul, ce fut le privilége acquis de M. Delavigne de confondre tous ses sentimens avec ceux de la nation. Durant toute une période, ses compositions poétiques forment une sorte d'histoire tissue en fragmens élégiaques ou en récits dithyrambiques, dans laquelle chaque évènement essentiel trouve son écho, chaque impression publique son contre-coup, toute pensée nationale son reflet. Les élégies sur *la Vie et la Mort de Jeanne d'Arc* émanent sans contredit de la même inspiration que les premières *Messéniennes;* il s'agit encore de la gloire de la France, célébrée malgré ses revers, et rappelée sans cesse à l'ennemi dans le passé aussi bien que dans le présent. Seulement, comme la nation se trouvait quelque peu apaisée, grace à un ordre apparent et à une façon de charte réparatrice, comme les désastres de 1815 s'oubliaient de jour en jour en d'autres préoccupations, le poète, attentif au mouvement des esprits, s'était lui-même calmé à l'unisson, et avait éteint par degrés ses premiers cris énergiques de douleur. Ce n'étaient donc plus contre l'étranger les imprécations directes d'autrefois, les mêmes désirs passionnés et véhémens, mais simplement encore une allusion à nos antiques prouesses et à notre vieil esprit d'indépendance, une sorte de *qui vive* prévoyant jeté par intervalle; cela entretenait à merveille l'esprit national sans trop d'éclatante opposition, et maintenait à peu de risque la patriotique renommée du poète. A tout prendre, d'ailleurs, une héroïque infortune était déplorée noblement, et la vierge de Vaucouleurs trouvait, au pied de son bûcher, une muse vengeresse.

Qu'ils sont nobles dans leur courroux !
Qu'il est beau d'insulter un bras chargé d'entraves!
La voyant sans défense, ils s'écriaient ces braves :
Quelle meure! elle a contre nous
Des esprits infernaux suscité la magie...
Lâches! que lui reprochez-vous?
D'un courage inspiré la brûlante énergie,
L'amour de nous Français, le mépris du danger,
Voilà sa magie et ses charmes;
En faut-il d'autres que des armes
Pour combattre, pour vaincre et punir l'étranger?

Ainsi en fut-il pour chaque évènement politique qui éclatait d'année en année dans l'Europe pendant cette période sourdement agitée de la restauration. Naples vient-elle à essayer d'une révolution com-

primée aussitôt par la police armée de l'Autriche, et le Piémont par contre-coup à conspirer, le poète français tour à tour applaudit à *Parthenope* pour ses réminiscences de liberté antique ou la raille d'un effort trop tôt lassé. Seulement M. Delavigne ne sort pas des thèmes convenus, et obstinément fidèle à ses souvenirs classiques, il ne trouve guère à parler que du *laurier de Virgile* en face du présent ensanglanté. Est-ce la Grèce qui, après trois siècles d'esclavage, veut secouer ses chaînes, et retrouve enfin ses héros d'autrefois? le poète naturellement entonne des chants d'amour et d'espoir en faveur d'une cause sympathique à tous, même aux rois de l'Europe. Mais ici encore M. Delavigne, qui se retrouvait plus que jamais en plein dans ses sujets de prédilection, obéit presque sans réserve à l'inspiration païenne. Il se souvient beaucoup plus de la Grèce antique que des modernes Hellènes, excepté pourtant dans *le Jeune Diacre;* il se borne à encadrer au milieu de ses hors-d'œuvre classiques quelque fait emprunté à l'histoire de la régénération de la Grèce par M. Pouqueville. C'est Tyrtée radouci qui parle aux Grecs en des strophes pures et harmonieuses. Le plus souvent on entend retentir les noms de Thémistocle, de Démosthène, et l'appellation sacrée de Salamine; l'évocation de Léonidas précède et domine à travers les siècles l'ombre de Canaris.

Il n'était pas moins dans la nature de M. Casimir Delavigne d'accompagner au tombeau et d'entourer de son crêpe poétique les grandes gloires qui s'éteignent au milieu des universels regrets. Ainsi, lorsque dans cette même année 1821, déjà si remplie d'évènemens, le captif de Sainte-Hélène meurt sur son rocher, le poète, attentif à cette catastrophe nouvelle, chante Napoléon, toutefois avec un plus juste sentiment d'impartialité qu'autrefois, lors de son premier dithyrambe si naïvement admiratif :

Tu régnerais encor si tu l'avais voulu.
Fils de la liberté, tu détrônas ta mère.
Armé contre ses droits d'un pouvoir éphémère,
Tu croyais l'accabler, tu l'avais résolu ;
  Mais le tombeau creusé pour elle
Dévore tôt ou tard le monarque absolu :
Un tyran tombe ou meurt; seule elle est immortelle.

Et quand trois ans plus tard, le chantre de *Childe-Harold* s'en va tristement mourir à Missolonghi au milieu de ses généreux préparatifs de défense pour la Grèce, M. Delavigne déplore aussi la fatale

destinée de cet autre Homère qui, si Dieu l'eût permis, *fût mort comme Achille*. Peut-être les vers qu'il fit entendre à cette occasion ont-ils le tort de rappeler une autre pièce célèbre et plus fortement inspirée en l'honneur du même génie mystérieux. Tel fut donc toujours M. Casimir Delavigne, dès le début même, employant sa muse au service de toutes les causes populaires, se faisant l'écho sonore, le contre-coup harmonieux de la pensée publique, aussi bien dans ses apothéoses que dans ses colères, apologiste de l'opinion plus que son conseiller; par là toujours écouté, toujours applaudi à la suite, mais jamais ne précédant, n'avertissant les instincts publics, jamais ne sonnant la charge d'aucune idée aventureuse, d'aucun sentiment nouveau.

Dans l'intervalle de ses publications lyriques, M. Casimir Delavigne, qui se sentait de plus en plus appelé aux suffrages de la foule, avait abordé le théâtre. Déjà, fort jeune, il s'était essayé dans une tragédie intitulée *Polixène*, laquelle était condamnée à ne pas voir le jour. Il y a, comme on sait, dans toute vie d'homme d'esprit ou de talent, vers la sortie du collége environ, quelque bonne tragédie classique où la première veine se dépense, et qui doit à jamais rester à l'état d'essai primitif non avenu, tout au plus pierre d'attente pour des blocs futurs mieux équarris, mais plus souvent encore jalon solitaire et abandonné pour d'autres traces moins incertaines. M. Hugo lui-même, dont la vocation n'est certes pas fort dramatique, a, si je ne me trompe, écrit avant ses odes, avant toutes ses œuvres, une tragédie de collége, ayant pour titre *Irtamène*. M. Casimir Delavigne, destiné aux succès de théâtre, pouvait refuser moins que tout autre ce premier tribut à l'ardeur d'une muse adolescente. Chez lui toutefois, l'avorton obligé ne devait pas tarder à être suivi d'un heureux et complet enfantement. En 1819 parurent *les Vêpres siciliennes*, tragédie en cinq actes, d'abord reçue à correction, puis refusée au premier théâtre français, avec de singuliers commentaires, s'il faut en croire la chronique (1), et en définitive représentée à l'Odéon, depuis peu relevé de ses ruines par Picard. Si le mérite des *Vêpres siciliennes* se jugeait au taux de son succès constaté par trois cents représentations, il devrait être réputé immense. Rien, en effet, ne manqua au triomphe de ce noviciat dramatique. La pièce inaugurait une salle nouvelle au bruit d'applaudissemens unanimes; l'auteur

(1) Une actrice, membre du comité de lecture, motiva, dit-on, fort singulièrement son opposition à la pièce, par l'inconvenance qu'il y aurait à placer le mot *vêpres* sur l'affiche d'un théâtre.

avait été lui-même chargé d'écrire le discours d'ouverture, où nombre de vers heureux et élégamment spirituels parurent tout aussitôt de bon présage; même le public alla, je crois, jusqu'à décerner au poète une ovation sur la scène. Sans mériter, il s'en faut, une approbation aussi démesurée, *les Vêpres siciliennes* étaient une œuvre remarquable à plus d'un titre, ne fût-ce que par la hardiesse d'un sujet très périlleux, dont l'exécution n'avait pas démérité, un peu sonore d'ailleurs et redondante comme toute inspiration juvénile. Basée sur une catastrophe où des milliers de Français périrent victimes, l'action devait naturellement exciter un intérêt plein d'émotion dans tous les cœurs, intérêt auquel sut aider le poète par une fable attachante liée à l'évènement principal qu'elle préparait avec assez d'habileté malgré quelques invraisemblances et quelques longueurs. On y pouvait admirer çà et là des situations frappantes à côté de quelques scènes mal amenées; le caractère de Montfort, si loyal et si généreux dans ses inconséquences, celui plus énergique et plus brillant du conspirateur Procida, rachetaient suffisamment le personnage faible et embarrassant d'Amélie. Des traits vifs et chaleureux, un style pur, élégant, animé, presque toujours approprié à la couleur du sujet, la reproduction fidèle des mœurs et du caractère de l'époque, composaient un mérite d'ensemble suffisamment élevé, et signalaient, sinon un esprit bien saillant et bien profondément original, du moins assez de forte conception et de facile verve.

Les Comédiens, joués à quelques mois de là (6 janvier 1820), furent un timide essai dans le genre aristophanique. L'auteur avait été blessé justement du refus dédaigneux infligé à son premier ouvrage, et à tout prix il en voulait tirer vengeance; pour cela, rien n'était plus à propos que de mettre en scène messieurs les comédiens avec toute leur morgue et leurs travers persistans. Un jeune auteur dramatique, souffre-douleur obligé des intrigues et des cabales de coulisses, dut essentiellement faire partie du tableau. Comme on l'imagine, le beau rôle était pour le poète, et il parut hors de doute, malgré toute protestation contraire du prologue, que M. Delavigne s'était peint lui-même sous les traits de Victor. Sans contredit, les quolibets malicieux, les vives et piquantes allusions, le persifflage à bout portant, ne faisaient point défaut à la pièce; mais, par malheur, la plus légère attention démêlait un canevas faible, une action presque nulle, des mœurs et des caractères trop spéciaux. C'était, à vrai dire, une épigramme dialoguée avec esprit plutôt qu'une franche comédie, une satire personnelle plus qu'une peinture générale, et où

d'ailleurs la comparaison d'un chapitre de *Gil Blas* était provoquée sans avantage. Tout en se révélant homme d'incontestable esprit, M. Delavigne était loin d'atteindre toutefois le *vis comica* du vrai genre.

Désormais vengé à sa guise, et l'enivrement d'un double succès une fois apaisé, M. Casimir Delavigne revint, après deux ans, à ses premières études tragiques, et ce fut pour trouver dans *le Paria* la plus brillante sans contredit de toutes ses inspirations. L'idée du *Paria* était visiblement empruntée à *la Chaumière Indienne;* la tragédie tentait de paraphraser, avec ses ressources et ses vices d'amplification, le conte si ingénieusement philosophique de Bernardin de Saint-Pierre. M. Delavigne avait pris à cœur, lui aussi, de relever une caste d'hommes de son injuste abaissement, et employait, pour sa part, tout son prestige dramatique à réhabiliter de malheureux proscrits en face de la société européenne. C'était encore là une façon de thème populaire avec des noms indiens, et le dialogue, bien qu'enfermé à Benarès, pouvait, franchissant deux mille lieues de distance, trouver sans peine son écho à Paris. Malgré nombre d'inévitables défauts, un plan défectueux, quelques scènes peu naturelles, un trop facile écueil d'exagération dans les idées, et un dénouement qui ne satisfait pas, cette œuvre tragique avait pourtant des parties tout-à-fait supérieures, elle révélait en M. Delavigne un éclat et une éloquence poétiques qu'il n'a plus atteints depuis lors : on remarquait de ces vers magnifiques, faits pour être applaudis :

La vie est un combat dont la palme est aux cieux.

En tant que travail de style, cela visait de près à la perfection. Surtout, les chœurs du *Paria*, semés de strophes vraiment lyriques, rappelaient avec un rare bonheur les chœurs merveilleux d'*Esther* et d'*Athalie*. L'Orient et sa mystérieuse théogonie se trouvaient réalisés dans leurs plus poétiques couleurs; c'était bien la patrie des roses et du soleil que chantaient ces brames, ces guerriers et ces jeunes filles :

PREMIER BRAME.

Du soleil qui renaît bénissez la puissance;
Chantez, peuples heureux, chantez :
Couronné de splendeur, il se lève, il s'avance.
Chantez, peuples heureux, chantez
Du soleil qui renaît les dons et les clartés.

LE PEUPLE.

Il se lève, il s'avance;
Publions sa puissance,
Adorons ses clartés.

SECOND BRAME.

Sept coursiers qu'en partant le dieu contient à peine,
Enflamment l'horizon de leur brûlante haleine.
O soleil fécond, tu parais!
Avec ses champs en fleur, ses monts, ses bois épais,
Sa vaste mer de tes feux embrasée,
L'univers, plus jeune et plus frais,
Des vapeurs du matin sort brillant de rosée.

D'autres passages sont plus poétiques encore, et jamais, depuis Racine, on n'avait rien entendu de mieux rhythmé, de plus pur, de plus harmonieux.

L'auteur, naguère si lyrique, avait-il fait la gageure de passer tour à tour de la comédie à la tragédie? On dut le croire en voyant *l'École des Vieillards* succéder bientôt au *Paria,* de même que *les Comédiens* avaient suivi *les Vêpres siciliennes.* Cette fois, du reste, le Théâtre-Français avait ouvert ses portes à M. Casimir Delavigne; Talma et Mlle Mars représentaient les deux principaux rôles, et l'adoption du poète était complète. A bien dire pourtant, *l'École des Vieillards* n'était pas une vraie comédie; il n'y fallait point chercher la moindre parenté avec les créations de Molière. Danville ne ressemble évidemment en rien à l'Arnolphe de *l'École des Femmes.* Il a été imprudent, mais non pas imbécille, et se laisse voir plus malheureux que ridicule. L'explosion même de sa jalousie touche au pathétique, contre l'ordinaire des situations de ce genre. On est certes plus porté à trembler qu'à s'égayer de sa position, et son exemple offre moins une leçon comique qu'un avertissement salutaire. Hortense, de son côté, ne peut se comparer à Agnès; ce n'est point de gaieté de cœur et par niaise ignorance qu'elle tromperait Danville; en fin de compte, elle reste vertueuse, mais on sent que son cœur est fragile et qu'il ne faudrait jurer de rien. Il y a en elle un peu de la Victorine du *Philosophe sans le savoir.* C'est donc moins le ridicule d'un mari trompé que le danger du mariage dans ses disproportions, que l'auteur a voulu peindre. Aussi l'ouvrage, dans son ensemble et ses prin-

cipales scènes, a-t-il physionomie de drame plus que de comédie; on perçoit çà et là une teinte de Kotzebüe; le dénouement tourne visiblement au tragique. Malgré le rôle plaisant de Bonnard, qui fait diversion, le comique n'y saurait dominer. Les mœurs et les travers du temps n'y sont non plus représentés, pas même dans le personnage terne et effacé du duc d'Elmar, ce neveu de ministre qui a des emplois tout prêts pour les maris qu'il déshonore. Mais, bien que M. Casimir Delavigne se fût attaché à peindre les faiblesses du cœur au lieu des ridicules de l'esprit, cependant la verve même des détails, la grace de quelques scènes, l'élégance soutenue de la versification, la moralité finale, réalisaient suffisamment tout un côté agréable et instructif de la comédie.

Ce fut le succès de *l'École des Vieillards*, venant après tant d'autres, qui servit à M. Delavigne d'introducteur à l'Académie française. Déjà deux fois il avait tenté d'en franchir le seuil, mais les élégies nationales et les tragédies classiques avaient dû céder le pas tour à tour aux homélies de M. Frayssinous et aux mandemens de M. de Quélen. Cette fois, la presque unanimité des suffrages voulut bien consacrer sans réserve les droits de M. Casimir Delavigne au fauteuil de M. le comte Ferrand. Le discours de réception, auquel répondit M. Auger (7 juillet 1825), n'offrit littérairement rien de remarquable. Après l'éloge obligé et banal de son prédécesseur, le récipiendaire y disserta sur ce thème : *de l'influence de la conscience en littérature*, dans un style froid et décoloré, et avec une vulgarité de pensées qui démontrèrent sans réplique l'impuissance absolue de M. Delavigne à se traduire en prose, alors que l'esprit, n'ayant plus pour appui les grandes échasses du vers, est tenu de marcher seul et libre dans un sentier ouvert de toutes parts. Ce qui dut paraître singulier, même assez piquant, c'est que, dans ce discours, M. Delavigne vantait fort l'énergique spontanéité de l'ame chez l'écrivain, lui cependant si timide, surtout depuis lors, lui courtisan si naïf et presque involontaire de l'opinion publique.

Jusqu'à l'heure de son entrée à l'Académie, M. Casimir Delavigne avait atteint un niveau de gloire de jour en jour supérieur; les circonstances littéraires, d'ailleurs, autant que politiques, l'avaient servi à point. Entre les classiques *purs*, déjà tombés en discrédit, et les romantiques qui n'avaient point encore abordé le théâtre, si ce n'est par quelques enfans perdus dont l'arène était jonchée, M. Casimir Delavigne avait le plus fidèlement exprimé un présent litté-

raire certain, doué de vie et de force, autant que le permettait l'époque. Entre deux écoles, dont l'une se mourait et dont l'autre ne vivait pas encore, il formait par privilége le seul lien de transition un peu puissant auquel se pussent rattacher toutes les sympathies moyennes. Mais l'instant n'était pas éloigné où ce rôle allait déchoir à l'avènement prochain de la jeune génération littéraire, et où le poète des *Vêpres siciliennes*, dérouté dans ses allures, dépassé dans sa voie, devait perdre un terrain considérable, en proportion de l'audace et du succès des novateurs. Le régime académique n'était pas fait non plus pour aiguillonner vivement le poète menacé d'une dépossession prochaine. C'est une remarque générale et constante, que la chaise curule du patriciat littéraire endort en quelque façon les esprits les plus vigilans; il n'est jamais arrivé, je pense, qu'aucun écrivain ait gardé toutes ses franchises d'inspiration sous les voûtes de l'Institut, cette Capoue si fatale aux Annibals de la littérature. Les plus jeunes et les plus intrépides même, ceux qui par tâche et entraînement sont voués à poursuivre, sous les palmes académiques, la vie littéraire militante, y semblent laisser quelque chose de leur première veine. Le jour où il mettait pied dans l'Académie, la veille du triomphe romantique, M. Casimir Delavigne posait une barrière que sa renommée, sa popularité, son talent même, ne devaient plus franchir. Soit qu'il se reposât trop sur ses triomphes, soit que déjà son élan poétique fût épuisé, ou plutôt que son étoile eût pâli à l'approche d'un nouvel astre, l'auteur du *Paria* et de *l'École des Vieillards*, quoi qu'il en fût, abdiquait désormais le sceptre. Dès-lors il parut condamné à se reproduire lui-même, ou à trop chercher en d'autres des inspirations de reflet.

C'est une année environ après son entrée à l'Académie, qu'il faut noter un voyage de M. Casimir Delavigne en Italie, lequel, par un certain côté, a bien son importance. Au dire de quelques biographes, il s'agissait simplement, pour le poète académicien, de rétablir une santé chancelante; mais pour moi j'aime mieux penser qu'il fut naturellement un résultat du système prévoyant de M. Casimir Delavigne, faisant tout à propos, mettant chaque chose en son lieu, agissant en tout état de cause avec intention et parti pris. Après les brillans succès de théâtre, après le couronnement académique, le voyage en Italie formait un complément indispensable pour tant d'heur et de satisfaction, et était comme un triomphe achevé. L'Italie avait vu les plus grands poètes du siècle, et récemment M. de Lamartine, avec lequel une épître devait être échangée au départ. Et puis, il fallait renou-

veler sa palette, rafraîchir ses couleurs. Je veux donc croire que M. Casimir Delavigne, sous prétexte, ou tout au moins par occasion de santé, obéit avant tout à une nécessité poétique du moment. Il s'en fut voir cette Italie que naguère il conviait par un appel trop vague à la liberté, et avant de partir, afin de ne rien omettre de convenu, il dit à la France ses adieux quelque peu fastueux d'artiste voyageur. M. Delavigne, ainsi que cela convenait tout-à-fait à un poète libéral, dut promener ses pas dans tous les lieux qui pouvaient fournir texte à ses exhumations d'un passé glorieux, ou à ses imprécations contre un présent déchu. Ainsi, le voyons-nous s'asseoir sous les portiques du Forum où sa pensée évoque vainement, par un clair de lune, les noms de Cicéron, de Numa, de Michel-Ange et du Tasse; il adresse une consultation virgilienne à l'antre de la sibylle, qui n'avait plus d'écho pour les noms de patrie et de liberté. A Venise, où l'herbe croissait sur les degrés des palais de marbre, il gémit à la vue du lion de Saint-Marc dégénéré, et toute sa consolation alors est de penser au réveil valeureux des Hellènes. Le résultat de ce pèlerinage fut la publication, au retour, de sept nouvelles *Messéniennes* inspirées par les circonstances diverses qui l'avaient plus ou moins poétiquement signalé. *Trois jours de Christophe Colomb*, *le Vaisseau*, *la Sibylle*, *les Funérailles du général Foy*, *Adieux à Rome*, *Promenade au Lido*, tels en étaient les titres. Par malheur, ces productions ne rappelèrent tout-à-fait que par le nom commun les premières élégies de M. Casimir Delavigne. Le mérite poétique en était sensiblement moindre. Bien que ce fût encore la même élégance, la même pureté, la même habileté d'exécution dans le détail, cependant les plans étaient bien moins heureux, on sentait l'effort dans l'ascension lyrique, le vide se laissait trop apercevoir sous le pli flottant des draperies. « C'est un salon toujours magnifiquement décoré, disait quelqu'un, même lorsque la maîtresse est absente. » Quant aux sujets, quant à l'à-propos des nouvelles *Messéniennes*, ils n'avaient plus de beaucoup la même valeur qu'autrefois. C'étaient, pour la plupart, des thèmes convenus, apprêtés, auxquels correspondait une inspiration toute artificielle. Il s'agissait surtout d'impressions personnelles au poète, et si, par aventure, quelque fait public se trouvait en cause, il reposait tout uniment sur une fiction ou même sur une hypothèse : ainsi de ce vaisseau qui *devait* porter à Constantinople M. Strafford-Canning, dont la mission était, *disait-on*, l'affranchissement de la Grèce. Dans les *Funérailles du général Foy*, avec le meilleur désir de rester poète national, même hors de son

pays, M. Casimir Delavigne se montrait plus Romain que Gaulois; il parle évidemment un peu trop du soleil d'Italie, et, au lieu des appellations qui eussent pu avoir un sens si formel, on est tout surpris de rencontrer sous sa plume les noms de Camille et de Tullius. Déjà, depuis bien long-temps, il ne s'agissait plus d'invasion étrangère; M. Casimir Delavigne eut le tort d'oublier le millésime courant de 1827, et d'ignorer qu'un titre bon à exprimer les sentimens spéciaux d'une époque, ne pouvait convenir à des sujets pris en d'autres temps et en d'autres lieux. Les premières *Messéniennes* elles-mêmes commençaient à subir la loi de l'oubli malgré leur ancien retentissement, elles n'étaient point destinées à la durée promise aux thèmes généraux et éternels qu'on relit sans cesse. Avec bien plus de raison le poète eût-il dû comprendre qu'on ne refait point identiquement le même œuvre, et qu'après surtout l'à-propos enfui, on ne saurait retrouver à longue distance un succès d'égale veine.

Une dernière fois, alors qu'éclata juillet 1830, M. Casimir Delavigne devait revenir à l'idée fondamentale des *Messéniennes*, avec un sentiment rajeuni sans doute, mais aussi avec moins de réussite encore dans la forme. Il était tout simple que la révolution de juillet rappelât à M. Delavigne son rôle interrompu, mais toujours cher, de poète national, d'autant qu'il le pouvait confondre cette fois dans ses sentimens d'affection pour la maison d'Orléans. A ce double titre, il entonna coup sur coup des chants populaires inspirés des circonstances, *la Parisienne*, *le Dies iræ de Kosciusko*, *la Varsovienne*, *le Chien du Louvre*, lesquels, tant que dura la fièvre, eurent le privilége de défrayer le triomphant lyrisme des vainqueurs, et dont le premier résonna mille fois sur toutes les places publiques de France. Mais si *la Parisienne* et *le Chien du Louvre* font incontestablement honneur aux sentimens patriotiques de M. Delavigne, ils ne laissent pas, en revanche, une idée bien haute de son talent de poète. Ces hymnes populaires, données pour la plupart comme des improvisations, en avaient un peu trop en effet la banalité courante et l'air de prose chantée.

Avant d'aborder toute la période dramatique nouvelle de M. Casimir Delavigne, je ne sais s'il faut citer, en se reportant à la restauration, une comédie qui restera comme l'erreur capitale de cet écrivain. *La Princesse Aurélie* s'isole en l'endroit le plus obscur du répertoire de M. Delavigne, moins encore peut-être par l'infériorité de mérite que par sa chute tout exceptionnelle. Représentée en 1828, après quatre ans d'absence du théâtre, c'était de tout point une ren-

trée malheureuse, et l'allégation d'une préface de l'auteur, où la pièce était traitée comme un pur délassement, ne pouvait rien atténuer. Dans cette comédie politique, faible d'intrigue et presque toute en conversation, le dessein de l'auteur avait été de persiffler, sous le voile de la fiction, un triumvirat trop célèbre; mais par malheur son coup de collier n'avait abouti qu'à une œuvre froide, traînante, prétentieuse, et qu'on eût jugée mieux venue sous forme de satire, telle que la savaient faire les auteurs jumeaux de *la Villéliade*. Jamais ce mot d'un critique : « On marche lentement dans les pièces de M. Delavigne, » ne parut plus vrai. On estima généralement que de l'esprit, de jolis vers, des passages ingénieux, ne faisaient point seuls l'affaire essentielle du drame, et que le théâtre avait besoin, avant tout, de mouvement, de vérité générale, de pensée philosophique. L'auteur, comptant évidemment sur le prestige de sa versification et sur son facile esprit, n'avait jamais sacrifié avec plus d'insouciance le fond de l'idée à la parole sonore, le trait vif et juste au lieu commun poétique; jamais il n'avait mieux mis en jour les vices inhérens à sa manière, et laissé voir plus ouvertement le défaut de la cuirasse. L'ouvrage fut arrêté court, et, malgré ce qui est dit quelque part, d'intrigues de coulisses qui en auraient interrompu la marche, il paraît certain que la froideur du public, gagnée de jour en jour au contact de la pièce, en paralysa seule le succès. Les journaux graves et vraiment littéraires ne manquèrent pas à la remontrance; un savant et spirituel rédacteur du *Globe* en fit notamment une critique qui portait coup au juste endroit, et il fut démontré sans conteste que l'auteur venait de perdre, à trente-cinq ans, la virginité de sa gloire dramatique.

L'instant n'était pas éloigné où M. Casimir Delavigne allait dévier sensiblement de sa manière poétique naturelle, et pactiser dans une certaine mesure avec le goût moderne. En 1829, la réforme poétique, déjà entreprise dans l'ode et dans le roman, faisait invasion à la scène, entraînant à sa suite un flot turbulent de vives sympathies et de bruyantes adhésions. D'autre part, la tragédie de l'empire tentait de réagir en sens contraire avec une exagération moins légitime encore, et pour ressaisir, comme dans un effort désespéré, son pouvoir compromis, prétendait imposer violemment (1) des calques du passé sans force et sans génie. *Pertinax* et consorts réclamaient à tout prix le

(1) On n'a pas oublié la fameuse pétition classique adressée au roi Charles X, laquelle ne tendait rien moins qu'à expulser les romantiques du théâtre, sous prétexte de bonnes mœurs.

monopole de la scène française. Entre ces deux extrêmes en lutte, ce fut l'instinct (sans cesse avisé) de M. Delavigne d'observer un prudent milieu, toutefois en inclinant un peu vers le genre nouveau que le public semblait adopter de préférence. *Marino Faliero*, transporté du Théâtre-Français à la Porte-Saint-Martin, en même temps qu'il consacrait une scène libre, signalait un premier degré d'affranchissement dans le système dramatique du poète. C'était un premier pas tenté dans la voie de l'innovation. Le fidèle disciple de Racine et de Voltaire s'était écarté cette fois du giron des maîtres en gardant néanmoins quelques entraves. La conspiration du doge Marin Falier contre le sénat de Venise si bien racontée par les chroniques de Sanuto, et qui avait déjà produit un drame sans succès de lord Byron, venait de fournir à M. Casimir Delavigne le thème d'une composition libre, dans laquelle, traduisant d'une part et inventant de l'autre, il avait su interpréter l'histoire à sa guise. En bien des endroits, l'imitation de Byron était flagrante, toujours d'ailleurs employée à utile effet; mais, averti par l'insuccès du poète anglais, M. Delavigne avait surtout visé à un intérêt dramatique plus vif, et ne craignit point de sacrifier, pour l'atteindre, soit la vérité, soit l'intégrité des caractères. Son doge, par exemple, ne ressemble guère à ce patricien de l'histoire, irascible, violent, intraitable sur l'offense faite à son honneur, pour l'honneur seul, et du reste, ainsi que l'a peint Byron, se mêlant avec une sensible répugnance à des conspirateurs plébéiens. Il s'est changé, grace à M. Delavigne, en un vieillard amoureux, plus jaloux de sa femme que de sa dignité personnelle, se confondant volontiers avec le peuple dans une vengeance commune, et qu'on dirait empreint quelque peu d'une teinte de moderne libéralisme.

Mes vœux tendent plus haut : oui, je fus prince à Rhode,
Général à Zara, doge à Venise; eh bien!
Je ne veux pas descendre, et me fais *citoyen.*

N'est-ce pas là un reflet du carbonaro de la restauration, conspirant lui aussi et criant tout aussi fort dans son club que Faliero sur la place publique? La part d'invention de M. Delavigne gisait dans quelques ressorts nouveaux et en d'heureux développemens de passion. Des scènes imaginées avec talent, telles que la provocation de Sténo et l'interrogatoire de Bertram, lui appartenaient en propre. Dans la scène entre Israël et le doge, le second inventeur suivait de près son modèle. Si l'on avait à regretter la candeur et la pureté

céleste de l'Angiolina de Byron, sacrifiée à la situation bien moins neuve d'Élena et de Fernando, on ne pouvait contester qu'en rendant Élena coupable, l'auteur français n'eût mêlé heureusement le drame domestique au drame politique, et produit ainsi un intérêt plus pathétique et plus soutenu, couronné par la belle scène finale du pardon. Par ses libres allures, son mouvement et ses péripéties, *Marino Faliero* réalisait une sorte de drame à grandes proportions, mis en relief par le jeu de Ligier et la pantomime expressive de Mme Dorval ; mais d'autre part il se rapprochait encore de la tragédie par une poésie et une vigueur de style supérieures à la facture commune de M. Delavigne.

Il a dû en coûter quelque peu sans doute à M. Casimir Delavigne de se départir de sa ligne tracée dès long-temps entre les régulateurs poétiques des XVIIe et XVIIIe siècles. D'abord il avait paru se rattacher suffisamment à la tradition racinienne, autant par l'inspiration tout antique de sa première muse que par la pureté inaltérable de la forme. Amené sur le théâtre vers des sujets nationaux, ou tout au moins d'histoire moderne plus conformes au goût public, il n'en avait pas moins respecté la discipline aristotélique, et gardé son goût particulier d'élégante paraphrase. En un mot, soit que M. Delavigne fît de la tragédie pure, régulière, classique, avec un ressouvenir assez présent du sentencieux auteur de *Mahomet*, soit qu'il essayât de la comédie de caractère dans le genre approchant de *la Métromanie* et du *Méchant*, il était visiblement resté fidèle à l'ancienne école de poésie française, un peu froide et maniérée, mais toujours élégante dans sa mesure (1). Ce n'est donc pas sans quelque violence, je veux le croire, qu'entraîné de plus en plus il a réalisé ses plus importantes concessions au romantisme. Mais, après 1830 surtout, l'école nouvelle s'étant emparée en maître du théâtre, force avait été de la suivre sur son terrain, sinon de lui céder toute la place. De *Marino Faliero*, donné le 30 mai 1829, jusqu'à *Louis XI*, représenté le 11 février 1832, la témérité de M. Delavigne s'était accrue en proportion du temps et

(1) M. Casimir Delavigne a été aussi appelé, avec un semblant de justesse, le Boileau du XIXe siècle. L'auteur des *Messéniennes* et celui de l'*Épître sur les femmes* se touchent, à travers deux siècles d'intervalle, par des qualités communes assez évidentes. Ils ont l'un et l'autre, par exemple, moins d'imagination que de sens et d'esprit, et plus d'élégance apprêtée que de grace naturelle; mais là se borne la ressemblance. Boileau était un maître original, influent, un *docteur* en poésie, l'oracle de son temps, le conseil et le juge de Racine, de Molière, de La Fontaine. M. Delavigne n'est, de nos jours, que le premier élève de l'école de Boileau. M. Delavigne se rattacherait encore, si l'on veut, dans sa force tempérée, à toute une souche de poètes normands ses compatriotes, qu'on peut discerner sans peine.

des évènemens accomplis. Son goût de faveur publique l'entraînait, toutefois sans qu'il méconnût la distance prescrite par l'allure naturelle de son génie. Dans *Louis XI*, un essai de conciliation était manifestement tenté d'une main habile, mais encore peu ferme. C'était de tout point, comme nécessité subie et comme résultat équilibré, une façon de ministère Martignac dramatique. On ne peut nier un grand art de combinaison dans ce portrait historique, où les moindres accessoires, les plus petits accidens de costume ne sont pas moins étudiés, moins *léchés* que la figure principale, où les détails les plus familiers sont abordés à côté des développemens les plus sérieux et les plus profonds de caractère. Sans cesse la comédie s'y mêle à la tragédie, le roman y est soudé à l'histoire. M. Casimir Delavigne a tenté par-dessus tout une laborieuse et patiente esquisse du caractère de Louis XI, réalisée au point de vue d'Estienne Pasquier, avec force emprunts à Mercier et à Walter Scott. Mais peut-être ne nous montre-t-il ce roi *fin et feint en ses entreprises* que sous un jour spécial, qu'en une période trop courte et trop effacée de sa vie. Nous n'apercevons guère que Louis XI malade en son château de Plessis-les-Tours, sans cesse disputant avec son médecin, ainsi que M. Argant dans sa chambre à coucher. Louis XI, ce prince dont le règne eut de si importans résultats, prodigue bien moins ici les actes que les paroles. La seule action qui se rattache aux scènes essentielles du tableau appartient à un autre personnage, celui du duc de Nemours; encore le fils du malheureux comte d'Armagnac ne semble-t-il apparaître, avec ses projets d'amour et de vengeance, que pour faire *poser* Louis XI. Plusieurs figures entièrement secondaires, Coictier, Olivier-le-Daim, Tristan même, sont de celles qu'aurait désavouées assurément la dignité compassée du vieux cothurne; mais, une fois admises, il n'eût point fallu tant les sacrifier au caractère principal; c'est à peine si l'historien Philippe de Commines est esquissé de profil. Tout cela sent bien un peu le placage et la marqueterie. Quant aux petits tableaux partiels, quant aux scènes d'enluminure intercalées à dessein comme effet de variété et de contraste, telles que la procession des reliques au premier acte, les danses villageoises du troisième, l'épisode un peu risqué des amours du dauphin avec la jeune Marie, le rôle tout entier de saint François de Paule y compris la belle scène de la confession, le romantisme le plus déterminé les revendique pour son compte. L'unité et la simplicité antique n'y auraient que faire en vérité; l'auteur, cette fois, a résolument brisé ses lisières. Mais du reste, ici comme toujours, M. Casimir Delavigne,

fidèle à sa nature, a jeté sur ses plus téméraires saillies l'uniforme vernis, et, pour ainsi dire, le manteau de son style. Tout s'y trouve *anobli* jusqu'aux moindres détails. C'est un soin perpétuel de coquetterie et d'extrême élégance qui aboutit souvent à la périphrase, malgré quelques rares brisures. On devine qu'il s'agit pour le poète d'une part de tradition toute spéciale, qu'il garde par goût autant que par religion, et que pour rien il ne voudrait sacrifier sur les autels plus infidèles du romantisme.

Les Enfans d'Édouard, écrits dans le même nouveau système, sont le développement d'un des innombrables épisodes du *Richard III* de Shakspeare, et comme un coin de ce vaste tableau historique. M. Casimir Delavigne aurait eu vraiment trop à faire pour suivre le poète anglais dans sa course hardie à travers la colossale et sanglante biographie du duc de Glocester. Son dessein n'était point et ne pouvait être de lutter ni pour l'audace de la conception ni pour la témérité du système avec le chef de la scène anglaise. C'est le caractère propre comme la limite du talent de M. Delavigne de ranger tout emprunt, même le plus hardi, sous un certain niveau de perfection moyenne, soit qu'il ajoute à son modèle, ainsi que dans *Marino Faliero*, soit qu'il lui retranche, comme dans *les Enfans d'Édouard*. Les personnages les plus nombreux et les plus divers, rois, reines, princes, lords, évêques, bourgeois, se pressent, se succèdent dans l'œuvre de Shakspeare. Tout crime et toute terreur sont contenus dans *Richard III* : d'abord Henri VI et son fils Édouard poignardés dans leur prison par l'usurpateur; puis le duc de Clarence, frère de Richard, noyé par ses ordres dans un tonneau de malvoisie; Rivers, lord Gray, frère et fils de la reine, mis à mort dans les cachots de Ponfrect; lord Hastings, lord Buckingham immolés sur l'échafaud; enfin la femme de Richard, lady Anne, empoisonnée par son mari; et l'espace de temps durant lequel se meuvent tant d'évènemens terribles, ne comprend pas moins de quatorze années. Entre tous ces sujets dramatiques, M. Delavigne n'en choisit au contraire qu'un seul, le meurtre des enfans d'Édouard IV, afin qu'il le puisse *ménager avec art*, et ce seul fait, il l'amène en trois jours, ce qui dépasse encore le terme des prescriptions classiques. Tout l'intérêt se concentre donc sur deux jeunes princes, beaux, aimables, tristes, unis par les liens d'une touchante fraternité, et dévoués l'un et l'autre à devenir victimes d'une barbare ambition. Il y a là tout le charme mélancolique d'un tableau célèbre dont la tragédie de M. Delavigne a passé justement pour être une élégante para-

phrase (1). Cette lutte, ce contraste du crime tout puissant qui rugit d'impatience, prêt à dévorer sa proie, avec la faiblesse du jeune âge que protégent seulement son innocence et sa grace, ce meurtre sans cesse suspendu sur deux jeunes têtes déshéritées, tout cela, combiné avec l'élan de l'amour maternel qui s'interpose sans pouvoir, fournissait assurément une abondante matière au pathétique et à la terreur. Mais d'autre part le sort des deux victimes, trop sûrement prévu dès l'avance, répand sur la composition entière une teinte de pitié monotone qui ne peut jamais donner lieu ni à l'anxiété ni à la surprise. On voudrait aussi l'action plus riche et plus pleine. Le développement des caractères sert presque seul à remplir les trois actes et à fournir les dimensions nécessaires de la tragédie. M. Delavigne ne prête-il pas encore à Richard un langage trop ingénieux, trop raffiné pour sa donnée morale? A un sarcasme lancé par le petit duc d'Yorck à son oncle, Richard répond brusquement :

A revoir, bon neveu.

Et puis à part :

Quand ils ont tant d'esprit, les enfans vivent peu.

Ailleurs, oubliant sa dissimulation :

Mauvaise herbe est précoce et croît avant le temps.

Richard, naturellement peu prodigue de réflexions, n'était pas, j'imagine, si sentencieux, et ne s'amusait guère aux quolibets. Buckingham est reproduit, quant au fond, du poète anglais, seulement avec plus de développemens nécessaires dans sa résistance à Richard et dans les scrupules de sa conscience moins soucieuse du sang répandu que des droits de la royauté. Mais c'est le caractère de Tyrrel, à peine indiqué par Shakspeare, qui, par son mélange de scélératesse et de sensibi-

(1) On a souvent comparé avec infiniment de raison M. Casimir Delavigne à M. Paul Delaroche; la comparaison même est devenue banale à force d'être vraie. Il est impossible, en effet, de rencontrer deux talens, deux manières plus exactement semblables. A la rigueur, M. Delavigne rappellerait Horace Vernet quant à la même facilité spirituelle; mais ce dernier échappe bientôt à la comparaison par sa vivacité prompte, sa verve toute méridionale, et cette *furia francese* que n'a pas le poète, tandis que chez les deux interprètes affaiblis de Shakspeare le rapport se trouve de tout point mieux venu. Chez l'un comme chez l'autre, c'est la même touche prudente et habile, le même arrangement soigneux, le même fini patient et correct, et cette faculté commune de saisir la foule par un drame adroitement combiné : tous deux talens heureux sans audace, harmonieux sans vif éclat, et auxquels plus de rudesse inégale prêterait plus de force.

lité, par ses contradictions même d'un effet tout pathétique, devait toucher la fibre si caressée du nouveau poète; il fait pour l'émotion commune ce que réalisent pour les esprits délicats la perfection des détails et le grand soin littéraire de toute la pièce.

Après avoir essayé tour à tour la tragédie classique, la comédie de caractère, le drame historique et moyen-âge, M. Casimir Delavigne paraît avoir voulu comme mêler et fondre ensemble ces genres divers dans *Don Juan d'Autriche*. Après avoir visé successivement à l'imitation de Racine, de Molière, de Byron, de Shakspeare, voici que maintenant il marche résolument sur les traces de M. Hugo, dont la témérité lui fait ombrage. Il tente tous les hasards, toutes les péripéties imprévues, tous les ressorts périlleux du drame moderne, sans craindre la comparaison devenue possible avec *Lucrèce Borgia*, *Marie Tudor* et *Angelo*. Le poète, jadis tant circonspect, secoue à la fin sans restriction le joug des unités; et ce qui n'est pas moins nouveau, c'est que pour la première fois l'auteur des *Vêpres siciliennes* substitue à son vers correct, harmonieux, sonore, une prose vive, sémillante, pleine d'antithèses et de *concetti*, qu'il s'efforce d'emprunter tour à tour à Voltaire et à Beaumarchais. Don Juan d'Autriche, le fils naturel de Charles-Quint, le brillant vainqueur de Lépante, devient tout à coup, sous la main de M. Casimir Delavigne, le héros d'un drame bizarre, multiple, compliqué à l'excès, où le poète tente, au moyen de personnages historiques inusités dans l'ancienne comédie, de fondre ensemble le comique et l'intérêt, le rire et les larmes. Naturellement l'histoire se trouve interprétée d'une façon très libre, et, en ce qui touche don Juan spécialement, Brantôme est quelque peu faussé dans sa chronique. M. Delavigne a certes mis en œuvre bien de l'esprit et des ressources d'imagination dans la texture et la broderie de ses cinq actes. La pétulance de don Juan, destiné au cloître et ne rêvant toutefois qu'amour et batailles, le débordement naïf de ses goûts, de ses penchans, de ses espérances, éveillent un intérêt vif et rapide. Quexada, si plein de comique frayeur devant l'étourderie de son élève, Quexada, légèrement poltron et néanmoins capable du plus honnête dévouement, est une figure plaisamment saisie, quoique empruntée d'ailleurs à divers types connus, et qui provoque aisément le sourire. La situation de Charles-Quint au couvent de Saint-Just est heureuse malgré l'anachronisme. Cette vieille majesté déchue, jadis l'arbitre de l'Europe, employant aujourd'hui toute son activité à ourdir une intrigue obscure de cloître en faveur de son fils don Juan, ne manque pas d'originalité,

bien que faussant la réalité historique. Le personnage malicieux, ironique, moqueur du petit moine Peblo incidente gaiement l'action avec un aimable ressouvenir de Chérubin. Comme contraste, la rivalité fatale de don Juan et de Philippe II, amoureux l'un et l'autre de dona Florinde sans la connaître, et la scène de provocation du quatrième acte, font une part suffisante à la terreur. Mais si Charles-Quint a paru d'une teinte de philosophie par trop voltairienne sous le capuchon de frère Arsène, son terrible successeur n'est pas montré sous un jour plus conforme à l'histoire. Il y a loin de cette création au Philippe II de Schiller, si vivant et si vrai. On ne conçoit guère le sombre Philippe II, malgré son âge, amoureux et galant comme un dameret; en tout cas, on a peine à se figurer cet altier despote au geste absolu, faisant de si misérables et de si vains efforts pour vaincre la résistance d'une jeune fille. Cette adoration singulière et obstinée d'une juive par deux princes dévots comme tous bons Castillans, n'est pas un moindre démenti donné à l'Espagne catholique du XVI[e] siècle. On devine aisément que l'auteur, dans son parti pris de drame romanesque et amusant, a dû se soucier assez peu des invraisemblances non plus que des effets forcés, et que satisfait d'égayer le parterre par de spirituelles saillies, par de vives et gaies inventions, il a sacrifié sans remords toute exigence d'art sérieux.

On l'a souvent remarqué, et cela surtout apparaît en *Don Juan d'Autriche :* M. Casimir Delavigne, mieux que tout autre poète au monde, a sondé habilement les secrètes préférences de la foule et les tendances passagères d'un jour; mieux que personne, il a su les prévenir d'avance, y céder à temps, leur complaire avec charme et s'en rendre l'interprète d'affection. Toujours il a pressenti quelle juste dose de gaieté ou de pathétique convient pour faire accepter à point une idée ou un sentiment perçu en commun; d'ordinaire il mesure le développement d'une scène, l'intensité d'une situation, en raison de l'intelligence ou de la sensibilité présumée d'un auditoire en expectative. Le poète fera au besoin, pour le succès de sa cause, de la propagande politique sous le couvert d'une œuvre purement littéraire, et du prosélytisme philosophique sous le voile dérobé d'une innocente fiction. Peut-être, par sa prudence un peu méticuleuse, ne satisfait-il aucun parti extrême, mais à coup sûr il rallie l'armée entière des opinions flottantes qui se rangent volontiers dans le milieu impartial. Trop timide aux yeux de quelques-uns, point assez hardi pour les autres, M. Casimir Delavigne s'inquiète avant tout de la masse, et discerne par instinct en quel point se groupe la majo-

rité des votes. Dès-lors tous les traits les mieux aiguisés de son esprit, tous les plus sûrs effets de son discours sont directement lancés vers le but indiqué par son ambition. Rien, pour l'atteindre, ne saurait lui coûter trop, ni sa conviction littéraire primitive de jour en jour immolée, ni tout l'ennui inséparable du désir de plaire et du soin scrupuleux de réusir (1).

Une famille au temps de Luther peut être considérée comme une trève indifférente dans l'œuvre générale de M. Casimir Delavigne. Pas un pouce de terrain n'y est gagné ou perdu dans la voie d'un progrès quelconque. C'est un de ces essais sans résultat qui laissent toutes questions en leur place. Le même système de conciliation entrepris depuis *Louis XI* s'y continue et s'y clot jusqu'à présent avec quelques particularités qui se recommandent à la curiosité beaucoup plus qu'à l'intérêt moral du spectateur. Une tragédie en *un* acte et sans amour devait passer à coup sûr pour une nouveauté bizarre, et jusqu'ici tout-à-fait sans exemple au théâtre; mais hors cela, l'auteur reste fidèle, comme précédemment, à son parti pris de fusion dramatique. Il se partage dans une mesure presque égale entre la méthode ancienne et le genre moderne. Le sujet est emprunté à l'histoire des trois derniers siècles. C'est la lutte de deux frères de religion différente, dont l'un catholique fervent, et l'autre près d'être converti au luthéranisme. La péripétie consiste en ce que le fanatisme romain de Paolo aboutit, par la rigueur de ses conséquences, au meurtre de Luigi. La scène, placée dans une salle basse de métairie, les détails les plus familiers de la vie domestique abordés sans hésitation, un rôle de vieux serviteur qui égaie par sa raison verbeuse, font ressembler la pièce à une sorte de drame bourgeois et intime, dans lequel M. Delavigne ose plus, à quelques égards, que Diderot et Lachaussée; et, d'autre part, la simplicité des moyens, la nullité de l'intrigue, l'élégance constante de la versification, l'usage fréquent de la description et de la

(1) M. Casimir Delavigne triomphe à la scène tout au rebours de M. Victor Hugo. Suivant l'ingénieuse comparaison d'un homme de beaucoup d'esprit, M. Hugo conquiert l'assentiment public et vient à bout des résistances un peu par brutale contrainte, pareil à ce duc de Guise du drame de *Henri III* qui froisse sans pitié la délicate main de sa femme dans son gantelet d'acier. M. Delavigne, au contraire, ainsi qu'un hôte cérémonieux, vous invite à sa fête avec toute sorte d'avances polies et de ménagemens discrets. Mais si l'étreinte impérieuse de M. Hugo laisse après elle comme une poignante sensation et une sorte de meurtrissure, la courtoisie charmante de M. Delavigne n'a souvent abouti qu'à un plaisir trop froidement assaisonné.

périphrase, surpassent même les timidités les plus apprêtées de l'école classique. Ainsi, différente de la tragédie dont elle viole en plus d'un point les sévères convenances, non moins différente du drame dont elle n'a pas l'animation et la variété, cette œuvre mixte ne prend plus rang, surtout à la lecture, que comme une épître ingénieusement dialoguée sur la tolérance religieuse; expression directe, à tout prendre, de l'impartialité toute philosophique de l'auteur.

On ne sait trop que dire de *la Popularité*, cet infructueux essor de M. Casimir Delavigne dans la comédie politique, terrain vierge pourtant, et le seul peut-être qui soit à exploiter de nos jours. Si je ne me trompe, le poète a fait défaut au genre, moins par insuffisance de talent que par une allure naturelle trop peu appropriée. M. Casimir Delavigne, on l'a très justement observé, n'est pas de la famille d'Aristophane. Il ne lui appartenait donc point d'aborder la comédie directe, personnelle, nominale, que nos mœurs et nos lois ne sauraient d'ailleurs autoriser, et que les Cléon de nos jours ne voudraient point souffrir. Mais dans cette transaction même de comédie moyenne ou indirecte qu'il a tentée, et dans laquelle l'auteur plus osé de *Bertrand et Raton* avait su provoquer le rire, M. Delavigne apportait encore trop de ménagement impartial et de tempérament d'honnête homme. Traduisant clairement des passions et des faits contemporains, nationaux, sous l'allégorie d'une date ancienne et de noms étrangers, il a craint de calomnier, même à distance, l'année 1838, qui se pouvait lire à travers l'énoncé de l'an 1745 et du règne de George II. Les caractères divers de sa pièce devant être, dans la pensée de l'auteur, autant de symboles d'un principe, d'une opinion, d'un parti régnant, on comprend que par loyauté il ait tenu à dessiner chacun dans son meilleur jour. Aussi, à l'exception de Godwin, qui seul jette une ombre dans son coin, la plupart des autres paraissent-ils calqués sur la réalité la moins obscurcie. Sir Édouard Lindsay représente bien l'orateur de l'opposition, généreux, éloquent, plein d'une foi naïve dans les triomphes populaires; son vieux père sir Gilbert, le sage désabusé, sachant le fond des affaires qu'il a pratiquées avec fruit; Mortins, le républicain honnête, sincère, rempli d'enthousiasme et de patriotisme; lady Straffort, la fidélité jacobite dans son aspect un peu aventureux et romanesque; lord Derby, l'opinion accommodante qui pactise volontiers pour atteindre son but. Il n'est guère, au milieu de tout cela, que Caverly dont le scepticisme railleur tranche par une nuance plus hasardée. De là généralement une peinture de la plus entière et de la plus sereine

bonne foi, mais aussi trop d'uniformité dans les teintes, un partage trop égal dans l'intérêt des caractères; par suite nulle saillie principale, nulle incisive et piquante raillerie. Quant à la forme, quant au style, M. Casimir Delavigne était rentré cette fois dans sa première manière, la plus naturelle et la plus vraie, sinon la meilleure possible. On eût dit qu'à l'exemple de son héros Édouard Lindsay, lui aussi avait voulu s'arrêter en cours de sacrifices populaires, et le personnage était ici un peu comme le symbole du poète. — Quoi qu'il arrive, et alors même qu'il s'est le plus mépris au fond, on peut être assuré que M. Casimir Delavigne aura gardé quelque chose de son privilége inaliénable dans le détail. A tout prendre, nul plus que lui ne parle naturellement en vers, et n'y laisse voir une allure plus aisée. Le langage poétique est comme un souple vêtement qui ne gêne en rien son geste et sa démarche. Il sait tout ce qu'on peut savoir pour le maniement de la phrase, l'habileté des tours et la propriété de l'expression. Son dialogue est tour à tour spirituel ou éloquent; les plus nobles sentimens, les plus généreuses pensées s'y peuvent encadrer dans une forme souvent naturelle, quelquefois précise. En un mot, le poète exécute à son gré tout ce qu'il imagine, et s'il imaginait davantage, on aurait moins à reprendre; mais c'est justement la hauteur et la force d'imagination qu'il n'atteint pas.

Voici que pour son dernier essai M. Casimir Delavigne vient de s'attaquer au plus grand de nos tragiques. Il a osé nous redonner *le Cid* après Corneille. Il n'a pas craint de faire revivre cette figure si noble, si fière, si poétique, dans laquelle Pierre Corneille avait dépensé la première fleur et pour ainsi dire la virginité de son mâle génie. Toutefois M. Casimir Delavigne a moins prétendu reproduire le sujet même du premier Cid que l'héroïque tradition de son caractère. L'idée fondamentale de *la Fille du Cid*, ainsi que les scènes principales, reviennent de droit au *Romancero* espagnol, dont le poète moderne a détaché les plus poétiques fleurs pour en parer le nouveau fruit de son imagination. Il ne s'agit plus maintenant du jeune et fougueux amant de Chimène, ce Rodrigue dont lui-même disait :

> Aux ames bien nées
> La valeur n'attend pas le nombre des années.

Le vaillant Rodrigue de Bivar s'est fait vieux, ses cheveux ont blanchi; disgracié par le roi Alphonse, mais toujours redouté des Maures, il vit à Valence, une de ses conquêtes, entre sa fille dona Elvire et Rodrigue, jeune novice destiné au cloître, fils de Phanès de Minaya,

frère d'armes du Cid. Quant à Chimène, elle est morte, ainsi l'a voulu M. Casimir Delavigne; ce qui, à tout prendre, vaut mieux encore que s'il nous l'eût montrée toute chargée d'ans et de rides. Chimène revit, il est vrai, dans les graces et la beauté de sa fille; mais Elvire, avec une teinte de fierté plus sauvage, n'a pas la tendresse et le cœur de Chimène. M. Delavigne a trop grandi la stature de son héroïne, taillée du reste sur le patron des femmes de Corneille. Il en a exagéré la couleur ironique et superbe. On aperçoit trop que la gamme d'Elvire, haussée à tous les tons du sarcasme et du dédain, a été modulée primitivement sur la voix de Mlle Rachel. Elvire poursuit tous ceux qui l'entourent de ses belliqueuses excitations et de ses implacables railleries. Elle aime son jeune cousin Rodrigue; mais, préférant la gloire à son amour, elle ne cesse d'éveiller en lui la fibre guerrière endormie et de le pousser au combat. Quand Ben-Saïd, l'envoyé des Maures, vient offrir la royauté au vieux Cid, c'est Elvire qui prend sur elle de repousser avec hauteur ces offres insolentes. Il n'est pas jusqu'à son père lui-même à qui Elvire ne donne des leçons d'énergie et d'audace. A la vérité le vaillant *campeador* n'a plus son inflexible trempe d'autrefois, il se bat un peu moins à présent, et fait sonner davantage en paroles le renom de ses vieilles prouesses. Le Cid est aussi devenu singulièrement conteur avec l'âge. Tandis que les Maures s'apprêtent à assiéger Valence, il fait complaisamment à sa fille je ne sais quels anciens récits de juif et de coffre-fort :

C'est une vieille histoire
Que je veux vous conter, mais bien bas pour ma gloire.

D'autres fois il se montre naïf et bon homme à plaisir, ou professe gaiement des maximes de la plus indulgente philosophie en matière de bravoure. Ce n'est pas le bouillant adversaire du comte de Gormas qui eût dit par exemple :

L'habitude est pour nous la moitié du courage.

On se demande jusqu'à quel point il convient d'applaudir à ces sortes de copies adroitement falsifiées d'une œuvre originale. Le poète, je l'accorde, a plein droit généralement de refaire pour son compte toute histoire et tout drame tombés dans le domaine commun; ce n'est pas nous qui voudrions barrer passage aux auteurs vivans avec le fantôme des morts illustres: mais pourtant il est telle création supérieurement accomplie et si achevée en elle-même qu'elle paraît de tout point définitive, telle figure coulée en bronze d'un jet si absolu

qu'il semble qu'on ne puisse jamais plus l'altérer. Ainsi en est-il du *Cid*. Depuis que Corneille lui a donné si puissamment le souffle et la vie, chacun s'est accoutumé à voir dans ce type un héros jeune, impétueux, hardi, plein d'une égale ardeur pour l'amour et les glorieux combats. Malaisément on se le figure vieux, refroidi par l'âge, d'un sang moins bouillant, d'un bras moins prompt, d'une valeur plus prudente et plus réfléchie. Pour Chimène, on la cherchera toujours avec regret dans sa poétique auréole, à côté de son Cid bien-aimé dont l'imagination ne la sépare pas. Cependant l'hypothèse de M. Casimir Delavigne une fois admise, on ne saurait nier qu'il ait exploité avec une grande intelligence et un rare sentiment les deux mines fécondes ouvertes sous sa main, c'est-à-dire les romances espagnoles et la tragédie de Corneille. Aux unes, il a emprunté leur fonds naïvement original, leurs formes vivantes et pittoresques; à l'autre, en maint endroit, sa touche mâle et vigoureuse, son accent héroïque et fier, ses attitudes et ses poses si martiales. La couleur romanesque et un peu fanfaronne des vieilles épopées est généralement saisie. Ce sont à tout propos ressouvenirs guerriers, sentimens chevaleresques, discours magnanimes, fières provocations de Maure à Castillan, et de Castillan à Maure. On croit entendre comme une succession d'héroïques refrains, de ballades tour à tour énergiques ou gracieuses, qui remuent les fibres du cœur et tiennent l'intérêt en émoi. Plusieurs des traits incisifs de Corneille sont reproduits en maint passage avec une intention manifeste; chaque personnage, pour ainsi dire, semble fait à dessein pour rappeler quelqu'un des types de l'ancienne tragédie; la scène de défi entre le jeune Rodrigue et le Maure Ben-Saïd rappelle, à s'y méprendre, la situation analogue du premier Cid avec le comte de Gormas, aussi bien par le ton du discours que par la forme de l'interpellation et la coupe toute cornélienne du vers :

— Ton nom ?
— Je n'en ai pas, mais tu vas m'en faire un.

On voit que l'attention du poète s'est épuisée dans le développement des caractères. Celui du Cid, entre autres, a un mélange de grandeur et de bonhomie, de rudesse et de bienveillance, qui en ferait une création des plus heureuses, si l'on pouvait écarter toute comparaison du type consacré. Une fois le héros castillan accepté dans son nouveau jour, on admire sans réserve une scène d'un charme très piquant, et d'ailleurs empruntée au *Romancero*, celle où le vieux Cid, pour encourager son filleul Rodrigue, feint d'avoir lui-même faibli dans la

mêlée. Phanès, par un nouvel emprunt fait à Corneille, procède du vieil Horace. C'est le soldat brutalement intrépide, le père inflexible qui met l'honneur de ses enfans bien au-dessus de leur vie. Placé en regard de la valeur clémente du Cid, ce sombre courage la fait ressortir à dessein, comme l'ombre fait jaillir plus vivement la lumière sur un tableau. A tout prendre, il y a une idée dramatique dans l'opposition des deux caractères d'Elvire et de Rodrigue, dans cette éducation guerrière, dans cette transformation morale si curieusement réalisées par l'amour. La donnée du jeune Rodrigue, sans être tout-à-fait neuve d'ailleurs, a un effet original dans l'ensemble : le poète a su nous intéresser, même aux faiblesses du fils de Phanès, et lorsque enfin le jeune novice trouve au fond de son ame l'héroïsme de ses ancêtres, lorsque, pour venger son frère Fernand, tué aux portes de Valence, il défait Ben-Saïd; lorsque, plus tard, il rapporte vaillamment *Tizonade*, cette épée que le Cid défaillant a laissée aux mains des ennemis, Rodrigue achève de conquérir toutes nos sympathies.—Le tort grave de *la Fille du Cid* est d'être absolument vide d'action; cette tragédie, étroitement enfermée, du reste, dans le triangle rigoureux des unités, manque de centre et d'intérêt dramatique; vainement prétendrait-on démêler la trame et le nœud d'une composition qui n'est, d'un bout à l'autre, qu'un long et brillant propos de chevaliers. Aucun personnage ne tend à une fin logique à travers les évolutions de la péripétie. La bataille deux fois livrée sous les murs de Valence, n'apporte pas même le plus léger retentissement à l'oreille du spectateur. Enfin le vieux Cid, accablé par l'âge et les fatigues du combat, de même que dans le *Romancero*, vient doucement expirer sur la scène, pour confirmer les tristes pressentimens que naguère il révélait à sa fille. Le Cid a eu un rêve dans lequel il a vu Chimène qui l'appelait à elle, il l'a vue :

Toujours belle
Belle comme à vingt ans, mais morte cette fois.
J'errais sous son balcon, chantant à demi-voix
L'air qui fut si long-temps sa douce fantaisie.
Son bras avec lenteur leva la jalousie;
Ravi, je crus encor la voir sous ces atours
Que préféraient mes yeux au temps de nos amours;
C'est sous son blanc linceul qu'elle m'est apparue.
Pâle, elle m'a souri; puis dans l'air suspendue,
Vers l'étoile du soir elle a levé sa main,
Et s'est évanouie en disant : A demain!

Au rendez-vous donné je fus toujours fidèle;
Tu vois bien que ce soir je dois être auprès d'elle.
Et je voudrais, ma fille, au dernier rendez-vous,
Lui dire en l'embrassant le nom de ton époux.

Maintenant son rêve s'accomplit, et le Cid n'a plus qu'à mourir en disant : « Chimène, me voici! » — Si cette œuvre signale un progrès de quelque sorte, c'est, à coup sûr, dans le style, non que le style de *la Fille du Cid* surpasse le genre de perfection réalisé et tant prôné jusqu'à ce jour chez M. Casimir Delavigne, mais justement parce qu'il est tout autre, parce qu'il s'annonce assez fréquemment avec des allures de franchise, de vigueur, de sensibilité même tout-à-fait imprévues et qui ont été accueillies avec joie. Il y a parfois dans le discours un air noblement familier que Corneille ne désavouerait pas, et des traits de hardiesse dans lesquels M. Victor Hugo pourrait se reconnaître. En un mot, M. Casimir Delavigne vient de montrer qu'après tant d'autres nuances habilement empruntées, le ton de force et de naïveté lui était encore possible dans l'occasion. Par malheur, ce nouveau mérite même ne fait que confirmer plus surabondamment le penchant déterminé de M. Casimir Delavigne à l'imitation. Nous savons maintenant que l'auteur de *la Fille du Cid* peut, avec un succès égal, marcher à la suite des génies les plus divers; il lui reste encore à être lui-même, et à se révéler dans une voie qui n'ait pas été déjà sillonnée par d'ineffaçables empreintes.

A vouloir juger M. Casimir Delavigne dans son ensemble et comme caractère de poète, on n'est pas en vérité sans quelque légitime embarras. Entre le haut piédestal que lui dresse la foule complaisante et le socle plus abaissé où le pose la critique austère, son rang bien précis ne se dessine pas nettement à l'œil. Depuis *les Messéniennes* jusqu'à *la Fille du Cid*, M. Delavigne, multipliant sans cesse les œuvres, a certes touché à bien des points et varié sensiblement ses procédés; mais, avant tout, on ne saurait le rattacher intimement à aucune des deux faces de la littérature du XIXe siècle, soit celle qui embrasse encore le passé d'une étreinte fidèle, soit celle qui tourne fièrement ses aspirations vers l'avenir. La révolution littéraire entreprise depuis bientôt un demi-siècle par M. de Châteaubriand et Mme de Staël, laissa manifestement en dehors M. Casimir Delavigne, qui ne la comprit pas. Lorsque, pour la première fois, l'auteur des *Messéniennes* s'initie à la vie littéraire, on voit qu'il n'est nullement frappé de ce qui se passe autour de lui dans le domaine intellectuel et moral; les évènemens extérieurs, mondains, ont seuls

le privilége d'exciter son attention. A vrai dire, ses débuts sont moins littéraires que politiques, et l'éclat de ses succès s'explique surtout par cet instinct merveilleux qu'il a de faire vibrer sa corde lyrique à l'unisson de la fibre populaire. Au jour même de son triomphe le plus universel, il n'est guère de son temps que par les sentimens passagers, par une communauté d'idées transitoires. Le fonds propre de son inspiration et les formes mêmes de son langage appartiennent à une autre époque, sont d'un autre pays. C'est un Grec d'autrefois transplanté dans la France moderne, et qui s'exprime sur les choses contemporaines avec les images et les souvenirs de l'antiquité. A l'exception de deux ou trois, les poésies nationales de M Casimir Delavigne manquent de vérité locale; l'enthousiasme qui s'y montre procède plus d'une sorte d'arrangement littéraire que d'un vif sentiment de la réalité. Quand, un peu plus tard, à l'avénement de l'auteur des *Méditations*, l'école de poésie française presque tout entière aborde les mystérieuses profondeurs de l'ame humaine et de la Divinité, M. Casimir Delavigne, loin de participer à cette rénovation spiritualiste du jeune siècle, retourne, au contraire, à la Grèce et à Rome païenne avec une persistance désormais sans à-propos; pourtant sa foi dans le culte classique n'est pas telle qu'il n'y déroge par aventure. Volontiers il brise le pacte ancien et se laisse aller à consentir des alliances nouvelles, pour peu qu'on le sollicite. Ainsi n'eussent pas fléchi sans doute les purs et fidèles disciples de l'antique religion littéraire, tels que le chantre de *l'Aveugle*.

Au théâtre, M. Casimir Delavigne a manqué d'invention; le plus souvent il s'est borné à reproduire les situations et les caractères depuis long-temps consacrés sur la scène. D'abord tragique de l'école de Racine et de Voltaire, il a marché dans la comédie, bien qu'avec moins d'évidence, entre Gresset, Beaumarchais ou tel autre, s'aidant partout de deux ressources familières à l'abbé Delille, la périphrase et la description. Puis successivement il s'est essayé à des pastiches de tout genre, calqués sur Byron, sur Shakspeare, sur Mercier, sur le drame français moderne, et enfin récemment encore sur le vieux Corneille, avec une souplesse de plus en plus complaisante. Il s'est fait romantique à la suite, recueillant le plus sûr butin de chaque périlleuse innovation, tout comme il a été classique de reflet, et avec une teinte particulière de son choix. Surtout on doit noter chez le poète des *Vêpres Siciliennes* et des *Comédiens* une aptitude peu commune à chausser pareillement le brodequin et le cothurne. Une telle élasticité de veine n'est pas, selon nous, l'indice d'une vocation bien

tranchée. Il peut certes arriver à un poète dramatique de sortir par aventure du genre familier à son génie intime. Corneille a écrit *le Menteur*, et le tendre auteur de *Bérénice* s'est avisé un jour d'une farce très amusante comme par un écart passager de sa muse noble et sévère. Mais alterner, toute sa vie durant, du tragique au comique avec une sérénité inaltérable, nous paraît l'affaire d'un talent studieux bien plus que celle d'un esprit grandement original. Quant au fond même, on l'a suffisamment observé, M. Casimir Delavigne n'a fait guère que refrapper au coin de son exécution particulière des idées primitivement forgées d'un autre métal plus riche et déjà mises en circulation. La philosophie de M. Delavigne, trop superficielle d'ailleurs, ne pénètre jamais aux entrailles mêmes des choses humaines. On s'aperçoit que le poète n'a contemplé ni d'assez haut ni d'un coup d'œil suffisamment scrutateur l'océan moral de son époque. Il croit, faute de réflexion, qu'on peut peindre, soit au théâtre, soit ailleurs, les hommes et les choses, au moyen d'une érudition littéraire ingénieusement combinée.

Toutefois on ne saurait le nier, par ses imperfections même non moins que par ses mérites, M. Casimir Delavigne a conquis depuis plus de vingt ans une faveur, sinon légitime, du moins réelle et dûment assise. Son règne a été des plus soutenus, des plus unis, et presque jamais il n'a donné de démenti à sa paisible autorité. Cette stabilité de talent toujours sûr, cette perpétuité de succès inaltérable, ont bien, il faut le dire, quelque originalité et quelque grandeur. Si dans le détail de l'œuvre, dans l'examen scrupuleux de chaque partie, le poète fournit matière justement à bien des contradictions, et même à de vives censures, vu dans l'ensemble du monument, dans sa majestueuse continuité, il impose et séduit. A défaut d'originalité directe et native, il semble que M. Casimir Delavigne s'en soit fait une après coup, en raison même de son isolement et de ses allures intermédiaires. Il se classe tout à la fois par sa séparation plus ou moins ouverte, mais irrécusable, du mouvement littéraire contemporain, et par sa désertion en quelques points de la tradition antérieure, se maintenant ainsi sur une limite où nul autre n'est rencontré. En plein XIXe siècle, son rôle caractéristique est de ne paraître ni tout-à-fait de son temps, ni tout-à-fait d'aucun autre, soit du XVIIe siècle, soit du XVIIIe. Vivant à l'écart, loin du bruit et de la mêlée, à l'abri des influences trop tyranniques, composant à loisir dans la plus scrupuleuse attention, l'auteur de *la Fille du Cid* a poursuivi son système, tout répréhensible qu'il soit, avec calme, sang-froid et dignité, pa-

reil au juste d'Horace. Ce qui surtout l'honore, ce qui le propose en exemple aux écrivains de tous les temps, c'est son respect invariable pour lui-même et pour le public dont il relève, c'est sa préoccupation constante du mieux possible et du triomphe mûrement préparé. Si M. Casimir Delavigne ne se fût point distingué par son rôle littéraire, à coup sûr son ame loyale et sa vie d'honnête homme l'eussent encore marqué à part dans la mêlée confuse des écrivains. Venant après la distinction de l'esprit, ce lustre moral est comme un trait achevé et comme un dernier coup de pinceau qui complètent sa physionomie individuelle; en un siècle où la vertu est sans contredit plus rare que le talent, on doit tenir compte à l'écrivain de cette alliance peu commune et qui suppose un accroissement de mérite (1).

Pour être un poète d'une valeur plus puissamment active et aussi plus durable, il a manqué à M. Casimir Delavigne deux importantes facultés, l'initiative et la passion, l'une qu'il n'a jamais osé prendre, et l'autre qu'on ne saurait acquérir. Il n'a certes point la spontanéité ni l'imprévu qui toujours marquent de leur double empreinte l'artiste vraiment créateur. A bien dire, M. Casimir Delavigne n'a pas remué d'idées, il n'a défriché aucun terrain complètement neuf, sondé aucun abîme un peu profond, ou visité des parages lointains et inconnus. Là même où il a porté ses pas avec le plus de succès et quelque velléité hardie, il n'a pourtant laissé après lui aucune bien chaude et bien vive empreinte. Pas une seule fois il n'est arrivé au poète de prendre en main la torche qui éclaire l'avenir, et de crier à son siècle d'une voix prophétique : Suivez-moi! voici la lumière! Venu au monde en un temps de fièvre et de rénovation, né en 1793 ou 94, au port du Hâvre, rien ne rappelle dans le poète cette date tant significative. C'est à peine s'il a dérobé quelques pâles étincelles à ce vaste foyer de la révolution dont plus d'un reflet a dû se projeter sur son berceau. On voudrait donc en lui plus de flamme originelle et d'aiguillon toujours présent. Son style même, qui est sa partie

(1) Nous regrettons seulement que, dans une circonstance récente, l'auteur des *Messéniennes* ait paru démentir de parti-pris cette honnête modération de cœur et d'esprit qui a été jusqu'ici un de ses plus beaux titres. Les cabales académiques font tache à sa loyauté bien connue, et il devrait laisser à d'autres réputés moins intègres les votes haineux ou inintelligens. Prendre parti, dans un objet purement littéraire, pour un savant tout spécial contre un poète éminent que parfois on n'a pas craint d'imiter, c'est laisser voir trop clairement ou qu'on repousse un rival par envie, ou qu'on le méconnaît par injustice; fâcheuse et irrésistible interprétation, à laquelle, quoi qu'il fasse, il ne saurait échapper.

la plus vive, manque d'illumination intérieure; il n'a pas non plus assez de relief aiguisé et de tranchante ciselure. M. Delavigne renie trop, soit au fond, soit dans la forme, cette famille de poètes au souffle ardent dont Byron est à la fois le type sublime et outré. Non que la sérénité de l'âme et le calme extérieur ne soient compatibles avec la poésie, non qu'il faille adopter cette formule anarchique, *désordre et génie,* qui a prévalu pendant un temps; mais parce que la passion seule, dans son jet expansif, peut enfanter les inspirations grandes et vigoureuses. Ce défaut de passion explique comment M. Delavigne a toujours réussi plus ou moins à charmer la foule par le plaisir de l'art, sans qu'il ait jamais pu l'influencer activement ni l'enchaîner à la fortune de son esprit. Il a régné sans gouverner, un peu à la façon des rois constitutionnels, qui n'ont point d'action propre efficace en dépit du prestige et de la pourpre.

Si un bon sens éminent, une forme d'une habileté rare, de la grace, de l'esprit, un noble caractère, suffisaient à l'individualité poétique, sans contredit, l'auteur de tant d'ouvrages où tous ces mérites respirent, aurait droit à une consécration sans réserve. Si la constance à toute épreuve, l'ordre le plus parfait dans la réalisation du talent, les succès acquis sans relâche, composaient la valeur absolue et éternelle de l'œuvre, nul n'aurait édifié un monument plus beau que l'écrivain le plus applaudi et le plus persévérant de nos jours. Mais la patience n'est pas tout le génie, ainsi que l'a dit à peu près Buffon. Le grand poète, selon nous, est moins celui qui dispose avec prévoyance que celui qui crée avec feu. Jeter des semences nouvelles dans le champ fertile de l'émotion, découvrir des horizons inaperçus à l'ame et à la pensée, plonger hardiment dans les entrailles de la vérité sensible pour en rapporter des trésors inconnus, telle est la mission du poète parmi les hommes. Avec le don d'enchasser heureusement des idées taillées et polies par avance, avec la mise en œuvre parfaite, on a sans doute de belles parties du caractère poétique, on n'est pas le poète tout entier. Celui dont la tâche consiste à répéter sous une forme plus pure les vérités acquises, mérite à quelques égards les hommages et les respects de la foule, mais il laisse à d'autres mieux doués et plus complets la palme souveraine; il offre à nos regards une noble figure digne d'intérêt et d'étude, mais en la contemplant, un regret se fait sentir : c'est que la sympathie humaine, ce foyer inépuisable, ne l'ait pas plus magiquement illuminée de ses vives flammes.

DESSALLES-RÉGIS.

DES RÉVOLUTIONS

DANS

LES SOCIÉTÉS NOUVELLES.[1]

Un peuple qui a vécu pendant des siècles sous le régime des castes et des classes, ne parvient à un état social démocratique qu'à travers une longue suite de transformations plus ou moins pénibles, à l'aide de violens efforts, et après de nombreuses vicissitudes, durant lesquelles les biens, les opinions et le pouvoir changent rapidement de place.

Alors même que cette grande révolution est terminée, l'on voit encore subsister pendant long-temps les habitudes révolutionnaires créées par elle, et de profondes agitations lui succèdent.

Comme tout ceci se passe au moment où les conditions s'égalisent, on en conclut qu'il existe un rapport caché et un lien secret entre l'égalité même et les révolutions, de telle sorte que l'une ne saurait exister sans que les autres naissent.

Sur ce point, le raisonnement semble d'accord avec l'expérience.

Chez un peuple où les rangs sont à peu près égaux, aucun lien apparent ne réunit les hommes et ne les tient fermes à leur place. Nul

(1) M. de Tocqueville, qui va publier le complément de son remarquable ouvrage sur *la Démocratie en Amérique*, a bien voulu nous communiquer ce fragment de son travail.

d'entre eux n'a le droit permanent, ni le pouvoir de commander, et nul n'a pour condition d'obéir; mais chacun, se trouvant pourvu de quelques lumières et de quelques ressources, peut choisir sa voie, et marcher à part de tous ses semblables.

Les mêmes causes qui rendent les citoyens indépendans les uns des autres, les poussent chaque jour vers de nouveaux et inquiets désirs, et les aiguillonnent sans cesse.

Il semble donc naturel de croire que, dans une société démocratique, les idées, les choses et les hommes doivent éternellement changer de formes et de places, et que les siècles démocratiques seront des temps de transformations rapides et incessantes.

Cela est-il en effet? l'égalité des conditions porte-t-elle les hommes d'une manière habituelle et permanente vers les révolutions? contient-elle quelque principe perturbateur qui empêche la société de s'asseoir et dispose les citoyens à renouveler sans cesse leurs lois, leurs doctrines et leurs mœurs? Je ne le crois point.

Presque toutes les révolutions qui ont changé la face des peuples ont été faites pour consacrer ou pour détruire l'inégalité. Écartez les causes secondaires qui ont produit les grandes agitations des hommes, vous en arriverez presque toujours à l'inégalité. Ce sont les pauvres qui ont voulu ravir les biens des riches, ou les riches qui ont essayé d'enchaîner les pauvres. Si donc vous pouvez fonder un état de société où chacun ait quelque chose à garder et peu à prendre, vous aurez beaucoup fait pour la paix du monde.

Je n'ignore pas que, chez un grand peuple démocratique, il se rencontre toujours des citoyens très pauvres et des citoyens très riches; mais les pauvres, au lieu d'y former l'immense majorité de la nation, comme cela arrive toujours dans les sociétés aristocratiques, sont en petit nombre, et la loi ne les a pas attachés les uns aux autres par les liens d'une misère irrémédiable et héréditaire.

Les riches, de leur côté, sont clairsemés et impuissans; ils n'on point de privilèges qui attirent les regards; leur richesse même n'étant plus incorporée à la terre et représentée par elle, est insaisissable et comme indivisible. De même qu'il n'y a plus de races de pauvres, il n'y a plus de races de riches; ceux-ci sortent chaque jour du sein de la foule, et y retournent sans cesse. Ils ne forment donc point une classe à part, qu'on puisse aisément définir et dépouiller; et, tenant d'ailleurs par mille fils secrets à la masse de leurs concitoyens, le peuple ne saurait guère les frapper sans s'atteindre lui-même. Entre ces deux extrémités des sociétés démocratiques se trouve une

multitude innombrable d'hommes presque pareils, qui, sans être précisément ni riches ni pauvres, possèdent assez de biens pour désirer l'ordre, et n'en ont pas assez pour exciter l'envie.

Ceux-là sont naturellement ennemis des mouvemens violens; leur immobilité maintient en repos tout ce qui se trouve au-dessus et au-dessous d'eux, et assure le corps social dans son assiette.

Ce n'est pas que ceux-là mêmes soient satisfaits de leur fortune présente, ni qu'ils ressentent de l'horreur naturelle pour une révolution dont ils partageraient les dépouilles sans en éprouver les maux: ils désirent au contraire, avec une ardeur sans égale, de s'enrichir; mais l'embarras est de savoir sur qui prendre. Le même état social qui leur suggère sans cesse des désirs, renferme ces désirs dans des limites nécessaires. Il donne aux hommes plus de liberté de changer et moins d'intérêt au changement.

Non-seulement les hommes des démocraties ne désirent pas naturellement les révolutions, mais ils les craignent.

Il n'y a pas de révolution qui ne menace plus ou moins la propriété acquise. La plupart de ceux qui habitent les pays démocratiques sont propriétaires; ils n'ont pas seulement des propriétés, ils vivent dans la condition où les hommes attachent à leur propriété le plus de prix.

Si l'on considère attentivement chacune des classes dont la société se compose, il est facile de voir qu'il n'y en a point chez lesquelles les passions que la propriété fait naître soient plus âpres et plus tenaces que chez les classes moyennes.

Souvent les pauvres ne se soucient guère de ce qu'ils possèdent, parce qu'ils souffrent beaucoup plus de ce qui leur manque qu'ils ne jouissent du peu qu'ils ont. Les riches ont beaucoup d'autres passions à satisfaire que celle des richesses, et d'ailleurs le long et pénible usage d'une grande fortune finit quelquefois par les rendre comme insensibles à ses douceurs.

Mais les hommes qui vivent dans une aisance également éloignée de l'opulence et de la misère mettent à leurs biens un prix immense. Comme ils sont encore fort voisins de la pauvreté, ils voient de près ses rigueurs, et ils les redoutent; entre elle et eux il n'y a rien qu'un petit patrimoine sur lequel ils fixent aussitôt leurs craintes et leurs espérances. A chaque instant, ils s'y intéressent davantage par les soucis constans qu'il leur donne, et ils s'y attachent par les efforts journaliers qu'ils font pour l'augmenter. L'idée d'en céder la moindre partie leur est insupportable, et ils considèrent sa perte entière comme le dernier des malheurs. Or, c'est le nombre de ces petits

propriétaires ardens et inquiets que l'égalité des conditions accroît sans cesse.

Ainsi, dans les sociétés démocratiques, la majorité des citoyens ne voit pas clairement ce qu'elle pourrait gagner à une révolution, et elle sent à chaque instant, et de mille manières, ce qu'elle pourrait y perdre.

L'égalité des conditions pousse naturellement les hommes vers les carrières industrielles et commerçantes, elle accroît et diversifie la propriété foncière, elle inspire à chaque homme un désir ardent et constant d'augmenter son bien-être. Il n'y a rien de plus contraire aux passions révolutionnaires que toutes ces choses.

Il peut se faire que par son résultat final une révolution serve l'industrie et le commerce; mais son premier effet sera presque de ruiner les industriels et les commerçans, parce qu'elle ne peut manquer de changer tout d'abord l'état général de la consommation, et de renverser momentanément la proportion qui existait entre la reproduction et les besoins.

Je ne sache rien d'ailleurs de plus opposé aux mœurs révolutionnaires que les mœurs commerciales. Le commerce est naturellement ennemi de toutes les passions violentes. Il aime les tempéramens, se plaît dans les compromis, fuit avec grand soin la colère. Il est patient, souple, insinuant, et il n'a recours aux moyens extrêmes que quand la plus absolue nécessité l'y oblige. Le commerce rend les hommes indépendans les uns des autres; il leur donne une haute idée de leur valeur individuelle; il les porte à vouloir faire leurs propres affaires, et leur apprend à y réussir; il les dispose donc à la liberté, mais il les éloigne des révolutions.

Dans une révolution, les possesseurs de biens mobiliers ont plus à craindre que tous les autres, car, d'une part, leur propriété est souvent aisée à saisir, et, de l'autre, elle peut à tout moment disparaître complètement; ce qu'ont moins à redouter les propriétaires fonciers qui, en perdant le revenu de leurs terres, espèrent du moins garder, à travers les vicissitudes, la terre elle-même. Aussi voit-on que les uns sont plus effrayés que les autres à l'aspect des mouvemens révolutionnaires.

Les peuples sont donc moins disposés aux révolutions à mesure que, chez eux, les biens mobiliers se multiplient et se diversifient, et que le nombre de ceux qui les possèdent devient plus grand.

Quelle que soit d'ailleurs la profession qu'embrassent les hommes, et le genre de biens dont ils jouissent, un trait leur est commun à tous.

Nul n'est pleinement satisfait de sa fortune présente, et tous s'efforcent chaque jour, par mille moyens divers, de l'augmenter. Considérez chacun d'entre eux à une époque quelconque de sa vie, et vous le verrez préoccupé de quelques plans nouveaux dont l'objet est d'accroître son aisance; ne lui parlez pas des intérêts et des droits du genre humain. cette petite entreprise domestique absorbe pour le moment toutes ses pensées, et lui fait souhaiter de remettre les agitations publiques à un autre temps.

Cela ne les empêche pas seulement de faire des révolutions, mais les détourne de le vouloir. Les violentes passions politiques ont peu de prise sur des hommes qui ont ainsi attaché toute leur ame à la poursuite du bien-être. L'ardeur qu'ils mettent aux petites affaires les calme sur les grandes.

Il s'élève, il est vrai, de temps à autre, dans les sociétés démocratiques, des citoyens entreprenans et ambitieux, dont les immenses désirs ne peuvent se satisfaire en suivant la route commune. Ceux-ci aiment les révolutions et les appellent; mais ils ont grand'peine à les faire naître, si des évènemens extraordinaires ne viennent à leur aide.

On ne lutte point avec avantage contre l'esprit de son siècle et de son pays, et un homme, quelque puissant qu'on le suppose, fait difficilement partager à ses contemporains des sentimens et des idées que l'ensemble de leurs désirs et de leurs sentimens repousse. Il ne faut donc pas croire que, quand une fois l'égalité des conditions, devenue un fait ancien et incontesté, a imprimé aux mœurs son caractère, les hommes se laissent aisément précipiter dans les hasards à la suite d'un chef imprudent ou d'un hardi novateur.

Ce n'est pas qu'ils lui résistent d'une manière ouverte, à l'aide de combinaisons savantes, ou même par un dessin prémédité de résister. Ils ne le combattent point avec énergie, ils lui applaudissent même quelquefois, mais ils ne le suivent point. A sa fougue, ils opposent en secret leur inertie; à ses instincts révolutionnaires, leurs intérêts conservateurs; leurs goûts casaniers à ses passions aventureuses; leur bon sens aux écarts de son génie; à sa poésie, leur prose. Il les soulève un moment avec mille efforts, et bientôt ils lui échappent, et comme entraînés par leur propre poids, ils retombent. Il s'épuise à vouloir animer cette foule indifférente et distraite, et il se voit enfin réduit à l'impuissance, non qu'il soit vaincu, mais parce qu'il est seul.

Je ne prétends point que les hommes qui vivent dans les sociétés démocratiques soient naturellement immobiles; je pense, au contraire, qu'il règne au sein d'une pareille société un mouvement éternel, et que personne n'y connaît le repos; mais je crois que les hommes

s'y agitent entre de certaines limites qu'ils ne dépassent guère. Ils varient, altèrent ou renouvellent chaque jour les choses secondaires; ils ont grand soin de ne pas toucher aux principales. Ils aiment le changement; mais ils redoutent les révolutions.

Quoique les Américains modifient ou abrogent sans cesse quelques-unes de leurs lois, ils sont bien loin de faire voir des passions révolutionnaires. Il est facile de découvrir, à la promptitude avec laquelle ils s'arrêtent et se calment lorsque l'agitation publique commence à devenir menaçante et au moment même où les passions semblent le plus excitées, qu'ils redoutent une révolution comme le plus grand des malheurs, et que chacun d'entre eux est résolu intérieurement à faire de grands sacrifices pour l'éviter. Il n'y a pas de pays au monde où le sentiment de la propriété se montre plus actif et plus inquiet qu'aux États-Unis, et où la majorité témoigne moins de penchant pour les doctrines qui menacent d'altérer d'une manière quelconque la constitution des biens.

J'ai souvent remarqué que les théories qui sont révolutionnaires de leur nature, en ce qu'elles ne peuvent se réaliser que par un changement complet et quelquefois subit dans l'état de la propriété et des personnes, sont infiniment moins en faveur aux États-Unis que dans les grandes monarchies de l'Europe. Si quelques hommes les professent, la masse les repousse avec une sorte d'horreur instinctive.

Je ne crains pas de dire que la plupart des maximes qu'on a coutume d'appeler démocratiques en France seraient proscrites par la démocratie des États-Unis. Cela se comprend aisément. En Amérique, on a des idées et des passions démocratiques; en Europe, nous avons encore des passions et des idées révolutionnaires.

Si l'Amérique éprouve jamais de grandes révolutions, elles seront amenées par la présence des noirs sur le sol des États-Unis, c'est-à-dire que ce ne sera pas l'égalité des conditions, mais au contraire leur inégalité, qui les fera naître.

Lorsque les conditions sont égales, chacun s'isole volontiers en soi-même et oublie le public. Si les législateurs des peuples démocratiques ne cherchaient point à corriger cette funeste tendance ou la favorisaient, dans la pensée qu'elle détourne les citoyens des passions politiques et les écarte ainsi des révolutions, il se pourrait qu'ils finissent eux-mêmes par produire le mal qu'ils veulent éviter, et qu'il arrivât un moment où les passions désordonnées de quelques hommes, s'aidant de l'égoïsme inintelligent et de la pusillanimité du plus grand nombre, finissent par contraindre le corps social à subir d'étranges vicissitudes.

Dans les sociétés démocratiques, il n'y a guère que de petites minorités qui désirent les révolutions ; mais les minorités peuvent quelquefois les faire.

Je ne dis donc point que les nations démocratiques soient à l'abri des révolutions, je dis seulement que l'état social de ces nations ne les y porte pas, mais plutôt les en éloigne. Les peuples démocratiques, livrés à eux-mêmes, ne s'engagent point aisément dans les grandes aventures; ils ne sont entraînés vers les révolutions qu'à leur insu; ils les subissent quelquefois, mais ils ne les font pas. Et j'ajoute que quand on leur a permis d'acquérir des lumières et de l'expérience, ils ne les laissent pas faire.

Je sais bien qu'en cette matière les institutions publiques elles-mêmes peuvent beaucoup; elles favorisent ou contraignent les instincts qui naissent de l'état social. Je ne soutiens donc pas, je le répète, qu'un peuple soit à l'abri des révolutions par cela seul que, dans son sein, les conditions sont égales; mais je crois que, quelles que soient les institutions d'un pareil peuple, les grandes révolutions y seront toujours infiniment moins violentes et plus rares qu'on ne le suppose, et j'entrevois aisément tel état politique qui, venant à se combiner avec l'égalité, rendrait la société plus stationnaire qu'elle ne l'a jamais été dans notre Occident.

Ce que je viens de dire des faits s'applique en partie aux idées.

Deux choses étonnent aux États-Unis; la grande mobilité de la plupart des actions humaines, et la fixité singulière de certains principes. Les hommes remuent sans cesse, l'esprit humain semble presque immobile.

Lorsqu'une opinion s'est une fois étendue sur le sol américain et y a pris racine, on dirait que nul pouvoir sur la terre n'est en état de l'extirper. Aux États-Unis, les doctrines générales en matière de religion, de philosophie, de morale et même de politique, ne varient point, ou du moins elles ne se modifient qu'après un travail caché et souvent insensible; les plus grossiers préjugés eux-mêmes ne s'effacent qu'avec une lenteur inconcevable au milieu de ces frottemens mille fois répétés des choses et des hommes.

J'entends dire qu'il est dans la nature et dans les habitudes des démocraties de changer à tout moment de sentimens et de pensées. Cela peut être vrai de petites nations démocratiques, comme celles de l'antiquité qu'on réunissait tout entières sur une place publique et qu'on agitait ensuite au gré d'un orateur. Je n'ai rien vu de semblable dans le sein du grand peuple démocratique qui occupe les rivages opposés de notre Océan. Ce qui m'a frappé aux États-Unis, c'est la

peine qu'on éprouve à désabuser la majorité d'une idée qu'elle a conçue, et de la détacher d'un homme qu'elle adopte. Les écrits ni les discours ne sauraient guère y réussir; l'expérience seule en vient à bout; quelquefois encore faut-il qu'elle se répète.

Cela étonne au premier abord; un examen plus attentif l'explique.

Je ne crois pas qu'il soit aussi facile qu'on l'imagine de déraciner les préjugés d'un peuple démocratique; de changer ses croyances; de substituer de nouveaux principes religieux, philosophiques, politiques et moraux, à ceux qui s'y sont une fois établis; en un mot, d'y faire de grandes et fréquentes révolutions dans les intelligences. Ce n'est pas que l'esprit humain y soit oisif; il s'agite sans cesse, mais il s'exerce plutôt à varier à l'infini les conséquences des principes connus et à en découvrir de nouvelles, qu'à chercher de nouveaux principes. Il tourne avec agilité sur lui-même plutôt qu'il ne s'élance en avant par un effort rapide et direct; il étend peu à peu sa sphère par de petits mouvemens continus et précipités; il ne la déplace point tout à coup.

Des hommes égaux en droits, en éducation, en fortune, et, pour tout dire en un mot, de condition pareille, ont nécessairement des besoins, des habitudes et des goûts peu dissemblables. Comme ils aperçoivent les objets sous le même aspect, leur esprit incline naturellement vers des idées analogues, et, quoique chacun d'eux puisse s'écarter de ses contemporains et se faire des croyances à lui, ils finissent par se retrouver tous, sans le savoir et sans le vouloir, dans un certain nombre d'opinions communes.

Plus je considère attentivement les effets de l'égalité sur l'intelligence, et plus je me persuade que l'anarchie intellectuelle dont nous sommes témoins n'est pas, ainsi que plusieurs le supposent, l'état naturel des peuples démocratiques. Je crois qu'il faut plutôt la considérer comme un accident particulier à leur jeunesse, et qu'elle ne se montre qu'à cette époque de passage où les hommes ont déjà brisé les antiques liens qui les attachaient les uns aux autres, et diffèrent encore prodigieusement par l'origine, l'éducation et les mœurs, de telle sorte que, ayant conservé des idées, des instincts et des goûts fort divers, rien ne les empêche plus de les produire. Les principales opinions des hommes deviennent semblables à mesure que les conditions se ressemblent. Tel me paraît être le fait général et permanent; le reste est fortuit et passager.

Je crois qu'il arrivera rarement que, dans le sein d'une société démocratique, un homme vienne à concevoir, d'un seul coup, un

système d'idées fort éloignées de celui qu'ont adopté ses contemporains; et, si un pareil novateur se présentait, j'imagine qu'il aurait d'abord grand' peine à se faire écouter, et plus encore à se faire croire.

Lorsque les conditions sont presque pareilles, un homme ne se laisse pas aisément persuader par un autre. Comme tous se voient de très près, qu'ils ont appris ensemble les mêmes choses et mènent la même vie ils ne sont pas naturellement disposés à prendre l'un d'entre eux pour guide, et à le suivre aveuglément : on ne croit guère sur parole son semblable ou son égal.

Ce n'est pas seulement la confiance dans les lumières de certains individus qui s'affaiblit chez les nations démocratiques : l'idée générale de la supériorité intellectuelle qu'un homme quelconque peut acquérir sur tous les autres ne tarde pas à s'obscurcir.

A mesure que les hommes se ressemblent davantage, le dogme de l'égalité des intelligences s'insinue peu à peu dans leurs croyances, et il devient plus difficile à un novateur, quel qu'il soit, d'acquérir et d'exercer un grand pouvoir sur l'esprit d'un peuple. Dans de pareilles sociétés, les soudaines révolutions intellectuelles sont donc rares; car, si l'on jette les yeux sur l'histoire du monde, l'on voit que c'est bien moins la force d'un raisonnement que l'autorité d'un nom qui a produit les grandes et rapides mutations des opinions humaines.

Remarquez d'ailleurs que, comme les hommes qui vivent dans les sociétés démocratiques ne sont attachés par aucun lien les uns aux autres, il faut à part convaincre chacun d'eux, tandis que, dans les sociétés aristocratiques, c'est assez de pouvoir agir sur l'esprit de quelques-uns; tous les autres suivent. Si Luther avait vécu dans une société d'égalité, et qu'il n'eût point eu pour auditeurs des seigneurs et des princes, il aurait peut-être trouvé plus de difficulté à changer la face de l'Europe.

Ce n'est pas que les hommes des démocraties soient naturellement fort convaincus de la certitude de leurs opinions, et très fermes dans leurs croyances; ils ont souvent des doutes que personne, à leurs yeux, ne peut résoudre. Il arrive quelquefois dans ce temps-là que l'esprit humain changerait volontiers de place; mais, comme rien ne le pousse puissamment ni ne le dirige, il oscille sur lui-même et ne se déplace pas (1).

(1) Si je recherche quel est l'état de société le plus favorable aux grandes révo-

Lorsqu'on a acquis la confiance d'un peuple démocratique, c'est encore une grande affaire que d'obtenir son attention. Il est très difficile de se faire écouter des hommes qui vivent dans les démocraties, lorsqu'on ne les entretient point d'eux-mêmes. Ils n'écoutent pas les choses qu'on leur dit, parce qu'ils sont toujours fort préoccupés des choses qu'ils font.

Il se rencontre, en effet, peu d'oisifs chez les nations démocratiques. La vie s'y passe au milieu du mouvement et du bruit, et les hommes y sont si employés à agir, qu'il leur reste peu de temps pour penser. Ce que je veux remarquer surtout, c'est que non-seulement ils sont occupés, mais que leurs occupations les passionnent. Ils sont perpétuellement en action, et chacune de leurs actions absorbe leur ame : le feu qu'ils mettent aux affaires les empêche de s'enflammer pour les idées.

Je pense qu'il est fort malaisé d'exciter l'enthousiasme d'un peuple démocratique pour une théorie quelconque qui n'ait pas un rapport visible, direct et immédiat avec la pratique journalière de sa vie. Un pareil peuple n'abandonne donc pas aisément ses anciennes croyances; car c'est l'enthousiasme qui précipite l'esprit humain hors des routes frayées, et qui fait les grandes révolutions intellectuelles comme les grandes révolutions politiques.

Ainsi, les peuples démocratiques n'ont ni le loisir ni le goût d'aller à la recherche d'opinions nouvelles. Lors même qu'ils viennent à douter de celles qu'ils possèdent, ils les conservent néanmoins, parce

lutions de l'intelligence, je trouve qu'il se rencontre quelque part entre l'égalité complète de tous les citoyens et la séparation absolue des classes.

Sous le régime des castes, les générations se succèdent sans que les hommes changent de place; les uns n'attendent rien de plus, et les autres n'espèrent rien de mieux. L'imagination s'endort au milieu de ce silence et de cette immobilité universelle, et l'idée même du mouvement ne s'offre plus à l'esprit humain.

Quand les classes ont été abolies et que les conditions sont devenues presque égales, tous les hommes s'agitent sans cesse, mais chacun d'eux est isolé, indépendant et faible. Ce dernier état diffère prodigieusement du premier; cependant il lui est analogue en un point. Les grandes révolutions de l'esprit humain y sont fort rares.

Mais entre ces deux extrémités de l'histoire des peuples se rencontre un âge intermédiaire, époque glorieuse et troublée où les conditions ne sont plus assez fixes pour que l'intelligence sommeille, et où elles sont assez inégales pour que les hommes exercent un très grand pouvoir sur l'esprit les uns des autres, et que quelques-uns puissent modifier les croyances de tous. C'est alors que les puissans réformateurs s'élèvent et que de nouvelles idées changent tout à coup la face du monde.

qu'il leur faudrait trop de temps et d'examen pour en changer; ils les gardent, non comme certaines, mais comme établies.

Il y a d'autres raisons encore et de plus puissantes qui s'opposent à ce qu'un grand changement s'opère aisément dans les doctrines d'un peuple démocratique.

Si, dans le sein d'un peuple semblable, les influences individuelles sont faibles et presque nulles, le pouvoir exercé par la masse sur l'esprit de chaque individu est très grand. On aurait tort de croire que cela dépendît uniquement de la forme du gouvernement, et que la majorité dût y perdre son empire intellectuel avec son pouvoir politique.

Dans les aristocraties, les hommes ont souvent une grandeur et une force qui leur sont propres. Lorsqu'ils se trouvent en contradiction avec le plus grand nombre de leurs semblables, ils se retirent en eux-mêmes, s'y soutiennent et s'y consolent. Il n'en est pas de même parmi les peuples démocratiques. Chez eux, la faveur publique semble aussi nécessaire que l'air que l'on respire, et c'est, pour ainsi dire, ne pas vivre que d'être en désaccord avec la masse. Celle-ci n'a pas besoin d'employer les lois pour plier ceux qui ne pensent pas comme elle. Il lui suffit de les désapprouver. Le sentiment de leur isolement et de leur impuissance les accable aussitôt et les désespère.

Toutes les fois que les conditions sont égales, l'opinion générale pèse d'un poids immense sur l'esprit de chaque individu; elle l'enveloppe, le dirige et l'opprime : cela tient à la constitution même de la société bien plus qu'à ses lois politiques. A mesure que tous les hommes se ressemblent davantage, chacun se sent de plus en plus faible en face de tous. Ne découvrant rien qui l'élève fort au-dessus d'eux et qui l'en distingue, il se défie de lui-même, dès qu'ils le combattent; non-seulement il doute de ses forces, mais il en vient à douter de son droit, et il est bien près de reconnaître qu'il a tort, quand le plus grand nombre l'affirme. La majorité n'a pas besoin de le contraindre; elle le convainc.

De quelque manière qu'on organise les pouvoirs d'une société démocratique et qu'on les pondère, il sera donc toujours très difficile d'y croire ce que rejette la masse, et d'y professer ce qu'elle condamne.

Ceci favorise merveilleusement la stabilité des croyances.

Lorsqu'une opinion a pris pied chez un peuple démocratique et s'est établie dans l'esprit du plus grand nombre, elle subsiste ensuite d'elle-même et se perpétue sans efforts, parce que personne ne l'at-

taque. Ceux qui l'avaient d'abord repoussée comme fausse finissent par la recevoir comme générale, et ceux qui continuent à la combattre au fond de leur cœur n'en font rien voir; ils ont bien soin de ne point s'engager dans une lutte dangereuse et inutile.

Il est vrai que quand la majorité d'un peuple démocratique change d'opinion, elle peut opérer à son gré d'étranges et subites révolutions dans le monde des intelligences; mais il est très difficile que son opinion change, et presque aussi difficile de constater qu'elle est changée.

Il arrive quelquefois que le temps, les évènemens, ou l'effort individuel et solitaire des intelligences, finissent par ébranler ou par détruire peu à peu une croyance, sans qu'il en paraisse rien au dehors. On ne la combat point ouvertement; on ne se réunit point pour lui faire la guerre. Ses sectateurs la quittent un à un et sans bruit; mais chaque jour quelques-uns l'abandonnent, jusqu'à ce qu'enfin elle n'est plus partagée que par le petit nombre.

En cet état elle règne encore.

Comme ses ennemis continuent à se taire, ou ne se communiquent qu'à la dérobée leurs pensées, ils sont eux-mêmes long-temps sans pouvoir s'assurer qu'une grande révolution s'est accomplie, et dans le doute ils demeurent immobiles. Ils observent et se taisent. La majorité ne croit plus; mais elle a encore l'air de croire, et ce vain fantôme d'une opinion publique suffit pour glacer les novateurs, et les tenir dans le silence et le respect.

Nous vivons à une époque qui a vu les plus rapides changemens s'opérer dans l'esprit des hommes. Cependant il se pourrait faire que bientôt les principales opinions humaines soient plus stables qu'elles ne l'ont été dans les siècles précédens de notre histoire; ce temps n'est pas venu, mais peut-être il approche.

A mesure que j'examine de plus près les besoins et les instincts naturels des peuples démocratiques, je me persuade que, si jamais l'égalité s'établit d'une manière générale et permanente dans le monde, les grandes révolutions intellectuelles et politiques deviendront bien plus difficiles et plus rares qu'on ne le suppose.

Parce que les hommes des démocraties paraissent toujours émus, incertains, haletans, prêts à changer de volonté et de place, on se figure qu'ils vont abolir tout à coup leurs lois, adopter de nouvelles croyances et prendre de nouvelles mœurs. On ne songe point que si l'égalité porte les hommes au changement, elle leur suggère des intérêts et des goûts qui ont besoin de la stabilité pour se satisfaire;

elle les pousse, et, en même temps, elle les arrête; elle les aiguillonne et les attache à la terre; elle enflamme leurs désirs et limite leurs forces.

C'est ce qui ne se découvre pas d'abord : les passions qui écartent les citoyens les uns des autres dans une démocratie se manifestent d'elles-mêmes; mais on n'aperçoit pas du premier coup d'œil la force cachée qui les retient et les rassemble.

Oserais-je le dire au milieu des ruines qui nous environnent? Ce que je redoute le plus pour les générations à venir, ce ne sont pas les révolutions.

Si les citoyens continuent à se renfermer de plus en plus étroitement dans le cercle des petits intérêts domestiques, et à s'y agiter sans repos, on peut appréhender qu'ils ne finissent par devenir comme inaccessibles à ces grandes et puissantes émotions publiques qui troublent les peuples, mais qui les développent et les renouvellent. Quand je vois la propriété devenir si mobile, et l'amour de la propriété si inquiet et si ardent, je ne puis m'empêcher de craindre que les hommes n'arrivent à ce point, de regarder toute théorie nouvelle comme un péril, toute innovation comme un trouble fâcheux, tout progrès social comme un premier pas vers une révolution, et qu'ils refusent entièrement de se mouvoir de peur qu'on les entraîne. Je tremble, je le confesse, qu'ils ne se laissent enfin si bien posséder par un lâche amour des jouissances présentes, que l'intérêt de leur propre avenir et de celui de leurs descendans disparaisse, et qu'ils aiment mieux suivre mollement le cours de leur destinée, que de faire au besoin un soudain et énergique effort pour le redresser.

On croit que les sociétés nouvelles vont chaque jour changer de face, et moi j'ai peur qu'elles ne finissent par être trop invariablement fixées dans les mêmes institutions, les mêmes préjugés, les mêmes mœurs, de telle sorte que le genre humain s'arrête et se borne; que l'esprit se plie et se replie éternellement sur lui-même sans produire d'idées nouvelles; que l'homme s'épuise en petits mouvemens solitaires et stériles, et que, tout en se remuant sans cesse, l'humanité n'avance plus.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE.

RÉFLEXIONS POLITIQUES.

§ I.

Il paraît, à écouter quelques personnes, d'ailleurs bien intentionnées, nous n'en doutons pas, que de grands changemens se sont opérés depuis un mois dans la politique de la France, et qu'ainsi ceux qui tiennent à conserver les institutions du pays doivent se réunir et se concerter pour les défendre. Nous ne saurions, pour notre part, et quels que soient nos efforts, découvrir les périls qu'on nous signale. Nous ne les voyons ni dans le pouvoir ni hors du pouvoir, et quelque estime que nous ayons toujours professée pour le talent et la capacité de M. Thiers, il nous serait difficile de reconnaître qu'il soit appelé à la haute destinée que lui désignent ses adversaires actuels. Dans sa situation nouvelle, M. Thiers n'a, selon nous, à vaincre ni la royauté, ni le parti conservateur, qui hésite à la fois à l'appuyer et à le combattre, car il ne s'est jamais fait leur adversaire, et, quant à la gauche, nous ne craignons pas qu'elle l'entraîne. Il y a dans les affaires et dans la direction de l'état quelque chose qui parle si haut à un esprit juste, il y a dans les dépêches et dans les rapports administratifs des avertissemens si fréquens et si péremptoires, qu'une intelligence élevée ne peut dévier en présence de ces choses. Comment donc supposer qu'un ministre qui s'est montré subitement homme de gouvernement le lendemain du jour où il avait jeté sa plume d'écrivain de l'opposition, qui, jeune encore, a fait face aux imprudens et aux

exaltés au début encore brûlant d'une révolution, comment supposer, disons-nous, que ce ministre, mûri par l'âge et l'expérience, vienne reprendre les affaires uniquement pour donner un démenti à sa vie passée? Encore une fois, l'esprit se refuse à le croire. Mais, pour mieux appuyer nos convictions à cet égard, nous allons chercher avec sincérité quels changemens ont pu avoir lieu ou se préparent dans la politique intérieure et extérieure de la France.

Rappelons-nous d'abord, sans nous y arrêter, ce qui s'est passé depuis cinquante ans. Dans ces cinquante années, il y a eu trois Europes, celle de la révolution, l'Europe de l'empire et l'Europe de la restauration : celle-ci nous a été léguée beaucoup plus intacte qu'on ne le pense. La révolution française, en changeant tous les rapports de la France avec les puissances européennes, en lui créant de nouvelles rivalités, en lui aliénant ses anciens alliés, et en brisant les nœuds de parenté qui l'unissaient à divers états, dérangea à la fois l'équilibre général et le droit public en Europe, qui subsistaient encore sur les bases établies au XVIIe siècle par le traité de Westphalie. Les souverains de l'Europe, intéressés à maintenir ces bases, menacés dans leur propre existence, se liguèrent contre la France et méditèrent son partage. C'est dès ce moment que se présente dans l'histoire moderne un fait ou plutôt un principe que tous les actes politiques, que tous les traités, que les évènemens même, les évènemens les plus indépendans de la volonté des nations et des rois, ont semblé concourir à consolider. Nous parlons de la coalition tacite ou avouée, immédiate ou projetée, active ou expectante, de la majorité des états de l'Europe contre la France.

En s'arrêtant à ces faits, la pensée serait tentée de rétrograder jusqu'aux dernières années du règne de Louis XIV pour y chercher l'origine de cette coalition; mais il existe en réalité une différence essentielle entre la grande coalition de 1689 et celles qui l'ont suivie. Louis XIV et la France, ambitieuse sous lui comme elle le fut depuis sous Napoléon, excitaient la haine et la jalousie de l'Europe; mais Louis XIV était lui-même un principe, un principe qui représentait à la fois le droit des princes et leur force, et ni l'Espagne, ni l'empereur, ni les états d'Italie, ni même l'Angleterre et la Hollande ne voulaient le détrôner. L'existence sociale de notre pays ne fut menacée, la lutte ne devint en quelque sorte personnelle que lorsque, par la révolution, le peuple français eut limité le pouvoir de son souverain; elle devint mortelle quand il eut frappé en lui, avec un affreux excès de rigueur, tous les souverains sur leur trône.

On sait, de reste, comment la coalition européenne ayant manqué son but, la réaction se fit sous le consulat et sous l'empire de Napoléon. La France, dévolue par les puissances à être partagée, partagea l'Europe; mais la coalition brisée, foudroyée par le canon victorieux de Napoléon, représentait assez bien, pour qui savait les intrigues des cabinets, le serpent dont les tronçons ont été violemment séparés. Ils ne tendaient qu'à se rejoindre. Malgré la sincérité des engagemens pris à Tilsitt par l'empereur Alexandre, et la notoriété de cette alliance, M. Canning écrivait d'un tout autre style à M. de Roumanzoff qu'à M. de Champagny, en répondant à une note adressée en commun à l'Angleterre par la France et la Russie; et en dépit de toutes les assurances contraires, le cabinet autrichien persistait à ne voir à Saint-Pétersbourg qu'un allié, ou tout au moins qu'un neutre. En ce temps-là même, on vit, par une correspondance interceptée, que le comte de Stadion promettait à l'archiduc Charles, prêt à entrer en campagne contre la France, le *secours de toutes les nations mécontentes,* au premier rang desquelles il plaçait la Prusse et la Russie, alors alliées à la France. On n'oubliait pas que Napoléon, tout absolu qu'il était, appartenait, par l'origine de son pouvoir, à la révolution de 1789, et il n'était, au milieu de ses victoires, qu'un intrus parmi ceux des souverains qui occupaient à titre légitime les trônes de l'Europe.

Le congrès de Vienne eut lieu sous l'influence de ce principe, et au milieu de grandes nécessités politiques auxquelles il fallait obéir. Les arrangemens politiques de 1814 et les traités de 1815 furent assurément désastreux pour la France. Pour ces traités, comme l'a dit M. Thiers quelque part, ils furent un malheur et non pas une honte; car l'attitude de la France, en les subissant, fut belle et noble, et c'est l'attitude d'un pays et non les traités auxquels il est obligé de se référer, qui constituent sa dignité. A Vienne, cependant, tout ne se passa pas en démonstrations hostiles à la France, et nous ne craignons pas de dire que peu de congrès adopteraient à cette heure certaines résolutions, presque libérales, qui furent prises au congrès de Vienne. C'est qu'alors on était effrayé dans les cabinets de l'Europe et sur les trônes, non des idées libérales à l'aide desquelles on venait de vaincre Napoléon, et qui ne s'étaient pas encore tournées contre ceux qui s'en étaient servi, mais de la seule ambition de l'homme qui comprimait le monde. En un mot, la guerre qui se termina, en 1814, sous les murs de Paris, ne fut, malgré l'origine révolutionnaire de Napoléon, qu'une lutte entre des souverains absolus, telle qu'elle avait eu

lieu dans les dernières années de Louis XIV, une coalition formée par des royautés opprimées, contre une royauté envahissante. Les nations n'y figurèrent que comme des instrumens dans les mains de leurs aristocraties et de leurs princes; la scène ne changea que vers 1815, quand Napoléon fit un moment place à Lafayette, en abdiquant en ses mains. Dès-lors, la coalition européenne contre la France reprit le caractère qu'elle avait en 1789, avec cette circonstance de plus qu'elle s'appuyait sur la victoire, et qu'elle occupait militairement le pays d'où elle avait été forcée de se retirer honteusement autrefois.

Le gouvernement de la restauration avait un beau rôle à jouer à cette seconde époque de son établissement. Nous ne lui refuserons pas la justice que nous venons de rendre à quelques actes du congrès de Vienne, et nous nous hâterons d'ajouter que sa tâche n'était pas facile. Ce n'était pas une petite tâche, en effet, que de replacer la France à son rang dans le monde européen, quand elle avait perdu les armées de Napoléon, quand ses ports étaient vides, ses places démantelées, et quand des traités, qu'il fallait rigoureusement observer, nous interdisaient de réparer les pertes que nous avaient causées nos désastres. La politique extérieure de cette époque ne manqua pas, il faut le dire, d'une certaine grandeur. Le gouvernement de la restauration n'avait guère été plus libre de rétrograder vers l'ancien système de politique extérieure de la France que vers la constitution féodale. Jadis la France dominait en Allemagne en se portant arbitre et médiatrice dans les différends de la confédération germanique, dont elle soudoyait les petits princes et souvent les puissances secondaires. Elle s'appuyait sur la Suisse dont elle prenait à grands frais les soldats à son service. Elle avait un parti payé aussi dans la Hollande, alors république et livrée aux différentes influences de cette forme de gouvernement; en Suède, en Danemark, elle payait des subsides; à Rome, elle trouvait son crédit dans une foule de concessions à l'égard du clergé, en tant qu'elles s'accordaient avec les libertés de l'église gallicane; enfin elle avait en Europe mille armes, mille moyens de succès, mille genres de séductions qu'elle n'a plus. En ces temps-là, la France avait en outre, au dehors, des priviléges, des droits immémoriaux, des relations de famille, des prérogatives et jusqu'à des droits de succession acquis avec les différentes provinces que la féodalité vaincue lui avait cédées, toutes choses que la révolution abandonna et auxquelles elle dut renoncer en fait et en droit, mais qu'elle remplaça dès-lors, surtout sous le règne de Napoléon, par des négociations faites l'épée haute et par des victoires. Qu'on

juge de la situation de la France, quand vaincue par l'Europe, diminuée, repoussée au-delà des limites de l'ancienne monarchie, volontairement déshéritée des priviléges et des relations de la royauté de huit cents ans, privée de l'épée de Napoléon, elle se retrouva, en pleine paix, vis-à-vis de l'Europe étroitement resserrée, nouvellement organisée, et organisée contre elle? Cependant il faut remarquer que sans armée, sans finances, sans crédit, sans appui dans le pays, ramené qu'il était par des troupes ennemies, le gouvernement des Bourbons trouvait dans sa fausse situation des avantages réels dont il profita. D'abord, aux yeux de la coalition, ce gouvernement était étranger et à l'esprit de conquête sans limites qu'on reprochait à la France, et aux actes de la révolution dont on nous fera toujours des crimes. Il résista vivement aux prétentions exagérées des puissances; mais cette résistance était sans danger, car les puissances n'auraient pas voulu détruire en lui leur œuvre, et elles ne pouvaient attribuer aux Bourbons, quelle que fût leur attitude, la pensée de recommencer une guerre dans laquelle venait de succomber Napoléon. En résistant aux plénipotentiaires des puissances alliées, qui voulaient lui arracher l'Alsace, la Flandre, la Lorraine, et dépouiller les petits-fils des conquêtes de leur aïeul; en ne cédant que les conquêtes de la révolution, Louis XVIII replaçait habilement les souverains alliés sur le terrain de la ligue d'Augsbourg, laquelle n'avait en vue que l'humiliation de Louis XIV, et non la chute du trône et le morcellement de la France. Au reste, l'habileté n'exclut pas le patriotisme, et la pensée de contester à Louis XVIII le mérite de sa résistance toute française est bien loin de nous. La lettre écrite par le duc de Richelieu, le lendemain de la signature du traité du 20 novembre 1815, où le ministre de Louis XVIII annonçait qu'il avait apposé la veille, « plus mort que vif, » son nom sur ce fatal traité, cette lettre est faite pour honorer l'homme qui l'a écrite et le gouvernement qu'il servait, mais qui devait se perdre, et sans retour, en moins de quinze ans par ses excès et son aveuglement. L'histoire des négociations de toute cette époque, commencée par la demande d'évacuation du territoire français, finit par la notification de la conquête d'Alger, faite au moment où le gouvernement de Charles X expirait dans les efforts débiles d'une tentative de despotisme. Que la restauration n'a-t-elle *négocié* au dedans avec la même loyauté qu'elle l'a fait au dehors! Mais il était dans sa destinée de ne pouvoir soutenir la lutte et de ne pouvoir l'éviter, cette lutte où elle devait périr. Quoi de surprenant? N'avons-nous pas vu le pouvoir actuel, né de la vo-

lonté nationale, en danger de mort, dans une lutte heureusement finie, et où les titres qu'il porte au front n'ont pas été de trop pour le protéger? Qu'était-ce donc que les dangers de la restauration, qui avait à combattre et le parti exagéré qu'on a vaincu en 1831, et le parti modéré qui a triomphé en 1830?

§ II.

Quelle tendance se manifesta en France peu de temps après la révolution de juillet, quand elle se trouva dominée par un parti violent qui rêvait de nouveau la conquête du monde? Est-il besoin de le dire? Ne vit-on pas la nation presque entière se lever en quelque sorte pour réclamer l'ordre et la modération dans son gouvernement? Dès que Casimir Périer, aidé de M. Thiers, de M. Guizot et de tous les hommes éminens qui ont figuré depuis dans les conseils du cabinet du 11 octobre, eut déployé sa bannière, toutes les forces sociales du pays ne vinrent-elles pas se resserrer autour de lui, et ne vit-il pas accourir à l'instant l'immense majorité des deux chambres pour partager avec lui les amertumes et les dangers de sa tâche? On ne chercha pas long-temps cette majorité, elle se rallia instantanément à la profession de foi ministérielle que prononça le chef du cabinet dans la chambre des députés. Or, se rappelle-t-on bien ce qu'était cette profession de foi du ministère du 13 mars? Le ministère précédent s'était retiré par un excès de susceptibilité constitutionnelle, et, disons-le sans crainte, nous qui ne professons aucune sympathie pour les principes qui dirigeaient ce cabinet, cette susceptibilité venait peut-être du désir de dissimuler les embarras que lui causait sa faiblesse et qui nécessitaient la retraite de cette administration. Toujours est-il que dès-lors commencèrent à s'élever les préventions qu'on n'a cessé depuis de répandre sous le nom de « gouvernement personnel. » La déclaration du 18 mars 1831 fut très explicite à cet égard, et les premières paroles de Casimir Périer dans la chambre des députés furent celles-ci : « Le ministère s'est formé d'une manière toute constitutionnelle; il prendra sa force dans sa responsabilité même. Toutes ses propositions, toutes ses mesures seront l'expression d'une délibération indépendante, d'une volonté commune. Le jour où cette harmonie cesserait serait celui de sa dissolution. » A-t-on ouï dire que le parti conservateur ait été offensé de ces paroles qui définissent si bien

le caractère de la responsabilité ministérielle? les trouva-t-il offensantes pour le trône, et Casimir Périer fut-il regardé comme un dictateur qui venait limiter ou violer les prérogatives que la Charte constitutionnelle a attachées à la couronne?

Dans cette mémorable séance où furent jetées, on peut le dire, les bases de la paix publique qui règne en Europe depuis neuf ans, en même temps qu'il proclamait la nécessité de l'accord de toutes les parties de l'administration, et de l'obéissance absolue des fonctionnaires, qui, disait-il, devaient servir le gouvernement dans le sens de ses desseins, le ministère du 13 mars se hâtait de tenir à l'Europe un langage modéré, mais clair, mais ferme, où il posait les limites de cette nouvelle révolution, qui avait eu pour premier résultat le resserrement instantané du faisceau de tous les états qui formaient la sainte alliance, sauf l'Angleterre, qui s'en était séparée depuis le ministère de M. Canning. « Le principe de la révolution de juillet, disait-il, et par conséquent du gouvernement qui en dérive, ce n'est pas l'insurrection; le principe de la révolution de juillet, c'est la résistance à l'agression du pouvoir. Le respect de la foi jurée, le respect du droit, voilà le principe du gouvernement que cette révolution a fondé. » Le respect du droit, ce principe habilement déduit de la condamnation prononcée contre le parjure de Charles X, le respect du droit disait tout. Ce mot consacrait tout l'état social de l'Europe, fondé sur des traités que la France avait signés; aussi le ministère du 13 mars se montrait-il tout-à-fait logique quand il ajoutait: « La violence ne doit être, ni au dedans ni au dehors, le principe de notre gouvernement. Au dedans tout appel à la force, au dehors toute provocation à l'insurrection populaire est une violation de son principe. » Et il ramenait, sinon la confiance, du moins le calme dans les cabinets étrangers, quand il disait encore: « La politique étrangère se lie à la politique intérieure. Pour l'une et l'autre, le mal et le remède sont les mêmes. Le mal, c'est encore la défiance. On voudrait amener la France à se défier de l'Europe, et l'on cherche à répandre que l'Europe se défie de notre révolution. » Suivait l'assurance que le gouvernement respecterait les droits de tous les autres gouvernemens, qu'il soutiendrait partout par ses négociations le principe de non-intervention, mais qu'il ne prendrait les armes et ne laisserait verser le sang français que pour défendre les intérêts ou la dignité de la France.

Les cabinets, ainsi que tout ce qui constitue les gouvernemens étrangers, applaudirent à cette déclaration du ministère du 13 mars, qui rassurait l'Europe, effrayée des débuts de la révolution de 1830.

Ainsi, pour la première fois depuis cette révolution, l'assentiment de la majorité libérale du pays se trouva avoir de l'écho au dehors dans les sphères les plus élevées. Ainsi également, sans faire aucune concession, car la profession de foi faite le 13 mars renfermait aussi ces paroles : « Nous voudrions et ferions la guerre si la sûreté ou l'honneur de la France était en péril, car la liberté aussi serait menacée; » sans concession aucune, disons-nous, la révolution de juillet excitait une sorte de sympathie parmi ses ennemis les plus déclarés, et le gouvernement de Louis-Philippe se trouva ce jour-là réellement reconnu par les puissances. On voudra bien remarquer que si nous insistons sur cette circonstance, ce n'est pas que nous fassions dépendre l'existence de la France constitutionnelle de la volonté des états absolus de l'Europe, mais c'est qu'elle annonce un véritable progrès dans les idées de ces gouvernemens, progrès qui doit en faire supposer de plus grands encore parmi les populations qu'ils dirigent.

L'Europe et la majorité conservatrice approuvaient donc déjà en 1831 les idées du 13 mars, et nous venons de voir quelles furent ces idées: la responsabilité ministérielle dans toute sa réalité, le gouvernement remis aux mains des ministres, l'indépendance des peuples soutenue par les négociations, la liberté et la dignité de la France défendues au besoin par les armes. Nous montrerons tout à l'heure que depuis cette époque l'Europe a fait de nouveaux progrès dans cette voie. Le parti conservateur aurait-il reculé?

Nous avons eu dessein de montrer, par les réflexions qui précèdent, que l'Europe vit sous deux influences, dont l'une nous est contraire, tandis que l'autre nous est propice : nous voulons parler de l'effet matériel du congrès de Vienne et des conséquences du progrès social qui a lieu en Europe depuis la promulgation de ce traité. Quelle secousse eût éprouvée l'Europe, à quel hasard eussent été remises ses destinées, si les traités de 1815 eussent été reniés en 1830 par la France, comme le demandait l'opposition? Qui oserait soutenir que le progrès social de l'Europe eût été accéléré si la France avait alors réclamé ou même repris les limites du Rhin, tenté de vive force la démolition des forteresses belges, et mis nos soldats au service de toutes les insurrections? Au lieu de cela, qu'est-il arrivé? La partie des actes du congrès de Vienne qui n'est pas empreinte de l'esprit de justice, et qui n'a pas été conçue dans les principes d'une politique haute et généreuse, s'affaisse chaque jour et se détruit peu à peu. Il est vrai que les altérations que le temps fait subir à ces actes se font aussi quelquefois au détriment des peuples; mais la force qui résul-

tait de l'ensemble de ces actes ne disparaît pas moins. La Pologne, l'Espagne, le Portugal, la fondation du royaume de Belgique, et surtout le fait du traité de la quadruple alliance signé entre une puissance qui a joué un grand rôle au congrès de Vienne, une puissance qui n'y figurait en quelque sorte que comme accusée, et appelée pour répondre aux réclamations de toutes les autres, et deux états qui n'y ont pris place qu'en seconde ligne; quelles importantes déviations des actes de 1814 et de 1815! Un jour donc, quand les choses auront pris d'elles-mêmes quelque équilibre, quand les intérêts froissés par les évènemens successifs chercheront une place nouvelle dans l'association européenne, il arrivera que, sans une de ces longues guerres auxquelles il a toujours fallu en venir pour amener les grandes assemblées réparatrices, sans secousse, on se mettra à régler de nouveau le droit public européen où s'introduisent successivement tant d'élémens qui n'y figuraient pas. Or il est bien permis de prévoir l'importance du rôle qui reviendra à la France en pareil cas, si elle sait conserver et faire valoir la situation qu'elle a prise et gardée depuis le 13 mars 1831.

Demander l'anéantissement des actes de Vienne et la rupture des déplorables traités de 1815, c'était donc vouloir rompre un ensemble de rapports existans qu'il eût fallu remplacer aussitôt, soit en faisant reconnaître son droit ou ses prétentions par la guerre, moyen toujours hasardeux, soit en appelant, s'il se pouvait, les états de l'Europe à une conférence générale où, pacifiquement, on n'était pas en mesure de jouer un rôle. En un mot, la gauche voulait, en 1830 et 1831, renverser à la fois la charte de la France et la charte de l'Europe; et raisonnablement, si on pouvait modifier en peu d'heures la constitution qui nous régissait, c'était de l'aveuglement que vouloir exercer ce même droit sur la constitution d'état consentie par vingt peuples différens.

La France n'a pas à jouer ce rôle; ses intérêts ne le commandent pas. Elle est assez forte pour être modérée, et, dans sa situation, la modération ajoute encore à sa force. L'Europe le sait bien, et ceux de ses gouvernans qui ont une véritable perspicacité ne s'alarmeront pour leur influence qu'en nous voyant dans les voies de la modération.

§ III.

Le caractère de la révolution de 1830 est avant tout d'être légale. Ce caractère éclata surtout à l'époque du ministère du 13 mars, qui a fait une résistance si vigoureuse et qui a livré aux partis un combat acharné sans avoir eu besoin de demander du secours à la puissance législative. Le ministère qui lui succéda continua la lutte sans reculer; les hommes éminens qui avaient combattu avec Casimir Périer dans la chambre prirent le pouvoir et s'en servirent avec force. Mais soit qu'ils eussent repris courage à la mort de Casimir Périer, soit qu'ils voulussent tenter le dernier effort du désespoir, les partis extrêmes se montrèrent plus audacieux, et les armes du 13 mars ne suffirent déjà plus au 11 octobre. Les partis furent décimés, et il resta de la lutte l'antécédent de l'état de siége et les lois de septembre, lois rigoureuses, mais utiles, qui dorment en quelque sorte aujourd'hui, par une sorte d'indulgence tacite, et restent sous la main du pouvoir comme des armes sûres qu'on tient prêtes pour le jour du combat. Les partis furent vaincus, et l'Europe continua de rendre hommage à la force et à l'énergie des ministres de juillet; cependant elle était alarmée de ce conflit terrible et de cette bataille sans fin, car elle avait vu plus d'une fois ceux qui guerroient sans cesse trouver la défaite au bout de longues victoires.

Le temps a dissipé une partie de ces alarmes. Après quelques essais infructueux de conciliation et de transaction, après le temps d'arrêt du 22 février, où se forma un ministère qu'on donnait déjà dans ce temps-là comme le ministère Martignac de la révolution de juillet, et qui n'a été suivi que de la faible réaction du 6 septembre, tout semblait disposé pour la pacification au dehors et au dedans. Qui donc a pu ainsi réunir les partis presque dissipés devant la majorité qui salua la venue du ministère du 15 avril? A cette époque, ne vit-on pas la gauche modérée soutenir le ministère qui venait de donner l'amnistie devant laquelle avaient reculé ses prédécesseurs, et la droite reconnaître, par ses manifestations publiques de modération, qu'elle avait peut-être eu le tort de conserver au-delà de la lutte elle-même l'irritation que donnent toujours les luttes violentes? A nos yeux, les succès de l'administration du 15 avril, lors de sa venue, tenaient à ce qu'elle semblait vouloir prouver à la France que l'esprit de concilia-

tion est propre à produire l'ordre en certains temps, comme en d'autres la force et l'énergie seules assurent l'obéissance; et elle fut accueillie avec joie, parce qu'après les rudes nécessités du 11 octobre et l'esprit rigoureux du 6 septembre, on était bien aise de voir que les formes modérées pouvaient servir à la défense et au maintien des idées modérées. Nous sommes un peu mobiles, et la nouveauté de ce spectacle charma le monde politique pendant quelque temps. Il y eut alors un moment de véritable calme. De leur côté, les cabinets de l'Europe avaient vu avec quelque inquiétude la dissolution du ministère du 6 septembre et la tendance dans laquelle se faisait le remaniement du 15 avril. On pensait à Vienne, à Berlin, à Londres même peut-être, que le système de l'intimidation était le meilleur et le plus sûr à suivre en France. C'est ainsi qu'on avait pensé là, du temps de Charles X, que le ministère du prince de Polignac était réellement le seul qui convînt dans l'état où se trouvait alors l'esprit public parmi nous. L'ordre et la paix, la prospérité, qui régnèrent alors, désabusèrent l'Europe, et elle dut d'autant plus être frappée des résultats d'un système conciliant et libéral, qu'elle voyait la France pacifiée et profondément occupée de ses intérêts matériels au moment même où, au Nord et au Midi, une certaine agitation sociale se manifestait en Europe. En Espagne, dans les provinces rhénanes, dans le Luxembourg et dans la Hollande, les esprits étaient animés et les masses prêtes à se soulever, tandis que la France, ce volcan qui effrayait les princes de l'Europe et faisait dire à l'un d'eux qu'il fallait le cerner et le laisser se dévorer lui-même, la France donnait l'exemple de la tranquillité et du respect pour la paix publique.

Nous avons été partisans de l'administration du 15 avril, parce qu'elle a fait succéder à un système rigoureux et intimidateur un système d'indulgence et de conciliation, parce qu'elle a donné l'amnistie et signalé son passage par deux actes honorables pour la France, la seconde expédition de Constantine et la prise de Saint-Jean d'Ulloa, mais surtout parce qu'elle avait su remplacer un état de choses précaire par le temps de calme et de tranquillité dont nous parlions, et parce qu'elle avait mis fin à une sombre époque où la sécurité des jours du roi était sans cesse en péril. Fidèles à nos convictions, on nous a vus défendre les actes de ce cabinet contre l'administration à la fois nulle et réactionnaire qui sortit de la fatale émeute du 12 mai. Ce ministère, né d'une coalition où toutes les opinions, même les plus extrêmes, avaient été admises, semblait n'avoir été créé qu'en vue d'assouvir des haines individuelles et de satisfaire des penchans per-

sonnels. On ne peut dire que la France et l'Europe se soient émues ou alarmées de l'existence de ce ministère, qui, sans ses fautes, serait déjà tombé dans l'oubli le plus profond, car on en est encore à se demander quelle pensée y présida et quelle fut sa direction politique. Ce n'est plus l'heure de blâmer la coalition qui se forma contre le ministère du 15 avril, aujourd'hui surtout que son plus fâcheux résultat se trouve supprimé par le vote de la chambre sur la dotation, acte qui a malheureusement frappé plus haut que l'administration à laquelle il a mis fin. La coalition a été, après tout, un fait important, et les faits, bons ou mauvais, ont en politique une valeur qu'on ne peut leur contester et des conséquences qu'il faut admettre. Or, la conséquence de la dernière coalition a été de diminuer dans les élections la majorité qui soutenait le ministère du 15 avril, et de renforcer les différentes minorités qui s'étaient réunies dans le but de créer une nouvelle administration. De même que le ministère du 15 avril avait dû marcher vers les idées du centre gauche qui étaient en discrédit dans le cabinet du 6 septembre, de même le ministère sorti des élections de 1838 ne pouvait guère éviter une pareille tendance. Tout l'obligeait, en quelque sorte, pour nous servir d'une image tirée de la méthode mathématique, tout l'obligeait à être au 15 avril ce que le 15 avril avait été au 6 septembre. C'était aux restes encore puissans des 221 d'affaiblir le plus qu'il se pouvait cette tendance, et l'accomplissement de cette tâche ne devait pas offrir de grands obstacles, si l'on veut bien considérer la nature des élémens dont se forma le ministère du 12 mai. L'embarras fut grand toutefois, car, lorsqu'on se mit à vouloir modifier le programme de ce ministère de gauche où figuraient toutes les nuances d'opinions, il se trouva qu'il n'avait pas de programme, et qu'il vivait au hasard, obéissant en aveugle à son antipathie pour certains hommes, ainsi qu'à sa prédilection et à ses antécédens de protection pour quelques autres. On peut caractériser à peu près toutes les administrations qui se sont succédées en France depuis vingt-cinq ans, en disant que les unes ont marché en avant, et c'est le petit nombre, tandis que les autres ont rétrogradé rapidement, ou fait quelques pas en arrière; mais, quant au ministère du 12 mai, il a erré çà et là, et n'a pas fait avancer ni reculer une seule question politique. C'est le plus bel éloge qu'on puisse en faire, et s'il a laissé périr presque sans ressource l'alliance anglaise par l'activité fanfaronne de ses incertitudes dans l'affaire d'Orient, s'il a contribué ainsi à l'isolement de la France, c'est assurément un fait indépendant de sa volonté, car cette volonté était bien de rester inerte. Mal-

heureusement, ce goût presque forcé d'inertie était compliqué d'une autre tendance qui ne mériterait pas d'être examinée aujourd'hui, si elle ne touchait à la naissance du ministère actuel, et ne motivait pour ainsi dire sa nécessité.

Il y a dans un livre publié récemment en Allemagne, et conçu dans l'esprit le plus hostile à la France, un passage où l'on définit cependant avec quelque vérité la nature et les effets de l'opposition radicale ou ultra-démocratique, comme on voudra la nommer. Selon le publiciste étranger, dont l'ouvrage a fait une grande sensation, le véritable esprit démocratique manque totalement en France, et il assure que les différentes phases de notre première révolution ont démontré la vérité de cette assertion jusqu'à l'évidence. Le sombre et rigoureux esprit de nivellement qui s'emparerait de l'Allemagne si elle en venait à regarder une révolution comme une nécessité de l'amélioration de sa vie sociale, cet esprit (nous continuons de citer l'écrivain allemand), cet esprit n'a jamais été compris par le peuple français, et il l'a méconnu particulièrement chaque fois qu'il a décrété que la liberté et l'égalité seraient les bases de son organisation. Un certain esprit d'aristocratie, une soif ardente de la gloire, de l'honneur, des distinctions, du rang, du pouvoir, n'ont jamais cessé d'animer la France; et avec ces qualités on peut arriver à fonder tout, hormis l'empire de l'égalité. Plus le parti radical s'efforcera de s'allier étroitement à la masse populaire et de vivre dans son sein, plus les instincts aristocratiques, c'est-à-dire le besoin de s'élever et de dominer, s'y manifesteront rapidement. C'est pourquoi ce parti s'est approprié la révolution comme une chose à lui personnelle, dont il faut profiter et profiter seul. C'est ainsi qu'en lui marchent, par voies différentes, les individus, les séries, les sections, les comités et les directeurs. Ici la division des forces annonce aussi la division des moyens et des pensées, et cette division du parti radical, qui s'explique par l'histoire très analogue des partis violens dans la première révolution, tient un peu également aux différentes phases de sa fortune. Quiconque a suivi avec quelque attention l'existence du parti radical depuis 1830, a dû être frappé, en effet, du passage rapide et fréquent de sa puissance à une impuissance absolue, de l'activité de son influence à un état de nullité morale et de discrédit dans le pays. Ses adversaires l'ont vu quelquefois apparaître comme un ensemble, comme un corps, qu'on surprenait en armes sur la place publique; puis, quand on l'avait vaincu, quand la loi l'avait frappé et relégué dans les cachots, on le voyait encore s'agiter comme une ombre, se manifester ailleurs sous mille

apparences diverses, et bientôt d'autres faits apprenaient au monde que la propagande et le radicalisme ne consentaient pas, même après leur défaite, à se renfermer dans leurs théories. En suivant plus attentivement la marche du parti extrême de la révolution, on voit que ce n'est ni son état antérieur, ni le plus ou moins de découragement qu'il éprouve, qui déterminent ses phases d'activité ou de décadence, mais les changemens successifs qui ont lieu dans le pouvoir. On peut dire que le parti exagéré de la gauche exprime, quand il agit, la négation des forces sociales et gouvernementales. C'est l'aiguille qui marque le trouble, le désaccord et l'énervement qui règnent dans cette sphère; mais dès que ce parti prétend passer à une action plus positive, se présenter comme une manifestation républicaine, consulaire ou constitutionnelle, son pied ne touche plus le sol qui est à lui, il perd à la fois l'équilibre, l'énergie, la force, et devient ainsi plus facile à combattre. Transformée en architecte (c'est le publiciste étranger qui parle), transformée en architecte, la gauche pure n'est qu'un personnage comique, une véritable caricature; mais comme puissance destructive, c'est l'ennemi le plus redoutable de toutes les institutions qui n'ont pas leurs racines dans les mœurs et l'opinion nationales.

Il y a du vrai et du faux dans cette définition de la gauche pure. Laissons ce qui est faux; mais c'est une observation pleine de justesse que celle qui a été faite, par l'écrivain étranger, de la coïncidence des transformations du parti radical et des modifications diverses du pouvoir. Au début de la révolution, toutes sortes de sentimens se mêlaient aux idées révolutionnaires : le sort de la nation belge tout entière en question, l'Italie persécutée avec une froide et systématique cruauté, la Pologne inondée de sang, l'Espagne, le Portugal, couverts d'échafauds; c'étaient là des pensées à remuer tous les cœurs, et l'esprit de radicalisme et de propagande s'y glissait souvent à leur insu, sous le voile de la compassion. La gauche pure eut alors ce qu'on pouvait appeler une de ses époques morales, quoique l'émeute en fût quelquefois la traduction. Ce fut aussi par les forces morales que la combattit principalement le ministère du 13 mars, et l'on vit les plus hautes intelligences du pays faire taire leurs désaccords d'opinion, pour s'unir dans cette grande et noble tâche. Au 11 octobre, toutes les illusions qui pouvaient encore entraîner les esprits abusés vers l'extrême gauche, étaient déjà dissipées. Le parti intermédiaire s'augmenta considérablement. La gauche même se divisa en deux nuances, et le parti extra-parlementaire, se voyant isolé, tenta son effort le plus désespéré dans les journées de juin. Cette

manifestation toute brutale appelait, qu'on nous passe le mot, un pouvoir un peu semblable pour la réprimer. Les forces intellectuelles qui résidaient dans le gouvernement s'effacèrent devant la force matérielle qui y figurait, et ce fut alors qu'une ancienne vérité éclata. On vit que la fermeté d'esprit est bien distincte de l'habitude des périls, et que ce ne sont pas les hommes les plus exercés aux combats qui montrent le plus de sang-froid et de vigueur dans les dangers politiques. Les collègues du maréchal Soult en appelèrent à sa vieille expérience militaire, et accordèrent l'état de siége aux exigences urgentes de la situation. Au 15 avril, l'amnistie fit rentrer le parti radical dans l'état de prostration où le jettent les mesures généreuses soutenues par la force, en même temps qu'elles sont prises avec opportunité, et il ne dut qu'à l'avénement de la coalition, c'est-à-dire à des forces qui n'étaient pas à lui, et dont il ne pouvait disposer, même momentanément, la chute de l'administration qui avait annulé l'effet de ses prédications, et désarmé le bras de ses adhérens les plus coupables.

L'échauffourée du 12 mai, cette dernière prise d'armes qui nous préservera peut-être désormais des longues crises ministérielles, ramena la force militaire au pouvoir sous la forme du maréchal Soult; et, dans le tumulte, dans l'effroi de cette journée, le vieux guerrier se trouva avoir conquis deux portefeuilles au lieu de celui que lui assurait de droit le caractère tout spécial de ses antécédens. La chambre, lasse d'une longue crise, ratifia en murmurant la composition de ce cabinet, où le centre droit croyait trouver quelques motifs de sécurité dans la glorieuse épée du maréchal, qu'il voyait tournée contre l'émeute. Mais ce cri d'un parti aux abois, cette émeute qui avait profité d'une lacune dans le pouvoir pour troubler la cité, témoignaient par là même de la décadence et de l'anéantissement des factions qui osaient autrefois combattre le pouvoir en face; et, sans répression violente, sans efforts, sans mesures rigoureuses, l'ordre légal, à peine suspendu pendant un jour, reprit son cours ordinaire. L'Europe diplomatique elle-même, qui prend si exactement note et avantage de nos embarras intérieurs, fit à peine attention à cet essai de révolution par escalade, et le ministère du maréchal Soult, né l'épée à la main, se trouva le lendemain de son installation vis-à-vis des partis qui n'apparaissaient que dans la presse et dans l'enceinte parlementaire, seul lieu où l'illustre maréchal ne s'est jamais montré en héros. Or, dès qu'on se trouvait avoir devant soi l'esprit et non le corps du parti radical, la discussion et non l'émeute, dès qu'il ne fut plus ques-

tion de se mettre en campagne contre l'ennemi, et d'aller à lui comme saint George attaquant le dragon, le ministère du maréchal Soult, où figuraient près de lui quelques hommes d'un talent véritable, mais qui étaient pour la plupart nouveau-venus dans la direction des affaires, devint insuffisant pour la tâche qu'il avait à remplir; et cette tâche devait revenir de droit à M. Molé, à M. Guizot ou à M. Thiers.

On s'est étonné de la chute subite et silencieuse du ministère du 12 mai. Depuis le commencement de la session, la chambre se prêtait avec complaisance à toutes les exigences de la situation. Elle sentait bien que le ministère n'avait pas de vie par lui-même, et qu'il n'était qu'un ensemble de négations, et comme un essai qui tendait à prouver au pays qu'on pouvait le gouverner sans les hommes influens, sans les chefs des différens partis politiques, si toutefois cette pensée n'allait pas plus loin, et n'excluait pas les partis eux-mêmes de la participation aux affaires. Que vit-on alors? Les influences réelles qui dominent les différentes opinions n'étant pas dans le pouvoir, et ne s'exerçant pas de ce centre sur les masses, la force et l'influence agirent du dehors sur le pouvoir, et le dirigèrent presque à son insu. Parmi les principaux griefs énoncés dans la coalition contre le cabinet du 15 avril, on alléguait surtout que les sommités de la chambre élective ne s'y trouvaient pas représentées. Cela est vrai; mais le ministère du 15 avril avait arboré un drapeau qui lui appartenait en propre : il était parti de l'amnistie, cette mesure politique long-temps différée par quelques-uns de ses adversaires, et entièrement repoussée par d'autres. Le drapeau était bien ou mal défendu, soutenu par des mains plus ou moins fortes; mais enfin il y avait un drapeau, tandis que le ministère du 12 mai n'avait pas de drapeau, et a, jusqu'à présent même, laissé en blanc sa devise. C'était une singulière situation que celle de ce cabinet qui prétendait sortir d'une nuance de la chambre où M. Thiers occupait le premier rang, et qui n'avait au fond d'autre programme que l'exclusion de M. Thiers! Et c'est ici qu'il faut reconnaître la force puissante des choses et le néant profond qui résulte d'une fausse situation. Le ministère parlementaire formé le 12 mai était, en quelque sorte, annulé par deux influences: celle du trône, influence bien légitime, qui modifia bientôt ce qu'il y avait de contraire à l'esprit de gouvernement dans quelques membres de ce cabinet, et l'influence de l'homme qui en était exclu, et qui jouait, pour ainsi dire, par son absence, le principal rôle dans les conseils. Il nous semble que nous nous faisons comprendre, et qu'il est facile de s'expliquer la marche que suivit le gouvernement dans ces neuf mois de transition que dura

l'enfantement du ministère actuel. Le gouvernement se faisait par secousses, comme dans l'affaire d'Orient, où, ainsi que nous le montrerons tout à l'heure, on passa subitement d'un chaleureux intérêt pour la Porte à la défense active du pacha. A chaque question, les ministres se demandaient intérieurement ce qu'en diraient M. Thiers et son parti dans la session suivante, et on prenait courage à marcher souvent au-delà des bornes que marquait la prudence, dans la crainte d'être dépassé par celui qu'on voulait écarter, tout en parodiant ses vues et ses principes. Singulier rôle pour un gouvernement qui imitait ainsi ceux qui se jettent étourdiment en tête d'une émeute, et que d'autres poussent en avant! La couronne n'avait donc devant elle dans le conseil que des intermédiaires, et il se pourrait que dans son admirable sagacité, et dans le sentiment de sa force, elle eût quelquefois secrètement préféré avoir affaire au centre gauche lui-même qu'à des représentans munis de pouvoirs si irréguliers.

En outre le ministère du 12 mai n'était pas un rempart contre les principes de la gauche, dont, pour notre part, nous ne sommes guère effrayés, car le ministère se prétendait issu de la gauche, et comptait bien gouverner avec son concours. Or, qu'est-ce qu'un ministère qui inquiète le parti conservateur et qui n'apporte pas l'appui du parti opposé? La majorité du 15 avril était détruite, le premier résultat des élections avait été la chute de ce ministère, et l'on aura beau dire que la majorité opposante se formait de plusieurs minorités; encore fallait-il composer avec elles, les réunir dans un but possible, les contenir, les diriger, pour opérer une action gouvernementale quelconque, et le ministère du 12 mai en était incapable. On a comparé la gauche à un cheval fougueux; c'était donc au meilleur cavalier à le conduire, et nous n'avons jamais entendu dire qu'en pareil cas il soit bon de recourir à des mains débiles ou inexpérimentées. La gauche, le centre gauche, le centre droit, ne sont après tout que des nuances de la révolution de juillet, de la France telle qu'elle s'est faite après avoir jeté le frein que lui avait mis l'Europe quand elle lui imposa le gouvernement de la restauration. Quand cette révolution est modérée, quand elle ne blesse pas les sentimens nationaux des autres peuples en demandant la Belgique ou les limites du Rhin, elle a pour elle tous ceux qui travaillent, tous ceux qui étudient, tous ceux qui produisent, tous ceux qui, dans le monde entier, éprouvent le besoin d'améliorer leur condition intellectuelle ou sociale. Or, tant que le centre gauche ne sera pas accusé d'apporter au pouvoir l'esprit de conquête et d'extension, on ne doit pas redouter son passage aux

affaires, même en supposant que M. Thiers soit homme à les livrer à cette nuance d'opinions, même en supposant, contre toute apparence, que la connaissance et la pratique des affaires ne modifieraient pas les idées du centre gauche sur la nature des devoirs d'un gouvernement. Voilà pour la peur que le centre gauche peut inspirer à l'Europe dans la personne de M. Thiers, qui n'est pas encore, que nous sachions, et qui ne sera pas, nous en avons la confiance, l'exécuteur de ses volontés.

On dira : Les peuples ne sont pas les cabinets, et la France peut avoir de grands embarras en penchant au-delà des limites du 15 avril. Sans doute, à nos yeux, la meilleure ligne est celle qui ne mène pas vers certaines idées impraticables de la gauche (idées qui ne laissent pas que d'être nombreuses), sans toutefois dévier vers celles des idées du côté droit, que nous regardons comme un peu étroites. Toutefois, le gouvernement représentatif n'est pas un gouvernement d'immobilité, et les cabinets étrangers ne s'attendent pas à voir la France plus pétrifiée que n'est l'Angleterre, qui passe des tories aux whigs modérés et des whigs modérés aux whigs purs, sans se créer des démêlés avec l'Europe. Mais, s'écrie-t-on, la prépondérance que les cabinets étrangers s'étaient habitués à voir exercer par la couronne, reçoit une atteinte par le triomphe de la majorité, où la gauche joue un si grand rôle, et par la venue d'un cabinet né à la suite du rejet de la dotation. Est-ce qu'on n'a pas vu récemment, sans crainte pour la solidité du trône de la Grande-Bretagne, sir Robert Peel et le duc de Wellington, c'est-à-dire ceux qui veulent le plus la monarchie en ce temps-ci, réduire la dotation proposée pour le prince Albert, et lui refuser la préséance sur les oncles de la reine, c'est-à-dire frapper la royauté et la rudoyer quand elle ne va pas à leur gré? Est-ce que par hasard l'Europe en serait à une adoration chinoise de la monarchie au point de prendre l'alarme à l'aspect de quelques boules noires, quand elle a vu récemment encore le souverain qui a fait le plus de sacrifices à la nationalité et au bien-être de son peuple, le roi de Hollande, forcé par l'opinion d'opter entre la femme qu'il voulait honorer d'un choix public et le maintien des droits que lui donne la constitution actuelle du pays? Non, l'Europe n'est pas si pointilleuse, et les cabinets ne sont pas aussi exigeans qu'on le pense, dans un temps où tous les pouvoirs, quelle que soit leur origine et leur nature, sont obligés de se contenter de peu. N'avons-nous pas vu d'ailleurs, en ce qui est de cet éternel thême du gouvernement personnel, que le ministère de Casimir Périer lui-même avait été une réaction contre la prétendue

influence constitutionnelle de la couronne? et une réaction contre qui? contre M. Laffitte et ses collègues, qui avaient, disait alors l'opposition, fléchi sur ce point et compromis par leur faiblesse les principes qu'ils professent aujourd'hui avec tant d'ardeur! Nous avons assez souvent et assez vivement débattu contre la gauche, et dans le sens du parti conservateur, cette question du gouvernement personnel, pour avoir le droit de ne pas partager les alarmes qu'on répand. Disons donc que si ceux des cabinets étrangers qui souhaitent vivement une paix durable, et qui font des vœux pour le maintien de la tranquillité en France, peuvent être rassurés, c'est justement en voyant cesser de pareils débats. L'Europe estime et admire le roi, nous sommes heureux de le constater; elle sait, elle dit que, grace à sa fermeté, à sa persévérance, il a puissamment contribué à maintenir la paix générale, à rendre courage aux hommes d'ordre, et à vaincre les passions révolutionnaires. L'Europe reconnaît qu'aucun des prédécesseurs de Louis-Philippe n'est monté sur le trône dans des circonstances aussi périlleuses que celles où il s'est trouvé. « L'Europe, a dit un écrivain politique étranger, qui n'est pas suspect de partialité pour notre gouvernement; l'Europe sait ce qu'elle doit au caractère résolu et persuasif du roi des Français, à sa constance, à la marche sage et réfléchie de son esprit; l'Europe connaît aussi les dangers que lui a fait courir le manque de prévision politique de la dynastie déchue, et ce que disent les radicaux ou les légitimistes irrités n'affaiblira en rien, aux yeux de la génération présente et de l'histoire, le mérite des services que Louis-Philippe a rendus à la France et à l'Europe en maintenant la paix. A cet égard, ni les sarcasmes de M. de Cormenin ni les figures de rhétorique de M. Berryer, oubliés aussitôt qu'accueillis par les esprits légers, n'ont trouvé accès près des hommes politiques sérieux, et n'ont influé sur le jugement des hommes d'état. »

Ne soyons pas plus royalistes que le roi, qui a dit un mot digne de sa sagesse en déclarant qu'il est le roi de la majorité. Sans doute on n'est pas roi sans craindre les révolutions et les bouleversemens, que craignent bien aussi un peu les peuples; mais quand on a formé sa sagesse et son expérience de la fréquentation de toutes les classes de la société, quand on a observé quinze ans, près du trône, les fautes de ceux qui l'ont occupé, on ne saurait se tromper comme le fit Charles X, et prendre un revirement politique pour une révolution. Une commotion sérieuse ne pourrait avoir lieu en France que par une erreur de cette sorte; mais, Dieu merci, quoi qu'en aient dit les exagérés

de la gauche, il n'y a pas de parti ultra en France, et s'il se formait, il se trouverait manquer du seul chef qui pouvait donner le pouvoir de soulever la France au parti ultra-royaliste de la restauration. Le temps est sceptique d'ailleurs, et le roi est de son temps. Il sait que le gouvernement représentatif se compose d'expériences, et qu'il est constitué de manière que les correctifs naissent des fautes mêmes de l'administration. Si le ministère actuel adopte ce qu'il y a d'exagérations et de vues impossibles dans la gauche, la raison publique en fera bientôt raison.

Heureusement nous n'en sommes pas là. Qu'a fait la gauche depuis l'avénement de ce ministère, et en quoi le cabinet a-t-il pactisé avec elle? Assurément, si la gauche se montre assez raisonnable pour voter les fonds secrets, les projets de loi d'utilité publique dont elle avait hésité à reconnaître l'importance sous le cabinet du 15 avril; si elle se contente dans un temps indéterminé, d'une simple modification des lois de septembre en ce qui tient à la définition de l'attentat, et de quelques emplois donnés à ses membres qui reconnaîtraient les nécessités gouvernementales, ces rapports bienveillans de la gauche et du ministère ne peuvent nuire à la prospérité du pays, bien au contraire, et nous ne voyons pas que le parti conservateur, la France ou l'Europe, aient lieu de s'en alarmer. Que si la gauche voulait, sans autre nécessité que ses prétentions, la dissolution de la chambre, la réforme immédiate et absolue du système électoral, le remplacement de tous les fonctionnaires qui n'ont pas pris part à la coalition, et l'introduction des siens dans toutes les places inférieures, dans les emplois municipaux, peuplés d'hommes modestes et modérés, étrangers aux mouvemens de la politique, oh! alors il serait temps de combattre le ministère qui donnerait les mains à de pareils changemens, et de l'arrêter dans ses desseins. Mais la déclaration faite par le ministère dans la chambre des députés, le 24 mars, n'annonce rien de pareil, et, quant à ses actes, on avouera qu'il serait injuste de crier haro sur un cabinet sorti de l'opposition, qui, en présence de toute une hiérarchie de fonctionnaires dont la bienveillance pour lui est au moins douteuse, loin d'opérer une réaction administrative, s'est contenté d'observer ses agens, afin de ne frapper qu'avec certitude et justice ceux qui mettraient obstacle à la marche du pouvoir, et n'a encore présenté d'autres projets de loi qu'une mesure favorable aux chemins de fer et à d'autres travaux d'utilité publique.

Mais le ministère a déclaré qu'il souffrirait la réforme des lois de septembre en ce qui touche au jury! Les lois de septembre, dont nous

souhaiterions, nous, le maintien intégral dans l'intérêt même de la presse, sont un drapeau qui fut levé dans un moment critique. Après la révolution de juillet, la presse s'était établie sur les marches du trône; elle les gravissait sans cesse pour y porter ses sommations; la législation de septembre fut un coup de canon tiré sur les plus hardis. Les blessés sont morts, le monde a marché, et la presse a repris à peu près son allure, sans se hasarder toutefois à attaquer si ouvertement ce que la constitution et l'intérêt général commandent de respecter. L'arme est restée au pied du trône et devant les institutions, il est vrai; mais s'en sert-on réellement dans ces temps plus calmes? Exécute-t-on sévèrement les lois de septembre? Telles qu'on les applique aujourd'hui, elles ne suffiraient pas dans un temps de troubles, et le ministère du 1er mars, qui n'aimerait, sans doute, pas plus qu'un autre à se désarmer, sait bien qu'il n'affaiblira pas le gouvernement en remettant une partie des délits de la presse au jugement du jury.

§ IV.

Revenons aux cabinets de l'Europe. On n'a pas espéré, sans doute, que l'Europe absolue tendrait les bras au gouvernement de juillet, et nous avons rappelé plus haut que son mauvais vouloir à l'égard de la France, révolutionnaire ou non, ne date pas d'hier. Nous avons montré tout à l'heure quelle a été son attitude depuis cinquante ans. On l'a vue :

Alliée tout entière, à Augsbourg et en 1701, contre le roi de France;

Alliée de nouveau, en 1790, contre la révolution française, c'est-à-dire contre la France elle-même;

Réunie encore, en 1813, contre le souverain de la France, mais déclarant en même temps qu'elle combattait contre Napoléon et non contre la France, et qu'elle désirait plutôt voir la France grande, forte et heureuse, parce que la puissance française est une des bases de l'édifice social de l'Europe (1).

On voit ensuite l'Europe revenir sur cette déclaration et menacer la France des projets les plus sinistres, quand les idées de propagande y apparaissent avec le général Lafayette et le parti qui força Napo-

(1) Déclaration des puissances alliées.

léon à abdiquer, sans s'expliquer sur la réserve faite par lui en faveur de son fils.

On la revoit bientôt alliée avec Louis XVIII et Charles X, parce que leurs principes de gouvernement étaient hostiles à ceux de la majorité de la France.

Elle se réunit plus étroitement que jamais contre la France, en 1830, et ne tarde pas, cependant, à se montrer satisfaite du ministère de Casimir Périer. Ensuite elle fait des vœux pour le maintien du cabinet du 6 septembre, et accompagne de ses regrets la retraite du ministère du 15 avril.

Et, aujourd'hui, par un autre genre de sollicitude pour la paix générale, l'Europe monarchique considérant la nature des débats politiques qui ont eu lieu en France depuis un an, débats où se trouvait étrangement mêlé le nom d'un souverain en qui elle a justement placé sa confiance, l'Europe voit d'un œil favorable l'établissement d'un ministère dont la seule venue termine ces dangereuses discuscussions. Qu'il nous soit donc permis de regarder, avec l'Europe, comme un fait heureux, la disparition du nom du roi si long-temps mêlé aux débats politiques, ainsi que l'introduction de ministres capables et spéciaux dans les principaux départemens de l'administration.

L'Europe absolue n'aime évidemment ni la révolution de juillet, ni quelque révolution libérale que ce soit; mais dans son éloignement pour ce grand fait qu'elle peut affaiblir et non détruire, et avec lequel il faut composer depuis qu'il est devenu un des élémens de l'association européenne, elle montre une sorte d'impartialité qu'on n'a souvent pas en France. Il est vrai qu'il ne se trouve dans les cabinets européens personne qui aspire à un des portefeuilles, et une situation à peu près désintéressée amène d'ordinaire un jugement calme. C'est ainsi, nous croyons pouvoir l'affirmer, que le ministère a reçu de plusieurs cabinets étrangers quelques communications qui exciteraient beaucoup de surprise parmi les esprits un peu exagérés du côté droit, surtout parmi ceux qui s'attendaient à voir l'Europe mettre ses armées au complet pour parer au grand évènement du 1er mars. A la vue de la marche imprudente du dernier ministère, le cabinet autrichien, nous le savons, avait jugé le moment favorable pour saper à Paris et à Londres les bases de l'alliance anglo-française, et M. de Metternich n'avait été que trop bien secondé, à Paris surtout, par le représentant de l'Autriche. On pouvait donc croire que la présence au département des affaires étrangères, et l'avénement à la présidence du conseil, d'un ministre qui avait hautement dé-

sapprouvé l'évacuation d'Ancône, activeraient encore les démarches du cabinet autrichien. Eh bien! de même que M. de Metternich était revenu sur ses pas lorsqu'une sorte d'approbation tacite de la politique de la France à l'égard de l'Orient lui avait attiré de vives représentations de la part de la Russie, de même il a également fait un pas en arrière quand il a vu quelles perturbations causait déjà en Europe la simple apparence d'une rupture de la France et de l'Angleterre. Depuis vingt-cinq ans que M. de Metternich maintient le *statu quo* européen pièce à pièce, il ne se lasse pas de ressouder et de relier les parties qui s'en détachent, et on ne peut s'empêcher d'admirer l'habileté avec laquelle il se tient en équilibre sur la ligne étroite qu'il s'est tracée entre la crainte des agrandissemens de la Russie et la terreur que lui inspire l'esprit de la révolution française. Or, la destruction de l'alliance anglo-française remettrait tout en question, l'Europe se verrait forcée de se constituer sur de nouvelles bases pour effacer les traces laissées par cette alliance depuis neuf ans; et dans ce remaniement, que de chances se présenteraient pour anéantir le *statu quo* de 1815, modifié, il est vrai, mais insensiblement, mais successivement modifié par les évènemens! La division de la France et de l'Angleterre, c'est Constantinople ouverte à la Russie, et la conclusion d'un traité entre ces deux dernières puissances, c'est l'anéantissement de l'Autriche en Orient, en même temps que l'extension de l'influence slave dans ses provinces héréditaires. Ces réflexions, un peu tardives il est vrai, ont produit à Vienne l'effet qu'on devait en attendre, et l'accueil fait à un ministère dont le chef s'est montré si vivement attaché à l'alliance anglaise s'en est ressenti.

La Prusse, plus calme, plus prudente encore, quoique plus exposée du côté de la France et du côté de la Russie, la Prusse n'a cessé de désirer, dans l'intérêt de l'Europe et dans le sien, le maintien de notre alliance anglaise. Les communications journalières de M. de Werther avec M. Bresson, ne permettent pas de douter que le cabinet de Berlin n'ait vu dans la formation du ministère du 1er mars une circonstance favorable au resserrement des liens d'amitié de la France et de l'Angleterre, qui s'étaient étrangement relâchés sous l'administration du 12 mai. Que serait, en effet, la Prusse, si, par l'alliance de l'Angleterre et de la Russie, cette dernière puissance se trouvait en possession de la mer de Marmara, et traçait ainsi un cercle autour de l'Europe? Si l'Autriche est intéressée commercialement comme puissance méridionale, et politiquement, comme puissance du Nord, au maintien de l'empire turc; si elle figure au premier rang après l'An-

gleterre dans les exportations qui se font à Trébizonde, et si les provinces du Danube, ainsi que l'équilibre de l'Europe, lui commandent de ne pas servir la politique russe dans quelques-uns de ses projets, la Prusse n'a pas des intérêts moins pressans. Depuis neuf ans, cette puissance assure de plus en plus sa prépondérance dans le nord de l'Allemagne, et ce serait marcher ouvertement contre le but qu'elle poursuit, que de se constituer simple satellite de la Russie. Pour affermir son influence au nord de la confédération germanique, et balancer celle de l'Autriche dans l'Allemagne méridionale, la Prusse doit être entièrement allemande, et tous ses hommes d'état, ses écrivains politiques, se récrient hautement contre ce qu'ils nomment la perfidie de la presse anglaise et française, qui affecte de montrer la Prusse comme un pays que son gouvernement a remis sans condition dans les mains de la Russie. Ils aiment à faire remarquer, au contraire, dans leurs dépêches et leurs écrits, que, depuis l'administration du prince de Hardenberg, la politique prussienne a incliné plutôt vers l'Autriche que vers la Russie, et que le comte de Bernsdorf lui-même, qui n'était pas un partisan de l'Autriche, se rangea de ce côté, quand il vit que le progrès des idées révolutionnaires qui gagnaient en Allemagne, exigerait bientôt un centre de résistance et une grande unité de répression dans tout l'empire. Si l'on veut bien se rappeler, en outre, que la Prusse a donné, malgré ses penchans alternatifs pour la Russie et pour l'Autriche, des preuves de sympathie pour le gouvernement actuel de la France, chaque fois que sa marche ne l'a pas alarmée, on ne sera pas étonné du bon accueil qu'elle a fait à un ministère dont elle espère l'affermissement de l'équilibre européen.

Pour la Russie, nos rapports comportent peu d'amélioration, et il n'y a qu'un mot à dire. Il y avait eu un embarras de paroles entre le maréchal Soult et M. de Médem, au sujet de la Pologne. Il cesse et disparaît par l'arrivée de M. Thiers. Le retour de M. de Pahlen en est la preuve, et la réponse du gouvernement russe à la première communication du ministère actuel était conçue, si nous sommes bien informés, en termes concilians. S'il était vrai qu'il y fût question de l'empressement avec lequel le gouvernement impérial contribuera de tout son pouvoir à rétablir la bonne harmonie entre les deux grands états constitutionnels, loin de vouloir profiter de leurs dissentimens, on pourrait peut-être voir percer là une satisfaction un peu hautaine de la position acquise par la Russie pendant le ministère du 12 mai; mais on ne pourrait s'en prendre au ministère actuel, car ce n'est pas lui qui y aurait donné lieu.

Enfin, les cabinets de l'Allemagne qui sont des observateurs froids, et qui avaient prévu, en 1829, toutes les extrémités auxquelles devait aboutir la lutte qui s'était engagée en France, ces cabinets ont tous fait exprimer, nous le savons, des paroles bienveillantes au ministère du 1er mars.

Sans doute ces manifestations, dont rien n'autorise à suspecter la sincérité, ne diminuent pas les graves embarras de la France à l'extérieur; mais les questions principales ne sont pas aussi compromises qu'on le pense, et une direction à la fois habile, prudente et serrée, peut opérer de grands changemens dans cet état de choses. Les grandes mesures, les décisions suprêmes, ne se prennent pas si résolument et si vite dans l'Europe telle qu'elle est constituée aujourd'hui. On négocie, on remue, on s'agite sans cesse, il est vrai; de grands et puissans interlocuteurs, nommés la France, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, s'assemblent fréquemment à Londres, à Paris, à Constantinople, à Vienne, pour y discuter; mais rien de décisif n'aura lieu tant que la France et l'Angleterre ne seront pas ouvertement séparées sur une question européenne, vitale; et une séparation de ce genre, il ne faut pas se le dissimuler, serait la guerre, et la guerre universelle en Europe comme en Asie. Or à qui profiterait l'intérêt de cette rupture? A la Russie, évidemment. Le résultat pour elle serait la possession de Constantinople. Est-ce là ce que veut le cabinet anglais?

Il a fallu toute l'indécision, toute l'impéritie du ministère du 12 mai pour amener les choses au point où elles sont. Après la mémorable discussion des affaires d'Orient, où la chambre se montra si prête à faire tout ce que commanderaient la dignité et l'honneur du pays, le ministère disait chaque jour dans les conseils ces paroles que l'un de ses membres a rendues depuis si célèbres en les portant à la tribune : « Il y a quelque chose à faire », et l'on sait quelles résolutions diverses furent proposées! A l'issue de maintes délibérations, on se livra à l'idée d'un congrès, idée suggérée et soigneusement entretenue par l'Autriche, qui flattait le ministère de l'espoir qu'il avait d'y voir figurer l'empereur Nicolas en personne. C'eût été, en effet, un grand triomphe après les déclarations solennelles de la Russie, qui avait refusé si souvent d'admettre des arbitres étrangers dans ses affaires avec l'Orient! Mais bientôt le ministère du 12 mai dut renoncer à cette gloire qu'il se promettait, et comme il fallait à tout prix se populariser pour la session suivante, on envoya quinze vaisseaux croiser à l'entrée des Dardanelles, et on agaça l'attention

publique en faisant beaucoup de bruit des équipages qu'on mettait en mer et des mouvemens qu'on faisait dans les ateliers de Toulon. Quant à la flotte, on l'expédia sans pouvoir se dire ce qu'on voulait en faire; son commandant partit sans emporter une seule instruction précise, et celles de l'amiral Roussin, notre ambassadeur à Constantinople, se bornaient, le croira-t-on? à ceci : En cas d'intervention russe, demander au gouvernement turc la permission de faire entrer nos vaisseaux dans la mer de Marmara. — Dans les dépêches, rien de plus. On n'y mentionnait même pas le nom des Dardanelles; il semblait qu'à ce mot l'Europe entière dût s'écrouler! Quant aux explications que demandaient de temps en temps les envoyés des puissances sur les préparatifs qui se faisaient à Toulon, on leur répondait que la situation de Tanger et du Maroc exigeait des armemens, ou bien qu'il était nécessaire d'exercer et de promener nos équipages. Avec l'Angleterre, même indécision. Tantôt on avait foi en elle, et on parlait d'agir de concert; d'autres fois, on prétendait jouer un rôle isolé, menacer tout le monde, se porter contre la Russie, contre l'Angleterre, mais sans vouloir rien en réalité, et les paroles étaient aussi rudes que la conduite était timide au milieu de ces démonstrations. Il résulta de ces incertitudes que la flotte anglaise se sépara de la nôtre, que la mésintelligence augmenta entre lord Ponsonby et notre ambassadeur, et que de Londres même, on en vint à demander des explications au sujet de deux articles hostiles à l'Angleterre, publiés par deux journaux de Paris, qu'on supposait en rapport avec le gouvernement. Ce fut alors que la Russie, toujours vigilante et attentive, adressa ses premières propositions à l'Angleterre, et accrédita M. de Brunow comme envoyé temporaire près du gouvernement anglais.

On sait ce que sont les Anglais. Vifs, entiers, hardis, rien ne les arrête, rien ne les étonne, quand il s'agit de leurs intérêts. Ils connaissent mal l'Europe et daignent à peine l'étudier, mais cette connaissance et cette étude leur seraient inutiles, car ils pratiquent, du fond de leur île, leur politique en propre, sans s'inquiéter de celle de leurs voisins. M. de Brunow leur montra le ministère français devenu tout à coup égyptien outré, et il les excita contre Méhémet-Ali, qui se prête autant qu'il le peut aux désirs des Anglais, qui ne leur refuse nullement la route qu'ils veulent établir par l'isthme de Suez, mais qui se trouve sur leur chemin, ce qui est un tort irrémissible aux yeux de l'Angleterre. Qu'advint-il de toutes ces récriminations faites avec mesure et habileté? Peut-être moins qu'on ne pense. Quelques

velléités d'arrangemens avec la Russie de la part de lord Palmerston qui ne fut pas secondé par les autres membres du cabinet, et entre la France et l'Angleterre un certain refroidissement qui est moins l'ouvrage de M. de Brunow que le résultat de la conduite du dernier cabinet. Les avertissemens ne lui avaient cependant pas manqué, et nous-mêmes, dans ce recueil, nous lui disions un mois après son installation : *Dans la mer de Marmara, nous pourrions avoir quelque jour contre nous la Russie et l'Angleterre* (1). Toutefois, les journaux ont beau sonner l'alarme, il n'y a rien de plus à cette heure que des négociations, et ce n'est que trop déjà. Quant au titre que M. de Brunow vient de recevoir de sa cour, l'habileté du cabinet russe ne pouvait faire moins pour lui. On eût avoué un insuccès, en le renvoyant à Stuttgard, et M. de Brunow eût été sans doute même nommé ambassadeur à Londres si les égards commandés par la situation du comte Pozzo permettaient de disposer de ce titre de son vivant.

La position du gouvernement vis-à-vis du cabinet anglais est difficile sans doute, et la question assez haute pour absorber tous ses soins et toute son attention. Il s'agit de la prospérité commerciale de la France, de la paix du monde, de l'avenir de la liberté. N'aggravons pas les obstacles autour d'un ministère qui réunit quelques conditions heureuses, et dont le chef, outre sa capacité, peut trouver, pour accomplir sa grande tâche, un surcroît de force dans la confiance que lui témoignent tous les partisans de l'alliance anglaise. La présence de M. Guizot à Londres, le noble empressement avec lequel il seconde les efforts d'une administration où un esprit moins élevé que le sien aurait pu se croire un rival, sont encore un gage de sécurité et d'espoir. En voyant la réunion dans un même but de deux intelligences aussi éminentes, il nous semble qu'on doit croire au prochain rétablissement de tous les bons rapports qui existaient entre la France et l'Angleterre, en même temps que le caractère notoire de ces deux hommes d'état ne permet pas de supposer que leurs efforts de conciliation puissent être accompagnées de circonstances humiliantes pour la France.

(1) Livraison du 1er juillet 1839, page 141.

§ V.

Au moment de la retraite du ministère du 12 mai, trois personnes, trois partis, se présentaient naturellement pour recueillir cette succession vacante. D'où vient qu'elle est tombée dans les mains de M. Thiers? M. Thiers nous l'a dit lui-même, et nous l'avons entendu dans la séance du 24 mars, nous dérouler le tableau des impossibilités et la série des refus qui l'obligèrent à former lui-même un cabinet. Tout fut tenté, même la modification du ministère du 12 mai; le maréchal Soult refusa la présidence du conseil pour ne pas reprendre le ministère de la guerre. M. de Broglie, déterminé par des raisons toutes personnelles et de famille, déclina l'honneur que lui faisait M. Thiers en lui offrant de prendre le portefeuille de l'intérieur dans le cabinet où le noble pair aurait exercé la présidence du conseil et tenu en ses mains le portefeuille des affaires étrangères; et M. Molé, qui se connaît en questions d'opportunité, ferma l'oreille à toutes les suggestions qu'on lui faisait pour essayer, sans M. Thiers, d'une combinaison semblable à celle du 15 avril. Pour M. Guizot, déjà rendu à son poste, il n'eut d'autre pensée que celle de se montrer dévoué, là comme ailleurs, aux intérêts de son pays, en déclarant que loin d'aspirer au ministère, il était prêt à recevoir les instructions de M. Thiers comme président du conseil et ministre dirigeant la politique extérieure.

La nécessité ou la force des choses, comme on voudra l'appeler, a donc remis le pouvoir dans les mains de M. Thiers. Est-ce à dire que le pouvoir soit tombé dans les mains de la gauche, et M. de Broglie qui a puissamment contribué à fonder ce ministère, M. Guizot qui a consenti à lui prêter le concours de ses lumières, M. de Rémusat, M. Jaubert, qui y figurent, sont-ils de la gauche, et ont-ils pactisé avec elle, comme on veut bien supposer que M. Thiers le fait ou est à la veille de le faire? Nous voyons bien une certaine portion de la gauche demander des destitutions, sommer le ministère de songer à lui donner la réforme électorale, déclarer qu'elle a vaincu et qu'il lui faut des otages; mais c'est le langage naturel à cette fraction de la gauche, et si elle le tient aujourd'hui comme hier, nous ne voyons pas encore là matière à nous alarmer. Ce qui nous importe à nous, c'est le langage du gouvernement, et nous ne voyons pas qu'il fasse plus mal

son métier que la gauche ne fait le sien. M. Thiers a-t-il destitué quelque fonctionnaire à cause de ses idées modérées et de son esprit de conservation? A-t-il même destitué personne? Se trouve-t-il, parmi ses adversaires eux-mêmes, quelqu'un qui, en conscience, veuille l'accuser de travailler à la réforme électorale? Et pour les lois de septembre, en déclarant qu'il n'admettrait la modification de ces lois que sur un point, sur un point au sujet duquel des scrupules s'étaient élevés même parmi les hommes qui ont voté les lois de septembre, ne s'est-il pas engagé par-là même à ne pas toucher aux autres points de cette législation?

Pour la politique extérieure, les dissentimens qui retenaient M. Thiers dans l'opposition, contre le cabinet du 15 avril, avec M. de Broglie et M. Guizot, ces dissentimens n'existent plus, car les questions qui les avaient fait naître sont terminées. Il reste l'Orient, et, comme l'a fort bien dit M. Thiers à la chambre des députés, c'est une question devenue si grave que, heureusement pour nous, pour l'honneur de nos hommes d'état, elle ne nous divise presque plus du tout. En effet, la presque unanimité de la chambre s'est prononcée sur ces deux points : maintien de l'empire turc et intérêt efficace pour le vice-roi. Or, ces principes avoués, il n'y a plus qu'à attendre avec confiance le résultat des négociations d'un cabinet dont le chef, les membres et son représentant à Londres n'ont jamais passé pour des hommes sans habileté.

Reste encore la question de la majorité. Elle sera bien petite, disent ceux qui s'efforcent en ce moment de la diminuer. Hélas! il est vrai, nous ne sommes pas plus dans le temps des grandes majorités qu'à l'époque des fortes convictions. Le ministère a cependant une majorité nombreuse; mais peut-être ne doit-il pas trop attacher d'importance à la conserver sans en perdre une seule voix. La majorité ainsi faite, lui coûterait trop cher, car il serait forcé de la demander toujours à l'extrême gauche et aux légitimistes, deux partis de qui M. Thiers n'est pas tenté, sans doute, de faire dépendre le gouvernement de la France. La majorité, la véritable majorité, se formera de l'action même du ministère, si cette action est à la fois ferme et prudente, et elle se composera des 221 modérés ainsi que des hommes modérés de la gauche, car il se trouve des hommes modérés de ces deux côtés de la chambre. Ces hommes sont, les uns, ceux dont M. le duc de Broglie disait très justement, il y a trois jours, dans son rapport à la chambre des pairs, que pour eux il n'y a qu'une politique, politique de résistance énergique tant qu'ont duré l'attaque et le danger, politi-

que de transaction, de conciliation, de ralliement après la victoire; et, pour les autres, qui sont placés à gauche, nous ajouterons que ce sont ceux qui n'ont jamais prêché la propagande et la guerre extérieure, et dont les exigences n'ont jamais été jusqu'à vouloir désarmer le gouvernement en présence des factions. Une majorité composée de ces hommes, ne serait pas grande, mais, à notre sens, elle suffirait. On peut opérer de grandes choses, faire respecter le pays, se montrer fort et puissant au dehors, et défendre les lois au dedans, avec une majorité restreinte. Le ministère de lord Melbourne n'a d'ordinaire que seize voix de majorité; cependant il résiste, suffit à toutes les exigences, et va quelquefois au-delà. Avec cette majorité de seize voix, voyez tout ce que fait le cabinet anglais! Il prend Aden, Buchir, pénètre dans l'Asie centrale par le Sind, mène ses armées à Kaboul, et s'ouvre ainsi, par les deux extrémités, une nouvelle route vers les Indes. La Chine trouble le commerce anglais, le cabinet de seize voix n'hésite pas à armer contre la Chine, et ne balance même pas à l'idée d'une dépense de quelques centaines de millions et des hasards d'une expédition poussée à quelques mille lieues de la Grande-Bretagne. A chaque démonstration chartiste, à chaque attaque des tories, le ministère répond par un nouvel acte de fermeté au dehors, et marche délibérément à la solution de toutes les grandes questions qui touchent à la puissance actuelle et à la grandeur à venir de l'Angletetre. Supposez à M. Thiers une majorité restreinte, mais sûre, mais constante, et pénétrée de la nécessité de le soutenir, ne serait-il pas homme à en faire autant?

...

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 avril 1840.

La situation politique n'a pas éprouvé de modifications importantes dans cette quinzaine. Le ministère a maintenu sa position sans dévier ni à gauche ni à droite, tendant la main aux hommes sensés de toutes les opinions, n'épousant les passions de personne et cherchant à faire, le plus tôt et le mieux possible, les affaires du pays, qui sont nos affaires à tous.

Son appel aux hommes calmes et impartiaux de toutes les nuances constitutionnelles a-t-il été entendu par un grand nombre de personnes? Cette majorité, la seule possible, qui devait se former par le rapprochement de tous les hommes qui reconnaissent l'impérieuse nécessité de reconstituer dans les chambres une large base au gouvernement du pays, cette majorité, dis-je, existe-t-elle réellement? est-elle un fait accompli?

Nous n'osons pas l'affirmer. Qui ne sait les obstacles que les passions politiques s'efforcent de susciter au ministère? Elles déploient dans cette guerre une persévérance, une habileté dignes d'une meilleure cause. Il est d'ailleurs si facile dans notre pays d'amoindrir les hommes, d'attaquer le pouvoir, de dénaturer ses intentions, de paralyser ses forces! c'est un jeu dont les hommes du centre droit connaissent, par une longue expérience, les funestes résultats. Diront-ils qu'ils appliquent la loi du talion? Soit. Mais sur qui retomberaient les conséquences? Sur le pays.

Spectacle bizarre et plein d'enseignement douloureux! La gauche, il est juste de le reconnaître, a montré jusqu'ici toute la mesure, toute la prudence qu'on pouvait raisonnablement attendre d'hommes qui, hier encore, étaient dans les rangs d'une opposition irritée et guerroyante. Voudrait-on que des hommes qui ont à peine posé les armes n'eussent pas la parole un peu vive et la figure

un peu rouge? Eh bien! leur vivacité, on l'exagère; leur modération, on la tourne en ridicule; leur sagesse politique, on s'en irrite. Ce qu'on voudrait, ce sont les emportemens de la gauche, ses colères, ses imprudences, ses folles prétentions; en un mot, la gauche de 1832, de 1834. Aussi a-t-on soin de ne lui épargner aucun genre de provocation. On lui jette à pleines mains le dédain, l'ironie; on lui fait un point d'honneur de tout son passé; on lui représente les voies de la conciliation, de la transaction, comme si elles étaient pour elle les fourches caudines; si elle passe sous le joug de la sagesse politique, elle est déshonorée. La gauche doit être exigeante, violente, absolue. — Oh! si la gauche avait la bonté grande de céder à ces provocations, si elle voulait bien s'emporter, prouver au monde qu'elle n'est pas un parti gouvernemental, qu'elle ne saurait le devenir, que ses promesses sont vaines, que nul homme sensé ne peut compter sur elle, sur son appui, sur ses résolutions, c'est alors que ses adversaires grossiraient la voix, qu'ils parleraient des dangers de l'ordre public, qu'ils se glorifieraient de leurs craintes, qu'ils se targueraient de leurs prévisions; c'est alors qu'ils espéreraient, et avec raison, de trouver dans les chambres le nombre de voix nécessaires pour renverser le cabinet. En effet, le jour où la gauche alarmerait les hommes sensés, impartiaux, un peu timides, qui votent aujourd'hui avec elle, ce jour-là l'administration du 1er mars tomberait devant une administration nouvelle; ce jour-là une dissolution de la chambre au profit du centre droit deviendrait une chose non-seulement possible, mais raisonnable; ce jour-là la gauche aurait abdiqué pour long-temps toute influence dans les affaires du pays, car, s'il est vrai que la France aime le progrès sensé, mesuré, il n'est pas moins vrai qu'aujourd'hui elle aime avant tout l'ordre, la paix publique et sa prospérité matérielle. Les luttes politiques la fatiguent; les expériences hasardées l'alarment. Prête à applaudir à l'honorable transaction que le ministère propose aux partis, elle garderait long-temps rancune à celui qui, par ses exigences et ses emportemens, aurait paralysé les efforts d'un cabinet habile et conciliateur.

Mais, nous nous plaisons à le répéter, jusqu'ici rien de semblable ne paraît à craindre. La gauche ne s'est donné ni ce tort ni ce ridicule; elle a également échappé aux suggestions de quelques amis imprudens et aux piéges de ses adversaires.

Au surplus, le ministère est plus maître de la position qu'on ne le pense. Qu'il la garde avec une fermeté inébranlable, qu'il ait confiance en lui-même et dans la force des choses, qu'il laisse, sans s'émouvoir le moins du monde, les esprits incurables de tous les partis, dans les chambres, dans la presse, s'agiter, se tourmenter, l'attaquer, et toujours en pure perte, sans le faire avancer d'une ligne ni à gauche ni à droite; qu'il proclame de plus en plus qu'immobile sur le terrain de son choix, il y accueillera tous ceux qui voudront venir à lui, mais qu'il n'ira à personne, et l'avenir politique des membres du ministère est assuré.

Dans cette situation, on y pensera à deux fois avant de le renverser. Les passions ardentes auraient besoin, pour réussir, d'un appoint que les hommes sensés ne mettront pas dans l'urne, au préjudice d'un ministère qui n'aura pas mérité de reproches sérieux, et qui, dans toutes les occasions, aura su se défendre.

La ligue des hommes passionnés parviendrait-elle cependant à le renverser? Tant pis pour le pays, qui serait ainsi jeté dans je ne sais quelle inextricable confusion. Quant aux membres du cabinet, ils grandiraient au milieu des embarras cruels d'une situation qu'ils voulaient prévenir; ils seraient, aux yeux de la France, les vrais représentans de la prudence gouvernementale, de la sagesse politique. Entraînés, au contraire, par l'une ou l'autre des opinions exagérées, ils ne seraient plus que les instrumens d'un parti, ils n'auraient pas même l'honneur d'en être les chefs.

Nous avons l'intime conviction que le cabinet du 1er mars ne conserve aucun doute sur la nécessité de maintenir la position élevée qu'il a choisie. Nous lui croyons la volonté, la force, le courage de la garder envers et contre tous, et nous sommes convaincus qu'aujourd'hui même il donnera au pays de nouvelles preuves de cette ferme résolution dans la discussion qu'il va soutenir à la chambre des pairs.

Dans son rapport, M. le duc de Broglie a dessiné, avec cette parole ferme et lumineuse et avec cette loyauté que tout le monde connaît, le terrain intermédiaire où le ministère s'est placé. La preuve, c'est que chaque parti a essayé de retrouver dans ce rapport ses propres idées; nul n'y a trouvé tout ce qu'il désirait.

Les principes fondamentaux de notre gouvernement y sont rappelés dans leur juste mesure, dans leur sincère signification. La chambre des pairs voit aujourd'hui devant elle un cabinet qui, au nom de ces principes et s'inclinant également devant le droit de chacun des grands pouvoirs politiques de l'état, vient lui demander un vote de confiance, et par cela même son libre concours: c'est par une libre manifestation de sa pensée politique, c'est en se reconnaissant le droit de faire le contraire, le droit de renverser le ministère, que la chambre des pairs lui dira aujourd'hui : Restez; le choix de la couronne est conforme aux intérêts du pays; en prenant de ces intérêts un soin intelligent, actif, vous êtes assuré de notre appui.

Qu'on ne vienne donc pas dire à la pairie que le ministère ne tient aucun compte d'elle, qu'il professe des doctrines incompatibles avec la pondération des pouvoirs, qu'il ne reconnaît d'autre puissance que celle de la chambre élective et celle du corps électoral, en cas d'appel au pays. Le ministère, son exposé des motifs à la main, peut répondre : « Vous l'avez entendu; veuillez le relire. Votre adhésion, avons-nous dit, nous est *nécessaire* pour exercer l'autorité que le roi nous a confiée. » L'appel au pays! il court dans le monde de singulières idées à cet égard. Comme le corps électoral nomme la chambre des députés, on se persuade que tous ceux qui parlent d'un appel au pays

reconnaissent par cela même l'omnipotence de cette chambre, ou du moins sa prépondérance légale et permanente. Il n'en est rien.

L'égalité de droit entre les grands pouvoirs de l'état est un principe fondamental. Ce principe aboli, le système s'écroulerait à l'instant même. C'est ainsi que l'assemblée délibérante de 1791 emporta la monarchie, et qu'ailleurs la royauté a fait des assemblées délibérantes une vaine forme.

Mais en fait, la pondération des pouvoirs n'est jamais un état d'immobilité absolue. C'est une balance qui oscille toujours un peu, qui penche tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. C'est là la vie politique, le fait des gouvernemens de lutte et de discussion. Le parfait équilibre se dérange et se rétablit incessamment. Aux faibles oscillations suffisent les ressorts ordinaires du mécanisme politique. Aujourd'hui les chambres transigent entre elles, demain elles transigeront avec la royauté; aujourd'hui la royauté s'appuie de l'une d'elles pour transiger avec l'autre, demain ce sera dans l'autre chambre qu'elle prendra son point d'appui. Ces faits souvent sont manifestes au vulgaire: quelquefois il ne les aperçoit point, parce que les transactions, et c'est là le mieux, se font tacitement, par voie de prévision. Un pouvoir ne demande à l'autre que ce qu'il croit pouvoir en obtenir.

Toujours est-il qu'entre des pouvoirs égaux, une lutte opiniâtre, un profond dissentiment, sont possibles. C'est là le nœud gordien des gouvernemens mixtes. Comment s'y prendre? Faut-il le couper ou le délier? Ce serait le couper que d'attribuer la prépondérance de droit à l'un des pouvoirs. Encore une fois, il absorberait tous les autres. Il fallait donc chercher ailleurs, en dehors de ces pouvoirs, un régulateur, un arbitre. On a recours, dans ce cas, à l'extrémité suprême et décisive d'un appel au pays, à la dernière raison du système représentatif, comme l'a si spirituellement appelée M. de Broglie, c'est-à-dire à l'opinion publique légalement manifestée, au corps électoral qui peut aussi se tromper, mais devant lequel cependant il faut s'arrêter, parce que, à moins d'arriver à la force brutale, il faut s'arrêter quelque part.

Mais qui ne voit que l'appel au pays peut être provoqué, rendu nécessaire, indirectement du moins, par la résistance de l'un ou de l'autre des grands pouvoirs; qu'il est établi dans l'intérêt de tous; que tous se présentent dans la lutte au même titre, au nom du même intérêt, qui est l'intérêt général, l'intérêt du pays? La France n'est pas représentée par un seul des grands pouvoirs de l'état, mais par tous. Tous agissent au nom de l'intérêt général; c'est là leur droit, c'est là leur mission. Il n'y a point dans notre système politique de représentation légale d'un intérêt particulier. Notre royauté n'est pas une royauté patrimoniale; la chambre des pairs n'est pas une chambre féodale, et la chambre des députés n'est pas une chambre des communes, la représentation du tiers-état, d'une classe quelconque. La royauté, la chambre des pairs, la chambre des députés, représentent la France, chacune selon sa forme et dans les limites de ses pouvoirs. Qu'importe ici que la mission soit héréditaire, viagère ou temporaire? qu'elle

ait été conférée d'une manière ou d'une autre? Ce sont là des questions secondaires sur lesquelles les opinions peuvent varier. Toujours est-il qu'aucun de ces pouvoirs n'a le droit de se regarder comme le représentant exclusif du pays, c'est-à-dire de l'intérêt général, car ils existent et agissent tous au même titre. Aussi l'appel au pays n'est-il pas une sorte de privilége accordé à la chambre des députés. Loin de là. Elle paraît, comme les autres pouvoirs, devant l'arbitre commun. Si le jugement du pays lui est favorable, on se confie, pour l'exécution, à la sagesse des autres pouvoirs et on passe outre. S'il lui est contraire, la chambre des députés peut être complètement renouvelée; le pays peut ne vouloir confier l'accomplissement de sa pensée qu'à de nouveaux députés, libres de tous engagemens.

Il est donc plus que singulier d'entendre reprocher au cabinet du 1er mars et à ses amis leur langage politique. Ils parlent d'appel au pays et de gouvernement parlementaire! Qu'est-ce à dire? La chambre des pairs ne fait donc pas partie intégrante du parlement? et la couronne n'est-elle pas aussi, dans sa qualité de puissance politique et législative, partie intégrante, capitale, essentielle du parlement? Il n'est pas en Angleterre un enfant de dix ans qui l'ignore. Ceux qui reprocheraient au gouvernement ce langage tout constitutionnel révoqueraient en doute leur propre droit. Oui, nous vivons sous un gouvernement parlementaire, sous le gouvernement de la couronne et des chambres; oui, nous vivons sous un gouvernement représentatif, la France étant représentée par la royauté et par les deux chambres. L'état ordinaire, régulier, c'est la pondération et l'harmonie de ces pouvoirs. Si un dissentiment profond s'élève, c'est précisément pour maintenir cette pondération des pouvoirs qu'on fait un appel au pays. Si tous les pouvoirs peuvent le provoquer, indirectement du moins, par leur résistance et leurs dissentimens, c'est essentiellement à la couronne, au moins passionné, au plus désintéressé des trois pouvoirs, qu'il appartient d'en proclamer la nécessité et l'opportunité.

Quand mettrons-nous fin à nos longues discussions de métaphysique politique, de scolastique constitutionnelle, pour nous vouer entièrement à la discussion des affaires, au gouvernement du pays? Au lieu d'approfondir nos questions commerciales, maritimes, coloniales, au lieu de combler les lacunes de notre législation, d'étudier nos rapports internationaux, la situation de notre armée et de notre marine, nous aimons mieux discuter subtilement la question de savoir si notre gouvernement est parlementaire, représentatif ou constitutionnel, si le roi règne sans gouverner, ou s'il règne et gouverne en même temps. Et à cette occasion il faut entendre les hommes qui se disent monarchiques par excellence, rappeler, avec de profonds soupirs et un certain contentement d'eux-mêmes et de leur érudition politique, la comparaison fort ignoble qu'on attribue à Napoléon; il faut entendre, de l'autre côté, les théoriciens libéraux affirmer, avec ce dédain qui n'admet pas même la possibilité d'une objection, que les ministres étant responsables et le roi ne l'étant pas, les ministres seuls doivent gouverner, que le roi doit nécessairement rester

étranger à des actes, à des mesures dont, en aucun cas, il ne doit répondre au pays.

C'est sans doute chose bien vulgaire que de se placer entre deux opinions et de reproduire toujours ce *juste-milieu*, désormais si décrié. Mais qu'y faire? Est-ce notre faute, à nous, si le bon sens paraît chose vulgaire, et si, dans les affaires de ce monde, un juste tempérament, une conciliation des idées en apparence les plus contraires, sont chose plus sensée que tout système exclusif?

Les ministres sont responsables. Quelle est la conséquence de ce principe fondamental? Que les ministres doivent agir avec liberté et pleine connaissance de cause. C'est à eux en effet que le pays aura le droit de s'en prendre en cas de malheur, c'est à eux qu'il demandera un compte sévère des actes du gouvernement. Or, il serait révoltant, immoral, qu'on pût demander à la justice sociale la tête d'un homme que la conscience publique proclamerait n'avoir été qu'un instrument aveugle et passif, également dépourvu d'indépendance et de lumières. Faites une supposition absurde, ridicule : supposez qu'un roi constitutionnel prît un jour pour ministre un de ses valets de pied, et qu'une mesure funeste, coupable, fût mise à exécution sous le contre-seing de cet homme; oserait-on, qu'on nous le dise, le traduire devant une cour de justice et lui demander compte de son fait politique? Là où il n'a pu y avoir libre concours de l'intelligence et de la volonté, il ne peut y avoir de responsabilité. Il n'est pas de fiction possible contre la conscience humaine.

Mais s'ensuit-il que le roi doive rester étranger au gouvernement du pays, qu'il ne puisse pas connaître, approfondir les intérêts de la France, les débattre, dire son avis, donner son opinion, et chercher, précisément parce qu'il la croit bonne, à la faire adopter, à la faire prévaloir? Singulière idée! Il n'est pas un Français, il n'est pas d'homme qui ne puisse communiquer ses pensées à un ministre, les soutenir, les débattre avec lui, qui ne puisse insister, faire tous ses efforts pour les faire prévaloir, pour les faire adopter. Est-ce à dire que cet homme, que ce Français, quelque habile, quelque considérable qu'il puisse être, ôterait par ses conseils quelque chose à la responsabilité du ministre? Est-ce à dire que M. le maréchal Soult conseillant M. de Cubières, et M. de Portalis insistant pour l'adoption d'une mesure auprès de M. le garde-des-sceaux, enlèveraient, si leurs conseils n'étaient pas approuvés du pays, toute responsabilité aux ministres de la justice et de la guerre? Nullement.

Et ce que tout homme peut faire, le roi seul ne le ferait pas! le roi, chef suprême du pays; le roi, dont les intérêts sont profondément, et plus que ceux de personne, identifiés avec les intérêts de la France; le roi, qui doit décider la question de savoir quels sont les hommes les plus propres au maniement des affaires, les hommes qui peuvent former un cabinet en harmonie avec les intérêts de l'état! Il doit donc connaître à fond ces intérêts, les hommes et les choses, les tendances des uns, la marche des autres.

Où est donc la vérité? La voici. S'il n'est guère de particulier vis-à-vis duquel un homme aussi haut placé qu'un ministre ne puisse facilement conserver toute son indépendance et le libre exercice de son intelligence, on conçoit que cette indépendance puisse disparaître, que la *personnalité* morale du ministre puisse s'effacer devant la majesté royale, devant le pouvoir qui a le droit le plus légitime au respect le plus profond et au plus sincère dévouement. On conçoit que le jugement d'un homme médiocre puisse se troubler devant un monarque éclairé, habile; on peut craindre que l'homme dont le caractère ne serait pas indépendant et ferme ne devienne un instrument passif dans les mains de la royauté, un exécuteur aveugle de mesures qu'il n'aurait ni pu comprendre ni osé discuter. C'est alors, et alors seulement, que la responsabilité serait un mensonge, car la responsabilité morale ne coïnciderait pas avec la responsabilité légale; c'est alors que la conscience publique s'indignerait d'une fiction impossible.

Mais placez devant la royauté des hommes éclairés et indépendans; qu'importe alors de savoir d'où leur viennent les pensées qu'ils réalisent, les mesures qu'ils prennent? Sont-elles bonnes? J'applaudis. Les doivent-ils, en tout ou en partie, aux conseils du roi? J'en félicite mon pays. Je laisse à d'autres la singulière satisfaction qu'ils éprouveraient s'ils voyaient sur le trône un roi incapable, un mannequin.

Ces pensées, ces mesures, seraient-elles au contraire funestes, pernicieuses? Le pays en demandera sans scrupule, sans hésitation, sans remords, un compte sévère aux ministres. Ici encore, qu'importe de savoir quelle a été la source première de ces pensées, quel a été le premier auteur de ces mesures? Des hommes capables, indépendans, les ont adoptées; donc ils les avaient comprises; donc ils les ont voulues; donc, en les adoptant, ils en ont fait leur propre ouvrage; donc ils en sont justement, légitimement responsables.

Ils en sont responsables comme de toute mesure qui leur eût été suggérée par une personne quelconque. Le ministre habile qui l'adopte la fait sienne; il en répond, et c'est justice, car le mal ne s'accomplit que lorsqu'il appose sa signature de ministre responsable.

Or, si un ministre quelconque peut conserver son indépendance vis-à-vis d'un simple particulier, c'est un ministre éclairé, d'un caractère éprouvé, haut placé par sa position sociale, ou par sa situation politique, ou par ses talens et sa renommée, qui peut seul conserver sa libre action, ce principe de toute responsabilité légale et morale, même devant la royauté.

D'où sort nécessairement une formule en apparence paradoxale, mais qui touche en réalité au fond des choses. A un roi constitutionnel, éclairé, habile, digne de tous les respects, non-seulement comme roi, mais par ses hautes et rares qualités personnelles, il faut des ministres éminens. Un roi faible, peu éclairé, fainéant, pourrait seul s'entourer d'hommes subalternes et médiocres; les affaires du pays en souffriraient, mais le principe fondamental de la responsabilité ministérielle n'en recevrait pas d'atteinte. En d'autres termes :

au guerrier de haute taille, il faut un bouclier proportionné à sa stature; tout bouclier serait bon pour un nain. L'irresponsabilité du roi, c'est la monarchie tout entière. Il n'est d'hommes éminemment monarchiques que ceux qui ne veulent rien négliger de tout ce qui peut couvrir la personne inviolable et sacrée du monarque.

Mais encore une fois, nous espérons que ces débats spéculatifs céderont bientôt la place à la discussion des affaires urgentes et positives du pays.

C'est par la discussion des affaires, par l'habileté et le soin que le ministère y apporte, que doit se former peu à peu cette majorité si nécessaire aux intérêts de la France. Les passions s'amortiront dans ces débats étrangers à la politique proprement dite et aux intérêts personnels.

Le ministère a montré une juste sollicitude pour l'industrie des chemins de fer. Il était en effet déplorable de voir ces grandes entreprises paralysées en France, tandis qu'elles prennent, dans tous les états qui nous environnent, un essor de plus en plus élevé. Deux systèmes s'offraient au ministère pour venir en aide aux compagnies, celui d'une garantie d'intérêts et celui d'une subvention qui ferait participer le gouvernement à l'entreprise elle-même. M. Jaubert a préféré avec raison le système de la participation à celui de la garantie d'intérêts. Entre autres motifs, il en est un qui nous paraît décisif.

Ce qui entrave ces associations industrielles, c'est que les fondateurs ont compté sur un capital disponible supérieur aux forces réelles du marché. Rien n'est plus difficile que d'évaluer avec quelque exactitude le montant des capitaux qui cherchent un emploi. Et lorsqu'un grand mouvement industriel s'opère sur plusieurs points à la fois, les prévisions sont d'autant plus trompeuses, que chaque compagnie concentre son attention sur son entreprise, et ne tient guère compte de toutes les autres demandes de capital qui retentissent en même temps sur le marché national et sur les marchés étrangers. Le gouvernement, par ses subventions, diminue le capital que l'entreprise est obligée de demander à ses actionnaires, et bien que la subvention soit puisée dans l'impôt, et par cela même dans le capital national, l'effet n'est pas le même que celui d'une demande directe adressée aux actionnaires. La somme fournie par l'état se compose de quantités minimes fournies par chaque contribuable. C'est comme si une compagnie, au lieu de demander 1,000 fr. à une seule personne, pouvait demander 20 sous à mille personnes. C'est une manière de perception et de versement que l'état peut seul effectuer.

La conversion de la rente, la loi des sucres, le privilége de la banque, doivent également occuper les chambres; nous parlerons plus tard de ces importans projets.

A l'extérieur, la question d'Orient paraît toujours au même point. La France demeure fidèle à sa politique, et la prolongation du *statu quo* en rend le succès de plus en plus probable. Le temps ne peut que consolider ce qui est; il ajoute sa sanction au droit du possesseur; il affaiblit les ressentimens et les espérances

de la partie dépossédée; il suggère des expédiens et ouvre des voies de conciliation qu'on n'aurait pas aperçus au premier abord.

La querelle entre le roi de Naples et le gouvernement anglais, à l'occasion des soufres de la Sicile, paraît prendre un caractère inattendu de gravité. Le roi de Naples s'obstine, et l'Angleterre, qui n'entend pas raillerie lorsqu'il est question de ses intérêts commerciaux, envoie, dit-on, une escadre dans le golfe de Naples et sur les côtes de la Sicile. Espérons qu'à la vue du pavillon anglais, des troubles intempestifs n'agiteront pas ces pays, que de trop douloureux souvenirs et de vaines espérances ne pousseront pas les Siciliens à quelque imprudente tentative. Ces peuples n'oublieront pas la sanglante et odieuse catastrophe de 1799, le sort de la Sicile en 1815 et celui de Gênes.

Le ministère anglais, sur la question de la Chine, n'a obtenu qu'une majorité de 10 voix. Cette faible majorité ne l'a point ébranlé. C'est que le temps des grandes majorités est passé, en Angleterre comme en France, par des raisons trop longues à déduire ici, mais qui n'échapperont pas à ceux qui ont réfléchi sur l'esprit et les tendances démocratiques de la chambre des communes et de notre chambre des députés.

P. S. La chambre des pairs a été aujourd'hui le théâtre d'une grande et belle discussion. Le temps nous manque pour en parler avec quelque détail. Disons seulement que M. le président du conseil y a déployé, avec un rare bonheur, toutes les ressources de son esprit; le succès a été pour le moins égal au succès si brillant qu'il avait obtenu à la chambre des députés. La chambre des pairs, malgré ses habitudes dignes et silencieuses, lui a donné des témoignages irrécusables d'assentiment et d'approbation.

M. Thiers a confirmé toutes nos prévisions sur la marche que le ministère se propose de suivre.

Aussi ne voulons-nous rappeler ici qu'un seul point. En parlant des employés et fonctionnaires publics, M. le président du conseil a noblement déclaré que nul n'avait à craindre ni ressentiment, ni destitution, ni vengeance, pour tous les faits politiques antérieurs à l'avénement du 1er mars. Ceux-là seulement qui, méconnaissant l'esprit de l'administration actuelle, ne garderaient leurs places que pour la contrecarrer et lui refuser leur concours, devraient s'attendre à des mesures qui sont, pour tout gouvernement qui se respecte, un devoir rigoureux et un droit nécessaire.

— Depuis long-temps nous regrettions de ne pouvoir donner aux sciences la place qui leur était marquée dans cette *Revue*. Nous sommes heureux d'avoir pu entrer dans une voie nouvelle, grace à l'intervention d'un homme que ses connaissances spéciales et l'indépendance de son caractère rendaient éminemment propre à remplir cette tâche. Dans une première lettre que nous avons publiée, on a dû commencer par l'Institut l'examen de l'état des sciences en France. M. Arago, qui occupe une place si considérable parmi nos

savans, s'est trouvé nécessairement en première ligne, et il a été jugé avec liberté sans doute, mais avec modération et urbanité. D'autres lettres qui paraîtront prochainement, et que rien ne saurait nous empêcher de publier, prouveront que nous avons voulu nous occuper des sciences en général sans aucun but personnel. Le ton de ces lettres sera, comme celui de la première, calme et mesuré. Malheureusement il est des gens qui ne savent point s'imposer, dans la discussion, la même réserve. *Le National,* en prenant la défense de M. Arago, a prétendu que les critiques adressées à ce savant astronome avaient un but politique, et qu'elles étaient *payées par le château!* Une telle accusation ne saurait être prise au sérieux, et nous ne nous y arrêterons pas. Nous croyons pourtant devoir engager les amis de M. Arago à modérer leur ressentiment, car ils ne parviendront jamais à exciter notre colère, ni à nous faire abandonner la ligne d'impartiale critique que nous avons adoptée. Les attaques violentes ne sont pas dans nos habitudes, et nous n'hésiterons pas à déclarer, que de quelque côté qu'elles pussent venir, la *Revue* n'en accepterait jamais la solidarité. La discussion a des bornes que les bienséances ne permettent jamais de franchir. Qu'aurait dit *le National*, il y a cinq ans, si l'on avait avancé que ses attaques, et celles que les autres feuilles radicales dirigeaient alors contre M. Arago, *étaient payées par le château?*

— Naguère, dans un article consacré à Hégésippe Moreau, la *Revue* s'exprimait, sur la tendance morale de quelques poètes de nos jours, en des paroles sévères peut-être, mais justes, nous le croyons, pleinement convaincues, et qui d'ailleurs témoignaient d'une profonde sympathie pour les intelligences poétiques, beaucoup mieux que n'auraient pu faire d'imprudentes et trop faciles flatteries. En ce temps d'irrésistible folie et d'ambition démesurée, il est encore cependant quelques fervens adeptes qui savent cultiver la poésie dans un sentiment épuré et avec un courage plus ou moins obscur, mais toujours méritant. Dans ce nombre, il faut ranger incontestablement Mlle Antoinette Quarré, poète et ouvrière à Dijon. Mlle Quarré est une jeune fille qui a su s'élever au-dessus de sa condition première et l'embellir, sans prétendre en aucune façon la renier. Elle a mis en action, pour sa part, les principes que la *Revue* émettait tout récemment encore. Depuis le jour où Mlle Antoinette Quarré s'est éveillée poète, elle n'a point interrompu le travail de ses mains; elle a compris sagement qu'une occupation à la fois modeste et utile peut s'allier sans préjudice au culte brillant de la muse. Elle a voulu être tout-à-fait un de ces poètes *du fond de l'atelier* dont nous parlions. Son talent lui a valu les suffrages de plusieurs écrivains éminens, entre autres de M. de Lamartine, qui lui a adressé une pièce des *Recueillemens poétiques*. Dans le modeste

recueil de poésies que M[lle] Quarré vient de publier (1), on distingue surtout la réponse à M. de Lamartine et la pièce intitulée : *A un Fils*. La poésie de M[lle] Quarré ne brille pas précisément par une couleur propre et une originalité bien déterminée; mais on y remarque de la pureté, de l'harmonie, et l'entente du rhythme poétique, qualités d'autant plus louables qu'elles sont toutes instinctives chez la jeune ouvrière.

— Le premier volume de *Port-Royal*, par M. Sainte-Beuve, vient de paraître. Nous nous contentons, pour aujourd'hui, d'annoncer cet important ouvrage, où se déploie une faculté de travail et d'étude que notre époque semble avoir oubliée. Le volume que publie M. Sainte-Beuve ouvre dignement son grand travail, où le XVII[e] siècle sera envisagé sous tant de curieux aspects. Toute une période intéressante de l'histoire de Port-Royal est retracée dans ce volume, qui, à lui seul, forme ainsi un ensemble, et que nous nous réservons d'examiner bientôt.

— M. Ampère vient de publier le troisième volume de son *Histoire littéraire de France*. Dans ce volume, il expose l'état des lettres depuis Charlemagne jusqu'au XII[e] siècle. Plus M. Ampère avance dans l'ouvrage qu'il consacre à notre littérature, plus les faits intéressans, les aperçus ingénieux se multiplient. La grande époque de Charlemagne, considérée au point de vue littéraire, a trouvé à la fois dans M. Ampère un historien éloquent et un critique plein de finesse. Parmi les chapitres de ce nouveau volume qui doivent surtout fixer l'attention, nous citerons l'étude sur Charlemagne et les portraits d'Hincmar, d'Alcuin et d'Agobard. On ne peut que désirer vivement de voir M. Ampère appliquer aux diverses époques de notre littérature l'élévation et la sûreté de jugement qui lui assurent parmi les critiques érudits une place si éminente

— Nous sommes en retard pour parler du roman que M. Kératry a publié récemment sous le titre d'*Une fin de Siècle*. Ce livre, dont l'intérêt repose sur de nobles sentimens, sur une action touchante, méritait l'accueil favorable qu'il a obtenu. Le sujet choisi par l'auteur était difficile; il y avait pour lui deux conditions à remplir : peindre avec exactitude l'époque au milieu de laquelle il plaçait ses personnages, puis dessiner avec netteté ces personnages eux-mêmes et les faire agir. Il ne fallait pas une médiocre habileté pour mener de front ces deux tâches, le tableau général de la France au XVIII[e] siècle, et le développement d'une action empruntée à la vie privée. On pouvait craindre que l'histoire n'empiétât sur le roman, ou qu'entraîné par le charme d'une donnée touchante, l'écrivain ne négligeât de peindre l'époque à laquelle il

(1) Ce recueil a paru lithographié à Dijon.

l'avait rattachée à dessein. Cet écueil a été habilement évité par M. Kératry, et, dans *Une fin de Siècle,* la part est faite avec une rare sagacité à l'histoire comme au roman. Nous croyons inutile d'analyser avec détail l'ouvrage de M. Kératry; il nous suffira d'en indiquer ici la donnée, qui est la passion se sacrifiant au devoir. Ce noble thème a fourni à M. Kératry plus d'un chapitre éloquent et pathétique. Berthe et Silfrid, qui personnifient l'amour chaste et résigné, sont deux figures pleines de charme, auxquelles on ne peut refuser sa sympathie. Les autres personnages du roman, à l'exception d'un type de mère insensible et orgueilleuse, sont conçus avec le même bonheur et excitent tous un vif intérêt. Quant à la forme, c'est surtout par le naturel et la simplicité qu'elle se distingue; quelquefois peut-être cette simplicité dégénère en négligence; néanmoins l'ensemble de l'œuvre porte les traces d'une exécution patiente. L'inspiration d'*Une fin de Siècle* n'a pas seulement le mérite de la générosité et de la franchise : elle a encore celui de la maturité.

— Les théories sociales qui abondent de nos jours sous toutes les formes, ont eu dans le passé bien des précédens dont elles ne sont souvent que des épreuves nouvelles, et des épreuves pas toujours corrigées. Un jeune écrivain qui s'attache aux doctrines sociétaires modernes, mais sans esprit d'exclusion, M. Villegardelle, a conçu l'idée heureuse de publier, en les commentant, les principales de ces utopies produites dans les derniers siècles. Il a commencé par le *Code de la Nature* (1), ouvrage attribué à Diderot, mais qui est d'un autre philosophe moins connu, Morelly. Dans une notice raisonnée, M. Villegardelle apprécie et critique les idées et les plans d'organisation de son auteur, qui est le précurseur le plus direct de Babeuf et d'Owen. Il nous promet, dans une publication prochaine, une traduction de *la Cité du Soleil,* utopie de Campanella. On ne saurait qu'applaudir à ces essais de critique et d'érudition qui rappellent utilement les systèmes du passé à des doctrines toutes préoccupées de l'avenir.

(1) Chez Delaunay, libraire au Palais-Royal.

V. DE MARS.

